

CRITIQUE COMMUNISTE



Numéro spécial

MAI 68 - MAI 78

SOMMAIRE

- Henri Weber
Mai 68 : une répétition générale ? 5
- Jacques Kergoat
Sous la plage, la grève : 1958-1968..... 29
- Interview de Patrick Viveret (rédacteur en chef
de la revue « Faire ») 87
- Robert Linhart
L'évolution du procès de travail..... 105
- Alain Brossat
La bande à Baader, suicidés de la révolution 131
- Jean-Marie Vincent
La politique n'est plus ce qu'elle était 145
- Michel Lequenne
Inéluctabilité et difficultés de la social-
démocratisation du PCF 157
- Jean-Paul Deléage
Energie nucléaire et transition au socialisme 177

Les dessins sont repris de l'Enragé.

ERRATUM

L'article « Rupture et continuité » n'était pas de Michel Lequenne mais de M. L. et Hector Léans.

COMITE DE REDACTION

Denise Avenas - Alain Brossat - Jean Hallouze - Michel Lequenne - Michel Peret - Gilles Poiron - Carlos Rossi - Frédérique Vinteuil - Jean-Marie Vincent -

Directeur de la publication : Henri Weber.

N° 1	Politique des blocs et révolution permanente - Le C.E.R.E.S. - Sur le centrisme - L'althusserisme.	8 F
N° 2	Trotsky et la vie quotidienne - Idéologie et psychanalyse - Sur un épouvantail nommé Désir - Interview d'Ariane Mnouchkine - Rétro et anti-rétro.	8 F
N° 3	Le bonarpartisme à notre époque - De De Gaulle à Giscard - Armée - MFA - La classe ouvrière soviétique.	8 F
N° 4	Le féminisme.	épuisé
N° 5	Les partis communistes et le stalinisme.	10 F
N° 6	Ligue et léninisme - Débat sur le P.C.F. - Perversion, amour et révolution - La crise de l'armée française.	10 F
N° 7	Ecologie, environnement, pollution, luttes urbaines.	10 F
N° 8/9	Stratégie révolutionnaire en Europe.	15 F
N° 10	Marxisme et question nationale : Bretagne, Corse, Occitanie...	10 F
N° 11/12	Militantisme et vie quotidienne.	15 F
N° 13	Les municipales - P.S.U. - 36 et 78.	10 F
N° 14/15	Les révolutionnaires et l'Union de la gauche.	15 F
N° 16	Les communistes, la transition socialiste et l'Etat.	10 F
N° 17	Contrôle ouvrier - Nationalisation - Arme nucléaire - Intelligentsia et prolétariat - Che Guevara.	10 F
N° 18/19	L'URSS - La bureaucratie - Eurocommunisme - Goulag, Glucksman et démocratie - La Yougoslavie.	10 F
N° 20/21	Féminisme, capitalisme et mouvement ouvrier.	15 F
N° 22	Le P.C.F., la gauche et la crise.	18 F

Pour toute correspondance :

CRITIQUE COMMUNISTE

c/o Edition La Brèche, 99, rue de l'Ouest, Paris XIV^e, tél. 543.85.74

Abonnement annuel (10 numéros) : 100 F et 120 F pour l'étranger soutien : 150 F.
Chèques à l'ordre des éditions la Brèche.

Imprimerie Rotographie Montreuil — 1^{er} trimestre 1978. N° de commission paritaire 56551.

Présentation

Dans ce numéro, publié dix ans après la grève générale de Mai-juin 1968, **Henri Weber** revient sur quelques interprétations des « événements » ; **Jacques Kergoat** retrace la genèse, l'éclatement, la réalité de la grève ouvrière. **Patrick Viveret**, ancien barricadier, directeur de la revue *Faire* et animateur du courant rocardien, explique son itinéraire politique. **Robert Linhart**, ancien dirigeant de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCml), auteur de *Lénine, Taylor, les paysans*, et plus récemment de *l'Établi*, analyse l'évolution du procès de travail dans les pays capitalistes avancés depuis 68 et ses incidences politiques. **Alain Brossat** s'interroge sur ce qui a perdu ces enfants de 68 que sont les terroristes, sur le rapport des révolutionnaires à la barbarie ambiante.

Michel Lequenne poursuit le débat permanent engagé dans cette revue sur l'évolution du mouvement communiste international. Il répond à l'article de **Daniel Seldjouk**, publié dans le numéro précédent. **Jean-Paul Deléage** traite des rapports entre le développement de l'énergie nucléaire et l'instauration d'une société socialiste.



Mai 68 : une répétition générale ?

La bourgeoisie française a vécu Mai 68 comme un coup bas du sort : quoi ! alors que la France connaît depuis 15 ans une expansion économique ininterrompue ; que le pouvoir d'achat des salariés a doublé ; que le chômage « frictionnel » affecte à peine 3 p. cent de la population active ; que la question coloniale est enfin résolue, les institutions de l'État restaurées, le prestige national rétabli ; que les Français, enfin, vivent pour la première fois depuis longtemps, dans la prospérité, la paix, la stabilité, l'ordre, le progrès et la considération générale : des « journées-révolutionnaires » à Paris ! la France paralysée par la plus grande grève générale de son histoire ! Son image ternie par les convulsions de l'Émeute ! Les porte-parole de la classe dominante s'étranglent littéralement d'indignation devant ce pied-de-nez de l'Histoire...¹

Pour eux, Mai 68 est une période de démence collective, de délire national, où les Français, repus mais avides de sensations fortes, se donnent la comédie d'une révolution du XIX^e siècle.

Un psychodrame, dit Raymond Aron, où rien de ce qui se dit ou fait n'est sérieux : ni le PCF, ni les enragés ne sont réellement décidés à s'emparer du pouvoir par la force. Les barricades sont « symboliques ». La « guérilla urbaine » ignore le P 38. La courbe de mortalité chute même sensiblement du fait de la grève des pompistes ! « Marathon de la parole », « défoulement collectif » ; Mai 68 constitue une immense fête, durant laquelle les Français vivent tout ce dont ils

sont privés en temps ordinaire, échangent les rôles, inversent les valeurs, exorcisent symboliquement les frustrations de la « société de consommation », d'autant plus sereinement que chacun sait qu'après le Carnaval, les choses rentreront dans l'ordre...

Pour la bourgeoisie française, la surprise, l'incompréhension sont totales. Elles rendent compte d'ailleurs du prodigieux succès initial du mouvement, de la vague d'unanimité qui tout d'abord l'accompagne. Pourtant les signes annonciateurs n'ont pas manqué, perçus et présentés comme tels par les marxistes-révolutionnaires : grèves longues et dures dans la métallurgie et la chimie en 1966-1967. Chez Dassault, en pleine campagne électorale ; aux chantiers navals de Saint-Nazaire, chez Rhodiaceta, chez Berliet — renouant avec la tradition oubliée des occupations d'usine. Émeutes régionales à Caen, à Redon, à Mulhouse, au Mans. Ces explosions sectorielles ne sont pas fortuites écrit *Avant-Garde-Jeunesse*, organe de la *Jeunesse communiste Révolutionnaire*. « Elles sont le symptôme le plus net d'un mouvement national profond, diffus et qui se cherche. »²

Mais la classe dominante croit en son idéologie : les progrès de la production et de la consommation de masse sont censés promouvoir une société où les tensions remplacent les conflits, les « querelles » les ruptures, les négociations les révolutions... Lorsque la réalité fait valoir ses droits, la « classe politique » est frappée de stupeur et multiplie les boulettes.

En réalité, Mai 68 n'est ni un psychodrame, ni une crise d'épilepsie, ni un exorcisme. C'est la première grande crise du « late-capitalism » ou capitalisme monopoliste d'État. En tant que telle, elle est riche d'enseignements sur les nouveaux contenus, les nouvelles formes, les nouveaux acteurs de la lutte des classes en Europe occidentale. Sur ses potentialités révolutionnaires, comme sur ses limites.

Révolution du troisième type

De tous les courants du mouvement ouvrier, les marxistes-révolutionnaires étaient sans doute les mieux préparés politiquement à affronter la secousse tellurique de Mai 68.

Dans le vaste débat stratégique qui polarisait la gauche du mouvement ouvrier européen, au début des années 60, Ernest Mandel et la IV^e Internationale, défendaient des positions sans équivoques. Contre ceux qui affirmaient qu'en l'absence définitive de catastrophes

économiques ou militaires dans les pays capitalistes avancés, le prolétariat ne pouvait se comporter qu'en force réformiste ; contre ceux qui prétendaient, symétriquement, que le retour probable de ces catastrophes reconstituerait le prolétariat en classe-révolutionnaire ; Mandel répondait en soulignant *la spécificité des crises socio-politiques que mûrissait le capitalisme européen*, et partant, la spécificité du processus de transition au socialisme dans ces pays. Il y a divers types de crises pré-révolutionnaires, disait-il en substance³.

Il y a les crises d'effondrement de l'État, sous le coup d'une défaite militaire (Allemagne 1918 ; France, Italie 1945...). Il y a les crises d'effondrement social sous l'effet d'une catastrophe économique (Allemagne 1929...). Mais il y a également des crises potentiellement révolutionnaires, distinctes de ces crises d'effondrement : la grève générale de juin 1936 en France, par exemple.

Si les crises d'effondrement de la société ou de l'État sont improbables en Europe occidentale dans un avenir prévisible, admettait Mandel, les crises du troisième type sont au contraire inéluctables, en raison du développement des contradictions néo-capitalistes. A preuve, la grève générale belge de décembre 1960 et janvier 1961. D'autres explosions généralisées de lutte, plus puissantes, se produiront à moyen terme dans les métropoles capitalistes d'Europe occidentale ouvrant la voie à un processus spécifique de transition au socialisme.

Les trotskistes français, formés à cette école, plaçaient donc au centre de leur hypothèse stratégique, la perspective de ce que Rosa Luxembourg appelait une « grève en masse »⁴. Ils suivaient attentivement les progrès de la combativité populaire, particulièrement nets depuis 1963, vérifiant tous les « clignotants » de la radicalisation ouvrière : courbes des jours chômés pour faits de grève, score des syndicats aux élections professionnelles, des partis ouvriers aux élections politiques ; caractère des grèves, manifestations, etc.

Ils cherchaient à concentrer leurs forces sur les terrains les mieux à même de produire « l'étincelle qui embraserait la plaine ».

Ils ont donc été comblés (au-delà de toute espérance, il est vrai), par l'événement, et ont joué un rôle sans commune mesure avec leur importance numérique et leur implantation.

Mais si l'assimilation vivante de l'expérience du prolétariat européen, théorisée par le marxisme-révolutionnaire a permis ce résultat (et ces conséquences : la fondation de la Ligue communiste, l'hégémonie trotskiste sur l'extrême gauche française), bien des aspects du mouvement de Mai-Juin ont été mal perçus ou incompris. L'excès de mémoire historique ne va pas quelquefois sans atrophie de

l'imagination. La référence, délibérée ou inconsciente, aux grands précédents, réduit la sensibilité au nouveau. Notre lecture immédiate de Mai 68 fut à la fois quelque peu lacunaire et, malgré la typologie de Mandel, quelque peu biaisée par une grille d'interprétation venue, via la « maladie infantile », de la Révolution russe.

Cet article vise à rouvrir le débat sur cette période-clé de notre histoire récente, si riche d'enseignements stratégiques.

* * *

La crise de Mai-Juin 1968 résulte du télescopage de trois processus distincts : le soulèvement de la jeunesse scolarisée, le mouvement revendicatif des travailleurs, la crise du régime bonapartiste. C'est ce télescopage qui confère au Mai français son caractère spécifique. La révolte de la jeunesse contre la « société de consommation » — ce qu'Edgar Morin appelle la « révolution juvénile » — constitue en effet, un phénomène universel, présentant des caractéristiques communes dans tous les pays capitalistes avancés. Mais dans la plupart de ces pays (USA, République fédérale allemande, Grande-Bretagne, Japon), non seulement cette révolte ne gagne pas la masse des travailleurs, mais encore elle se heurte à leur hostilité active. C'est en Italie que la désynchronisation entre la radicalisation des étudiants et celle des travailleurs est la moins forte. Mais l'existence d'un régime parlementaire (et de partis ouvriers depuis longtemps frappés du crétinisme du même nom) empêche que la crise sociale n'ouvre une phase de « vacance du pouvoir ».

S'il en va autrement en France, et en France seulement, c'est parce que le coup de force du 13 mai 1958 y a installé un régime d'exception, le bonapartisme gaulliste, dont les procédures accroissent considérablement la puissance de déflagration des conflits sociaux.

1. Le soulèvement de la jeunesse scolarisée

Le mouvement de la jeunesse scolarisée confère à Mai 68 sa physionomie spécifique, la plupart des traits par lesquels il se distingue des grands mouvements sociaux du passé. C'est lui qui porte et diffuse, notamment, l'aspiration à « changer la vie ». Son universalité suggère que plus qu'aucun autre, il est le produit des contradictions nouvelles du système et manifeste ses nouveaux conflits.

Comme groupe social, la jeunesse scolarisée se trouve à l'intersection de trois ensembles plus vastes — la jeunesse, la

population scolaire, l'intelligentsia — dont elle concentre les contradictions :

● *Crise de civilisation*

En tant que composante de la jeunesse, les étudiants et les lycéens vivent intensément la crise de la civilisation bourgeoise. Cette dimension idéologique de la crise du capitalisme monopoliste d'État, si nous en parlions beaucoup, est sans doute celle que nous avons le plus méconnu (et que nous continuons à méconnaître). Le développement du mode de production capitaliste, son extension à toutes les sphères de la vie sociale, rendent caduques les valeurs, les croyances, les représentations du monde et de l'homme héritées du XVIII^e siècle. Le hiatus entre la réalité technique, économique, sociale des pays capitalistes avancés et les grandes idéologies traditionnelles va croissant. Cela vaut pour les représentations religieuses, comme pour les grandes idéologies laïques, l'humanisme rationaliste et libéral notamment, particulièrement vivace en France depuis 1789.

Ces idéologies ont en commun un idéal de subordination de l'individu à une cause transcendante (qu'elle soit sacrée : le salut de l'âme ; ou profane : la quête du Juste, du Vrai, du Progrès) ; une éthique de l'effort, de l'ascèse, du renoncement aux jouissances immédiates comme accession aux vraies valeurs ; à quoi la culture humaniste-rationaliste ajoute son « idéal du moi », hyper-individualiste.

Sur quoi peut se fonder l'unité de sociétés privées de croyance commune, demande Arnold Toynbee ? La civilisation occidentale a perdu tout consensus religieux ; les grandes idéologies structurées sont en déclin.

L'idéal technocratique de l'efficacité et de la rationalité économique ne supplée pas à ces naufrages.

D'autant que l'expansion capitaliste a détruit (par l'urbanisation, la mobilité professionnelle et géographique, la généralisation de la production marchande) l'univers relativement balisé, organisé, à évolution lente des premiers âges de l'industrialisation, et tous les réseaux de relations stables, de communication, d'échange qu'il sous-tendait.

Le soulèvement de la jeunesse, en Mai 68, est une réaction à la fois contre l'idéal de l'individu bourgeois, frappé d'obsolescence ; et contre « l'individu-masse », l'homme de la « foule solitaire » que produit à la chaîne le capitalisme monopoliste d'État.

A l'ascétisme du premier, la jeunesse oppose son aspiration à « *vivre sans temps morts, à jouir sans entraves* », selon le mot d'ordre

superbe des situationnistes. Exigence de satisfaction immédiate et non restrictive des désirs. Refus des contraintes, des « sacrifices », voire de l'effort.

A l'inconsistance, la solitude, la passivité du second, la jeunesse oppose son aspiration à communiquer, à communier, à agir ensemble ; son désir de vivre pleinement sa socialité. Ce double refus et ces aspirations, fondent la dimension de « révolution culturelle » de Mai 68 : contestation des valeurs, des modèles de comportements, du mode de vie néo-capitaliste ; remise en cause globale de tous les rapports sociaux : rapports de production, mais aussi rapports amoureux, rapports au savoir, rapports au pouvoir...

Effort pour inventer un nouveau style de vie, une nouvelle hiérarchie de valeurs, de nouvelles relations aux autres et au monde, en rupture radicale avec le mode d'existence antérieur. Cette dimension — dont Jean-Marie Vincent souligne à juste titre la profonde ambiguïté⁵, est présente et active dans l'après 68 : elle nourrit en particulier ce que la grande presse a appelé le « gauchisme culturel » : mouvement des communes, des minorités sexuelles, des femmes, des écologistes... Elle imprègne en réalité, sous des formes et à des degrés divers, tous les mouvements sociaux.

● *Crise de l'école*

Les étudiants et les lycéens vivent simultanément la crise de l'Institution scolaire. Contrairement à la précédente, cette dimension de la révolte de la jeunesse scolarisée, nous la maîtrisons à peu près.

Les années 60 sont celles du boom scolaire et universitaire. De 1960 à 1968, les effectifs passent de 200 000 à 600 000 étudiants. Cette expansion spectaculaire renvoie à la nouvelle place qu'occupe le travail intellectuel dans la division technique et sociale du travail : le capitalisme monopoliste d'État a besoin de forts contingents de salariés hautement et moyennement qualifiés pour mettre en œuvre les techniques de production nouvelles et assumer l'encadrement de l'armée croissante des OS. La satisfaction de ces besoins capitalistes en main-d'œuvre implique une transformation radicale du système de formation, que la bourgeoisie française s'avère incapable de mettre en œuvre.

Les portes de l'enseignement supérieur et secondaire s'ouvrent aux enfants de la petite-bourgeoisie, et dans une moindre mesure, de la classe ouvrière. Mais les structures et les méthodes de l'enseignement ont peu varié depuis le XIX^e siècle. Il en résulte une inadéquation flagrante de l'université française à son nouveau public et à ses nouvelles fonctions.

— *Inadéquation du contenu* de l'enseignement : les nouveaux étudiants attendent de l'Université l'acquisition d'une formation professionnelle supérieure, ouvrant les portes des carrières prestigieuses que l'expansion capitaliste a multiplié. L'université libérale leur offre l'accès aléatoire et inconfortable à cette culture générale « d'honnête homme » que la crise de l'humanisme bourgeois vide précisément de tout attrait.

— *Inadéquation des méthodes* : les méthodes traditionnelles d'enseignement pouvaient s'appliquer sans trop de dommage aux « héritiers » d'antan. Elles sont largement inefficaces pour une population scolaire qui ne bénéficie plus du même « background » culturel.

— *Inadéquation des moyens* : pour le grand capital français en pleine restructuration, la part du budget allouée à l'Éducation nationale diminue d'autant les commandes d'État lucratives et les subventions. Elle doit donc être appréciée au plus juste. Le boom universitaire s'effectue dans la pénurie.

— *Inadéquation des débouchés* : comme le note justement Edgar Morin cette inadéquation prend deux formes apparemment contradictoires, en réalité complémentaires : l'inadéquation de la formation reçue et des postes de travail disponibles : en nombre croissant, les étudiants ne trouvent pas de travail à leur niveau de qualification ; la trop grande adéquation des débouchés proposés à la fonction de chiens de garde du capital (ce à quoi, en nombre croissant, les étudiants se refusent).

En bref, l'Éducation nationale est devenue une poudrière. Comme le souligne Claude Lefort cette « poudrière ne constitue en rien une réalité singulière, marginale »⁶.

L'Université française présente une combinaison d'archaïsme et de modernité assez représentative, finalement, de la société française dans son ensemble. Le pouvoir, aux mains du mandarinat professoral, relève du pré-capitalisme, tandis que la réforme technocratique Fouchet-Aigrain entre en application... Rien d'étonnant à ce que d'autres couches sociales se soient reconnues dans le conflit universitaire.

● *La fonction d'intelligentia*

En tant que composante du groupe social des intellectuels, les étudiants assument la fonction classique de l'intelligentia, celle que Lénine désignait sous l'image de la « plaque sensible » et qu'Alain

Touraine définit comme « *capacité à exprimer des conflits et à mener des luttes que les catégories ou classes sociales plus massives ne sont pas encore assez constituées pour entreprendre* »⁷. A mettre sous cette rubrique, et l'engagement du mouvement étudiant au côté de la révolution coloniale — la lutte de libération nationale du peuple algérien d'abord ; la révolution indochinoise ensuite et son aptitude à sentir, à exprimer, à promouvoir le conflit fondamental qui travaillait alors la société gaulliste : conflit entre l'autoritarisme croissant, fait d'archaïsme et de technocratisme, que l'État omniprésent exerce sur la société française. Et l'aspiration des travailleurs — mieux qualifiés, plus cultivés, ayant incorporé tout un ensemble de besoins nouveaux — à plus d'égalité dans l'accès aux biens sociaux : non seulement aux biens matériels mais aussi au pouvoir, à la libre détermination de leur vie de travailleurs et de citoyens.

Ce conflit va en s'aiguissant de 1963 à 1968 : les directions réformistes s'avèrent incapables, même sur leur terrain, de lui donner une traduction politique. Le PCF voit dans le pouvoir du général De Gaulle le fourrier du fascisme. Il est convaincu que toute mobilisation de masse un peu offensive mène à l'aventure. En conséquence il se bat à reculons, à coup de journées nationales d'action et de grèves tournantes. Le piètre succès de ces initiatives le confirme encore dans son extrême prudence.

La contradiction entre la combativité croissante des travailleurs et la politique timorée des directions réformistes s'exacerbe. Ça et là, elle éclate en débordements partiels. Cette contradiction, le mouvement étudiant va délibérément s'efforcer de la dénouer, quitte à passer par-dessus la tête des directions traditionnelles du mouvement ouvrier.

● *La commune étudiante*

La révolte de la jeunesse scolarisée engendre le mouvement de contestation anti-impérialiste, anticapitaliste, antibureaucratique qui, parti de Nanterre en 1967, culmine dans l'épreuve de force des « 6 glorieuses » : la semaine de bataille de rue du 3 au 10 mai. Cette épreuve de force s'achève, on le sait, par une victoire totale du mouvement étudiant. Le gouvernement Pompidou cède aux 3 pré-alables des « barricadiers » : la libération des militants emprisonnés, la réouverture des facultés, l'éloignement des flics des campus universitaires. Cette victoire sur toute la ligne inaugure l'ère de la « Commune étudiante », dont l'archétype est la Faculté de lettres de Paris, sanctuaire de la culture humaniste et du pouvoir mandarinal : Dans la

Sorbonne désacralisée, couverte de graffitis et de drapeaux rouges, le pouvoir officiel est aboli. Veille au grain un « comité d'occupation » élu par l'assemblée générale quotidienne des occupants, révocable à tout un instant et responsable devant elle. A quoi s'occupe la Commune sorbonnarde ? Il faut distinguer, avec Jean Lacouture, entre Haute et Basse Sorbonne. La Sorbonne-basse, celle des amphithéâtres est la Sorbonne révolutionnaire. Son problème est l'extension du mouvement à toute la jeunesse, puis à la classe ouvrière, en vue d'une franche explication avec le régime. La Sorbonne-haute, celle des salles de travaux pratiques, s'adonne au contraire à la réforme tous azimuts de l'enseignement et de la recherche. La généralisation de la grève ouvrière, après les manifestations unitaires du 13 mai, donne la décision à la Sorbonne-basse.

● *Une convulsion vermiculaire ?*

Edgar Morin souligne la dimension de jeu permanent de la commune-étudiante : « *jeu guérilla, jeu planétaire, dans le sens où enfin les événements permettaient de mimer sérieusement (comme tout grand jeu) les barricades de l'histoire de France et les guérillas du « Che » Guevarra.* »⁸

Thème repris sur un mode autrement sarcastique par Pierre Goldman⁹ (« *sous des figures ludiques et masturbatoires, les étudiants satisfaisaient leur désir d'histoire* »), Régis Debray (« *Il ne se passa rien dans le Mai des étudiants... Cette convulsion vermiculaire* »¹⁰) et bien d'autres... D'une façon générale, nombreux sont ceux qui trouvèrent dérisoire, indécent, « obscène », ce « mime » juvénile de la Révolution, alors que la terreur contre-révolutionnaire armée se déchainait aux quatre coins du monde.

Ceux-là ne comprennent pas la fonction politique de la symbolique étudiante. Les manifestations pseudo-insurrectionnelles, les forêts de drapeaux rouges, les barricades, les occupations de facultés, toutes ces transpositions inspirées de la tradition révolutionnaire, de la classe ouvrière française, ne représentent pas seulement une imitation grotesque des « journées » parisiennes de 1848, matinée d'un zest de Révolution russe, elles constituent autant de *signes* visant à rendre audible le message étudiant, un *langage* par lequel le mouvement étudiant s'adresse à la classe ouvrière par-dessus la tête des bureaucrates.

Ce message, parfaitement reçu, dit en substance : « *Assez de la routine syndicale qui accumule les défaites. Assez des coups d'épingles dans le pachyderme gaulliste. Assez du respect superstitieux de la légalité. Cessons de subordonner les revendications à une hypothétique*

victoire électorale de la gauche désunie. Tout ce qui a été arraché par les travailleurs, dans ce pays, l'a été par l'action directe, la mobilisation révolutionnaire des masses. Contre une mobilisation de ce type, le pouvoir gaulliste ne peut rien. » Ce langage nouveau, la classe ouvrière allait l'entendre, puis à son tour le parler.

2. La Grève générale

Si, selon l'expression consacrée, l'étincelle étudiante a mis le feu à la plaine ouvrière, c'est qu'au terme de 10 années de sécheresse gaulliste, celle-ci était prête à s'embraser... Jacques Kergoat établit minutieusement dans ce numéro l'ampleur de l'arriéré revendicatif accumulé depuis l'avènement de la V^e République. On ne s'y arrêtera donc pas. Souvenons-nous simplement qu'en vue de conforter le capitalisme français face au déchainement de la concurrence internationale — l'année 1968 est celle de l'abolition des barrières douanières au sein du Marché commun — le pouvoir gaulliste déclenche une offensive sans précédent contre le pouvoir d'achat et les conquêtes sociales des travailleurs : blocage des salaires, intensification des cadences, atteintes au droit de grève, démantèlement de la Sécurité sociale...

Il le fait avec la morgue anti-ouvrière qui lui est propre, en recourant à la procédure de pleins-pouvoirs, au gouvernement par décret. Cet exemple d'autoritarisme donné au sommet est suivi à tous les échelons de la hiérarchie administrative et patronale. Les travailleurs sont atteints dans leur dignité autant que dans leurs conditions d'existence.

Parmi eux se renforce la volonté non seulement de liquider l'arriéré revendicatif, mais aussi de prendre leur revanche sur un pouvoir qui les humilie et les opprime depuis dix ans. D'où leur grande réceptivité à la démonstration étudiante, après la capitulation sans conditions du gouvernement Pompidou. Les plus réceptifs aux nouvelles aspirations et aux nouvelles formes de lutte sont, d'une part, les jeunes travailleurs qui les premiers exigent dans leurs entreprises qu'on rompe avec le train-train réformiste pour faire « comme les étudiants ». C'est eux qu'on retrouve aussi très vite dans les amphis et sur le périmètre chaud des V^e et VI^e arrondissements.

Egalement réceptifs s'avèrent, d'autre part, certains secteurs de salariés très qualifiés, techniciens de production ou travailleurs intellectuels des « grandes organisations » soumises depuis peu à la rationalisation capitaliste du travail (Centre d'étude atomique de Saclay, bureaux de recherche, mass-médias)... Ceux-là, poussent à la

grève générale, dès le 14 mai 1968 au retour de la manifestation unitaire du 13. Sud-Aviation Bouguenais, Renault Cléon, Renault Flins... Chaque jour amène son chapelet d'occupations d'usines... La grève va faire tâche d'huile jusqu'au 30 mai, puis refluer lentement lorsque les directions réformistes accepteront la diversion électorale...

● *Haut niveau de combativité. Bas niveau de conscience*

Facteur décisif de son extension : l'attitude des cellules communistes et de la CGT, qui dès le 16 mai vont « chevaucher le tigre ». Le PCF pousse à la généralisation pour reprendre le contrôle du mouvement en assurant sa représentation nationale. Si donc le débordement des appareils réformistes par une partie de la base ouvrière est une réalité, ce débordement n'est pas le fait, et il s'en faut de beaucoup, des dix millions de grévistes. Le gros des travailleurs entre initialement en lutte, le plus souvent, à l'initiative et sous le contrôle des appareils syndicaux. Il serait donc parfaitement abusif de considérer le mouvement qui submerge les universités et celui qui déferle sur les usines comme de même nature. S'ils sont ambigus et composites l'un et l'autre, comme tout grand mouvement social à ses débuts, leur centre de gravité n'est pas le même. Le mouvement étudiant place rapidement au second plan ses velléités de réformes universitaires et concentre ses efforts sur la transformation révolutionnaire de la société. La grève ouvrière demeure un mouvement revendicatif beaucoup plus traditionnel dans ses objectifs et ses formes de lutte. Elle revêt un caractère révolutionnaire plus par son ampleur, sa combativité, que par ses buts conscients et ses formes d'organisation. Son centre de gravité est et demeure la satisfaction de revendications.

Certes, on peut citer de nombreux exemples de lutte rompant dans les faits avec la pratique réformiste. Mais les cas de « grève active » font précisément figure d'exception¹¹. Et ceux d'occupation d'usine sans revendications circonstanciées témoignent du haut niveau de combativité, du fort degré de ras-le-bol, mais pas nécessairement du haut niveau de conscience politique des grévistes.

D'une façon générale les revendications de contrôle ouvrier, de prise de pouvoir concret dans l'entreprise ont été rares, de même qu'on a été exceptionnelles les formes d'auto-organisation démocratique du mouvement. Le débordement des directions portait sur la tactique des luttes plus que sur leur contenu. Ce qui explique la facilité relative avec laquelle ces directions reprisent le contrôle de la grève dès lors qu'elles décidèrent de la généraliser. Au plus fort du mouvement, s'est sans doute imposée l'idée qu'il fallait chasser le pouvoir gaulliste et lui

substituer un gouvernement de la gauche unie. On n'explique pas autrement le refus du « constat » de Grenelle.

Mais, dans l'ensemble, ce qui caractérise le Mai ouvrier français c'est le contraste entre le haut niveau de combativité des travailleurs et leur niveau de conscience relativement bas.

Et comment pouvait-il en être autrement ?

Contrairement aux étudiants, dont la radicalisation est pour une large part de nature idéologique (qu'on se souvienne de l'importance décisive de la révolution coloniale dans la politisation étudiante), la radicalisation ouvrière s'effectue sur la base de l'expérience historique de lutte du prolétariat. Or, en 1968, cette expérience, largement déterminée par vingt ans d'expansion sans précédent du capitalisme français et de domination sans partage des appareils réformistes sur la classe ouvrière, est insuffisamment ample et riche pour permettre d'emblée le développement d'une conscience révolutionnaire de masse parmi les travailleurs. Dans leur immense majorité les salariés veulent payer un moindre tribut à l'expansion capitaliste, s'en arroger une meilleure part. Ils n'en contestent pas encore, dans leur masse, les modalités et les finalités.

D'autant que de vastes secteurs de la classe sont encore sous le coup de la faillite des espoirs de la Libération, de la défaite sans combat de 1958, de la semi-apathie qui s'en est suivie dans la pratique des luttes (semi-apathie dont la tactique syndicale des « pressions-négociations » constitue le symbole). D'autant encore, que le secteur le plus exploité de la classe, les travailleurs immigrés — un ouvrier d'industrie sur quatre — se trouve dans une situation particulièrement peu propice à la résistance organisée.

Ce qui eut été surprenant, c'est qu'une classe ouvrière sortant d'une telle expérience historique se soit d'emblée mobilisée pour le contrôle ouvrier et les revendications transitoires. *Son bas niveau de conscience en 1968 est le fruit de toute l'époque historique de l'après-Deuxième Guerre mondiale*, époque de recul du mouvement ouvrier en Europe, d'expansion et de réorganisation capitaliste, d'intégration croissante des appareils bureaucratiques à l'ordre bourgeois.

Mais, peut-on en déduire avec Alain Touraine que la classe ouvrière a perdu son potentiel révolutionnaire en même temps que l'émiettement du travail lui faisait perdre son autonomie professionnelle ? Que sa modération relative en Mai, confirme bien qu'elle a cessé de combattre pour un nouvel ordre social, se contentant d'exiger toute sa place dans la société capitaliste ? Que la nouvelle classe révolutionnaire de la « société post-capitaliste » est la « classe technique », produit du nouveau bond en avant des forces productives,

classe dont les étudiants constituent le secteur en formation ?

Evidemment non : ces conclusions procèdent d'une analyse a-historique, objectiviste des attitudes ouvrières. Elles ne tiennent aucun compte de l'expérience concrète que la classe ouvrière vient de vivre, de la pratique historique de lutte qu'elle a connu, des formes de conscience politique que cette expérience et cette pratique ont engendrées.

Elles sont au demeurant démenties par l'évolution ultérieure de la lutte des classes : comment s'explique un mouvement comme celui des Lips dans la problématique de Touraine ? Comment s'explique le mouvement des conseils italiens ?

S'il faut donc se garder d'une vision mythique de la grève générale de Mai, la présentant comme le prélude immédiat de la révolution socialiste, il faut se garder tout autant d'en ériger les limites en attributs indépassables de la classe ouvrière moderne. Il faut au contraire percevoir ce que cette mobilisation ouvrière recélait de potentialités anticapitalistes. Potentialités s'actualisant dans certain cas de pointe, et confirmées par les poussées de lutte ultérieures. Potentialités qu'une politique révolutionnaire du mouvement ouvrier, centrée sur la promotion de revendications transitoires et l'auto-organisation ouvrière, aurait sans doute, à terme, amenées à un épanouissement.

3. Un régime sans fusible

« *La crise de Mai a surgi dans un régime fondé à ce point sur la magie d'un homme, écrit Raymond Aron, qu'avec le charisme du chef, tout s'effondrait, société comme Etat.* »¹² C'est là, la troisième dimension de la crise, sa dimension spécifiquement française, celle qui confère au mouvement son exceptionnelle acuité.

Le régime bonapartiste instauré par le coup d'Etat du 13 mai 1958 concentre sans cesse davantage la réalité du pouvoir dans l'exécutif, marginalisant partis et syndicats, brocardant les « notables », réduisant les assemblées élues à l'état de chambre d'enregistrement. Le général-président pousse à son paroxysme la centralisation bureaucratique française : les problèmes se règlent loin des lieux où ils se posent, dans le dos des intéressées, au sommet de la hiérarchie administrative. Du coup le moindre conflit devient à 100 p. cent politique, oppose les citoyens à l'Etat, concentre tous les mécontentements contre le pouvoir central.

Ces conflits sont d'autant plus aigus que, dans sa haine des notables, De Gaulle choisit le plus souvent son personnel dirigeant

parmi les haut-fonctionnaires (et non plus parmi les « politiques »), technocrates à l'abri du suffrage universel, indifférents aux effets humains de leurs décisions, imbus de l'autoritarisme traditionnel de l'administration française encore aggravé par le mépris aristocratique que le chef suprême prodigue ouvertement à ses sujets.

Les dix premières années de la V^e République, instituent non seulement une période d'extension considérable de l'intervention de l'Etat, mais encore cet Etat dont on accroît sans cesse les fonctions et les personnels, se fait de plus en plus autoritaire, oppressif, kafkaïen.

Le pouvoir gaulliste, selon la belle expression de Raymond Tournoux est « un régime sans fusible » : les tensions qu'il produit dans toutes les sphères de la société ne trouvent pas d'exutoire, et donc s'accumulent jusqu'à court-circuiter la machine d'Etat. Mieux, ces tensions, le pouvoir ne peut pas même en mesurer l'ampleur. Celle-ci ne se révèle qu'a posteriori, après l'explosion.

● 3 jours qui ébranlèrent la France

Ce mode bonapartiste d'exercice du pouvoir rend compte non seulement de l'acuité de la crise, mais aussi des bévues gouvernementales qui n'ont pas peu contribué à l'alimenter. Le pouvoir commence par sous-estimer gravement le sérieux de la situation. Dans la première quinzaine de Mai, Pompidou, puis De Gaulle, s'en vont en tournées protocolaires. A son retour, le 11 mai, Georges Pompidou cède aux exigences étudiantes, espérant désamorcer ainsi ce qu'il considère encore comme un chahut de potaches. L'effet obtenu est tout différent, ce que lui reprochera amèrement le général De Gaulle.

Celui-ci s'essaye à son tour à faire rentrer le fleuve dans son lit. Sans plus de succès : le vendredi 24 mai, devant la généralisation de la grève, De Gaulle recourt à l'arme dérisoire du référendum, comme au plus fort du drame algérien !

Parade on ne peut plus maladroite — le référendum-plébiscite apparaît comme le symbole des pratiques contre lesquelles s'élèvent 9 millions de travailleurs et de jeunes. La grève s'étend encore. Pompidou remonte donc à nouveau en première ligne : les 25 et 26 mai, à son initiative, gouvernement, CNPF et syndicats ouvriers négocient le « protocole d'accord » de Grenelle. Echec encore : le lundi 27, 12 000 travailleurs de Renault Billancourt refusent de brader la plus puissante grève de l'histoire de France contre des augmentations de salaires. Refus confirmé par d'innombrables assemblées de grévistes dans tout le pays. Ainsi, ni la clémence de Georges, ni le charme gaullien, ni les bons offices de Séguy ne parviennent à

ramener la France au travail. Après 3 semaines de troubles, le mouvement poursuit sa courbe ascendante.

La grève paralyse la production, sape l'autorité, libère les énergies. L'Etat, bafoué, semble suspendu dans les airs. Ses grands commis, reclus dans les préfectures, les administrations, les ministères, ne sont plus ni informés, ni consultés, ni obéis. L'appareil étatique n'embraye plus sur la société civile. Il y a « vacance du pouvoir »¹³. Mais il faut bien que le pays vive. Si le gouvernement ne rétablit pas très vite la situation, c'est-à-dire avant tout, s'il n'amorce pas la reprise généralisée du travail, une administration informelle, parallèle, indépendante de lui, liée aux partis et syndicats ouvriers risque de se mettre en place, ne serait-ce que pour répondre aux besoins élémentaires de la population. Se profile le spectre de la dualité de pouvoir¹⁴.

*

* *

27-28-29 mai : les 3 jours qui ébranlèrent la France. Le refus ouvrier des accords de Grenelle lève un vent de panique dans les sommets de l'Etat. Des ministres, des gaullistes de vieille souche adjurent le général de démissionner¹⁵. Des parlementaires tournent leurs vestes comme dit Tournoux : « *le monde n'est pas peuplé de héros* » ; des technocrates font leur valise, évacuent leur famille. Le vieux bonaparte a perdu le sommeil. Il traverse ce que Pompidou appellera « un passage à vide ». A 71 ans, il répugne à entrer dans l'Histoire comme le massacreur des étudiants et des ouvriers parisiens, le Gallifet d'une nouvelle Commune. Il songe à s'en aller, comme en 1946, laissant une fois encore « *les Français à leurs démons* »¹⁶...

Au gouvernement, dans la « classe politique », la conviction prévaut que le général est fini. Chacun y va désormais de sa solution de rechange : Mitterrand propose la mise en place, sous sa présidence d'un « *gouvernement provisoire de gestion, assurant la remise en marche de l'Etat, la satisfaction des justes revendications des divers groupes sociaux, l'organisation des élections présidentielles* ». Mendès France s'affiche au meeting réputé gauchiste de Charléty (50 000 manifestants). Waldek-Rochet réclame la formation d'un « gouvernement d'Union démocratique avec des ministres communistes », Séguy appuie cette exigence en mobilisant 600 000 travailleurs dans un défilé monstre, le mercredi 29 mai de la Bastille à Saint-Lazare... Côté gaulliste, on organise l'Action civique, les Comités de défense de la république (CDR). Deux régiments de paras du Sud-Ouest sont transférés dans la région parisienne, au camp de Frileuse. Ils viennent

renforcer la deuxième brigade blindée de Saint-Germain-en-Laye...

C'est dans ce contexte qu'on apprend le 29 mai, l'évaporation du général. Son hélicoptère n'est pas arrivé à Colombey-les-Deux-Eglises, où il était attendu. Pendant que l'immense cortège cégétiste s'étire d'Est en Ouest dans Paris déserté, les sommets de l'Etat se chuchotent la stupéfiante nouvelle : le président de la République a disparu ! Que serait-il advenu si De Gaulle, dépressif et brisé, avait alors quitté le pouvoir ? Difficile à dire. Son départ aurait certainement comme le pensait Pompidou, donné un coup de fouet à la grève et le coup de grâce au régime. Un gouvernement provisoire Mendès-Mitterrand-Waldek serait peut-être sorti de la rue... ouvrant aux révolutionnaires un nouveau champ de possibilités. Mais pourquoi rêver : le général-président était aller préparer sa riposte, en compagnie de Massu, à Baden-Baden.

Le mouvement ouvrier, PCF inclu, était à la limite disposé à ramasser le pouvoir gouvernemental, si le chef de l'Etat perdait la tête. Il n'était nullement décidé à le lui disputer par la mobilisation des masses, même si 10 millions de grévistes le souhaitaient. Comme il s'était précipité sur l'os du référendum, le PCF se précipitait sur le mou des élections générales que lui jetait le pouvoir aux abois. On allait vider la querelle par les urnes. Ce qui implique évidemment le retour à l'ordre. Il suffisait d'y penser...

4. « Tout était-il possible ? »

Est-ce parce que ce régime est né des « 13 complots du 13 mai » ? La conjuration adverse est le grand principe explicatif auquel se réfèrent les protagonistes involontaires de Mai-Juin : les gaullistes dénoncent le « complot communiste », la préparation insidieuse d'un « coup de Prague à Paris », alors qu'ils savent mieux que quiconque que le PCF n'a ménagé aucun effort pour revenir promptement à la « légalité républicaine ». Les communistes dénoncent pour faire bonne mesure, le « complot » gaulliste, ignoble machination visant à pousser le PCF dans le « piège » de l'épreuve de force armée et écraser ainsi la classe ouvrière pour 30 ans... Les uns et les autres stigmatisent le « complot » gauchiste international, sans s'entendre toutefois sur le chef d'orchestre : les Cubains — déjà — d'après Marcellin ; Marcellin lui-même selon Georges Marchais...

Le raisonnement du PCF est exemplaire, dans son classicisme : En Mai-Juin 68, les conditions d'une conquête du pouvoir par la classe ouvrière ne sont pas réunies. L'armée, la police, sont du côté du pouvoir gaulliste. L'immense masse du peuple est absolument hostile

à la guerre civile*. Elle se bat pour l'amélioration de ses conditions de vie et de travail, pas pour la destruction violente du capitalisme. Pousser la grève à l'épreuve de force, c'est-à-dire dans le contexte, marcher à l'insurrection armée, c'est aller à coup sûr au devant d'une défaite historique dont les travailleurs mettront des décennies à se relever. Puisqu'il n'existe pas de solution politique de rechange — en l'absence d'une Union de la gauche sur un programme commun de gouvernement — tout ce qui est possible, c'est d'obtenir satisfaction des revendications essentielles et faire progresser l'union des « forces démocratiques et de progrès ».

Pour la direction du PCF la seule alternative réside entre conquêtes salariales ou insurrection armée. Et comme la voie insurrectionnelle est suicidaire pour le mouvement ouvrier, ceux qui ne se résignent pas à limiter les objectifs du mouvement à des conquêtes salariales sont des agents — « objectifs » ou stipendiés — de la bourgeoisie.

Cette problématique à la vie dure. On la retrouve encore sous la plume non conformiste de Jean Rony : *« Je continue à penser, écrit-il dans un livre au demeurant plein d'intérêt, que le pouvoir n'était pas à ramasser en Mai 68 et qu'il n'existait pas en France de situation révolutionnaire au sens classique, celui qui résulte de la fameuse définition de Lénine. Le malheur c'est que les gauchistes d'un côté, nous de l'autre, étions convaincus de la validité universelle et intemporelle de cette définition de Lénine. Notre divergence ne portait que sur sa mise en relation avec ce qui se passait en France. Nous disions « non, nous n'y sommes pas », ils disaient « oui, on y est en plein ». Les uns et les autres faisons fonctionner le modèle issu de la Révolution russe. »*¹⁷

Malheureusement, l'alternative que nous opposions au Parti communiste et à la CGT n'était en rien de type insurrectionnel : nous ne proposons pas l'occupation des ministères, des préfectures, de l'Élysée ; la prise d'assaut des commissariats, des casernes, des arsenaux ; l'armement général du peuple en vue de l'explication finale. Nous ne rêvions pas de la prise du Palais d'hiver, comme affectent de le croire les dirigeants du PC. Qu'ils produisent un seul texte, un seul tract, une seule déclaration s'inscrivant, même de loin, dans une ligne de transformation à court terme de la grève générale en insurrection armée !

La divergence est ailleurs.

La grève de Mai-Juin 1968 ne pouvait pas déboucher, en quelques mois, sur une Révolution socialiste. Dans les pays capita-

*Comme l'attestent d'ailleurs les résultats électoraux de juin.

listes avancés, une telle révolution ne peut advenir qu'au point culminant de toute une phase de lutte de classe d'un très haut niveau, au cours de laquelle (et par laquelle) les travailleurs s'émancipent du joug de l'idéologie dominante, confortent et diffusent leurs aspirations socialistes, se dégagent, au moins partiellement de l'emprise réformiste... toutes choses absolument manquantes en Mai-Juin 68.

Mai si la grève générale ne pouvait pas déboucher sur la « démocratie des conseils », elle pouvait, précisément, ouvrir cette phase prolongée de lutte de grande envergure au cours de laquelle se forment les préconditions de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Aucune fatalité ne la condamnait à avorter de la chambre « bleu-CRS » de juin 1968.

Qu'est-ce qui était possible en Mai, puisque nous excluons une « insurrection d'octobre » ? Qu'est-ce qu'auraient pu et dû faire un Parti communiste, une CGT révolutionnaires ?

En premier lieu, ils auraient pu promouvoir dans toutes les entreprises en grève ce que les dirigeants ouvriers de Lip ont réalisé au cours de leur lutte, à savoir une grève active, s'efforçant d'impliquer personnellement le maximum de travailleurs, transformant les entreprises en lieux d'intense vie politique, d'école du socialisme. Au lieu d'inciter les « inorganisés » à rester chez eux, de tuer le temps des autres a grands coups de concours de belote ou de pétanque, ils auraient pu s'emparer des *livres de compte*, des documents patronaux et entreprendre le procès public de la gestion capitaliste de l'entreprise, de l'organisation capitaliste du travail.

Ils auraient pu s'interroger collectivement avec les travailleurs, sur une autre organisation du travail possible, moins oppressante ; sur d'autres rapports sociaux à substituer aux rapports capitalistes ; voire sur d'autres productions socialement plus utiles, moins voraces en matière première et en travail humain, moins polluantes.

Ils auraient pu remettre en marche la production pour la grève et sous contrôle des grévistes, afin que la population ne souffre pas de la paralysie économique.

Ils auraient pu encore, prolonger ce mouvement hors des entreprises dans les localités, en instituant des « conseils de zone », comme cela s'est fait en Italie, regroupant les délégués des conseils d'usine et des autres secteurs en lutte de la population : étudiants, lycéens, ménagères, chômeurs, véritables creusets de l'alliance populaire, instruisant le procès de l'administration locale, mobilisant l'intérêt des travailleurs sur les problèmes du « cadre de vie ».

Ils auraient dû, pour tout cela, promouvoir l'organisation la plus démocratique possible du mouvement : la souveraineté de l'Assemblée

générale des travailleurs, se dotant d'un exécutif — le comité de grève — et de commissions spécialisées, etc.

Une telle pratique de lutte aurait eu sur le développement de la conscience politique de la classe ouvrière, le même effet que la pratique des Lips a eu sur le développement de leurs conceptions, attitudes, aspirations. Qui aurait cru, en 1972, que les Lips allaient soutenir la lutte exemplaire et prolongée que l'on sait ? Dans leur grande majorité, ces travailleurs étaient catholiques pratiquants, électeurs gaullistes, et « aristocrates ouvriers ». Qu'on se souvienne de leur fureur lorsqu'il fut un moment question d'en reclasser un certain nombre chez Kelton, ce fabricant pour drugstore ! Quelques mois d'une grève axée sur le contrôle ouvrier ont suffi à rendre ces travailleurs méconnaissables.

Le même bond en avant de la conscience de classe aurait pu se produire à l'échelle nationale, si les directions ouvrières, ou même une fraction significative d'entre elles, avaient mis en œuvre une véritable stratégie de transition au socialisme.

Utopie ? Mais pourquoi ce qui était possible dans quelques entreprises serait irréaliste à l'échelle nationale, sinon parce que manquait la volonté politique ?

Aventurisme ? En quoi la mise en œuvre systématique du contrôle ouvrier constitue-t-elle une aventure, lorsqu'elle prend appui sur un mouvement gréviste de 10 millions de salariés ?

L'organisation systématique des masses pour le contrôle sur les décisions qui les concernent, pour la prise en main de leurs propres affaires, aurait profondément modifié le rapport des forces entre les classes au profit du salariat. Elle aurait comblé le vide politique, effacé l'impression de pur chaos produit par une grève générale privée de perspectives.

Elle aurait rendu difficile, sinon impossible, la contre-offensive gaulliste du 30 mai : 10 millions de travailleurs, mobilisés unitairement à la base dans les localités et les entreprises, débattant des modalités et des finalités de la production en vue de changer leur vie de travail (et hors travail), auraient reçu la diversion électorale sinon avec les mêmes sarcasmes que l'annonce du référendum-plébiscite du 24 mai du moins dans des conditions telles qu'une victoire électorale des partis ouvriers eut été possible.

Une telle issue aurait été d'autant plus probable que les comités de grèves et les comités locaux seraient parvenus à un plus haut degré de coordination et de centralisation.

L'existence d'un Comité central de grève, démocratiquement élu par les comités de grève régionaux, et donc parfaitement représentatif

du mouvement, aurait donné corps à cette alternative politique au pouvoir établi, qui a fait si cruellement défaut en Mai-Juin. Un tel comité eut été habilité à substituer un gouvernement provisoire au pouvoir failli du général de Gaulle, gouvernement des partis ouvriers, qui certes eut appelé le pays aux urnes, mais dans des conditions infiniment plus favorables que sous le gouvernement Pompidou restauré.

L'inconsistance politique totale de la gauche réformiste a au contraire donné à la grève l'apparence d'un pur chaos, d'un désordre inouï, prêtant ainsi le flanc à la campagne gaulliste contre le « coup totalitaire », et assurant la victoire électorale de la réaction. Bien sûr, un gouvernement provisoire présidé par Mendès ou Mitterrand aurait cherché à sa façon à rétablir l'ordre capitaliste. Mais il aurait été autrement tributaire des mouvements sociaux, dont son avènement même aurait démultiplié la force. L'intensité, l'ampleur, les enjeux de la lutte des classes se seraient situés à un tout autre niveau. En langage pseudo-gramscien (pour la gauche eurocommuniste) : l'explosion de Mai aurait pu ouvrir un processus de désagrégation de l'hégémonie bourgeoise, telle qu'elle s'exerçait depuis les années cinquante ; de décomposition des alliances de classe du grand capital ; de mise en crise de ses appareils d'Etat, idéologiques et coercitifs ; elle aurait pu inversement induire un processus d'affirmation de l'hégémonie ouvrière, de consolidation du bloc d'alliance prolétarien, de pénétration des institutions par le mouvement ouvrier. Elle aurait ainsi considérablement haussé le niveau des luttes de classe dans le pays et, par voie de conséquences, le niveau de conscience politique, d'aspirations socialistes, d'organisation autonome des travailleurs, créant ainsi à la longue, les conditions d'une conquête révolutionnaire du pouvoir.

Telle est la voie à laquelle le PCF a délibérément tourné le dos. Au nom d'une stratégie étroitement électoraliste dont on a vu les brillants résultats, tant en juin 1968 qu'en mars 1978.

On fera mieux la prochaine fois

En Mai 68, les marxistes révolutionnaires étaient bien trop faibles pour influencer de l'intérieur sur le cours de la grève générale. On en comptait quelques dizaines dans les entreprises, quelques centaines dans les facultés. Ils ne constituaient en aucune manière un pôle capable de promouvoir une autre pratique de lutte dans les entreprises, en rupture avec la pratique réformiste.

Alliée aux anarcho-communistes de Daniel Cohn-Bendit, aux syndicalistes révolutionnaires du MAU¹⁸, aux étudiants socialistes unifiés, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) avait su faire jouer au mouvement étudiant son rôle de détonateur, malgré le travail de sape de l'UEC et, sur un autre registre, de l'UJCml et de l'OCI¹⁹.

Elle était rigoureusement incapable, même en étendant ses alliances, de faire passer dans la pratique sa conception de la grève ouvrière. La confrontation entre stratégies réformistes et stratégie révolutionnaire devait, en conséquence, rester largement désincarnée, propagandiste.

Il n'en sera plus de même lors des prochaines explosions généralisées de lutte. La recomposition de mouvement ouvrier a fait du chemin depuis dix ans, plus lentement que nous ne l'avions prévu et souhaité, mais tout de même : des noyaux révolutionnaires, plus ou moins fermement organisés, plus ou moins solidement insérés dans le mouvement syndical, existent désormais dans toutes les grandes entreprises.

Ils embrayent sur une avant-garde ouvrière diffuse, qui dresse progressivement le bilan de la décennie : Mai 68, Prague 68, septembre-mars 78... Non seulement le monopole réformiste sur la classe ouvrière est brisé, mais les rapports entre les masses et les appareils réformistes se sont sensiblement détériorés et, au sein de chaque grande organisation réformiste, un processus de différenciation politique se fait jour.

Lors de la prochaine crise sociale d'envergure du capitalisme français, les révolutionnaires seront à même de combattre la politique des réformistes dans les entreprises et les syndicats, de lui opposer une orientation alternative. Ils seront à même, au moins partiellement, localement, de faire faire aux masses l'expérience de la justesse de leurs mots d'ordre et de leurs formes d'action. Ils seront à même, certes dans un rapport de force initialement très difficile, et donc à travers une confrontation nécessairement prolongée, de disputer dans les faits la direction du mouvement aux appareils réformistes. Dans cette confrontation, ils obtiendront des résultats d'autant meilleurs qu'ils auront préalablement mieux diffusé leur ligne de contrôle ouvrier et d'auto-organisation des masses.

L'expérience d'une crise potentiellement révolutionnaire, marquée pour la première fois depuis un demi-siècle par une réelle lutte « entre les deux lignes », sera décisive, qu'elle qu'en soit l'issue, pour l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire en Europe occidentale.

Révolution du troisième type

Malgré le retournement de tendance économique survenu à la fin des années soixante, l'entrée du capitalisme avancé dans une nouvelle période de stagnation longue, aggravant toutes ses contradictions, il semble toujours exclu que les crises pré-révolutionnaires à venir, soient des crises d'effondrement de l'économie ou/et de l'Etat. Ce seront des crises de type 1936 ou 1968, non de type 1918, 1929 ou 1945. Constatation apparemment de bon sens, qui fera sans doute l'unanimité, mais dont il faut bien tirer les conséquences. En particulier, si on admet que ces crises ne seront pas des crises d'effondrement de l'Etat ou de l'économie, il ne faudra pas se comporter comme si elles l'étaient : les révolutionnaires ne pourront pas faire abstraction du fait que l'Etat bourgeois ne connaît pas un processus spontané de décomposition rapide (définition même d'une crise d'effondrement de l'Etat) ; que sa désagrégation n'est pas un acquis, mais une tâche fondamentale du mouvement ; que cette désagrégation ne concerne pas un édifice branlant ou en ruines, mais un appareil solide, flexible, pour l'essentiel intact, malgré la paralysie que lui impose la grève ; que cette désagrégation, donc, suppose des pratiques, une tactique, des rythmes substantiellement différents de ceux qui suffisent à venir à bout d'une crise d'effondrement.

Il est infiniment improbable, par exemple, qu'une crise potentiellement révolutionnaire du type de 1936 ou 1968 en France, débouche à court terme sur la conquête révolutionnaire du pouvoir, même s'il existait à côté des grands partis réformistes un parti ouvrier révolutionnaire aussi influent que le Parti bolchévique en février 1917. Dans ce cas, une telle crise ouvrirait une période révolutionnaire, couvrant plusieurs années, période d'intenses luttes de classes, de modifications en « dents de scie » des rapports de force entre bourgeoisie et prolétariat, de recomposition du mouvement ouvrier, dont l'aboutissement seulement permettrait la conquête du pouvoir. C'est le « noyau rationnel » des thèses « eurocommunistes de gauche » sur la révolution en Occident comme processus prolongé. Il est vrai que la puissance, la souplesse, la sophistication de la domination capitaliste dans ces pays imposent au mouvement ouvrier un long travail d'usure, de désarticulation, d'affaiblissement du dispositif bourgeois comme pré-condition à la conquête révolutionnaire du pouvoir. Encore faut-il bien considérer cette « guerre de position » comme une préparation à l'assaut, non comme une fin en soi. Ce qu'omettent en général les eurocommunistes, contrairement à Gramsci.

Parler de typologie des crises révolutionnaires, c'est admettre encore qu'il n'existe pas *un* modèle universel de conquête du pouvoir, mais divers types de processus révolutionnaires, réellement distincts. C'est souligner aussi les limites de la fameuse définition — au demeurant purement descriptive de Lénine : il y a une crise révolutionnaire quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme précédemment, et que ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme précédemment, etc. Il est clair que le contenu concret de cette formule n'est pas le même selon qu'il s'agit d'une crise d'effondrement de l'économie ou de l'Etat, ou bien d'une crise socio-politique suraiguë de type 1936 ou 1968. Dans le premier cas — dont l'exemple manifestement inspire Lénine — le non-pouvoir de ceux d'en haut renvoie à un début de décomposition des appareils d'Etat, en particulier les appareils coercitifs (cf. Portugal 1975) ; le non-vouloir de ceux d'en bas se matérialise dans un mouvement d'auto-organisation des masses, de type conseilleriste.

Dans le second cas, le non-pouvoir de ceux d'en haut ne renvoie qu'à la paralysie temporaire de l'appareil d'Etat, demeuré pour l'essentiel intact ; le non-vouloir de ceux d'en bas se manifeste par leur exceptionnelle combativité, mais ne débouche pas spontanément et à court terme sur l'organisation d'un pouvoir alternatif.

D'où l'importance décisive, dans les processus révolutionnaires s'articulant sur ce type de crise, de l'intervention consciente du parti révolutionnaire. Cette intervention capitale sera d'autant plus efficace que les marxistes révolutionnaires sauront mieux écarter les schémas pré-établis, pour penser la spécificité, l'originalité profonde du processus de transition au socialisme dans les pays capitalistes avancés.

Henri Weber
Mars 1978

NOTES

1. « *J'ai vécu ces semaines dans une indignation qui dépasse toutes les indignations que j'ai éprouvées au cours de mon existence.* » Raymond Aron, *la Révolution introuvable*, p. 26.
2. *Avant-garde jeunesse*, février-mars 1968, n° 6.
3. Ernest Mandel : « Une stratégie pour l'Europe occidentale », in *Revue internationale du socialisme*, n° 9.
4. Thèses du congrès de réunification de la IV^e Internationale (1963). Texte de référence politique pour la Jeunesse communiste révolutionnaire (adopté à son 1^{er} congrès, Paris, 24, 25, 26, 27 mars 1967) : Thèse VIII ; « La classe ouvrière

- des pays capitalistes avancés reste disponible pour la lutte révolutionnaire » : « *Les crises du système capitaliste n'ont pas manqué en période de pleine expansion. Elles seront plus longues et plus graves dans le cadre d'un capitalisme stagnant.* » (p. 42). « *Il est peu probable que l'Europe capitaliste connaisse dans les années à venir des crises de la gravité de 1918, 1929, 1945-1947. Mais il est prévisible par contre qu'elle traversera des situations socio-politiques analogues à celle de 1936...* »
5. Jean-Marie Vincent, Denis Berger, Henri Weber : *la V^e République à bout de souffle*, pp. 58-59.
 6. Claude Lefort : « Le désordre nouveau », *la Brèche*, Fayard, p. 54.
 7. Alain Touraine : *Le Mouvement de Mai, ou le communisme utopique*, Le Seuil, p. 55.
 8. Edgar Morin : « La Commune étudiante », in *la Brèche*, éd. Fayard, p. 143.
 9. Pierre Goldman : *Souvenirs obscurs...*, Le Seuil.
 10. Régis Debray : *Les Rendez-vous manqués*, Le Seuil, p. 124.
 11. Cf. l'usine EDF de Cheviré, la raffinerie Antar de Donges, la CSF d'Issy-les-Moulineaux, la Thomson de Bagnoux, Hispano-Suiza, Rhône-Poulenc de Vitry, la CSF Brest, Massey-Ferguson, Pechiney, CEA, etc.
 12. *La Révolution introuvable*, op. cit., p. 97.
 13. Rien qui ne ressemble toutefois à un processus de décomposition de type Portugal 1975. L'appareil d'Etat n'embraye plus sur la société, il ne se désagrège pas. C'est la limite de la crise de sommet.
 14. Cf. Tournoux, *le Mois de mai du général*, pp. 241-242.
 15. *Ibid.*, p. 251.
 16. *Ibid.*, p. 246.
 17. Jean Rony : *30 ans de Parti*, éd. Bourgeois, p. 114.
 18. Mouvement d'action universitaire, animé notamment par Brice Lalonde, Péninou, Bouguereau, Kravetz...
 19. Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (maoïstes) ; Organisation communiste internationaliste (trotskiste), le seul groupe d'extrême gauche à ne pas être dissous le 11 juin 1968, en raison de sa bonne conduite.

Sous la plage, la grève

1958-1968 :

*l'histoire de l'explosion ouvrière en Mai 68
reste encore à faire*

Le constat est simple : l'analyse des luttes ouvrières en mai et juin 1968 a intéressé peu de monde. Peut-être parce que le caractère plus spectaculaire de la révolte étudiante a davantage tenté journalistes et chroniqueurs. Peut-être parce que d'autres catégories socio-professionnelles trouvèrent plus facilement des porte-plumes : livres et articles abondent sur la « contestation » chez les architectes ou dans les milieux du cinéma. Pour la classe ouvrière, hormis de lacunaires récits syndicaux, on ne dispose guère que d'enquêtes et de témoignages épars, d'accès souvent difficiles. Seuls tentèrent une synthèse ceux des sociologues et militants qui virent dans le mouvement de Mai la confirmation du rôle d'avant-garde de la « nouvelle classe ouvrière » et des couches techniciennes. Dans la mémoire collective, il ne reste alors, au-delà des expériences locales, que quelques idées très générales et le plus souvent erronées sur ce que fut l'attitude de la classe ouvrière en mai et juin 68.

Quant au lien entre les mouvements ouvriers en Mai 68 et les expériences de la classe ouvrière dans la décennie précédente — depuis l'instauration, en 1958, de l'état fort gaulliste — le gouffre est également béant. C'est que cette liaison ne fonctionna que comme alibi pour tous ceux des dirigeants syndicaux dont l'objectif était de

minimiser le rôle de détonateur que joua la révolte étudiante par rapport au déclenchement des luttes ouvrières. Pour les autres, un tel souci devint alors d'emblée suspect : le signe évident de la volonté de minimiser la spontanéité des luttes de Mai.

Aujourd'hui, pour tous ceux qui, loin des discours pompeux sur la « crise de civilisation », voient dans Mai 68 une étape de la lutte des classes, la date clé de la recomposition du mouvement ouvrier en France, pour tous ceux que concerne la manière dont s'articule l'ancien et le nouveau dans l'histoire ouvrière, il est temps aujourd'hui — dix ans plus tard — d'y regarder de plus près.

I. Dix ans

L'avènement de l'Etat fort

Le 13 mai 1958, la classe ouvrière est défaite sans avoir combattu. Une partie de ses organisations traditionnelles — la majorité de la SFIO — appuie l'instauration du général De Gaulle et de la V^e République. Il faut attendre 15 jours pour que la gauche manifeste contre le coup de force. Et c'est séparées que les organisations syndicales appellent à un arrêt de travail : la CGT le 27, la FEN et la CFTC le 28. Ceux-ci sont faiblement suivis. Ce ne sont pas là anecdotes et accidents : les conséquences de l'absence de riposte des organisations ouvrières sont au contraire profondes. Jamais la combativité ouvrière n'aura été aussi basse qu'en 1958 : 1 137 700 journées de grèves : il faut remonter à 1946 pour trouver plus bas. Aux législatives de 1958, les organisations ouvrières¹ totalisent 27 % des suffrages, elles en comptaient 33 % en 1956. A lui seul, le PCF perd 6 % de ses suffrages, 1 600 000 voix. Que s'est-il passé ?

Tant bien que mal, la démocratie parlementaire de la IV^e République avait jusqu'alors fonctionné comme instance d'arbitrage entre les diverses couches de la bourgeoisie. Généralement, le capital financier arrivait sans trop de peine à obtenir un arbitrage favorable à ses intérêts. De plus, jusqu'à la moitié des années cinquante, ces arbitrages étaient ambigus : la guerre froide pesait lourdement, les premières vagues du « capitalisme du troisième âge » arrivaient en France mêlées aux nécessités de la reconstruction de l'économie après guerre. L'avènement de Krouchtchev et la politique de coexistence

1. Nous avons comptabilisé l'Union des forces démocratiques, organisation pourtant composite, dans les voix ouvrières.

pacifique coïncident avec la nécessité urgente de profondes mutations technologiques, que symbolise fort bien le bip bip du premier spoutnik en septembre 1957.

Ce n'est donc plus de « petits arbitrages » qui sont nécessaires pour la politique industrielle du capitalisme français. Or la tentative Mendès France — imposer ces mutations en respectant encore le cadre parlementaire — a échoué, et a échoué devant la résistance des multiples groupes de pressions, celui des bouilleurs de cru prenant en la matière valeur d'exemple. Il y a maintenant nécessité d'un État fort, qui au nom d'un pseudo arbitrage entre les classes, pourra imposer ses choix aux diverses couches de la bourgeoisie et opérer les mutations nécessaires.

Et puis, il y a la guerre d'Algérie. Comment « sauver les meubles » c'est-à-dire garder le contrôle effectif du Sahara sans s'embourber dans une guerre qui commence à coûter cher ? C'est la question qui préoccupe des couches de plus en plus larges de la bourgeoisie, qui n'identifient pas leurs intérêts à ceux des colons d'Algérie et qui restent circonspectes devant l'évolution d'une partie de l'armée. Or la tentative de faire régler ce problème par l'intermédiaire d'une gauche « compréhensive » a échoué avec les tomates accueillant Guy Mollet à Alger, et avec l'échec du Front républicain. Là aussi, la nécessité d'aller vers un État fort s'impose maintenant.

Ce sont là les raisons qui expliquent l'avènement du gaullisme. Dans leur ensemble, les opposants de gauche n'y comprennent rien — les uns hurlent au fascisme, d'autres mènent bataille pour restaurer la IV^e République, certains n'hésitent pas à écrire que le gaullisme ramène le pays « au temps du seigle et de la châtaigne² ».

A partir du 13 mai, la classe ouvrière organisée attend le fascisme tous les matins. Mais celui-ci n'arrive pas. Aussi, déboussolée par les analyses majoritaires dans la gauche, elle sera tentée d'accorder un minimum de crédibilité à ceux qui expliquent qu'en ralliant De Gaulle (Guy Mollet et la majorité de la SFIO) ils ont évité la guerre civile. Ce ne sont que de toutes petites minorités qui analysent dès ce moment le régime gaulliste autrement qu'en termes de parenthèse ou qu'en termes d'antichambre du fascisme : quelques

2. Georges Vedel, président du Comité des intellectuels pour la défense de la république, en octobre 1958.

intellectuels : E. Morin³, Serge Mallet⁴, de petits groupes comme le PCI⁵, et socialisme ou barbarie⁶, les uns et les autres en tirant d'ailleurs des conclusions opposées. Quelques années plus tard ils seront rejoints par le PSU, puis par Servin et Casanova au sein de la direction du PCF. Les premiers n'auront guère de poids dans la situation politique, les seconds seront très vite réduits au silence.

C'est sur la passivité de la classe ouvrière que De Gaulle s'appuiera principalement pour réaliser à marches forcées en deux années, les principaux bouleversements économiques pour lesquels il avait été mis en place. Si les erreurs des directions ouvrières jouèrent le rôle décisif dans la passivité de la classe, des raisons objectives existaient également. Car l'année 1957 avait été désastreuse pour la classe ouvrière. Le coût de la vie est passé de 153 à 174,3 (indice officiel) ou de 196,7 à 226,1 (indice parisien CGT⁷). Le salaire net annuel moyen des ouvriers a diminué : de 154 à 150⁸. La dévaluation de 1958 permettra à De Gaulle d'opérer sa réorientation économique, non seulement en ménageant, mais en restaurant un niveau de vie meilleur pour la classe ouvrière⁹ : le coût de la vie, en deux ans, augmente en effet deux fois moins que pour la seule année 1957 (173,3 à 188,8¹⁰). Le salaire net annuel moyen d'un ouvrier passe, lui, de 150 à 160.

Parce que ces premiers arbitrages doivent se faire aux dépens des couches les plus archaïques de la bourgeoisie, De Gaulle a en effet un besoin vital de la neutralité ouvrière. Ces concessions, auxquels il adjoindra quelques symboles¹¹, ne lui coûtent d'ailleurs pas cher, dans

3. *Arguments*, juin 1958.

4. Serge Mallet, *les Temps modernes*, juillet-août 1958, et plus largement « le gaullisme et la gauche ».

5. *Quatrième Internationale*, n° 3, juillet 1958.

6. Claude Lefort, *Socialisme ou barbarie*, juillet-août 1958.

7. Michel Freyssenet, *les Conditions d'exploitation de la force de travail*, C.S.U., 1975, p. 125.

8. *Ibid.*, p. 137.

9. Branciard et Gonin écrivent (« *le Mouvement ouvrier* », CFDT réflexions, p. 171) : « de 1958 à 1960, les opérations chirurgicales visant à redresser la situation économique provoquent un ralentissement de la croissance économique et un recul du pouvoir d'achat des salaires ». Les chiffres ne confirment pas cette thèse.

10. Ou n'augmente guère plus dans ces 2 années que pour la seule année 1957, selon l'indice CGT parisien.

11. Benoît Frachon sera invité à l'Élysée.

le contexte du coup de fouet donné à l'économie par la dévaluation¹².

En effet, la marge d'exploitation monte jusqu'en 1960 (sauf pour le commerce qui baisse). Le rendement économique du capital fixe brut également : sauf pour les transports et les télécommunications et faiblement pour l'énergie, c'est-à-dire dans les secteurs où l'État prend directement en charge une grande partie de l'infrastructure industrielle nouvelle, lourde et coûteuse.

Cette mutation est facilitée par la diminution générale des impôts et des charges qui atteignent en 1960 leur taux le plus bas depuis 1955¹³. Baisse également, surtout en 1959, le prélèvement des entrepreneurs individuels par unité produite¹³ : cette baisse s'explique par le fait que, durant cette période, une partie des profits est directement réinvestie. Mais elle s'explique aussi par la diminution du nombre des entrepreneurs individuels : de 1954 à 1962, le nombre moyen de salariés par patrons entrepreneurs passe de 11,9 à 16,7¹⁴. Dans ce contexte, l'amélioration relative du niveau de vie de la classe ouvrière ne grève pas lourdement les entreprises : la charge salariale par unité produite atteint également son niveau le plus faible depuis 1953.

Quand on regarde plus en détail l'évolution de l'éventail des salaires durant cette période, il est cependant possible de se faire une idée plus précise des couches sociales sur lesquelles s'appuie prioritairement le gaullisme à ses débuts. Si on prend comme référence le salaire net annuel moyen des ouvriers du textile (qui augmente de 25 % entre 1958 et 1961), les seules branches où le salaire progresse davantage sont le pétrole, la chimie en général, le papier-carton et les industries polygraphiques, les carrières du spectacle et les professions libérales¹⁵. Et si on prend comme référence le salaire net annuel moyen des ouvriers (qui augmente de 17 % entre 1958 et 1960), on s'aperçoit que l'évolution des salaires des ouvriers et des employés se situe en-dessous de cette référence (- 2 % et - 7 %, tandis que les salaires des cadres supérieurs et surtout ceux des cadres moyens la dépassent : + 1 % et + 3 %¹⁶). 5 % de différence quant à

12. Le plein emploi, par exemple, est d'autant plus facile à réaliser que 270 000 jeunes sont en Algérie.

13. *Fresque historique du système productif*, coll. INSEE, p. 23.

14. Freyssenet, op. cit. p. 29.

15. Ibid., p. 159.

16. Ibid., p. 141.

l'évolution des salaires ouvriers et ceux des cadres moyens : à travers l'apparente prospérité générale, la hiérarchie des salaires ne cesse de se creuser.

Les répercussions sur le mouvement ouvrier

1960 marque bien l'apogée de la période de facilité du gaullisme¹⁷. La progression de la production industrielle y culmine à 11,4 %. Elle retombera à 5,7 % et 6 % en 1961 et 1962, qui sont à tous les égards des années de transition. Car si la classe ouvrière a été défaite sans combat, elle n'est pas pour autant démembrée. De Gaulle a pu faire perdre au PC 1 600 000 voix lors des législatives, mais il ne peut exploiter son avantage. Celui-ci en regagne près d'un million lors des municipales de 1959. Ce chassé croisé, dessinant un « ventre mou » de 500 000 à 1 000 000 d'électeurs communistes flottants, durera plusieurs années. 800 000 électeurs communistes votent de nouveau avec De Gaulle pour le référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Aux législatives de 1962, le PCF retrouve 21,8 % des suffrages exprimés, gagnant 3 points par rapport à 1958. Les oscillations de la SFIO sont moins spectaculaires, mais son déclin constant : de 15,8 % en 1958 à 12,7 % en 1962. Ce déclin, comme l'échec du cartel des Non lors du référendum d'octobre 1962, amènera d'ailleurs les premières reprises de contact avec le PCF.

Ce ne sont pas que les scores électoraux, mais aussi les effectifs des partis ouvriers qui diminuent. De 429 653 adhérents en 1956, le PCF se retrouve avec 405 000 adhérents en 1962¹⁸. La SFIO passe,

17. C'est fin 1959 que Michel Debré met en place « un comité chargé d'examiner les situations de fait ou de droit qui constituèrent d'une manière injustifiée un obstacle à l'expansion ». Les conclusions de ce comité, connues sous le nom de « rapport Rueff Armand » sont remises en 1960. Elles préfigurent, à bien des égards, les difficultés auxquelles le régime aura à faire face en 1968, ainsi que les exercices sur la société bloquée, dans lesquels s'illustreront Jacques Chaban Delmas et Michel Crozier.

18.	1956	1959	1960	1961	1962
	429 653	425 150	414 000	407 000	405 000 adhérents
	52 000	24 900	23 611	23 000	48 100 adhésions

Le chiffre officiel des adhésions recueillies chaque année confirme cette évolution.

elle, de 120 000 adhérents en 1957 à 91 000 en 1962¹⁹. Elle a été affectée entre temps d'une scission qui l'a amputée d'une dizaine de milliers de militants : le PSA, créé le 15 septembre 1958, à partir des désaccords sur l'Algérie et sur le soutien au général De Gaulle.

Il y a donc baisse des effectifs, mais cette baisse n'est pas catastrophique. Il en va de même, semble-t-il, pour les organisations syndicales. Nous ne connaissons pas l'évolution précise des effectifs de la CFTC et de FO. La CGT, quant à elle, connaît une baisse sensible de ses effectifs²⁰. Mais les élections aux caisses primaires de Sécurité sociale ne traduisent que des variations infimes :

1955 : CGT : 30,3 %	1962 : CGT : 30,6 %
FO : 11,4 %	FO : 10,1 %
CFTC : 14,7 %	CFTC : 14,4 %

Seule la baisse de FO peut apparaître significative : il est vrai que celle-ci est alors fortement divisée sur l'affaire algérienne : un courant anarcho-syndicaliste et trotskisant est favorable à l'indépendance de l'Algérie, mais soutient le MNA et non le FLN. Un courant « Algérie française » a démissionné du bureau confédéral en 1958, mais reste vivace dans la confédération. Entre les deux, la majorité confédérale de Bothereau navigue... Globalement, en tout cas, il n'y a pas de recul significatif des confédérations ouvrières. Même la progression des abstentions ou des votes nuls est faible : de 29,4 % en 1955 à 31,16 % en 1962. A partir de 1960, il y a d'ailleurs une réactivation de l'activité de la classe ouvrière : les journées de grève passent en 1961 à 2 600 600, et seront en 1962 de 1 901 500. De manière générale, les grèves restent courtes, mais sont plus nombreuses. C'est que la situation sociale se dégrade. Dès 1959, des indices de dégradations des conditions de travail sont déjà apparues : le travail « en équipe » augmente, en particulier dans les industries de transformation²¹. Et à partir de 1960, la durée du travail remonte pour les

19.	1957	1958	1959	1960	1961	1962
	120 000	115 000	102 000	100 000	98 000	91 000

A la différence du PCF, dont depuis 1954 les chiffres publics sont officiellement le nombre des cartes d'adhérents remplies, les chiffres donnés ici (à partir des bulletins intérieurs de la SFIO, in Hurtig, *De la SFIO au nouveau Parti socialiste*, p. 25) « correspondent aux feuillets de cotisations distribués aux fédérations ».

20. Léon Mauvais, in *le Peuple*, n° 795. En fait, les effectifs de la CGT passent de 2 000 000 à 1 600 000 entre 1957 et 1959.
21. Par exemple de 28 % en 1957 à 54,6 % en 1959 pour la production des métaux (Freyssenet op. cit. p. 217).

ouvriers : 46 h en 1959, 46 h 3 en 1960, 46 h 7 en 1961, 46 h 9 en 1962, phénomène surtout sensible dans les petites entreprises, parents pauvres de la restructuration. La guerre d'Algérie privant le marché du travail d'une grande partie de la jeunesse, les vieux travailleurs tendent à rester plus longtemps en activité : le pourcentage du nombre d'actifs de plus de 54 ans passe de 18,2 % à 20,4 %. Les accidents du travail augmentent²².

Pendant ce temps, la structure de la classe ouvrière tend à se modifier : de 1954 à 1962, la proportion d'ouvriers qualifiés et de contremaîtres dans la production diminue de 15,9 % à 13,5 %. La proportion de techniciens par contre augmente légèrement : de 1,3 % à 1,8 %. Ce dernier chiffre sera l'occasion pour de nombreux auteurs de rêveries futuristes²³. On oublie facilement que la même statistique indique une progression du pourcentage d'OS de 9 % à 12,4 %. Par ailleurs, la restructuration à marches forcées de l'économie française abandonne en route des branches et des régions entières : à l'automne 1962, c'est pendant deux mois que les mineurs de Decazeville seront en grève, soutenus déjà par toute la région.

Mais c'est l'Algérie qui reste la préoccupation dominante. Économiquement, De Gaulle n'a pas réussi à se rallier la part la plus arriérée des couches petites bourgeoises : l'échec pour l'implantation de l'UNR que représentent les municipales de 1959 atteste de la résistance des notables locaux. Politiquement, après une longue période d'équilibrisme, c'est la rupture avec les partisans de l'Algérie française, que consomme la tentative de putsch d'avril 1961. Curieusement, ce sont les organisations syndicales qui apparaissent au premier plan de la lutte pour la « paix en Algérie ». Il est vrai qu'elles apparaissent moins atteintes par la débâcle de 1958. L'UNEF, le

22.	Acc. trav.	Décès trav.	Décès transport
1960	10,31	1,71	1,12
1961	11,02	1,90	1,33
1962	10,78	2,78	1,47

(Freysenet, p. 229).

23. C'est en 1962 que Serge Mallet publie la première version de *la Nouvelle Classe ouvrière*.

syndicat étudiant²⁴ multiplie les actions et les initiatives. Elle trouve parfois un accord avec les UD (Unions départementales) parisiennes de la CFTC et de FO, comme pour les manifestations du 27 octobre 1960. Dans ce rôle elle est aidée par une nouvelle organisation politique, fondée en avril 1960, le PSU. La fusion s'est en effet faite entre les anciens minoritaires SFIO et une organisation issue de la « nouvelle gauche » et des milieux chrétiens radicalisés, l'UGS (Union de la gauche socialiste). Le PSU a une quinzaine de milliers d'adhérents et aura de 1960 à 1962 une activité essentiellement tournée vers la question algérienne.

Dans son ensemble, cependant, la classe ouvrière n'est pas massivement mobilisée sur l'Algérie. Ce sont essentiellement les milieux intellectuels et la jeunesse universitaire qui se sentent concernés (manifeste des 121, réseaux de soutien au FLN, création du Front universitaire antifasciste). Il faudra la multiplication des initiatives UNEF, PSU, CFTC, et le déploiement en France des activités terroristes de l'OAS pour que le PCF développe son activité propre. Les actions unitaires culminent avec la manifestation contre le plastilage de la petite Delphine Renard : il y aura huit morts au métro Charonne, le 7 février. Tous sont membres du PCF. Près d'un million de travailleurs suivront leur enterrement le 15. Incontestablement, c'est la première rupture significative entre le gaullisme et la masse hésitante de la classe ouvrière. *Le Figaro* titre « La courbe se renverse »²⁵ et *Le Monde*, « Le mouvement ouvrier a repris conscience de la force qu'il représente »²⁶. Deux mois plus tard c'est la signature des accords d'Évian et la fin de la guerre d'Algérie. Mais Decazeville et Charonne annonçaient déjà ce que sera l'année 1963.

24. Cette période marque sans doute l'apogée de l'influence de l'UNEF (qui bénéficie de la vague démographique de l'après-guerre et de l'extension de la durée de la formation scolaire.

Âge de fin d'études	1954	1962
15 à 18	23 %	27 %
19 à 21	6 %	7 %
22 et plus	2 %	3 %

Le fait qu'elle soit dirigée, depuis 1956, par un courant anti-colonialiste traduit l'évolution, en profondeur, du milieu étudiant.

25. 14 février 1962.

26. 15 février 1962.

Le tournant

Car l'année 1963 s'annonce mal. Le taux de croissance annuel de la production industrielle de 11,4 % en 1960 passe à 6 % en 1962 : il sera de 4,7 % en 1963. En trois ans, de 1959 à 1962, le salaire net annuel moyen d'un ouvrier a progressé de 27 %, soit à la moyenne de 9 % par an. De 1962 à 1963, il ne progresse plus que de 5 %²⁷. Dans ces mêmes trois années, la hausse des prix est de 20,7 % un peu moins de 7 % par an. De 1962 à 1963, elle est de 10 %²⁸. Les effets de la dévaluation de 1958 s'estompent, alors qu'apparaissent les effets des dispositions du marché commun. Les industriels deviennent prudents : 29 % d'entre eux seulement augmentent leurs investissements, 35 % les diminuent. Les charges accumulées par l'État pour moderniser l'infrastructure industrielle sont lourdes et les résultats s'avèrent inégaux : incontestablement positifs pour les industries d'équipement (première transformation des métaux, industries mécaniques, industries électriques, automobile, construction navale, aéronautique et armement), moins probants pour les autres secteurs à partir des années 1963-1964. Des « poches » de dépression commencent ainsi à apparaître²⁹. Par ailleurs la guerre d'Algérie a eu une double influence sur l'économie française : elle a de toute évidence apporté des commandes à une série d'industries. Et elle a aussi coûté cher à l'État. Or, la cessation des hostilités allège le carnet de commandes de bon nombre d'entreprises. Mais il n'allège guère le budget de l'État : l'indemnisation des rapatriés, notamment, va coûter très cher. Or, nous avons vu que, pour permettre aux entreprises d'investir et de se moderniser, et aussi pour leur permettre de neutraliser la classe ouvrière par une politique salariale habile, le gouvernement avait choisi de procéder à de très forts allègements fiscaux. Mais un tel allègement ne peut être durable que s'il implique, soit le recours à d'autres recettes, soit la diminution d'autres postes de dépenses publiques. A la fois parce qu'il doit donner l'exemple au secteur privé et parce qu'il lui faut restreindre ses dépenses, l'État s'attaque alors aux salariés du secteur public.

Ce sont les mineurs qui relèvent le défi. Leurs salaires ont en

27. Freyssenet, *op. cit.*, p. 137.

28. *Ibid.*, p. 141. C'est l'indice officiel. L'indice parisien de la CGT annonce 20 % d'augmentation. Jean Poperen (*la Gauche française*, T.1, p. 291) estime que durant cette période, « les salaires ont certes continué d'augmenter plus vite que les prix ». C'est faux pour 1962-1963.

29. Fresque, p. 223 et suiv.

effet atteint un retard de 11,5 % par rapport à la moyenne des salaires industriels. En Lorraine particulièrement, s'ajoutent les craintes pour l'emploi. Curieusement c'est la CFTC qui paraît la plus résolue : elle lance dès le 28 février 1963 un mot d'ordre de grève illimitée. La CGT se contente d'un mot d'ordre de 48 h. Mais le pouvoir, misant sans doute sur le rigueur de la température pour rendre impopulaire la grève, prononce un ordre de réquisition que signe le général De Gaulle. Cela suffit pour unifier les trois fédérations ouvrières qui décident de maintenir leur mot d'ordre de grève. Le premier test est en Lorraine, le lundi 4 mars : massivement, les mineurs lorrains refusent de rentrer. Le 5, dans le Nord-Pas-de-Calais et les Cévennes, la grève est totale. Elle se déploiera pendant un mois, en bénéficiant d'une exceptionnelle solidarité nationale, dont la marche sur Paris du 13 mars reste le meilleur exemple. Mais le pouvoir ne peut céder et les confédérations syndicales refusent d'appeler à la généralisation, que seul évoque le PSU. Le 3 avril, les syndicats signent l'accord et appellent les mineurs à reprendre le travail. Les avantages obtenus sont faibles : les horaires, les conditions de travail, l'emploi, tout cela est renvoyé à une commission paritaire. Les congés payés passent à 24 jours. Mais la somme forfaitaire versée à chaque mineur à la reprise ne sera pour les 4/5 qu'une avance. Et l'augmentation des salaires ne sera que de 6,5 %³⁰ : les charbonnages proposaient au départ 5,7 %, une « commission de sages » mise en place par le gouvernement lui-même avait proposé 8 %. Dans les corons, c'est la colère. A Lens, le responsable venu expliquer l'accord et demander la reprise du travail ne pourra terminer sa harangue : sa voix est couverte par celle des mineurs massés sur la place qui le traitent de « vendu ». A Lille, à Merlebach, et dans des dizaines d'autres villes, c'est par centaines que les mineurs déchirent leurs cartes syndicales³¹. Mais c'est la réaction du désespoir, et non celle d'une avant-garde ouvrière cherchant et proposant des voies alternatives à la capitulation des appareils réformistes. Le travail reprendra pourtant. Aucun courant n'apparaîtra chez les mineurs, capable de tirer les leçons de cet échec.

30. 11 % promis pour le 1^{er} janvier 1964. Rappelons que, selon l'indice officiel, la hausse des prix sera de 10 % dans l'année 63.

31. « Histoire d'un jour », *Europe n° 1*, mercredi 11 octobre 1977. Curieusement, les porte-paroles les plus autorisés de la CFDT continuent à parler aujourd'hui de la « grève victorieuse des mineurs » (*le Mouvement ouvrier*, op. cit., p. 180, *la CFDT* (Seine), p. 49. Pourtant en octobre 1963, c'est le congrès régional CFTC qui dénoncera « la mauvaise foi soigneusement calculée des autorités de tutelle qui se refusent à honorer les engagements de l'accord du 3 avril » (*le Monde*, 21 octobre 63).

Pourtant, cette grève marque un véritable tournant dans l'histoire du gaullisme. D'abord, c'est une grève qui, après tous les attermoissements de la période 1958-1962, se fait dans l'unité syndicale, et ceci dans une branche très profondément marquée par les affrontements intersyndicaux de 1947. Et à cette unité syndicale, correspond l'unité de couches sociales traditionnellement séparées : pour la première fois, les employés — et une partie des ingénieurs — se mettent en grève avec les mineurs.

Ensuite, même s'il a formellement maintenu l'ordre de réquisition et contraint les mineurs à la reprise, le gouvernement a en fait subi un échec : dès les premiers mots de l'allocution de Pompidou le 9 mars (« il y a eu un malentendu »), c'est clair. Le « malentendu » ira en se creusant tout au long de la grève. Les slogans des manifestations se font de plus en plus clairement anti-gouvernementaux. Les délégués vont conspuer, non seulement le gouvernement, mais les parlementaires « inconditionnels³² » dont certains ont pourtant cru bon de prendre des positions « nuancées³³ ». En fait, c'est à la réconciliation de l'attitude syndicale et de l'attitude politique que l'on assiste. Ces mineurs qui, en particulier en Lorraine, avaient jusqu'alors massivement voté De Gaulle — y compris quand ils étaient par ailleurs d'actifs militants syndicaux — voteront désormais avec leur classe. C'est le premier signe annonciateur de la mise en ballottage de De Gaulle au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 1965. Les sondages eux-mêmes marquent déjà ce déclin : 42 % de satisfaits seulement, 41,5 % de mécontents.

La grève elle-même n'a jamais échappé au contrôle des organisations syndicales. Il y a certes eu mise en place d'un comité central de grève, mais il s'agit en fait d'une structure syndicale. Pourtant certains aspects annoncent en partie des temps nouveaux. Le rôle des femmes d'abord. Tout le monde sait que leur attitude est décisive dans une grève de longue durée « *puisque ce sont elles qui tiennent les cordons de la bourse* ». Mais ici, dans ce secteur exclusivement masculin³⁴, les femmes vont au-delà : elles écrivent au ministre, elles demandent à s'adresser aux mineurs dans les meetings, certaines précisent publiquement qu'elles empêcheront leur mari de reprendre le travail³⁵. Bref, elles refusent de rester chez elles, à leur place. La popularisation aussi va souvent au-delà de la solidarité

32. A Merlebach, dans « Histoire d'un jour », mercredi 11 octobre 1977.

33. Cf. Le communiqué de la fédération UNR du Gard.

34. La mine est la seule branche d'activité où une loi interdit tout emploi féminin.

35. Histoire d'un jour.

matérielle. Mais, jamais les mineurs ne feront clairement appel à l'entrée dans la lutte des autres secteurs. Les confédérations syndicales auront beau jeu de se réfugier derrière un commode « c'est aux mineurs de décider ».

Pourtant, et c'est là un des éléments les plus significatifs de cette grève, les autres secteurs étaient prêts à entrer dans la lutte. Le 5 mars, une grève générale (d'un quart d'heure, il est vrai) est massivement suivie, en protestation contre la réquisition et en solidarité avec les mineurs. Appelée par la CGT, la CFTC, la FEN, l'UNEF, et parallèlement par FO elle entraîne la paralysie totale d'une grande partie du secteur public (SNCF, RATP, coupures à EDF...) mais pas seulement. Elle est aussi massivement suivie dans la plupart des grandes entreprises industrielles, dans la région parisienne, à Lyon, Nantes, Toulouse. Dans la métallurgie lilloise, la grève est totale. Le 9, les mineurs du complexe de Lacq-Lacq que l'on présente de plus en plus comme la source d'énergie alternative aux mines — se mettent en grève. Le 12, les cheminots débrayent deux heures, puis 24 h le 15, avant d'entamer un cycle de grèves tournantes. Les sidérurgistes de Lorraine, solidaires des mineurs de fer, se mettent également en grève le 12. Le 14, c'est une journée d'action des métallurgistes, patronnée par la CGT et la CFDT, renouvelée une semaine plus tard. 24 h plus tard, c'est une journée revendicative dans la chimie. Le 20, c'est la journée d'action de la fonction publique, avec laquelle se combine un arrêt de travail de 4 h à EDF. A partir du 20, ce sont les PTT et la RATP qui sont touchés en même temps que les careneurs de Dunkerque et les métallurgistes de Michelin. La preuve n'est pas difficile à faire que ce n'est pas « à la suite de la lutte victorieuse des mineurs », mais bien pendant celle-ci, qu'une autre série de secteurs ont démontré leur envie de rentrer en lutte. Et cela n'est même pas limité au secteur public : la chimie, et surtout la métallurgie, manifestent leur combativité. C'est à une réactivation d'ensemble de la classe ouvrière que nous avons à faire. Les chiffres de grève pour 1963 le prouvent : 5 990 150 c'est-à-dire plus du triple de 1962, le chiffre le plus élevé depuis 1953. Les confédérations syndicales ne lèveront pas le petit doigt pour coordonner cette volonté générale de lutte. Cela ne les empêche d'ailleurs pas de se renforcer. La remontée des effectifs de la CGT, sensible dès 1962, s'accroît à partir de 1964³⁶. Il en va de même pour FO, après la baisse consécutive au départ de l'extrême-droite et à la dissolution des sections d'Algérie. Les effectifs du PCF se redressent également : de

36. Léon Mauvais, *le Peuple*, n° 795.

405 000 pour 1962 à 420 000 dénombrés en mai 1964³⁷. Le nombre de ses cellules d'entreprise progresse. C'est que les problèmes internes qu'il doit surmonter — la liquidation de Servin et Casanova, la crise latente dans l'UEC — n'affectent pas directement la classe ouvrière. Par contre, la SFIO ne cesse de décroître³⁸. Et le PSU, que son congrès de janvier 1963 a vu divisé en 7 tendances, connaît sa première crise sérieuse : une fois fini l'activisme de la période algérienne, un grand nombre d'adhérents le quittent³⁹.

Du plan de stabilisation aux émeutes de Caen

Dans cette situation, le pouvoir ne pouvait rester sans réplique. Celle-ci se développe en trois temps :

— d'abord, il saisit l'occasion d'une « grève-surprise » des conducteurs de métro, le 27 juin 1963, pour régler le droit de grève et instituer la clause du préavis obligatoire de 5 jours,

— ensuite, il tente d'imposer la politique des revenus, c'est-à-dire la police des salaires (rapport Massé, puis commissions Grégoire et Toutée). Dans le secteur public, il s'agit de faire fixer par le gouvernement, après diverses procédures de consultations et d'enquêtes, la masse salariale dont peut disposer chaque entreprise. Le seul rôle restant donc aux organisations syndicales serait de négocier avec les directions la répartition de cette masse salariale. Dans le secteur privé, c'est un « collège d'étude et d'appréciation des revenus » composé de fonctionnaires qui auraient à se prononcer sur la compatibilité des accords de salaire avec les critères fixés par le gouvernement en matière de rémunérations.

En fait, ces mesures sont parties intégrantes du « plan de stabilisation » mis en place par le gouvernement. Quand celui-ci est rendu public, le 12 septembre 1963, on s'aperçoit en effet qu'il y a quelques changements dans la politique gouvernementale. Certes, l'arriération et l'archaïsme de certains secteurs de la production (et de la distribution) sont toujours visés. Tout se passe en effet comme si, sauf

37. Annie Kriegel, *les Communistes français*, p. 31.

38. 91 000 en 1962, 88 000 en 1963, 88 000 en 1964, 85 000 en 1965 (C. Hurtig, *op. cit.*, p. 25).

39. 15 827 en 1962, 12 044 en 1963, 9 964 en 1964 (R. Cayrol, *Histoire d'un parti*, p. 23).

pour les industries d'équipement, l'effort d'investissement et de modernisation de la période précédente n'avait servi qu'à alourdir la masse de capitaux à rentabiliser, sans accélérer aucunement l'efficacité technique. Mais surtout, ce sont les salaires qui sont visés. Dans le secteur public, la hausse des salaires est limitée à 3 %. Un an plus tard, elle sera portée à 4 %. En fait sur l'ensemble de la période concernée (1963-1967) elle sera en moyenne de 5,5 % par an, si on prend pour référence le salaire net annuel ouvrier moyen. De 1958 à 1963, elle avait été en moyenne de 6,5 % par an⁴⁰. Malgré les tentatives faites sur les prix (opération « cent mille points de vente », etc.) leur courbe d'augmentation fléchit moins vite que celle des salaires : 6 % par an de 58 à 63, 5 % de 63 à 73⁴¹. Et surtout, l'écart se creuse dans la hiérarchie des salaires, alors qu'il s'était resserré dans l'année 1963. De 1963 à 1967 — toujours en référence au salaire net annuel moyen des ouvriers qui augmente pendant cette période de 23 %, soit 5,75 % par an — les cadres supérieurs voient leurs salaires augmenter de 13,2 %, les cadres moyens de 9,5 %, tandis que les employés progressent au même rythme que les ouvrières et les ouvriers de 6,4 %.

Ce blocage des salaires entraînera un malaise social persistant pendant les années 1964-1965. En 1964, il se traduit sans doute par le nombre relativement élevé des journées de grève : 2 496 800. En 1965, par contre, le nombre de journées de grève est faible (979 900) : de toute évidence c'est vers l'élection présidentielle que s'est tournée l'attente de la classe ouvrière. Car, après l'échec de la « Grande Fédération », c'est-à-dire la constitution d'une organisation regroupant la SFIO et le MRP, et après l'échec du lancement comme candidat aux élections présidentielles d'un « M. X » qui s'avéra être Gaston Defferre, François Mitterrand annonce sa candidature le 9 septembre. Il n'y aura pas de négociation sur le programme du candidat, mais après que Mitterrand se soit adressé à tous « sans exclusive » sa candidature aura le soutien du PCF et de la SFIO. Depuis la guerre froide, c'est la première manifestation du retour du balancier vers l'Union de la gauche. Les conséquences en sont immédiates : la première est que le PSU, qui s'était beaucoup agité, s'incline : bon gré, mal gré il soutiendra aussi la candidature Mitterrand. Et comme l'histoire n'est pas avare de symboles, c'est le jour même où Mitterrand annonce sa candidature qu'est créée la « Petite Fédération ». Dès le premier jour, l'alliance avec le PCF et la recons-

40. Freyssenet, *op. cit.*, p. 139.

41. *Ibid.*, p. 125.

truction d'un grand parti socialiste sont donc liés. Mitterrand obtiendra 32 %, plus qu'on ne lui accorde généralement. Et surtout, De Gaulle est en ballottage.

Ce succès — car c'en est un — accélère les phénomènes de recomposition dans le mouvement ouvrier. La combativité de la classe ouvrière se manifeste de plus belle : à nouveau deux millions et demi de journées de grève en 1966, 4 millions et demi en 1967. Les élections aux comités d'entreprise ont lieu en 1966⁴². Tous collèges réunis, les organisations ouvrières obtiennent 77,9 % des suffrages exprimés. Dans le premier collège, le collège ouvrier, les résultats sont encore plus impressionnants : 83,8 %⁴³. Elles ne retrouveront plus jamais ce chiffre.

Cette recomposition atteint aussi de l'intérieur les organisations ouvrières. Le fait que le plan de stabilisation mette principalement en cause les salaires du secteur public renforce incontestablement l'hostilité au pouvoir et la détermination de Force ouvrière, où Bergeron a remplacé Bothereau⁴⁴. La traditionnelle minorité anarcho-trotskyiste y bataille contre « l'intégration » des syndicats, et, précisément, à cette époque, contre l'acceptation de la politique des revenus et contre les commissions Grégoire et Toutée. Mais une autre opposition — moderniste celle-là — est apparue dans FO autour d'hommes plus représentatifs du secteur privé, comme Cottave, pour les cadres, et Labi, pour la chimie. Or dans le cas de la chimie, cette opposition est également une opposition unitaire. Dès 63, la « Fédéchimie » FO propose l'unité d'action systématique à la CGT et à la CFTC. Au congrès confédéral de 1966, elle se prononcera pour la réunification syndicale. De plus, sa pratique s'avère « payante » et FO se développe dans la chimie : elle est au 15^e rang par ordre d'importance des fédérations FO en 1959, au 13^e en 1961, au 12^e en 1963, au 9^e en 1966⁴⁵. Accusée de « corporatisme » par la minorité anarcho-trotskyisante, elle est aussi soupçonnée de complaisance à l'égard de la CFDT. Elle représentera cependant 9,2 % des mandats au congrès confédéral de 1966, contre 6 % environ à la minorité anarchiste.

42. Elles remplacent désormais comme test les élections aux caisses primaires de la Sécurité sociale, qui sont supprimées.

43. *Revue française des Affaires sociales*, juin 1971.

44. Le poids du secteur public ne cesse en effet de grandir dans les adhérents de Force ouvrière. Sans même décompter les effectifs nationalisés qui figurent dans la branche « Métallurgie », ceux-ci sont majoritaires dans la confédération dès 1963.

45. « *Force ouvrière* », Alain Bergougnoux, pp. 230-231.

Le principal se passe cependant à la CFTC. La minorité qui bataille depuis de longues années — autour du groupe Reconstruction — pour la « déconfectionnalisation » de la centrale à peu à peu gagné du terrain. Dès 1960, la chimie, le bâtiment, les enseignants avaient pris position en ce sens. En novembre 1964, c'est par 70 % des mandats que sont adoptés les nouveaux statuts qui ne feront plus référence à la morale sociale chrétienne et la suppression du « C » terminal. Les opposants se retrouvent certes surtout chez les employés et les fonctionnaires. Mais, parmi ceux qui vont faire scission et créer la CFTC maintenue (10 % des effectifs environ), il y a aussi les mineurs de Joseph Sauty, au premier rang des luttes il y a un an.

En 1964-1965, la CFDT joue le rapprochement avec FO, seule susceptible de contrebalancer l'influence de la CGT, qu'il s'agisse d'aller vers l'unité organique ou vers l'unité d'action⁴⁶. Mais la déconfectionnalisation ne fait que rendre FO plus méfiante et, surtout, la marche vers l'unité des partis de gauche que représente l'élection présidentielle de 1965 n'est pas sans répercussion au niveau syndical. Le 10 janvier 1966, est signé le premier accord confédéral entre la CGT et la CFDT. Ses répercussions sont immédiates : la combativité ouvrière de 1966 s'est en effet d'abord exprimée par des actions en ordre dispersé du secteur public : SNCF, EDF, RATP. Les résultats sont médiocres. L'accord CGT-CFDT aide à faire progresser l'idée du « tous ensemble ». Le 17 mai 1966, c'est une des plus puissantes journées d'action qui ait eu lieu depuis longtemps. La journée d'action essentiellement centrée sur le secteur privé en juin a des résultats moins bons. Et l'automne est calme. Mais le début de l'année 1967 voit se dérouler une série de conflits durs, de longue durée : à la Rhodiaceta, une grève d'un mois à partir de réductions d'horaires. Aux chantiers navals de Saint-Nazaire, ce sont les mensuels qui tiennent 63 jours pour des revendications liées aux disparités de salaires par rapport aux autres régions. Et puis, il y a Berliet, les mines de fer de Lorraine... L'examen des journées de grève perdues par région pour l'année 1967 confirme que ce sont les gros bataillons des régions industrialisées qui entrent alors en lutte : 371 300 journées de grève pour le Nord, 916 600 pour la Lorraine, 314 000 pour les pays de Loire, 761 300 pour la région Rhône-Alpes...

Mais si ce sont les « gros bataillons » qui occupent le devant de la scène, les grèves de cette période n'en présentent pas moins un curieux mélange de continuité et de novation.

A la Rhodiaceta, c'est avec l'occupation que renouent les travail-

46. E. Descamp, *Militer*, pp. 103-104.

leurs et pour toute la durée du conflit. En Lorraine, les mineurs occupent le carreau de la mine et empêchent toute expédition de minerai. A Dassault, c'est la systématisation des débrayages-surprises : certains jours il y a 5 minutes de grève toutes les heures et manifestations dans les ateliers qu'accompagne un orchestre improvisé : la grève « tam-tam » comme l'appelleront les travailleurs annonce 10 ans à l'avance la « production 001 » de Dassault 77. Mais c'est dans la grève des mensuels de Saint-Nazaire que s'entremêlent le plus visiblement tradition et nouveauté. D'abord, parce que c'est à Saint-Nazaire, la « capitale de la grève » comme on l'appelle dans la région⁴⁷. Mais c'est une grève de « mensuels », la première révolte de ceux qu'on appelle encore les « collaborateurs du patron ». Bien sûr, en 1955, c'était une grève contre le « boni », et c'est aujourd'hui une grève contre le « galon », cette prime à la tête du client qui représente en moyenne 13 % du salaire. Mais c'est aussi, 5 ans avant le Joint français, une grève contre le retard des salaires par rapport à la métallurgie parisienne. Bien sûr, une fois encore, on sort de l'usine, on manifeste et la ville est solidaire. Mais cette fois-ci, c'est une série de manifestations-éclair, coordonnées par talkie-walkie, selon la méthode imaginée en 1964 par les grévistes de la Thomson. 3 000 femmes de métallurgistes manifestent dans les rues, là où on en attendait quelques centaines. Cette fois, la solidarité va plus loin qu'elle n'a jamais été dans le passé à Saint-Nazaire, plus loin même que pour la grève des mineurs. Le 8 avril, 300 kg de poissons sont distribués aux grévistes, le 15, ce sont deux tonnes ; le 18, quatre tonnes et demi. Le comité de soutien créé quatre commissions : patates, carottes, poissons, poulets. Et le 9 avril, tous les coiffeurs de la ville « rasant gratis ».

La combativité qui transparait dans ces luttes locales, se manifestent aussi dans les « tous ensembles » nationaux. On le voit bien en mai 1967. Le 13, le gouvernement obtient du parlement les pleins pouvoirs pour légiférer par ordonnances en matière économique et sociale. La pièce maîtresse du dispositif, ce sont les ordonnances sur la Sécurité sociale. Le 17 mai, c'est une nouvelle grève générale inter-professionnelle, massivement suivie, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN.

47. Dans son livre *Trois Grèves* (Calmann-Lévy), François Gault rapporte la remarque suivante d'un métallo des Chantiers de l'Atlantique : « *Bien sûr, ici dans la ville, on sait ce qu'est une grève. Mais ils exagèrent, vous ne trouvez pas ? Tenez, l'autre dimanche, l'équipe de basket-ball de la ville a battu celle de Saint-Jean-de-Mont. Pas étonnant, ont dit les vaincus, vous avez le temps de vous entraîner chez vous, vous êtes toujours en grève* ».

C'est à la CFDT que profite le plus cette période⁴⁸. Non seulement elle a très vite récupéré les pertes subies à la scission⁴⁹, mais elle a opéré une importante mutation interne. De la confédération d'employés dont elle avait précédemment l'image, elle est devenue une organisation où le secteur privé industriel est prépondérant⁵⁰. Mai 68 confirmera cette évolution, mais n'en sera pas le point de départ.

* * *

Incontestablement, la *combativité* d'ensemble que manifeste la classe ouvrière est stimulée par l'accord qui semble se prolonger entre les grandes organisations politiques dans lesquelles elle se reconnaît : la « petite Fédération » est devenue la Fédération de la gauche démocrate et socialiste⁵¹, qui met en place un « contre-gouvernement » (5 mai 1966) avant même d'ailleurs d'avoir défini son programme (14 juillet 1966).

Les élections de 1967 se situent dans la foulée de l'unité réalisée en 1965 : les résultats du premier tour marquent une poussée à gauche sensible⁵², les désistements ont massivement lieu au deuxième tour et la gauche frôle la majorité absolue.

Mais par contre la *radicalisation* que commencent à révéler certaines luttes ne trouve pas de correspondant politique directe.

A gauche des appareils réformistes, il y a certes le PSU. Celui-ci dispose d'un certain nombre de militants dans la classe ouvrière⁵³. Il

48. Les effectifs de la CGT restent stables : 1 942 523 adhérents en 1966, aux environs de 1 900 000 en 1967.

49. 547 000 en 1964, 521 000 en 1965, 547 000 en 1967.

50.	1957	1967
secteur privé industriel et agricole	28,95	41,41
secteur privé (employés et cadres)	19,46	12,39

51. Elle associait la SFIO, le Parti radical et les clubs (principalement la Convention des institutions républicaines de F. Mitterrand et aussi l'UCRG d'Alain Savary). Le comité exécutif comprend 33 SFIO, 18 radicaux, 18 représentants des clubs.

52.	PCF	SFIO + Radic.	PSU
1962	14,6 %	11,4 % (FGDS)	1,3 % (des électeurs inscrits)
1967	17,9 %	15,3 %	1,7 %

53. Environ 40 % de ses effectifs.

dispose ainsi d'une certaine présence dans les organisations syndicales ouvrières⁵⁴ et peut faire un travail politique dans les entreprises par l'intermédiaire des groupes et sections d'entreprise dont il dispose. Mais les premiers pas vers un rapprochement PC-FGDS marginalisent encore plus le PSU. Dès 1965, une partie de ses dirigeants, autour d'Alain Savary, rejoint la FGDS. En 1967, la majorité du bureau national propose l'association à la FGDS. Le congrès repousse cette perspective à la majorité des 2/3. Mais c'est alors une partie du courant « unitaire » autour de Jean Poperen qui rejoindra la FGDS. De toute façon, ses dirigeants sont réservés face à toute intervention dans les luttes ouvrières, autre que de solidarité : ils la voient comme une immixtion dans le domaine syndical. A la base, les militants sont actifs, mais souvent bien plus dépendants de l'avis de leur syndicat que de celui de leur parti : on l'a vu au moment de la grève des mineurs. Et les groupes d'entreprises actifs seront souvent décapités par le départ, en 1966, d'une partie de la tendance de gauche (« socialiste-révolutionnaire ») qui les animait et qui rejoindra la IV^e Internationale.

De manière générale, l'influence des trotskistes est également très mince dans la classe ouvrière. Le groupe *Voix ouvrière* poursuit un lent travail dans les entreprises mais ne dispose que de quelques centaines de militants et sympathisants. Il sera cependant le premier courant trotskiste à assurer, dès 1967, la parution d'un hebdomadaire régulier.

Quant au courant rattaché à la Quatrième Internationale, il a éclaté en 1953 sur la question de l'entrisme. La quasi-totalité des militants ouvriers ont suivi ce qu'on appelle le « groupe Lambert ». Mais depuis lors, celui-ci a dégénéré et il ne regroupe alors que quelques rares noyaux ouvriers, comme celui qui, dans la région nantaise, fut à l'origine de « l'Appel de Nantes », après la grève des traminots de janvier 1964. Quelques groupes ouvriers autonomes, plus ou moins reliés au courant trotskiste, subsistent sans doute ça et là, comme à Hispano Suiza⁵⁵. Mais c'est très peu de chose. Cette faible présence au sein de la classe ouvrière est alors le lot commun de tous les courants d'extrême gauche.

En fait, la recomposition qui s'amorce alors au niveau politique reste périphérique par rapport aux entreprises et limitée en grande partie au milieu universitaire. De plus, la radicalisation qui s'est

54. 15 % à la CGT, 9 % à la CFDT, 5 % à FO.

55. L'histoire de ce groupe est racontée de manière très vivante dans *Ouvriers face aux appareils*, Cahiers libres, Maspero, 1970.

opérée en milieu étudiant ne s'est pas faite en liaison avec les luttes ouvrières, mais en référence au développement mondial des luttes anti-impérialistes, de la révolution coloniale. Après l'Algérie, c'est le Vietnam qui mobilise les énergies de l'avant-garde étudiante. A l'intérieur du PCF, la « reprise en main » par la direction, de l'Union des étudiants communistes (UEC) n'a pas réussi à juguler la crise : en 1965, c'est la scission. Celle-ci profitera surtout aux trotskistes et notamment à ceux d'entre eux qui avaient choisi de pratiquer l'entrisme dans le PCF dès 1953. C'est autour des secteurs exclus de l'UEC que s'organise la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR).

Les divergences sino-soviétiques, désormais publiques, ont également alimenté un courant critique au sein du PCF. Dès 1963, un groupe de militants s'en détache qui sera à l'origine du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCML).

En 1966, un autre courant maoïste, qui s'était fait, à l'intérieur de l'UEC, le porte-parole des idées du philosophe Althusser, quitte l'UEC et fonde l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJML).

Mais, à la veille de 1968, l'ensemble de ces courants ne regroupe pas plus de 3 à 4 000 militants et sympathisants. Les événements qui se précipitent dans les premiers mois de 1968 ne prendront nullement racines dans leurs activités politiques à l'entreprise. Pourtant, ces premiers mois voient une recrudescence sans précédent de l'activité ouvrière. Dès janvier, à Caen et à Redon des heurts violents ont lieu entre grévistes et CRS. En février, mars et avril, ce sont les grèves de la Métallurgie, des banques, d'Air-Inter, des compagnies de navigation. Les manifestations locales se multiplient et prennent souvent une dimension régionale : la Loire, le Nord-Pas-de-Calais, la Bretagne, les Pays de Loire. Car, en effet, au freinage des augmentations salariales que nous avons déjà observé se superpose alors, pour la première fois, une crise sérieuse au niveau de l'emploi. En décembre 1967, ce sont 248 110 demandes d'emploi qui sont recensées. Elles n'étaient encore que 173 463 en décembre 1966⁵⁶. Les affrontements de la Saviem, à Caen, sont particulièrement significatifs de la période. Une partie de la bourgeoisie les avait d'ailleurs prévus. Ainsi, le président de la Commission de développement économique et régional de la Basse-Normandie, Michel d'Ornano, déclarait le 27 décembre, en s'adressant au secrétaire d'État chargé des problèmes de l'emploi, Jacques Chirac : « *Nous savons que vous avez sur la carte de France bien des points chauds, des points difficiles : le bassin lorrain,*

56. Freyssenet, *op. cit.*, p. 275.

le Nord, d'autres encore et que la région bas-normande, elle, est pour le moment, considérée comme ne présentant que peu de problèmes. Nous voulons vous démontrer le contraire, car l'examen de notre agriculture, de notre secteur secondaire, de notre secteur tertiaire, de nos équipements, démontre très clairement que s'il n'y est pas porté remède maintenant, nous serons nous aussi, très bientôt, l'un de ces points chauds sur la carte de France »⁵⁷.

Le 23 janvier, la Saviem est en grève illimitée, trois revendications sont avancées : augmentation des salaires de 6 %, création d'un fonds de garantie des ressources en cas de réduction d'horaire, extension des droits syndicaux. Sous quatre aspects au moins, cette grève est particulièrement significative :

— il y a extension très rapide de la grève à l'ensemble des entreprises métallurgiques de la région, soit sur leurs revendications propres (Jaeger, Sonormel, Radio technique), d'autres par solidarité (Moulinex, SMN...)

— il y a heurts violents avec la police (en particulier le 16 janvier dans le centre de Caen)

— il y a jonction partielle avec le mouvement étudiant : ceux-ci manifestent dès le 18 janvier, à l'occasion de la venue du ministre de l'Éducation nationale. Ils seront dans la rue à côté des ouvriers le 26

— il y a débordement spontané des organisations syndicales. Le 2^e vote sur la grève donne, le 2 février : 502 voix pour la poursuite de la grève, 272 pour des actions à l'intérieur de l'entreprise. Mais les organisations syndicales, jugeant trop faibles les effectifs qui ont participé au vote, décident quand même la reprise. Elle a bien lieu le lundi 5. Mais à 14 h, sans aucune consigne, ce sont 3 000 ouvriers qui quittent le travail, manifestent dans l'usine et s'en vont.

Au niveau des revendications, rien n'est réglé. Deux mois plus tard, c'est Mai 68.

II. DEUX MOIS

Sur les premiers jours de Mai 68 et le déploiement de la révolte étudiante, il n'y a pas lieu de s'étendre. Précisons simplement, quant au rôle de détonateur joué par le mouvement étudiant, l'accord avec la remarque de Georges Séguy⁵⁸ : « *Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux*

57. Cité in « L'influence des relations de travail sur le comportement des entreprises au cours de la période mai-juin 1968 ». Rapport d'étude du Cebanor, sous la direction de M. B. de la Paillonne.

58. *Le Mai de la CGT*, Julliard, p. 9.

poudres, a-t-on dit. L'image est assez juste, mais encore fallait-il qu'il y ait de la poudre, sinon l'étincelle se serait vite perdue dans le vide ».

Incontestablement il y avait de la poudre... Incontestablement aussi les dirigeants syndicaux n'avaient guère réalisé à quel point s'accumulaient la colère et la combativité ouvrière. Ce n'est pas d'ailleurs le moindre des paradoxes de cette période que de constater la myopie des journalistes et des hommes politiques. Au palmarès des exceptions — et aux côtés de Michel d'Ornano déjà cité, ajoutons ici Yves Lenormand qui écrivait, en février-mars 1968, ces lignes dont la lucidité tranchait avec les écrits de l'époque :

« Depuis le temps qu'ils affirment : « Les masses ne sont pas mûres », les pontes syndicaux se sont laissés convaincre par la force de leurs propres clameurs. Lançant des actions parce qu'il faut bien en lancer, sans d'ailleurs bien savoir sur quels objectifs précis ni dans quel but, ils s'indignent et s'inquiètent de ce que ces actions ne mobilisent plus grand monde. Sûrs de leur ligne, ils ne peuvent saisir que ces actions sans perspective immédiate ni plan de poursuite lassent leur monde. Et ce n'est pas parce que la combativité ouvrière ne s'exprime plus totalement à travers ces actions que cette combativité n'existe pas. Les dirigeants syndicaux ne pensent même pas à cela. Prenant leurs filets pour le fond des mers, après les avoir relevés sans grand-chose dedans, les voilà qui s'écrient : « Tous les poissons sont morts ».

« Mais les poissons sont peut-être passés à côté ! Car il faut être aveugle pour ne pas voir, à côté des grands appels sans réponse, tous les mouvements sectoriels et locaux, sporadiques, violents, déclenchés un peu partout : Le Mans, Mulhouse, Nantes, Caen ne sont pas des accidents. Ils sont les symptômes les plus nets d'un mouvement national, profond, diffus et qui se cherche »⁵⁹.

Le 1^{er} mai, la manifestation traditionnelle est autorisée pour la première fois depuis 10 ans. Elle est appelée par la seule CGT, mais elle est massive. Quand se déclenche la révolte étudiante, les organisations syndicales ouvrières restent dans l'expectative. D'ailleurs, elles préparent l'action sur la Sécurité sociale, pour l'abrogation des ordonnances qui doit culminer le 15 mai. Il faudra les barricades de Gay Lussac pour que le lendemain — le 12 — la CGT et la CFDT appellent à la grève générale pour le 13, avec manifestations dans toute la France. Grèves et manifestations sont massivement suivies. Du côté de la CGT, on appuie sur l'aspect

59. Dans *Avant-garde jeunesse*, le journal de la Jeunesse communiste révolutionnaire, février-mars 1968.

revendicatif. Mais l'impréparation est telle que des sections CFDT défilent également derrière les banderolles qu'elles avaient préparées pour les défilés sur la Sécurité sociale, même si, globalement, la CFDT assume mieux l'aspect « solidarité avec les étudiants ». Dans les manifestations, des slogans directement politiques émergent déjà : « Dix ans, ça suffit »⁶⁰.

En tout cas, la densité de la présence ouvrière dans ces manifestations, co-organisées par l'UNEF et le SNES-SUP, étonnent l'ensemble des responsables syndicaux. Il n'est pourtant pas aisé de préciser qui, dans la classe ouvrière, défile ce jour-là, ni d'attribuer aux présences et aux absences une signification précise. La présence des travailleurs de Chaousson est, par exemple, massive, alors que celle des ouvriers de Renault est faible. Mais la grève à Renault est un grand succès : plus de 80 %.

De partout, remontent aux confédérations l'information que la grève a été suivie et des demandes de directives pour la suite. Mais les confédérations hésitent : d'abord il y a la journée d'action du 15 sur la Sécurité sociale. La CGT parle vaguement le 14 « de déterminer, en accord avec les autres organisations syndicales, les conditions de la poursuite de la lutte », et le 15 lance : « Travailleurs, travailleuses, à l'appel de vos syndicats, agissez sans attendre, rassemblez-vous sur les lieux du travail, participez à la détermination des revendications et des modalités d'action dans vos entreprises, vos branches d'industrie et vos régions ». Elle convoque un comité confédéral national pour le 17. La CFDT appelle les travailleurs, le 16 mai « à discuter, à s'organiser et à agir sur tous les lieux de travail ». Elle convoque un conseil confédéral pour le 18. Les délégations du 15, à l'Assemblée nationale, pour exiger l'abrogation des ordonnances, ne marquent pas une étape dans la lutte. Il faut attendre le 17, pour que la CGT appelle les travailleurs à « prendre place » dans la lutte. Ni la CGT, ni la CFDT n'appelleront à la grève générale. En fait, c'est déjà parti.

Le déclenchement des grèves

Et c'est la métallurgie qui a démarré la première. Dès le 14, les métallos de Sud-Aviation Bouguenais occupent leur usine et

60. Séguy parle à ce propos d'un « mot d'ordre issu de la finesse politique des ouvriers parisiens » (le mai de la CGT, p. 29). On ne saurait mieux dire que la CGT n'avait pas l'intention de faire du 13 mai une manifestation contre le pouvoir.

séquestrent le patron⁶¹. Le lendemain, c'est le tour des métaux de Renault Cléon et des Chantiers navals de Bordeaux, accompagnés par Contrexéville (Vosges), les NMPP et une petite fabrique de meubles (Hymain Mettaincourt). Les journées du 16 et du 17, décisives, confirment, à la seule lecture des entreprises qui entrent en grève ce jour-là, le rôle déterminant de la métallurgie : Berliet, Saviem-Blainville, Snecma Gennevilliers, toutes les usines Renault, Sud-Aviation de Courbevoie et de Suresnes, Unelec (moteurs électriques) à Orléans, la Compagnie industrielle de produits de l'Ouest (filiale de Renault à Nantes), le Cepel, fabrique de piles électriques, en Seine-Maritime, les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire... la chimie commence à peine à bouger : Rhodiaceta Vaise, Rhodiaceta Belle Etoile, Baudou (caoutchouc en Gironde), Rhône-Poulenc. De même pour la sidérurgie : Forges Demangel (Charleville), Fonderies d'Ars-sur-Moselle, Forges et Aciéries du Creusot. Le 16, démarrent également des grèves tournantes dans les mines de potasse d'Alsace. Et, dernier de la liste, c'est le 17 que part en grève le premier « secteur tertiaire » : les techniciens de la navigation aérienne.

C'est donc bien la métallurgie — plus spécialement l'aéronautique et l'automobile — qui entre la première en lutte. Il faut attendre le 18 pour voir les premiers signes chez les employés (dans les centres de tri des PTT à Paris, Marseille, Lyon et Rouen), et pour voir les cheminots entrer en lutte. Il faut attendre le 20 pour voir les premières grèves dans le textile (à la Lainière de Roubaix et dans les usines de jute Saint-Frères) et pour que se mette en grève le Livre parisien. Le 21, pour que la grève soit massive dans la sidérurgie (Pompey, Saulner, Villerupt, Pont-à-Mousson) et dans les arsenaux (Toulon, Brest, Lorient, Cherbourg), et pour qu'entrent en lutte les grands magasins parisiens (BHV, Galeries Lafayette, Printemps, Bon Marché) et les ministères. Le 22 c'est le tour de la Sécurité sociale, des banques et des assurances. Ce ne sont donc pas les « nouveaux prolétaires » du tertiaire qui prennent l'initiative du mouvement⁶². Et ce sont encore moins les secteurs de « pointe », à haute technologie et à

61. On peut sans doute dénombrer ici et là quelques petites entreprises qui se mettent en grève le 14. Leurs motivations ne sont pas toujours forcément liées à la grève et à la manifestation du 13 mai et elles reprendront souvent très vite le travail. Ainsi en est-il, par exemple, d'une fabrique de matériel agricole (CLAAS-WOIPPY) qui part en grève le 14, mai reprend le 25, avant même les accords de Grenelle.

62. Même si on peut souligner que ce sont les secteurs du tertiaire où les conditions sont les plus proches du travail à la chaîne qui bougent les premiers : cf. les centres de tri, mais aussi les chèques postaux pour les PTT.

personnel très qualifié : IBM (Corbeil-Essonnes) ne bouge que le 22. Le CEA entre en lutte le 21 (Marcoule) et le 29 (Pierrelate), Bull (Rennes) le 29...

Comment se déclenchent ces grèves ? Il est facile de constater que, plus elles seront tardives, plus le poids syndical sera déterminant. Dans les premières de ces grèves, le problème du « débordement » des organisations syndicales doit être cerné de près. Ce qui est vrai, c'est que les premières occupations ont de toute évidence anticipé sur les consignes confédérales. Pour autant, elles n'ont pas systématiquement « débordé » les structures syndicales locales⁶³.

A Renault Cléon, CGT et CFDT ont appelé à un débrayage pour le 15 : ce sont effectivement les jeunes travailleurs qui le transformeront en occupation de l'usine, après le refus de la direction de recevoir une délégation⁶⁴. Mais, la veille, à Sud-Aviation Bouguenais, c'est à l'appel des trois sections syndicales (CGT-CFDT-FO) qu'est décidée la grève illimitée⁶⁵.

A Renault Billancourt, par contre, il y a des divergences d'appréciation syndicale et la CGT est au départ très hésitante. Quand les premiers débrayages ont lieu, le secrétaire-adjoint de la CGT, Sylvain, conseille aux grévistes de reprendre le travail et d'attendre la décision du comité exécutif de la CGT qui doit se réunir le soir. Mais dans l'après-midi, débrayages et manifestations s'amplifient. A 17 h 30, Albeher, le secrétaire de la CGT, lance le mot d'ordre de grève illimitée. La CGT aura donc hésité 3 heures. Cela dit, les délégués CGT, dans les ateliers, participeront souvent sans attendre à l'organisation des débrayages⁶⁶.

Le rôle de quelques militants d'extrême gauche présents dans les usines ne fut pas négligeable : à Sud-Aviation Bouguenais, le secrétaire de la section « horaires » de FO est Yves Rocton, militant

63. Une enquête menée auprès de 182 entreprises du Nord fait apparaître que les ouvriers se sont mis en grève d'eux-mêmes dans 15 % des cas, et qu'elle a été déclenchée à l'appel de militants syndicaux dans 73 % des cas (*Grèves revendicatives ou grèves politiques* — Pierre Dubois, etc., p. 345).

Sabine Erbes-Seguin, dans une enquête auprès de 48 entreprises (*Militants et travailleurs : organisation des relations dans la grève*, pp. 273-278) distingue 3 cas : la grève est déclenchée sur l'initiative des syndicats (35 % des cas). - la grève est déclenchée « spontanément », mais sur l'initiative des militants syndicaux de base et sans conflit ouvert avec le syndicat (48 % des cas). - il y a « débordement » des organisations syndicales dans 16 % des cas.

64. *Notre arme, c'est la grève. La grève chez Renault Cléon*, Maspero, pp. 16-18.

65. *La grève générale*, F. de Massot, p. 73.

66. J. Frémontier, *La Forteresse ouvrière*, Fayard, pp. 343-351.

trotskiste (de l'OCI) connu. A Billancourt, dans le département qui démarre le premier — le 70 — le délégué CFDT est un militant anarchiste et les départements voisins sont entraînés dans le débrayage par des militants de Lutte ouvrière. A vrai dire, le rôle de ces quelques militants d'extrême gauche sera plus important dans le démarrage de la grève que, par la suite, dans sa conduite quotidienne.

Quant aux couches de travailleurs qui sont à l'origine du mouvement, les témoignages concordent pour signaler le rôle décisif des jeunes. La thèse était alors tentante d'expliquer ce phénomène par la « communauté de situation et de réaction avec la jeunesse étudiante ». Sauf que ce ne fut en rien les couches de la jeunesse travailleuse les plus proches des étudiants — les jeunes techniciens frais émoulus du lycée, par exemple — qui furent à l'origine du mouvement. Les seuls cas où l'on vit de jeunes techniciens — ou de jeunes ingénieurs — jouer un rôle moteur dans le déclenchement de la lutte, semble bien concerner des entreprises où ingénieurs et techniciens formaient la majorité des effectifs : les bureaux d'étude de Sud-Aviation à Cannes et à Toulouse, le CTR de Renault, l'IFP, le SERET, le Centre national d'études spatiales, l'ONERA à Chatillon, le Centre de recherche de la CGE à Marcoussis⁶⁷.

Il n'y eut d'ailleurs pas plus un « monopole » des jeunes OS dans le déclenchement des premières grèves. A Sud-Aviation ce sont les « horaires » qui débrayèrent les premiers, mais à Billancourt l'atelier d'où part la grève comprend une forte majorité d'ouvriers professionnels.

Les revendications qui sont posées à partir du déclenchement du mouvement ne permettent guère de différencier le niveau de radicalisation selon les entreprises et les branches. Dans certains cas, l'occupation se fait « dans la foulée » de luttes en cours, comme à Sud-Aviation (compensation totale de la perte de salaire en cas de réduction d'horaires ; refus de licenciements et répartition de la charge de travail existante entre l'ensemble des travailleurs de l'entreprise ; 0,35 F d'augmentation uniforme ; embauche totale des ouvriers « sous contrat de location »).

A Renault Cléon, ce sont les débrayages prévus sur les ordonnances qui fournissent l'occasion. A la SNCF, ce sont les menaces de

67. Cf. : « Les événements de mai-juin dans 100 entreprises », Centre national d'information pour la productivité des entreprises (CNIPE). Le document porte en fait sur 115 entreprises, dont 101 seulement furent en grève, dans 18 régions et 35 branches professionnelles. 87 rapports furent rédigés à partir des interviews du personnel, 28 furent rédigés par les patrons eux-mêmes.

sanction contre des cheminots grévistes le 13 mai. Mais, dans la plupart des cas, le départ en grève est compris comme l'occasion de « solder les comptes ». Ce que l'on met en avant, c'est le cahier de revendications, les revendications souvent anciennes sur lesquelles la direction n'a jamais voulu céder. Ainsi à Renault : pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois, les 40 heures payées 48, la retraite à 60 ans, l'extension des libertés syndicales, la sécurité de l'emploi ; ou, à la RATP : deux jours de repos consécutifs, semaine de 40 heures, augmentation égale pour tous.

En fait, selon l'enquête du CNIPE (déjà citée), il y eut présentation rapide d'un cahier de revendications dans les deux tiers des cas, principalement là où la représentation syndicale était solidement organisée, dans les entreprises de plus de mille salariés et dans les branches comme la métallurgie, la sidérurgie ou les industries mécaniques.

Le plus novateur dans ces revendications de départ fut sans doute l'apparition du thème de l'emploi⁶⁸. Dans une série de cas, l'importance qu'on lui accordait l'emportait visiblement sur les revendications salariales.

Les accords de Grenelle et la reprise

L'orientation vers les négociations ne souleva aucun tollé dans la classe ouvrière. Pourtant, à partir du moment où la CGT précisait sa volonté de négocier avec le gouvernement Pompidou (« Avec ce gouvernement ? Oui, avec ce gouvernement »), ce sont les perspectives politiques du mouvement qui sont gommées, au profit de la seule dimension revendicative. Il y aura des protestations étudiantes, des mises en garde de groupes d'extrême gauche, mais à part quelques noyaux, la grande masse des travailleurs trouva normale l'ouverture de négociations⁶⁹.

C'est d'abord qu'aucune alternative politique crédible ne se

68. « Pratiquement partout où des craintes existaient en matière d'emploi (réductions des effectifs ou chômage partiel du fait de la conjoncture ou de la rationalisation de la production, notamment par voie de concentrations) des conflits larvés existaient, qui ont éclaté au mois de mai ». (*Les Événements de mai-juin dans 100 entreprises*, op. cit., p. 25).

69. L'enquête auprès de 182 entreprises du Nord-Pas-de-Calais montre que, dans 59 % des cas, les délégués et les ouvriers voulaient la négociation dès le début de la grève. Le cas est encore plus fréquent dans les entreprises où la CFDT est majoritaire.

dessinait. Mitterrand posait certes sa candidature au pouvoir et parlait d'un gouvernement « sans exclusives et sans dosages » : mais l'absence totale de la FGDS dans tout ce qui était le mouvement de Mai (sa part étudiante comme sa part ouvrière) donnait à sa conférence de presse un ton très politicien. Mendès-France parlait d'un « gouvernement de transition » et se rendait à Charléty avec la bénédiction du PSU et de la CFDT. Mais le PCF critiquait très vivement ses propositions. Et quant au PCF lui-même, il parlait bien, à partir du 29 mai, de « gouvernement populaire », mais, outre que l'unité de vue des formations de gauche n'existait pas, il ne montrait guère d'empressement à se retrouver au pouvoir sur la base d'un mouvement de masse qu'il ne contrôlait pas entièrement : la perspective d'élections législatives lui offrit une porte de sortie qu'il accepta avec empressement.

Outre leur faible importance numérique et le caractère on ne peut plus récent de leur apparition, les organisations d'extrême gauche demeurent balbutiantes sur le problème du pouvoir et du type de gouvernement vers lequel il serait possible d'aller. Le mouvement étudiant a certes joué le rôle « d'avant-garde tactique » pour le déclenchement du mouvement, mais, puisque personne « n'a repris le flambeau de ses mains fragiles », il est absolument désarmé devant le problème du pouvoir. Enfin, la faible auto-organisation des travailleurs eux-mêmes, l'absence quasi-totale par exemple de réels comités de grève, interdit une centralisation de ces structures auto-organisées, qui aurait pu poser le pouvoir des travailleurs eux-mêmes comme alternative politique.

Cela, la masse des travailleurs le sent confusément. Par contre, elle a des revendications et elle y tient. D'autant plus qu'une des raisons de l'entrée en grève a souvent été le refus patronal de négocier depuis des mois, voire des années⁷⁰. Il faudrait sans doute ajouter que l'ouverture des négociations n'était pas consciemment perçue en termes d'alternative par rapport à l'issue politique. Une partie des travailleurs raisonnait dans les termes suivants : « *Ou le gouvernement cède, et il sort affaibli, discrédité des négociations. Ou il ne cède pas et le mouvement s'amplifie, jusqu'à ce qu'il cède la place* ». En tous cas, l'ouverture de négociations ne fut guère contestée. Il en alla autrement du résultat.

70. Daniel Vidal, (*les Conditions du politique dans le mouvement ouvrier en mai-juin 68*, Anthropos) remarque dans les entreprises où existait un conflit ouvert avant Mai 68, ce conflit était motivé dans 7 cas sur 17 par un blocage patronal, du moins dans les entreprises où prédomine le personnel ouvrier (l'échantillon étudié porte sur 56 entreprises).

Plusieurs problèmes doivent être ici clarifiés. Prenons-les dans l'ordre :

1. Au sortir de la réunion de Grenelle, le 27 mai au matin, les confédérations syndicales estimaient-elles le bilan suffisamment positif pour justifier la reprise du travail ?

Incontestablement, oui. Les citations données par *Georges Séguy*⁷¹ le prouvent abondamment.

Bergeron, pour FO : « *Tout ce qui vient d'être fait aurait pu l'être avant si on avait mieux senti la nécessité d'engager le dialogue sur un certain nombre de problèmes fondamentaux.* »

Descamps, pour la CFDT : « *En ving-cinq heures de discussion, nous avons obtenu des résultats que nous réclamions depuis des années, ce qui est la preuve de la carence du patronat et du gouvernement. Les avantages ainsi acquis sont importants.* »

Et *Séguy* lui-même : « *Des revendications qui se sont heurtées au refus du gouvernement et du patronat, ont trouvé une solution sinon totale du moins partielle. Il reste encore beaucoup à faire, mais les revendications ont été retenues pour une grande part et ce qui a été décidé ne saurait être négligé.* »

Pour qui sait ce que parler veut dire...

2. *Séguy* a-t-il été massivement désavoué à Renault ? Les choses ne sont pas si simples⁷². Les discussions de Grenelle se terminent le 27 à 7 h du matin. A 8 h, doit se tenir un grand meeting à Renault, où *Benoît Frachon* doit parler. *Séguy*, lui, doit se rendre chez *Citroën*. Au sortir de Grenelle, il téléphone à *Benoît Frachon* et la décision est alors prise qu'il se rendra également à Renault. Peut-être *Frachon* a-t-il expliqué que, compte tenu de la température à Renault, c'était à *Séguy* de venir y prendre ses responsabilités. En tout cas, la concentration des deux hommes à *Billancourt* ne s'explique que par la volonté de faire de Renault le test de la reprise.

Si les dirigeants de la CGT sont persuadés — comme ils le laissent entendre par la suite — qu'il faut continuer la grève et qu'il est possible d'obtenir davantage dans des négociations par branche, *Frachon* suffit tout à fait pour influencer en ce sens, compte tenu de la température à Renault et du fait que les travailleurs de la Régie ne

71. *Le Mai de la CGT*, pp. 111-112.

72. Et *André Barjonet* va très vite en besogne, quand il écrit : « *Georges Séguy, d'abord acclamé et très vite conspué [...]* » (*la CGT*, p. 158).

sont pas touchés par les principales concessions patronales, notamment l'augmentation du SMIG. S'il ne s'agit que d'une présentation neutre et « objective » du constat de Grenelle⁷³, si la décision que prendront ensuite les travailleurs a à ce point peu d'importance que les dirigeants de la CGT ne veulent pas influencer sur cette décision en donnant leur avis, alors Frachon suffit également : il a participé aux quatre cinquièmes de la négociation, et il vient d'avoir les derniers éléments par Séguy.

Quand Séguy arrive à Renault, le meeting est commencé depuis une demi-heure. Mais surtout, Albeher, le secrétaire de la CGT Renault, a commencé le meeting en lisant un communiqué CGT-CFDT-FO qui appelle les travailleurs à poursuivre la grève.

Il existe plusieurs versions des fait⁷⁴. Deux hypothèses paraissent être les plus vraisemblables : soit Albeher ne connaît des négociations que les communiqués de la CGT qui ont émaillé leur déroulement, — communiqués destinés à faire pression sur les négociateurs patronaux et gouvernementaux —, notamment celui de 20 h 30 qui contient cette phrase : « *La séance s'est pratiquement terminée sur un désaccord* ». Soit, ce qu'expliquent un certain nombre de témoins, la température avant le meeting ne permettait pas d'autre choix. En tout cas, si Frachon a communiqué à Albeher les éléments donnés par Séguy au téléphone, il ne l'a pas dissuadé d'appeler à la poursuite de la grève. Frachon lui-même se garde de prendre position⁷⁵. Peut-être cependant prépare-t-il le terrain⁷⁶. Quand Séguy intervient, il n'a pas eu le temps de rédiger son intervention. Visiblement, il l'a conçue

73. C'est la version de G. Séguy : *le Mai de la CGT*, pp. 114-115.

74. Frémontier, dans son livre à la gloire de la CGT Renault en général, et à la gloire d'Albeher en particulier, écrit (*La Forteresse ouvrière* p. 368) : « *Il ignore manifestement tout du résultat des négociations de la nuit. Aussi lance-t-il un appel à la poursuite de la grève* ». Cet « aussi » freudien vaut de longues dissertations. On ne saurait mieux dire que si Albeher avait connu les résultats, il n'aurait pas appelé à la poursuite de la grève... Interrogé a posteriori, Albeher donne une version plus nuancée : « *Auparavant, on avait des éléments sur le résultat de Grenelle. Pour nous, ça ne faisait pas de problème, et, avec les trois organisations syndicales, on s'était mis d'accord pour appeler les travailleurs à poursuivre la lutte. J'interviens donc au nom des trois organisations syndicales et je fais voter la poursuite de la lutte, en donnant le contenu de Grenelle, notamment par rapport à 36* ». In *Ouvriers et techniciens en Mai 68*. P. Dubois, p. 78.

75. Frémontier dit : « *Benoît Frachon se livre à un long rappel des luttes ouvrières depuis 30 ans. Il se fait professeur d'histoire* » (op. cit., p. 369).

76. Séguy écrit : « *Le meeting est commencé lorsque j'arrive. Benoît Frachon parle. Il fustige les donneurs de leçons ultra-révolutionnaire, extérieurs au mouvement ouvrier qui méprisent les revendications* ». (*Le mai de la CGT*, p. 115).

pour présenter de manière positive les résultats de Grenelle. Mais devant les réactions des travailleurs, il se contentera de rappeler que c'est aux travailleurs de décider (« *Ils feront la part des choses, ils apprécieront ce qu'il y a là-dedans de positif, ce qui l'est moins et ce qui manque* »). Sa dernière phrase est « *il reste à la direction de votre syndicat, tous syndicats unis, d'organiser cette consultation et de faire savoir à votre patron ce que vous en pensez* »⁷⁷. Ce qui, en tout cas, aboutit à considérer comme nul et non avenu, le vote favorable à la poursuite de la grève intervenu une demi-heure auparavant. Séguy a-t-il été « conspué » ? Il n'est pas possible de dire sérieusement si les sifflets et les protestations visent principalement l'attitude patronale ou la manière dont Séguy présente les résultats acquis à Grenelle. Séguy a-t-il appelé à la reprise du travail ? Formellement non. L'appréciation la plus proche de la réalité consiste sans doute à dire qu'il n'a pas pu le faire.

Le vote de Renault était-il décisif ? Oui et non. En tout cas, ce n'est pas le vote négatif de Renault qui décide les autres entreprises à continuer la lutte. Dans la métallurgie, c'est quasi simultanément à Renault qu'une série de grosses entreprises rejettent le protocole de Grenelle : Citroën (Paris), Berliet (Venissieux), Sud-Aviation (Marignane et Bouguenais), Chausson (Gennevilliers et Asnières), Peugeot, parfois même à l'unanimité des votants comme à la Thomson (Gennevilliers). De même dans la chimie (Rhodiaceta Vaise). En revanche, il est clair que la reprise de travail à Billancourt aurait pesé sur les décisions prises dans bien d'autres entreprises. C'est pourquoi l'argumentation de G. Séguy est bien faible quand il écrit : « *Si, par hypothèse absurde, nous avons décidé de faire pression pour pousser à la reprise du travail, ce n'est pas chez Renault que je me serais rendu aussitôt après la conférence de Grenelle mais, de préférence, dans l'une des entreprises à main d'œuvre sous-rémunérée où les grévistes se considéraient grandement satisfaits par la seule augmentation de 35 % du SMIG.* »⁷⁸ Renault avait une toute autre valeur d'entraînement.

Cela dit, quand Séguy parle à Renault, il y a déjà des entreprises qui ont repris le travail. Significatif — voire caricatural — du rôle joué dans le mouvement par les entreprises « de pointe » est que la première reprise ait lieu, dès le 18 mai, à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine. En dehors de ce cas, les entreprises qui ont repris sans attendre Grenelle peuvent se décomposer en plusieurs caté-

77. Frémontier, op. cit., p. 370.

78. *Le mai de la CGT*, p. 117.

gories. Des entreprises, d'abord, qui ont démarré très tôt : Clas-Wappy qui reprend le 25 avait démarré le 14. Baudou, en Gironde, qui reprend le 21, était parti le 16. Ensuite, une série de petites entreprises artisanales : le 23, les papeteries Montgolfier à Annonay, le 24, une usine laitière à Amiens, le 27, 5 entreprises artisanales à Rouen. Enfin, des services municipaux : les tramways de Limoges le 23, la voirie de Lyon et les municipaux de Rennes le 27. Plus inquiétantes sont les premières fêlures dans le secteur des employés. La Sécurité sociale reprend le 24 à Clermont-Ferrand et à Metz, les banques le 27 à Clermont-Ferrand. Jusqu'au 6 juin, ce sont encore des reprises isolées. Mais, une semaine après Grenelle le vent tourne. A la reprise à l'EDF, dans les charbonnages et dans la sidérurgie lorraine, succède la reprise aux PTT, à la RATP, puis à la SNCF. C'est de nouveau la métallurgie qui reste seule en lutte : dans l'automobile, bien sûr, et c'est notamment le cas de Citroën, de Renault Flins et de Peugeot, mais aussi dans l'aéronautique : à Bouguenais et à Courbevoie, le personnel de Sud-Aviation ne reprendra que le vendredi 14 juin, et encore avec une très faible majorité (55 %) pour la reprise.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, la plupart des entreprises métallurgiques ne reprennent qu'aux environs du 10 juin. Et quand la reprise intervient c'est également dans la métallurgie que les votes hostiles sont les plus nombreux, comme on le voit dans l'enquête sur le Nord-Pas-de-Calais.

Pourcentage de vote favorable à la reprise :	50 à 75 %	75 à 90 %	+ 90 %
Textile	21 %	10 %	29 %
Métallurgie	50 %	10 %	22 %
Chimie	39 %	14 %	32 %
Bâtiment	33 %	29 %	33 %
Services	33 %	11 %	22 %
Secteur nationalisé	25 %	11 %	29 %

Bien sûr, la longueur d'une grève ne témoigne pas, à elle seule, de la combativité ouvrière. Elle est aussi le signe de la résistance patronale. Mais en l'occurrence, la stratégie de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) n'explique pas à elle seule la violence des derniers affrontements dans la métallurgie. Il est frappant à cet égard de constater qu'il y a, dans le Nord-Pas-de-Calais, corrélation entre les types de grève et leur durée : c'est dans les entreprises occupées, là où il y a comité de grève ou pratique démocratique dans les assemblées générales, que la reprise est la plus tardive.

L'ampleur du mouvement

Il est habituel de considérer comme impossible une estimation sérieuse du nombre des grévistes en mai-juin 68. Les confédérations syndicales n'ont en effet jamais tenté de justifier les chiffres qu'elles avancent, en général dix millions. Et les statistiques habituelles du ministère du Travail font défaut. Le ministère du Travail écrit ainsi lui-même : « *L'ampleur du mouvement revendicatif a complètement désorganisé l'appareil statistique — extrêmement léger — qui avait pour fonction de tenir en permanence à jour l'indicateur de tension sociale que constitue la statistique des conflits du travail*⁷⁹. »

Pourtant, des indications existent. Il y a une estimation du ministère du Travail sur le nombre de journées individuelles perdues pour l'ensemble de l'année 1968 : 150 millions. Par ailleurs, une évaluation approximative existe à partir d'une question supplémentaire posée aux chefs d'établissement dans le cadre de l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi de la main d'œuvre au 1^{er} juillet. Cette question porte sur la perte de productivité subie par les entreprises en mai et en juin, et, pour être utilisable, elle suppose évidemment qu'on accepte qu'il y ait concordance entre la perte d'activité économique dans le secteur considéré et le nombre de grévistes. Divers correctifs peuvent être apportés, mais, de toute manière, cet indicateur tend plutôt à gonfler le chiffre des grévistes. Nous l'avons utilisé, et nous avons référé, secteur par secteur, le pourcentage de perte d'activité avancé par le ministère des Affaires sociales aux effectifs de la branche en Mai 68⁸⁰. Au terme de ces calculs, on obtient un chiffre voisin de 4 millions de grévistes.

A la même époque, l'INSEE a ajouté un questionnaire supplémentaire⁸⁰ à son enquête trimestrielle de conjoncture : il porte à la fois sur la production et sur le nombre d'heures travaillées. Le même type de calculs que précédemment, à partir cette fois-ci de la perte de temps de travail subie par les entreprises amène au chiffre de 7 700 000 grévistes.

Enfin Gérard Adam⁸¹ a travaillé sur un échantillon de 600 entre-

79. « Évaluation de la perte d'activité des établissements industriels et commerciaux en mai et juin 68 », note du 16 octobre 1968 du service des études et prévisions du ministère d'État chargé des Affaires sociales.

80. Dans les deux cas, il faut compléter en rajoutant les branches qui ne sont pas prises en compte par la nomenclature INSEE (EDF, SNCF, RATP, Houillères, services...).

81. « Étude statistique des grèves de mai-juin 68 », *Revue française de Science politique*, octobre 1969, p. 105.

prises, et aboutit, par extrapolation, au chiffre de 5 200 000 grévistes sur les catégories de la nomenclature INSEE, soit de 6 000 000 sur l'ensemble des salariés.

Entre 4 000 000, 6 000 000 et 7 700 000 de grévistes, la marge peut paraître considérable. Mais, en fait, l'évaluation du ministère du Travail (4 millions) est peu fiable⁸². Reste, une fois faites les réserves d'usage quant aux sources utilisées, une fourchette de 6 à 8 millions. C'est en tout cas moins que le chiffre de 10 millions, habituellement retenu par les confédérations syndicales et par la plupart des observateurs (mais peut-être y incluent-ils les étudiants et les lycéens).

Ceci dit, pour tous ceux qui ont l'habitude de travailler sur les chiffres réels de participation aux grèves, c'est considérable. Car cela signifie qu'il y eut peut-être en grève la majorité absolue des *salariés* (ils sont à l'époque 15 millions), et en tout cas l'immense majorité de la *classe ouvrière*. Le mouvement apparaîtrait encore plus impressionnant si on différenciait selon la taille des entreprises : la perte d'activité est en effet jusqu'à 5 fois plus forte dans les entreprises de plus de mille salariés que dans celles qui en emploient moins de dix⁸³.

Le plus intéressant est cependant les variations de l'ampleur du mouvement selon les branches d'activité. Si on compare les trois classements qui nous sont proposés⁸⁴, on constate en effet d'intéressantes similitudes. Dans les trois cas, c'est l'automobile qui arrive en tête du pourcentage de grévistes. Dans le groupe de tête (les branches ayant un pourcentage de grévistes supérieur à la moyenne), on trouve deux fois sur trois, une série d'autres secteurs rattachés à la métallurgie : le matériel de transport non automobile, la production des métaux et la première transformation des métaux. Dans deux classements sur trois également, on trouve le textile : c'est le seul cas d'une branche à main d'œuvre féminine dont la combativité se manifeste aussi fortement en Mai 68⁸⁵.

82. Elle est présentée par ses auteurs comme devant être considérée avec « circonspection ». En effet ! Car si on la compare à l'estimation donnée par le même ministère du nombre de journées perdues, cela donnerait entre 40 et 60 millions de journées de grève en mai et juin (la durée moyenne des grèves se situant approximativement entre 10 et 15 jours ouvrables) et entre 90 et 110 millions pour le reste de l'année 1968 !

83. Ministère des Affaires sociales, « Évaluation de la perte d'activité en mai et juin 1968 ».

84. Les trois sources sont : ministère des Affaires sociales, INSEE et le classement à partir de 600 entreprises de Gérard Adam. Nous ne reproduisons pas ici les tableaux détaillés auxquels ils ont abouti.

85. Et il s'agit d'une branche largement archaïque, où se font sentir dès 1967, des problèmes d'emploi.

Dans le groupe des branches où le pourcentage des grévistes a été le plus faible, on retrouve dans les trois classements, le secteur du bois, les cuirs et peaux et les industries agricoles et alimentaires, mais aussi le pétrole. La cohabitation dans ce groupe de branches archaïques et de branches modernes est d'ailleurs patente : dans deux classements sur trois figurent ainsi, outre le papier carton et la céramique verre, le secteur des mines, mais aussi... la chimie.

Et les formes de lutte ?

Les formes de lutte employées en mai-juin 68 furent sans doute bien moins novatrices qu'il ne le fut généralement dit. Mais elles permirent pour toute une génération ouvrière, de mettre (ou de remettre) à l'ordre du jour une série de pratiques et de débats.

Il est possible maintenant de préciser quelques points.

1. L'occupation des usines

L'occupation des usines en grève fut un phénomène général. Ces occupations n'avaient évidemment pas le caractère novateur qu'elles revêtaient en 1936. Mais elles renouaient ainsi, massivement, avec l'expérience de 1936 par dessus des dizaines d'années de luttes ouvrières où les cas d'occupation avaient été rarissimes.

Ainsi, dans le Nord-Pas-de-Calais, 47 % des entreprises étudiées sont occupées. La répartition par branche est la suivante :

— entreprises nationalisées	87,5 %
— métallurgie	70 %
— chimie	50 %
— textile	37 %
— services	33,3 %
— bâtiment	15 %

On comprend facilement les difficultés de l'occupation dans un secteur comme le bâtiment, compte tenu de la dispersion des chantiers. Et dans le textile, la grande proportion d'ouvrières rend plus difficiles les occupations : préjugés au niveau des mœurs, habitudes familiales, etc.

Les motivations des occupations furent diverses. Dans une série de cas — et notamment dans les premières occupations — elles furent souvent liées à l'exaspération ouvrière, au sentiment qu'il faudrait aller jusqu'au bout et tenir longtemps. Ainsi s'explique que les premières occupations furent accompagnées de phénomènes du type

« séquestration » : ce fut le cas à la Thomson, à Renault Cléon, à Sud-Aviation Bouguenais, avant que Georges Séguy ne désavoue publiquement cette dernière occupation dans un dialogue en direct et radiodiffusé avec M. Duchauvel, le PDG de Sud-Aviation⁸⁶.

Dans d'autres cas, ce fut le « modèle étudiant » qui inspira les occupations. Là, le désir de discuter ensemble, de mettre en place des commissions de « réflexion » fut décisif. On a souvent dit que ce type d'occupation fut le propre des usines « techniquement avancées ». La réalité est plus complexe. Si c'est effectivement cette motivation qui apparaît décisive au CEA, au CNRS, au service de traitement de l'informatique (STI), de l'EDF, on la retrouve aussi dans des entreprises considérées comme traditionnelles : à Peugeot, à Chausson, et comme motivation seconde dans des secteurs isolés d'importantes entreprises, comme la division de la machine-outil ou le contrôle budgétaire à Renault-Billancourt. En fait, bien plus que le type de l'entreprise, c'est l'influence des techniciens et surtout des cadres qui fut décisive pour faire prévaloir cette motivation de l'occupation.

Dans les entreprises à fort encadrement syndical, et à dominante CGT, l'occupation fut envisagée comme un moyen de renforcer la grève⁸⁷, mais aussi comme un moyen de garder le contrôle de la masse des grévistes : ici, la nécessité de préserver et d'entretenir l'outil de travail est fréquemment mise en avant et les piquets de grève donnent souvent l'impression d'être davantage tournés contre les gauchistes et les étudiants que contre les « jaunes ». Il ne s'ensuit pas pour autant que l'occupation de l'entreprise ne soit confiée qu'aux délégués et aux militants « sûrs ». Au contraire l'enquête du Nord-Pas-de-Calais montre que c'est dans les usines où la CGT est majoritaire que les occupants sont le plus nombreux :

Usines occupées par moins de 25 % du personnel

- 79 % des entreprises textiles
- 50 % des entreprises métallurgiques
- 87 % des entreprises où la CFDT est largement majoritaire
- 70 % des entreprises où CGT et CFDT se partagent les voix
- 47 % des entreprises où la CGT est majoritaire.

Enfin, dans un certain nombre de cas, l'idée d'occupation fut associée à celle d'une conduite démocratique de l'action, sans que

86. Le 18 mai à *Europe n°1*.

87. « L'occupation, c'est une consolidation de la grève pour que l'usine ne tourne pas. C'est une manière de protéger la grève. » Délégué CFDT Peugeot in *Ouvriers et techniciens en Mai 68*, p. 44.

cette préoccupation soit forcément liée à la mise en place de commissions et de débats. Ce fut le cas à Rhône-Poulenc Vitry⁸⁸ et dans une série d'autres entreprises où le rôle des non-syndiqués fut à cette étape important : ceux-ci comprenaient fort bien que, sans occupation, le contrôle de la lutte leur échappait totalement et restait alors concentré dans les mains des dirigeants syndicaux.

Par contre, le sens « révolutionnaire » de l'occupation, même s'il fut mis en avant par des participants du mouvement⁸⁹ et propagé par divers groupes d'extrême gauche, ne semble guère avoir été à l'origine des occupations. Quand elle fut avancée, elle resta très minoritaire. La remarque désabusée du délégué CFDT de Renault-Billancourt qui prit la parole au meeting de l'île Séguin qui décida l'occupation est significative : « *J'ai dit : 'Cette usine vous l'avez construite, vous l'avez enrichie, vous l'avez fait prospérer. A partir de maintenant, elle est à vous'. Mais quand j'ai voulu sortir de l'usine, je me suis rendu compte que j'avais dit une connerie : l'usine n'était pas aux travailleurs, elle était entre les mains du PC*⁹⁰. »

En fait, la topographie que l'on peut faire des raisons de l'occupation ne coïncide qu'imparfaitement avec ce que fut souvent la réalité de cette occupation. Dans bien des cas — et en particulier dans des entreprises où la grève n'était pas solidement motivée par des revendications locales, mais plutôt par la nécessité de « suivre le mouvement » — l'occupation ne fut pas l'occasion d'un partage sévère entre grévistes et non-grévistes, mais la possibilité pour les cadres — voire pour la direction — de garder le contact avec les ouvriers⁹¹. Ainsi d'une usine de cimenterie peut-on dire : « *C'est tout juste si le patron ne jouait pas avec nous, affirment séparément les deux leaders syndicaux (CGT et CFDT). C'est tout juste si je n'ai pas joué à la pétanque avec les ouvriers, confirme le directeur.* »⁹² Dans

88. « *Pour nous, l'idée même d'occupation tout de suite apparaît comme liée à l'idée d'action de masse. Une occupation ne peut se faire par délégation : on occupe tous ensemble.* » Des comités de base au pouvoir, p. 61.

89. « *Les moyens de production, ils étaient entre les mains des travailleurs, c'est eux qui en disposaient.* » Responsable CGT Chausson, in *Ouvriers et techniciens en Mai 68*.

90. In *La Forteresse ouvrière*, p. 346.

91. Dans le Nord-Pas-de-Calais, l'entrée de l'usine est plus souvent interdite au patron dans la métallurgie que dans le textile, dans les grandes entreprises que dans les petites, dans les usines où la CGT est majoritaire plus que dans celles où la CFDT est majoritaire.

92. S. Dassa, S.T. Fournier, Nicole Mercier : *les relations professionnelles dans l'entreprise*. Conservatoire national des arts et métiers, 1973, p. 196-197.

l'ensemble, cependant, les occupations furent sans doute moins « joyeuses » qu'en juin 1936 — ce n'est que quelques années plus tard, sous le triple impact des luttes des immigrés, de LIP et des grèves de femmes, que le mouvement ouvrier retrouvera la dimension de la fête — mais incomparablement plus active.

Le nombre des occupants était certes variable — à Renault Billancourt et à Citroën Javel, il était très faible — et on peut accumuler facilement les récits de parties de carte, de pétanque ou de basket-ball. Mais là n'était pas la caractéristique principale des occupations de Mai 68 : c'est au contraire les débats et les discussions qu'elles permirent qui constituent une véritable nouveauté.

Quant au rapport avec les étudiants à travers les occupations, une enquête réalisée en 1969 par l'IFOP et la Fondation nationale des sciences politiques auprès de 1 123 ouvriers *d'industrie* donne des indications intéressantes⁹³. Les réponses à une question posée (« *En Mai 1968, les étudiants n'ont pas pu pénétrer dans les usines occupées. Pensez-vous que ce n'était pas leur place, qu'on aurait pu les laisser pénétrer en prenant des précautions pour l'outillage, ou qu'il aurait été souhaitable qu'ils viennent y discuter avec les travailleurs en grève ?* ») montrent en effet que la politique menée par la CGT à cet égard reposait sur de sérieuses réserves à l'égard des étudiants parmi les travailleurs : 70 % des interviewés répondent que ce n'était pas leur place, 6 % qu'on aurait pu les laisser entrer en prenant des précautions et 19 % qu'il aurait été souhaitable qu'ils viennent. Mais quand on entre plus dans les détails, les précisions sont intéressantes. Car si le souhait de faire venir les étudiants croît en fonction de la jeunesse des interviewés — ce qui peut apparaître comme normal — il décroît par contre au fur et à mesure qu'augmente la qualification (22 % des manœuvres, 20 % des OS, 20 % des OP, 11 % des techniciens) et est d'autant plus important que le niveau d'études est faible (19 % de ceux qui n'ont qu'un certificat d'études, 23 % de ceux qui ont un CAP, 18 % de ceux qui ont le bac ou le BEPC). Là aussi, le rôle décisif des jeunes travailleurs ne s'explique pas par les réactions des couches — en l'occurrence les techniciens — que leur origine sociale ou leur fonction auraient pu amener à une communauté d'esprit spontanée avec les étudiants.

Recenser les entreprises où il y eut effectivement contact et discussion avec les étudiants n'est pas très instructif (6,5 % des entre-

93. *L'ouvrier français en 1970*, Adam, Bon, Capdevielle, Mouriaux. Presse de la Fondation nationale des sciences politiques.

prises analysées dans le Nord-Pas-de-Calais, par exemple). D'abord parce que cela dépend de l'importance du mouvement étudiant dans la région. Ensuite parce que ces contacts eurent le plus souvent lieu à l'initiative des étudiants eux-mêmes.

2. L'apprentissage de la démocratie

L'apprentissage de la démocratie et le fonctionnement en assemblée générale (AG).

Le fonctionnement en assemblée générale représente indiscutablement, dans son universalité et sa permanence, une novation de Mai 68. Entendons-nous : nous ne parlons pas ici de ce type d'assemblées générales qui éclata peu à peu en commissions diverses et en « forums ». Nous y reviendrons plus loin. Ce dont il est question ici, c'est la pratique qui consiste à réunir quasi quotidiennement l'ensemble des grévistes afin de les informer et de faire avec eux le point sur la conduite de la grève. Ces assemblées — qui se tinrent aussi régulièrement dans les secteurs traditionnels que dans les branches techniquement avancées, ne furent pas — à la différence de ce qui se faisait précédemment — de simples chambres d'enregistrement. Le rôle qu'elles jouèrent après le « constat de Grenelle » le démontre abondamment. Pour autant, elles ne suffirent pas à éviter les manipulations bureaucratiques⁹⁴ et, surtout, elles ne furent pas un lieu de proposition pour les travailleurs en grève. Sur l'échantillon étudié dans le Nord-Pas-de-Calais, on ne trouve ainsi que 18 % des entreprises où toutes les décisions furent prises par l'AG.

3. Un faible niveau d'auto-organisation

Au-delà des assemblées générales, c'est en effet un faible niveau d'auto-organisation qui caractérise les luttes de mai-juin 68. Nous passons rapidement ici en revue les divers instruments d'auto-organisation que se sont donnés les grévistes de Mai.

● *Les comités de grève*

Si on appelle comité de grève une instance élue par l'ensemble des grévistes (en assemblée générale ou par atelier) pouvant comprendre aussi bien des non-syndiqués que des responsables syndi-

94. Le film militant réalisé sur la reprise à la RATP en juin 1968 le démontre assez clairement.

caux, tous révocables à tout moment, remplissant les fonctions « d'exécutif » de l'assemblée générale des grévistes, force est de constater qu'il en exista fort peu. Non pas qu'on ne puisse recenser un nombre impressionnant d'organismes qui se donnèrent ce nom. Mais il n'en eurent dans la plupart des cas que l'apparence, cette apparence traduisant par ailleurs la manière dont les directions syndicales devaient tenir compte de très réelles aspirations à la démocratie ouvrière. Des comités ont ainsi existé dans 70 % des entreprises étudiées du Nord-Pas-de-Calais⁹⁵, c'est-à-dire qu'il y eut apparemment davantage de comités de grèves que d'usines occupées (47 %) ! Mais il n'y eut comité de grève élu que dans 14 % des cas, des comités de grève comprenant des non-syndiqués que dans 23 % des cas, des comités de grève révocables par AG que dans... 2 % des cas.

A Renault Cléon et à Peugeot, les comités de grève furent composés de représentants syndicaux. A Peugeot Sochaux, les responsables syndicaux membres du comité de grève furent désignés... avant le déclenchement de la grève.

En Loire-Atlantique, le dirigeant anarchiste de FO, A. Hébert, obtient la constitution d'un comité de grève départemental mais celui-ci est composé des représentants des trois UD syndicales.

A la Thomson Bagneux, CGT et CFDT constituent chacun leur comité de grève.

A Billancourt, la CGT appellera comité de grève le « comité des 6 » composé de 2 dirigeants de chaque syndicat.

Dans la recherche, c'est le bureau du Syndicat national des chercheurs scientifiques qui se transforme lui-même en comité de grève. Dans d'autres cas, des compromis divers sont trouvés.

A Peugeot Lille, la liste des membres du comité de grève est établie par les syndicats, mais soumise à l'approbation d'une AG du personnel. Souvent ces compromis aboutirent à la juxtaposition d'une structure intersyndicale et d'une structure représentant « la base ». Ainsi à Rhône-Poulenc Vitry, où cohabitent le comité exécutif intersyndical et le « comité central des délégués de la base » (qui s'appellera plus tard comité central de grève)⁹⁶. Ainsi à Sud-Aviation Bouguenais, où le comité de grève est formé des représentants de chacun des 25 piquets de grève et siège en commun avec l'intersyndicale⁹⁷. Les rapports entre ces deux structures évolueront alors au gré

95. Entreprises nationalisées, 100 % ; métallurgie, 85 % ; services, 83,5 % ; bâtiment, 67 % ; chimie, 61 % ; textile, 61 %.

96. *Des comités de base au pouvoir*, pp. 61-62.

97. *La grève générale*, p. 131.

des rapports de force dans l'entreprise. Enfin des comités de grève au fonctionnement démocratique existeront dans des secteurs limités de grande entreprise, souvent sous l'impulsion de militants trotskistes : la DMA et le 77 à Billancourt, les administratifs de l'ORTF, un atelier à Michelin... Mais ils n'eurent évidemment pas grand poids sur ce qui se passait au niveau de l'entreprise tout entière. Les entreprises où exista véritablement un comité de grève sont donc rares. On peut citer le CEA (sous l'appellation « comité central d'action », ce fut bien pour un temps un véritable comité de grève), Chausson, la Thomson Gennevilliers, Lang...

Dans ces conditions, les tentatives de coordonner l'activité des comités de grève — préoccupation qui fut notamment celle des militants de l'OCI — n'avait guère de chance de succès. Elle ne pouvait en effet s'appuyer sur la réalité de multiples comités de grèves pour passer outre au refus syndical. En effet, dès le 17 mai, Georges Séguy a confirmé son refus de la coordination des comités de grève⁹⁸.

Et de fait, toutes les tentatives en ce sens resteront largement symboliques, bien moindres que ce qui fut possible en 1936 : le comité de grève régional (région parisienne) des PTT restera une structure intersyndicale, la réunion appelée par certaines entreprises du livre avortera, les tentatives de comités de grèves locaux, interprofessionnels, à l'origine desquelles on trouva souvent des enseignants et qui s'adressèrent d'ailleurs plus souvent à des structures syndicales qu'à des comités de grève existants — ne débouchèrent généralement pas (Oullins, dans la banlieue de Lyon, ou le 17^e arrondissement de Paris), ou sont quelque peu caricaturaux (le comité municipal de grève de Tarbes). L'exception que fut pendant un certain temps le « comité de grève des travailleurs de Rezé » (banlieue de Nantes) s'apparentait plus au fonctionnement d'un comité d'action que d'un comité de grève. Et la « réunion nationale des comités de grève » convoquée le 21 mai au siège de l'UNEF par un certain nombre de comités de grève étudiants fut un échec total.

● *Les comités d'action*

Nous l'avons vu, il existait des comités d'action (rares) qui étaient en fait des comités de grève et de prétendus « comités de grève » (plus nombreux) qui étaient en fait des comités d'action. Quand ces derniers existèrent dans une entreprise donnée, ils ne fonctionnèrent pas

98. « Vous préconisez l'organisation de tous les comités sous une forme nationale. Eh bien, je crois que les confédérations peuvent prendre elles-mêmes en charge les tâches qui leur incombent ». Réponse à un auditeur, *Europe n° 1*, le 17 mai.

comme une structure unifiant l'ensemble des travailleurs en grève. Ils regroupèrent uniquement les travailleurs les plus combattifs, la « gauche ouvrière », ceux des ouvriers qui étaient les plus sensibles au modèle étudiant. Leur dynamique fut très souvent antisyndicale et leur minorisation s'accroît au fur et à mesure du déroulement de la grève⁹⁹.

Les comités d'action « ouvriers-étudiants » existèrent davantage à l'extérieur de l'entreprise qu'à l'intérieur de celle-ci. Leur composante ouvrière fut le plus souvent le fait d'ouvriers fuyant la réalité de leurs entreprises, marginaux à l'intérieur de celles-ci, attirés soit par les débats qui existaient dans les salles de la Sorbonne ou de Censier, soit par les affrontements directs qui caractérisaient souvent les manifestations étudiantes. Rares furent ceux qui eurent une influence sur le déroulement de la lutte dans leurs entreprises. Cela dit, ce ne fut pas uniquement de jeunes ouvriers qui y participèrent : on pouvait y trouver aussi un nombre non négligeable de « vieux » travailleurs.

Reste le problème des comités d'action locaux, qu'ils soient de quartier, de village ou d'arrondissement. Souvent créés à l'initiative du PSU, ces derniers correspondaient à un besoin réel : être un lieu d'échange pour les travailleurs de diverses entreprises, permettre la participation au mouvement de non-salariés (femmes au foyer, par exemple), prendre en charge les problèmes de l'agglomération. Ils eurent des réalités très variables, mais, surtout, il est difficile d'en faire un indice de la combativité ou de la prise de conscience : l'expérience tend à prouver qu'ils furent surtout fréquentés par des salariés de toutes petites entreprises — pour lesquels le sentiment d'isolement était fort — et que les autres avaient bien trop à faire sur leur entreprise...

● Les « commissions »

Les commissions furent un des plus importants symboles de ce qui, dans Mai 68, était « prise de parole », en même temps qu'un repère très significatif de cette prise de parole. Car, de fait, la participation aux commissions fut surtout l'apanage des techniciens, des ingénieurs et des cadres. Limitées à un seul secteur ou à un seul

99. A l'exception du comité d'action de Renault Cléon, créé à partir du refus du comité de grève (intersyndical) d'accepter un débat sur une proposition de « conseils d'ateliers ». Il faudrait pouvoir citer intégralement la très intéressante plate-forme de ce comité d'action, qui comprenait notamment : la nécessité de se syndiquer et de militer, l'unité syndicale à la base, l'unité d'action des partis ouvriers, etc. (Cf. *Notre arme, c'est la grève*, Cahiers libres, éd. Maspero, pp. 89-90).

atelier, il y eut certes des commissions essentiellement composées d'OP — bien plus rarement d'OS — mais elles étaient le plus souvent étroitement revendicatives, voire de type « formation syndicale ». Quand elles furent intercatégorielles, elles furent souvent dominées par les cadres et les ingénieurs (du moins quand les responsables syndicaux n'y participaient pas), tant il est vrai que la « prise de parole » ne s'improvise pas facilement. Et surtout, elles constituèrent le mode d'insertion privilégié des ingénieurs et des cadres dans le mouvement, y compris par l'intermédiaire de commissions où ils se retrouvaient « entre eux ». En ce sens, bien des commissions prolongèrent l'ambiguïté que nous avons déjà signalée à propos de la pratique réelle des occupations : elles désamorçèrent, au nom des « contacts humains », la coupure entre grévistes et non-grévistes. Un responsable CFDT de la Thomson Bagneux écrit ainsi : « *Ils venaient discuter avec nous. Dans le service, là, pratiquement tous les ingénieurs sont venus, ont participé plus ou moins. Alors, maintenant, ça paraît un peu rigolo d'ailleurs, parce qu'il y en a un certain nombre qui étaient contre la grève et tout, alors qu'ils étaient là, qu'ils ont discuté avec nous*¹⁰⁰. »

Les thèmes abordés par ces commissions furent très divers. Certains étaient directement politiques (« pour un gouvernement populaire » au CEA, « contestation de la société » à la Thomson Bagneux), d'autres tournés vers les problèmes stratégiques posés par les luttes du moment (sur la lutte de classe, à Renault, sur les luttes immédiates au CNRS et à la Thomson), d'autres encore sur des thèmes revendicatifs : salaires, cadences, problèmes d'hygiène et de sécurité à Renault, hiérarchisation des salaires, sécurité sociale, libertés syndicales à la Thomson Gennevilliers, etc. La plupart cependant étaient centrées sur des problèmes propres à l'entreprise : la « dimension commerciale » à la DMA Renault, les problèmes de formation professionnelle au STI de l'EDF, la publicité à la Thomson Gennevilliers, la « démocratisation de l'entreprise » à Rhône-Poulenc Vitry et à la Thomson Bagneux, les rapports entre recherche appliquée et recherche fondamentale au CEA, la refonte des structures des organismes de recherche au CNRS, le rôle de l'information dans la justification des décisions chez les cadres de Billancourt, voire sur les « structures de dialogue » à la Thomson Bagneux, ou sur « les contacts humains entre les divers échelons hiérarchiques » chez les cadres du centre de recherche Renault de Rueil. Rares furent les commissions qui partirent sur les problèmes des jeunes (Renault, Chausson, Thomson), très peu sur ceux des femmes dans l'entreprise.

100. *Ouvriers et techniciens en Mai 68*, p. 55.

Car le « décloisonnement » fut loin d'être total et la prise de parole générale. Et si les OS et les OP furent en général les exclus de ces commissions, les femmes y furent également le plus souvent muettes.

En fait, les commissions jouèrent un rôle positif là où — comme au CEA ou à Thomson — elles participèrent à l'élaboration de la plate-forme revendicative, même si par la suite la conduite des négociations leur échappa totalement.

L'expérience des commissions en Mai 68 revêt un aspect contradictoire. On peut certes mettre en valeur l'aspect « défoulement » qu'elles revêtirent souvent ou leur contenu parfois ultra-réformiste. On peut insister aussi, à juste titre, sur la manière dont elles furent récupérées par les cadres, voire par la direction. Mais s'exprimaient aussi à travers ces structures de manière évidemment confuse, une réelle « remise en cause », une volonté de « contestation » selon le vocabulaire de l'époque.

Une force politique déterminée à poser le problème du pouvoir, à aller vers le socialisme en favorisant l'auto-organisation des travailleurs, aurait pu s'appuyer sur ce qui se passait dans les commissions, centraliser les débats, leur fixer des cibles. Cette volonté n'existait pas. Les commissions se sont alors engluées dans des débats sans fin, repliées sur les problèmes de l'entreprise, soumises au discours des ingénieurs et des cadres.

Il est clair en tout cas qu'il n'est pas possible de faire de la participation aux commissions un indice supplémentaire du rôle d'avant-garde joué par telle ou telle couche de travailleurs, ni de déterminer le degré de radicalisation de la lutte dans les entreprises en fonction de la tenue de commissions.

● *L'auto-défense*

Là aussi, le souvenir de Mai est profondément marqué par les violents affrontements de Renault Flins et de Peugeot Citroën. Mais si on examine les processus d'auto-défense mis en œuvre pendant le mouvement de mai, — en définissant l'autodéfense comme la préparation consciente et méticuleuse de la défense de l'usine occupée contre les tentatives éventuelles de la police ou des jaunes de faire respecter la « liberté du travail », — il faut bien constater que ceux-ci ont été quasi-inexistants. Certes, ici et là des affrontements se produisirent. Mais ils furent largement improvisés (du moins du côté des ouvriers) et non pas le fruit de la volonté délibérée de défendre son entreprise. En réalité, pour l'essentiel du mois de mai, les affrontements furent extérieurs aux entreprises.

Dans celles-ci, on ne retrouve en guise d'autodéfense que la forme minimale des piquets de grève, dont nous avons déjà signalé l'ambiguïté. Pourtant, l'ingéniosité des ouvriers, leur aptitude à utiliser les « moyens du bord », s'étaient déjà données libre cours dans une série d'entreprises. Il est vrai que la stratégie du pouvoir n'était pas de faire reconquérir les usines par sa police : sauf pour quelques entreprises « stratégiques », et dans les derniers jours de grèves dans la métallurgie, la police resta discrète. Le patronat, à quelques exceptions près, fit de même. Même dans les secteurs les plus réactionnaires : les manifestations de non-grévistes organisées dans le 15^e par la direction de Citroën — et qui atteignent jusqu'à 2 000 manifestants — ne se dirigèrent jamais vers l'usine.

Mais surtout, les confédérations syndicales dépensèrent beaucoup de forces pour dissuader les travailleurs d'organiser la défense de leur entreprise. A la CGCT (Paris 15^e) pendant que les grévistes mettaient en batterie les lances d'incendie pour accueillir les non-grévistes qui manifestaient devant l'usine, le responsable CGT expliquait à ceux-ci que c'était « une poignée d'excités » qui voulait leur en interdire l'entrée...

4. Le lien entre les entreprises

Comme nous l'avons déjà vu à propos des comités de grève, le souci des directions syndicales — et en tout cas de la CGT — fut de cloisonner le mouvement et de cantonner chacun dans son entreprise. Elles y réussirent largement. Ainsi, dans le Nord-Pas-de-Calais, de simples discussions avec les ouvriers d'autres entreprises — y compris par le canal syndical — n'eurent lieu que dans 31,5 % des cas. Les travailleurs de Rhône-Poulenc Vitry, tentant d'établir des contacts avec d'autres entreprises en grève de la localité, constatent avec amertume :

« Et c'est alors que beaucoup eurent des surprises : les piquets se suivaient et ne se rassemblaient pas ! lorsqu'ils étaient à majorité CFDT, les tracts étaient acceptés, mais refusés systématiquement par les piquets cégétistes. Les camarades de Rhône-Poulenc se faisaient même traiter d'anarchistes... Il nous faut constater que si à l'intérieur de la CFDT, les liaisons se faisaient mal, par contre la CGT avait bien en main sa structure, et elle s'en est servie pour casser le mouvement, la plupart des cégétistes de garde dans les piquets savaient qu'il fallait se méfier de Rhône-Poulenc Vitry et vider ses militants¹⁰¹. »

101. Des comités de base au pouvoir, p. 94.

Caricaturale fut à cet égard la situation à Billancourt, où il fallut plusieurs jours de délibération avant qu'une délégation intersyndicale de Renault Flins ne reçoive l'autorisation d'entrer dans l'usine. Il faut cependant ajouter qu'il n'y eut apparemment pas une forte demande spontanée de la part des travailleurs en grève, de liaisons inter-entreprises. L'envie de sortir de l'usine se manifesta beaucoup plus par la demande de liaison avec le mouvement étudiant. Ainsi à Hispano-Suiza : « Pendant la grève quand on étouffait trop dans l'usine transformée en caserne, on s'empilait dans deux ou trois voitures pour rejoindre Nanterre et poursuivre des débats, parfois violents, avec les militants du 22 mars¹⁰². » La seule exception, et encore avec des nuances, fut en fait la situation nantaise¹⁰³.

A propos de l'autogestion

S'il est un thème auquel Mai fit faire fortune, c'est bien celui-là. Si on tente de mesurer son impact réel, sa signification quant au niveau de radicalisation des travailleurs, les couches par lesquelles ce thème fut porté, encore faut-il savoir de quoi on parle. S'agit-il de recenser les discussions qui eurent lieu sur l'autogestion ? De tenir compte des envies de passer à l'acte ? Des revendications de contrôle, dont certaines furent réalisées et maintenues ? Des remises en route d'usine ? L'enquête réalisée sur 182 entreprises du Nord dont nous avons déjà parlé peut fournir un point de départ¹⁰⁴.

a. Les discussions sur l'autogestion ont eu lieu dans 24,5 % de ces entreprises : 46,9 % des entreprises de la chimie, 44 % des entreprises nationalisées, 27,5 % des entreprises métallurgiques, 18 % des entreprises textiles, 16,9 % des entreprises du bâtiment, 11 % des entreprises de service. Ces discussions sont plus fréquentes dans les grandes entreprises que dans les petites, là où c'est la CFDT qui est largement majoritaire, et dans les entreprises occupées. On peut d'ailleurs s'interroger sur la signification réelle d'une discussion sur l'autogestion dans le cas d'une usine qui n'est même pas occupée.

b. Mais, à l'autre bout du raisonnement, la remise en route totale ou

102. *Ouvriers face aux appareils*, p. 184.

103. Cf. Daniel Palvadeau, *A l'Ouest, tout commence le 8 mai*.

104. Ici encore plus qu'ailleurs, il faudra tenir compte du fait que cette enquête est passée par le seul canal CFDT. Cela a incontestablement abouti à majorer dans les réponses les références à l'autogestion.

partielle d'activités ne concerna que 2 % des entreprises du Nord. Encore faut-il retirer de ce faible pourcentage les cas où la continuité des activités signifiait clairement qu'il n'y avait pas grève, comme dans la presse¹⁰⁵, les cas ambigus où il s'agissait en fait d'un « service minimum » comme à l'EDF et dans les hôpitaux. En cherchant bien, on ne trouve en fait qu'un seul cas réel de remise en route : celui d'une fabrique de biscottes.

La remarque peut d'ailleurs être généralisée. Une brochure publiée par le PSU¹⁰⁶ recense aussi une série d'exemples (Rhône-Poulenc, CSF, CEA, CNRS...) qui apparaissent tous plus ou moins douteux. Peut-on, par exemple, mettre au compte de l'autogestion, ou même du contrôle, la décision des dentistes de Wassy (Meuse) d'organiser des services de soin pour les grévistes ? D'autres cas sont souvent plus proches d'un accord avec la direction pour assurer une production minimum ou des services de sécurité, cas par exemple de la centrale thermique de Cheviré. Il ne suffit pas alors de déclarations radicales¹⁰⁷ pour annuler l'ambiguïté de la situation. Le cas le plus éclairant est peut-être la manière dont la brochure du PSU rend compte de l'« autogestion » à l'usine Perrier de Montigny-les-Bretonneux : « *Sans patrons ni cadres, les ouvriers avaient décidé de faire tourner l'usine au tiers de sa capacité : ils tenaient à livrer les hôpitaux pour respecter un contrat passé avec l'Assistance publique. Cet exemple de maturité des travailleurs se passe de commentaires*¹⁰⁸. » Une enquête réalisée quelques années plus tard auprès des ouvriers et de l'encadrement de l'entreprise montre une réalité très différente.

On y lit en effet : « *Des contacts se nouent avec la direction commerciale et une rencontre comité de grève-direction commerciale a lieu, afin de statuer sur les livraisons des hôpitaux, la direction commerciale faisant valoir que la perte de ce marché mettrait en danger l'équilibre financier de l'établissement. Le comité de grève se réunit et décide à la majorité — surtout cégétiste — de reprendre la fabrication afin de continuer les livraisons, le stock n'étant plus*

105. Cf. Krasucki, le 23 mai « *leur forme de grève, c'est de travailler [...] à la demande de la Fédération du livre et du Bureau confédéral CGT, ils font les journaux quotidiens pour assurer l'information indispensable* ».

106. *Le Contrôle ouvrier*, 1970.

107. « *Nous voulions montrer notre capacité et notre droit en tant que producteurs, à gérer les moyens de production que nous utilisons* » (déclaration d'un gréviste dans les *Cahiers de Mai* n° 1).

108. *Le Contrôle ouvrier*, p. 9.

suffisant. »¹⁰⁹ Plus loin, « le 31 mai, malgré les pressions de Comité de grève, les grévistes portugais refusent de continuer l'embouteillage, estimant que l'on n'obtiendra rien en continuant les livraisons aux hôpitaux. »¹¹⁰ Et enfin : « la décision d'arrêter l'embouteillage peut être considérée comme le moment culminant de la grève ; d'une part elle marque le passage des jeunes OS portugais de l'utopie humaniste (livrer les hôpitaux) à une lutte économique consciente (se déclarer irresponsable des contrats passés par la direction avec la clientèle). »¹¹¹ On ne saurait mieux dire : là où la brochure du PSU voit acte d'autogestion et « maturité » des travailleurs, il y a en fait collaboration de classes et soumission aux critères de rentabilité de l'entreprise. Et c'est quand ils brisent ce simulacre d'autogestion que les OS portugais prennent enfin le contrôle de leur propre lutte.

Les exemples de ce type abondent d'ailleurs dans le secteur de l'alimentation — que Georges Séguy n'hésite pas à recenser fièrement¹¹² — bien plus proches de la volonté de « préserver l'outil de travail » (ou d'un souci charitable) que d'une remède autogestionnaire : les yogourts Chambourcy distribués aux hospices et aux maisons de retraite de la région parisienne, les jambons Olida passés d'un bain de saumure rapide à un bain de saumure lent (« travaillant jour et nuit, les équipes réussissent à sauver les jambons et à faire ainsi échec à la provocation » écrit sans rire Georges Séguy).

La vérité c'est que ce qui se fit en Mai derrière le vocable commode d'autogestion, fleurait bon, dans bien des cas, la collaboration de classe et la co-gestion. Le cas si souvent donné en exemple de la CSF Thomson en est une bonne illustration, dont l'Assemblée générale du 22 mai votait : « il faut donner au comité d'entreprise non seulement un rôle social mais le contrôle permanent de l'entreprise, lui permettre d'apporter des amendements (souligné par nous) aux propositions de la direction. Le jour où nous obtiendrons la participation effective à la direction, par un contrôle permanent des options de l'entreprise, nous obtiendrons tout le reste par surcroît ». Ou au CEA : « Tous les travailleurs du CEA, y compris ceux de la Direction des applications militaires, demandent à participer à l'élaboration des programmes »¹¹³.

109. *Bulldozor ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière*, Danièle Kergoat, Le Seuil, p. 38.

110. *Ibid.*, p. 40.

111. *Ibid.*, p. 41.

112. *Le Mai de la CGT*, pp. 197, 198, 199.

113. *Des soviets à Saclay ?*, Cahiers libres, Maspero, p. 38.

Le rôle des cadres

Dès le départ du mouvement, la quasi totalité des cadres supérieurs emboîte le pas à leur direction d'entreprise, conciliants ou agressifs selon l'attitude adoptée par celle-ci. A l'inverse, les quelques cadres qui avaient au préalable rejoint les confédérations ouvrières et y étaient actifs se retrouvent dans le mouvement.

Mais la grande masse des cadres hésite. Ce qui sera en fait déterminant dans leur attitude, c'est la vacance du pouvoir patronal. Car l'un des termes de la contradiction dans laquelle une partie d'entre eux se sentent enfermés — salariés d'une part, collaborateurs de la direction de l'autre — saute, tandis que la pression ouvrière se fait plus forte. D'une part les cadres auront tendance, soit à se substituer à la direction en regrettant amèrement son absence (par exemple en mettant en avant les problèmes de sécurité ou la nécessité de garder le contact avec les ouvriers en grève) soit à vouloir servir d'intermédiaire. D'autre part, la nécessité de se situer par rapport aux ouvriers en grève se fait pressante.

Les solutions apportées au trois problèmes que traitent alors les assemblées de cadres (le soutien aux revendications des travailleurs, la décision de se déclarer en grève, la participation à l'occupation) sont éclairantes. Soit elles sont adoptées successivement : d'abord le vote d'une motion de solidarité, qui témoigne de la « compréhension » des cadres, mais ne signifie nullement qu'ils font leurs revendications ouvrières, puis la décision de se déclarer grévistes et enfin l'occupation. C'est la radicalisation du mouvement que traduisent alors ces prises de position successives. Soit les discussions sont simultanées sur ces trois problèmes, mais quand elles sont soumises aux votes, les résultats sont sensiblement différents. Une large majorité se dégage souvent pour voter une motion de soutien.

Quand la décision est prise de se déclarer gréviste, elle n'est généralement prise qu'à une faible majorité et divise profondément le groupe des cadres. Enfin la participation à l'occupation est en général minoritaire ou fortement attachée d'ambiguïté. Par exemple, la distinction entre cadres grévistes et cadres non grévistes n'est pas toujours clairement faite. Par exemple, on distribuera, pour avoir le droit de rentrer dans l'usine, des cartes au nom du comité de grève. Mais on admettra qu'une partie des cadres raye « de grève » sur leurs cartes et s'en servent quand même pour rentrer dans l'usine.

Quand les cadres décident de ne pas occuper, on les laisse malgré tout souvent bénéficier d'une salle dans l'usine pour y tenir leurs réunions. Et quand ils occupent, l'ambiguïté n'est pas rompue pour autant. Soit parce que les raisons de maintenance et de sécurité sont

davantage mises en avant, soit pour des raisons plus fondamentales quant au rôle que les cadres peuvent jouer qu'illustre cette relation faite par un ingénieur de l'automobile : « La très grosse majorité — 42 sur 50, les autres s'abstenant — a dit « notre responsabilité est engagée si on est absent du mouvement, et le mouvement ne se déroulera pas de la même façon si on est présent ou non »¹¹⁴.

Les motifs d'engagement des cadres sont divers. Pour une minorité d'entre eux, ces raisons seront politiques. Non qu'elles procèdent d'ailleurs d'un engagement politique préalable aux côtés du mouvement ouvrier. Mais la vacance patronale ne fait que faire écho à l'apparente faiblesse du pouvoir central : une partie des cadres s'interroge sur la perspective d'un changement de gouvernement et sur la nécessité pour eux de conclure un nouveau système d'alliance¹¹⁵. Pour les autres, ce sera l'opportunité de discuter du fonctionnement de l'entreprise (information, gestion, relations hiérarchiques, formation, etc.) plus que de revendication au sens où l'entendent les ouvriers.

Trois attitudes divisent alors le groupe des cadres plus ou moins engagés dans le mouvement. La première sera de se fondre dans le groupe ouvrier : c'est l'attitude notamment des cadres CFDT, que des raisons tactiques amèneront pourtant à participer aux réunions de cadres. La deuxième est de raisonner en termes d'alliances : là aussi le choix est fait d'un renversement d'alliance, mais celui-ci suppose la constitution d'un groupe de cadres en tant que tel, ayant sa stratégie autonome et l'hypothétique existence d'intérêts communs aux cadres et aux ouvriers. La troisième attitude se limite à la volonté de constituer un groupe autonome des cadres, pouvant ensuite négocier son appui, selon les moments, à l'un ou l'autre des camps en présence. Dans ce cas, les cadres se contentent d'utiliser au mieux la zone d'autonomie que leur a déblayé l'action ouvrière pour se constituer en « troisième force ».

114. *Les Cadres et le mouvement ouvrier*, Renaud Dulong, p. 205. Et encore, « C'est à partir du moment où on a commencé à parler de restructuration quand les gens ont vu qu'on s'occupait de ça, qu'on a vu apparaître des cadres - ça a été très net - en se disant : « ils sont en train de tout bouleverser mais qu'est-ce qu'on va devenir ? », déclaration d'un ouvrier CFDT de l'aéronautique. *Ibid.*, p. 187.

115. « Chez les cadres, la grève a démarré à cause du contexte politique : moi, j'avais employé le terme « revendication » alors que les gens ont dit : « ce n'est pas des revendications qu'il faut faire, c'est un changement politique ». C'était très politique, puisque les gens ont voté tout de suite une motion pour de nouvelles élections législatives. » Déclaration d'un ingénieur CFDT de l'aéronautique, in *les Cadres et le mouvement ouvrier*, p. 153.

La première attitude restera toujours très largement minoritaire, les deuxièmes et troisièmes attitudes seront souvent difficiles à distinguer l'une de l'autre. On comprend mieux, en tout cas, pourquoi le mode privilégié d'insertion des cadres dans le mouvement fut la mise sur pied de commissions de réflexion. Le groupe des cadres ressentait surtout le besoin de s'homogénéiser¹¹⁶. Bien sûr les attitudes du groupe des cadres dépendaient d'un certain nombre de variables. Mais à y regarder de près ces variables ne furent pas forcément celles avancées par un certain nombre de théoriciens. On peut distinguer trois variables.

— La première est... qu'il y eut dans l'entreprise un nombre suffisant de cadres pour constituer un groupe. Ce critère de bon sens nous paraît bien plus pertinent que la distinction entre secteurs de pointe et secteurs traditionnels. Car même si secteurs de pointe et secteurs où il y a « massification » des cadres se recoupent parfois, ce n'est que très partiellement. Il ne manque pas de secteurs de pointe, où les cadres, atomisés, ne brillèrent pas par leur engagement en Mai (par exemple dans le pétrole¹¹⁷). De ce point de vue, l'analyse par branches n'apporte rien : les enquêtes d'ensemble le confirment¹¹⁸, comme d'ailleurs les monographies : l'automobile ne donne aucune cohérence entre les cadres de Peugeot (Sochaux et Lille), seul secteur de l'entreprise où existèrent des commissions ; ceux de Renault Billancourt, qui furent 2 (1 CGT et 1 CFDT) à participer à l'occupation, ceux du département recherche de Berliet, seul secteur où furent constitués des commissions de travail, ceux de la Saviem qui firent le coup de poing côte à côte avec la direction, ceux du centre de recherche Renault à Rueil, massivement investis dans les commissions. Sans parler de Citroën ou de Simca.

— La distinction entre cadres de production et cadres de recherche paraît beaucoup plus pertinente. La vieille distinction marxiste entre

116. « *Le seul motif de la réunion des cadres, c'est donc leur besoin de se réunir, de réfléchir, de discuter de leurs problèmes à eux. Bien sûr, au départ, le regroupement s'est fait sous l'impulsion du moment, mais après il a été beaucoup plus réfléchi. Les cadres se regroupaient en dehors des syndicats, et pouvaient discuter librement, dire ce qu'ils pensaient de leurs problèmes en toute liberté* ». Interview d'un cadre non syndiqué de l'aéronautique. In *les Cadres et le mouvement ouvrier*, p. 221.

117. Cf. Jacques Moreau, *les Travailleurs et les cadres dans la grève*, Le Seuil coll. Esprit, août-septembre 1968, pp. 110, 111, 112 ; et Danièle Kergoat, *le Cas de la raffinerie Antar à Donges*, CNRS 1978.

118. *Les Cadres et le mouvement ouvrier*, p. 191.

les cadres dont le salaire rétribue uniquement la force de travail et ceux pour lesquels il rétribue aussi l'aptitude à remplir les fonctions indispensables au maintien de l'ordre capitaliste, retrouve ici une signification concrète, car ces derniers n'ont guère d'autre possibilité que de s'intégrer individuellement dans la lutte des ouvriers, s'ils y sont acceptés. Toute stratégie d'alliance, après constitution d'une force autonome, nécessitait discussion et remise en cause des relations d'autorité qu'ils entretenaient habituellement avec les ouvriers. Ceux d'entre eux qui s'engagèrent malgré tout dans le mouvement choisirent en général la troisième voie, c'est-à-dire le fonctionnement ambigu des groupes de cadres qui se gardaient de choisir leur camp. Là, le fonctionnement sur la base de la technicité et de la compétence, leur ménageait au besoin des passerelles peu compromettantes avec les ouvriers en grève, et qui ne mettaient pas en cause leur statut (problèmes de sécurité, de maintenance, de sauvegarde de l'outil de travail, etc.). Moins empêtrés dans les liens hiérarchiques, les cadres des bureaux d'étude et des services de recherche n'avaient pas ces contraintes.

— Reste enfin, plus vaste que le problème de l'âge, le cas de ceux que Renault Dulong appelle les « jeunes ingénieurs », qui furent incontestablement le ferment de la révolte des cadres ainsi que les promoteurs de la liaison avec les ouvriers en grève. La jeunesse, la communauté universitaire encore proches, la sympathie pour le mouvement étudiant, voilà des éléments à partir desquels il est tentant d'expliquer le problème des jeunes ingénieurs. Cela ne suffit pourtant pas. Plus fondée paraît être la référence à la déqualification massive qui est alors le lot commun de milliers de jeunes ingénieurs. A peine sortis de leurs écoles ce qu'ils ont appris ne leur sert visiblement pas à grand-chose : ils sont davantage intégrés à l'entreprise comme de vulgaires « chefs d'équipe encadreur » et perdent jusqu'à l'occasion d'exercer leurs compétences techniques. Sur ce terrain ils se retrouvent confrontés à la routine et aux habitudes-maison, souvent confrontés à des cadres plus âgés, sortis du rang, qui leur vantent les mérites de l'apprentissage sur le tas¹¹⁹. On leur a expliqué qu'ils seraient les collaborateurs privilégiés de la direction, qu'ils participeraient aux décisions engageant l'avenir de l'entreprise : mais la diversification des fonctions techniques, l'augmentation sensible du nombre de cadres, (le nombre d'ingénieurs augmente de 35 % entre 1962 et 1968, les

119. On peut d'ailleurs remarquer à ce sujet que, du moins dans des entreprises comme EDF, les cadres sortis du rang et souvent issus d'un milieu ouvrier se rangèrent en Mai 68 parmi les éléments les plus conservateurs.

cadres administratifs de 18 %¹²⁰), les processus de décentralisation, tout concourt à les éloigner des processus réels de décision. Quant aux cadres des secteurs de recherche et des bureaux d'étude, c'est aussi l'interrogation sur leur utilité sociale — et leurs faibles possibilités de promotion personnelle — qui les rend mal à l'aise. Les uns et les autres aspirent au changement, à coup sûr un changement plus réformiste que révolutionnaire, et ils voient parfois dans la classe ouvrière l'un des agents possibles de ce changement.

Ce sont eux qui seront, au début de la grève, les agents actifs de la mise en mouvement des cadres perturbés par la vacance du pouvoir patronal. Mais cela n'aura qu'un temps. Dès que les conflits de classe dépassent le contexte de l'entreprise et que les enjeux deviennent clairs — c'est-à-dire avec le discours du général De Gaulle et la manifestation de la majorité silencieuse le 30 mai — la grande masse des cadres rejoint plus ou moins discrètement son camp d'origine. Les infatigables animateurs de commissions resteront désormais chez eux. Des contacts discrets — avaient-ils cessé ? — sont pris avec la direction. On essaiera d'abord de jouer à nouveau un éventuel rôle d'intermédiaire. Plus on acceptera d'organiser les référendums patronaux pour la reprise du travail, voire même d'encadrer les manifestations de non-grévistes. C'est la politisation du mouvement par les travailleurs en grève que mettent alors en avant, pour justifier leur désaffection, une grande partie des cadres, y compris ceux qui ne répugnaient pas, quelques semaines auparavant, à en souligner positivement l'aspect politique. C'est, par exemple, l'AG des cadres d'une usine d'aéronautique qui se désolidarise publiquement de l'appel à Mendès-France lancé par Descamps (« *A partir du moment où vous faites une grève politique, nous, on arrête* »¹²¹). Ce n'est pas tant, à vrai dire, la politisation des grèves qu'ils craignent, que les enjeux qu'ils voient se préciser, et les rapports de force qu'ils sentent se modifier. Dans la tension de classes qui existe alors à l'échelle nationale, il n'y a de toute façon pas de place pour la troisième voie de la technicité et de la compétence.

Restent, désesparés, les « jeunes ingénieurs » — Marginaux à l'intérieur même d'une collectivité des cadres qui n'existe alors plus en tant que groupe, la stratégie de « l'alliance » avec les travailleurs du groupe des cadres n'est plus praticable pour eux : ils ne représentent qu'eux-mêmes. Quelques-uns choisiront alors l'adhésion individuelle aux confédérations ouvrières.

120. Freyssenet, *les Conditions d'exploitation de la force de travail*, p. 15.

121. *Les Cadres et le mouvement ouvrier*, p. 213.

Les patrons ne tiendront pas grand compte dans l'immédiat après-mai, des revendications élaborées par les cadres : quelques stages de formation supplémentaire, quelques améliorations dans la circulation de l'information. Avec le recul cependant, ils tenteront de se prémunir contre un éventuel retour du vent de fronde qui avait quelques temps soulevé leurs « collaborateurs ». Présenté comme le remède à Mai 68, le thème de la « participation » connaîtra au référendum de 1969 le sort que l'on sait. Avec moins de mise en scène, on commencera à introduire dans les entreprises la direction participative par objectifs (DPO), la dynamique de groupe, la rationalisation des choix budgétaires¹²².

Des revendications gestionnaires à la gestion de la crise

Il est donc possible de répondre clairement par la négative aux théorisations, florissantes après Mai 68, qui ont fait des couches techniciennes et de la nouvelle classe ouvrière l'avant-garde sociologique à l'intérieur du mouvement ouvrier. Le plus conséquent de ces théoriciens, Serge Mallet (mais il faudrait aussi citer Alain Touraine, André Gorz, et même Lucio Magri) écrivait ainsi : « *Oui, Mai 1968 a prouvé que les électroniciens et les pétroliers, les travailleurs de l'automobile (et Flins, l'usine automatique, plus que Billancourt) et ceux de l'aéronautique et de l'aérospatiale étaient la force de frappe du mouvement ouvrier. Ce sont eux qui ont donné au mouvement sa dimension. C'est « l'aristocratie technicienne », les « ouvriers à 404 », qui ont obtenu la revalorisation du SMIG que des dizaines de « grèves d'avertissement » n'avaient pu faire avancer* »¹²³.

Rien de cela ne résiste à l'examen des faits. Non, ce ne sont pas les « secteurs avancés », les « industries de pointe », qui déclenchèrent ou donnèrent le ton au mouvement de Mai. Quelles que soient les variables que l'on examine, c'est la métallurgie, et plus particulièrement l'automobile, qui fut à tout moment déterminante. Et le cas du pétrole, enfant chéri de Serge Mallet, est particulièrement éclairante quant au prétendu rôle moteur des secteurs avancés.

Non, ce n'est pas la « nouvelle classe ouvrière », les ingénieurs et les techniciens qui constituèrent la « force de frappe » du mouvement. Ce furent les jeunes ouvriers, OS et OP, dont les motivations n'étaient

122. Léon Loué, *L'Anesthésie sociale dans l'entreprise*, p. 50 à 83.

123. *La Nouvelle Classe ouvrière*, Le Seuil 1969, p. 24.

pas la « participation conflictuelle » ou les « revendications gestionnaires », mais les craintes pour leur emploi, le sentiment de leur déqualification, la révolte devant leurs conditions de travail. Entre la « participation à l'élaboration de la politique de l'entreprise », revendiquée par les pétroliers de Lacq (Société nationale des pétroles d'Aquitaine) et les conseils d'ateliers envisagés par les jeunes travailleurs de Renault Cléon, il y a de ce point de vue une réelle différence.

A vrai dire, les faits sont tellement probants que Serge Mallet fut amené à nuancer les formulations premières de sa théorie. D'abord en élargissant soudainement l'éventail des « secteurs avancés ». Dans l'édition de 1964 de *la Nouvelle Classe ouvrière*, les secteurs avancés comprenaient l'électronique, l'électromécanique, la chimie et le pétrole¹²⁴. L'édition de 1969 y ajoute l'aéronautique, l'aérospatiale et l'automobile, « partiellement au moins », précise Mallet¹²⁵. Et il mettra en avant Flins, qu'il baptise l'usine automatique, comme s'il suffisait d'une machine-transfert sur une chaîne de montage pour que le procès de travail devienne de même nature que celui d'une raffinerie. En revanche, il jettera un voile pudique sur le fait que, dans « l'usine automatique », « il avait fallu faire grève pour que les femmes puissent aller aux WC tranquillement »¹²⁶, ou qu'on y prenait volontiers un charcutier ou un coiffeur comme chef d'équipe¹²⁷.

Deuxième glissement : l'accent mis dorénavant sur le fait que « le critère déterminant d'insertion dans tel ou tel groupe de la classe ouvrière est moins le *statut personnel* de chaque ouvrier dans l'entreprise — qualifié ou non qualifié, cadre ou manuel, jeune ou moins jeune, horaire ou mensuel — que la position de *l'entreprise* (prise ici au sens du groupe industriel dans la totalité de ses liaisons organiques) dans laquelle il travaille¹²⁸. Le rôle des jeunes ouvriers de Cléon, de Flins ou de Bouguenais pourra alors être reconnu : il sera mis au compte de l'appartenance du « groupe industriel » dans lequel ils travaillent aux « secteurs de pointe », appartenance qui fait que rien ne les différencie fondamentalement des ingénieurs et techniciens

124. *La Cité nouvelle*, collection Esprit, éd. du Seuil, p. 60.

125. Seuil, collection politique, p. 22.

126. Yves Ducos, dans *Histoire et leçons d'une grève*, Esprit, août-septembre 1968, p. 98.

127. *La Grève à Flins*, Cahiers libres, éd. Maspero, pp. 11-12.

128. *La Nouvelle Classe ouvrière*, op. cit., p. 18.

du même groupe industriel¹²⁹. Mais, entreprise par entreprise, nulle part n'apparaît cette homogénéité donnée par l'appartenance à un même groupe industriel : ce qui frappe, c'est au contraire, l'hétérogénéité et les conflits, entre les OS portugais et les techniciens de chez Perrier, mais aussi entre les ouvriers et les cadres d'Antar ou de Péchiney.

Mallet reconnaît certes l'existence de conflits au sein de la classe ouvrière. Mais pour lui, ils tendent de plus en plus, du moins dans les secteurs avancés, à opposer le personnel de telle entreprise à celui de telle autre, et non telle ou telle couche de travailleurs à l'intérieur de la même entreprise. L'étonnante myopie de Mallet et de ses confrères, non seulement à l'égard des revendications salariales, mais aussi à l'égard de tout ce qui est problème d'emploi, conditions de travail et attitude de l'encadrement, a donc des racines plus profondes que la seule fixation sur les entreprises de pointe. En fait, chez Mallet notamment, elle vient d'une confusion permanente entre division sociale et division technique du travail, de l'amalgame entre spécialisation et qualification, cette dernière n'étant d'ailleurs définie que comme sa capacité d'adaptation au poste qu'il va occuper. Selon la formule de Pierre Rolle (*Introduction à la sociologie du travail*, p. 164), l'entreprise seule est alors le véritable ouvrier, dont l'ouvrier individuel n'est qu'une composante. Alors, les problèmes de l'emploi ? « *Il est proprement impossible à la direction de licencier des éléments que leurs chefs de service considèrent comme indispensables à la vie du groupe* » répond Mallet¹³⁰. Les conditions de travail ? Mais « *la recherche du maximum de plus-value n'a plus à être recherchée dans l'augmentation quantitative du nombre d'heures de travail, mais dans l'augmentation qualitative de la productivité, celle-ci étant déterminée non dans l'accroissement du rendement individuel, lequel a disparu, mais dans la meilleure efficacité de l'organisation du travail* »¹³¹. Le rôle répressif de l'encadrement ? « *Le travailleur qualifié des industries de pointe est proprement impossible à commander* »¹³². Les revendications salariales ? Mais « *le salaire individuel de chaque travailleur est entièrement déterminé par la situation économique de l'entreprise elle-même* »¹³³. Aux travailleurs des secteurs avancés,

129. *Ibid.*, p. 21.

130. *Ibid.*, p. 195.

131. *Ibid.*, p. 81.

132. *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, André Gorz, p. 106.

133. *La Nouvelle Classe ouvrière*, op. cit., p. 81.

« *force de frappe* » de la classe ouvrière, il ne restait donc que les revendications gestionnaires. Et c'est sur cette base, ajoutera Mallet, que pouvait se faire l'unité offensive de la classe tout entière.

Ces textes ont été écrits il y a plus de dix ans, dans une période d'expansion relative du capitalisme. Mais, on voit bien — l'Italie n'est pas si loin — comment ils peuvent fournir la justification théorique de l'austérité de gauche, de la gestion de la crise. C'est pourquoi revenir aujourd'hui sur ces problèmes, constater que, contrairement à ce qui fut dit, les luttes ouvrières de Mai 68 ont apporté un vibrant démenti aux théoriciens de la « nouvelle classe ouvrière », ce n'est pas ressusciter une querelle d'il y a dix ans.

En 1968, cette théorisation était couronnée par la référence à « l'autogestion dans l'entreprise », qui permettait d'ailleurs d'esquiver la question — elle, concrètement posée — du contrôle ouvrier. Aujourd'hui, c'est le même discours — et le même courant — qui alimente les cautions de gauche de la social-démocratie : fervents de la distinction entre revendications alimentaires et revendications gestionnaires, entre revendications quantitatives et revendications qualitatives, apôtres de l'expérimentation sociale. Quand Gilles Martinet, aujourd'hui dirigeant du Parti socialiste, déclare¹³⁴ que la société socialiste autogérée reposera d'abord sur la compétence et la collaboration des cadres, il ne fait qu'assumer tout un héritage théorique. Dans ce domaine aussi, le combat continue.

Jacques Kergoat

15 avril 1978

134. Aux journées organisées par le Parti socialiste pour les cadres, en décembre 1977, au palais des Congrès de la porte Maillot.

Une trajectoire 68-78

— Patrick Viveret, tu es rédacteur en chef de la revue Faire. Tu avais 20 ans en 1968. Qu'est-ce que tu faisais, où étais-tu ?

● P.V. — J'étais à la fois à la fac et à la cité universitaire de Nanterre. Comme l'essentiel de la contestation est partie d'abord de la cité, j'étais dans le coup comme les trois quarts des gens qui y vivaient. Il y a eu un démarrage très sectoriel sur un sentiment de ras-le-bol et d'aberration à propos des problèmes concrets de règlement intérieur, de mœurs, etc. En l'occurrence, à partir de l'ouverture du bâtiment des filles. Au niveau de la fac proprement dite, quand le Mouvement du 22 mars s'est mis en place, il y avait une assez grande majorité d'étudiants, je ne dirais pas politisés, mais du moins sensibilisés aux problèmes politiques. C'était mon cas. Une espèce de mythe postérieur au 22 mars s'est mise en place, notamment quand ce mouvement a eu à se définir par rapport aux autres groupes d'extrême gauche. Mais au démarrage proprement dit, ce mythe n'existait pas : le 22 mars, c'était en gros à cette époque tous les étudiants de Nanterre qui avaient prise sur la situation et qui entendaient en débattre, avec une palette politique extrêmement large. A cette époque, j'avais « ras-le-bol » comme tout le monde de la situation universitaire, bien qu'existait à Nanterre un débat intellectuel relativement fourni. En philo, les profs avaient décidé de se faire les chantres de l'anti-structuralisme. Ça avait un caractère un

peu stimulant, un peu militant-intellectuel, même si c'était souvent assez léger comme problématique. Mais sur le plan politique, l'UNEF était complètement étrangère au milieu étudiant. On avait le sentiment que les formes de contestation traditionnelles étaient vraiment complètement inopérantes, par conséquent la naissance de la contestation recueillait d'entrée de jeu une vaste adhésion sentimentale même si elle se fondait sur des bases politiques extrêmement floues. Tel a été mon point de départ...

— Comment t'es-tu retrouvé au PS ?

● P.V. — Je me suis retrouvé au PS essentiellement par l'intermédiaire du PSU. Après 68, le PSU m'a paru être le parti le plus intéressant, le mieux capable d'exprimer ce qui s'était passé dans le mouvement. Il avait en même temps une certaine influence politique, ce qui ne me semblait pas être le cas des groupes d'extrême gauche. Donc, j'y suis rentré. J'y ai travaillé pendant plusieurs années.

Quand il y a eu le débat dans le PSU sur la construction du parti révolutionnaire, je ne me suis pas reconnu dans cette problématique parce qu'elle ne me paraissait pas poser le vrai problème. C'est un élément permanent de ce que j'ai toujours pensé, d'ailleurs tout autant aujourd'hui en ce qui concerne le PS, l'Union de la gauche ou l'extrême gauche : *il n'existe pas d'agent unique et central de la transformation sociale et politique, même si certains lieux peuvent avoir un rôle plus déterminant que d'autres.* J'étais donc en désaccord avec cette problématique, ce qui m'a amené à me retrouver plutôt d'accord avec ce qu'est devenue la majorité du PSU à l'époque, conduite par Michel Rocard.

A partir de 1971-1972, après le congrès socialiste d'Épinay et la signature du Programme commun, il m'est apparu assez clairement qu'il existait en quelque sorte deux mouvements parallèles dont on ne pouvait pas faire l'économie. Il y avait d'un côté la nécessité d'une gestion politique de ce qu'avait été Mai 68. Cela signifiait qu'il fallait qu'existent des lieux politiques, syndicaux et culturels qui s'affrontent à ce qu'il y avait de plus original et d'intéressant dans le mouvement et à ce qu'il y avait eu en même temps d'inévitablement sectaire, dogmatique, voire délirant, au cours de cette période. Ce travail-là ne pouvait bien sûr pas être mené au sein des appareils traditionnels de la gauche. Mais dans le même temps, le système institutionnel, en favorisant la bipolarisation, interdisait pratiquement à des forces nouvelles de sortir d'une certaine marginalité. C'est pourquoi il fallait d'abord aller jusqu'au bout d'une certaine problématique du PSU

pour asseoir une expression politique originale et ébaucher une nouvelle théorie politique. Ça a été l'objet du travail sur l'autogestion. Mais une fois que cette recherche avait atteint un point de maturité politique suffisant, il n'y avait pas d'autres possibilités, si on voulait jouer en termes de rapport de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier, que de réintégrer ce capital à l'intérieur de l'Union de la gauche.

— Tu parlais de 68 tout à l'heure et de l'interprétation qui était la tienne et qui n'était pas traduite de façon adéquate par un certain langage. Peux-tu dire quelle est ton interprétation de la grève générale, enfin du mouvement de Mai 68 plus généralement ?

● P.V. — J'ai le sentiment que Mai 68 annonce les premières crises spécifiques des systèmes capitalistes industriels. Le phénomène d'intégration totale de l'ensemble des rapports sociaux à l'univers de la marchandise est l'une des intuitions les plus fécondes de Marx et n'a pas été véritablement reprise et analysée, y compris par Marx lui-même. La transformation des rapports sociaux entre les hommes en rapports sociaux entre les choses me paraît la caractéristique centrale des systèmes industriels. C'est un phénomène qui dépasse de beaucoup le problème particulier, qui existe toujours, de l'exploitation économique proprement dite. Cette crise des systèmes industriels ne peut au départ s'exprimer que par une brisure, un ras-le-bol, sans véritable autre alternative, en tout cas sur le moment, parce que la représentation de ce que peut être un univers qui trouve une réponse à cette question est infiniment plus difficile que la réponse aux problèmes de l'exploitation. Dans le cas de l'exploitation, il existe un adversaire concret. Cela permet de penser une « inversion politique » entre les exploités et les exploités. Mais dès lors que l'on se trouve confronté à ce problème de la fétichisation de la marchandise sur l'ensemble du terrain social et culturel, les conditions de la lutte et d'une alternative politique sont plus difficiles à réunir. En Mai 68, il n'y avait aucun langage capable de penser cette crise des systèmes industriels, et comme il fallait bien parler, l'ensemble du mouvement, étudiant bien sûr mais aussi en grande partie ouvrier, a eu besoin d'utiliser le langage qui était à sa disposition, qui lui paraissait un peu plus neuf que celui du PC et de la SFIO à l'époque, c'est-à-dire celui de l'extrême gauche. Mais ce langage était lui-même très typé parce que directement issu de la crise interne du PC et par conséquent fondamentalement marqué par le projet communiste en tant que projet politique. En gros, il s'agissait de redéfinir une stratégie

communiste « qui n'aurait pas dévié ». Il y eut alors, selon l'expression de Michel de Certeau, « *récupération par les langages antérieurs* ». C'est d'ailleurs ce qui se passe dans tout processus révolutionnaire : la crise crée un tel vide, y compris théorique, que l'on a tendance à se réfugier dans un certain nombre de langages qui sont à notre disposition. D'où le recours au marxisme, au léninisme, au freudisme, etc., et cet espèce de mélange un peu hétérogène et bâtard qui en est résulté, avec y compris des expressions complètement sectaires de type maoïstes, telles qu'on a pu les connaître à cette époque. J'ai toujours pensé qu'il y avait une espèce de retard de l'expression culturelle de Mai 68 par rapport à la réalité de ce qui s'était passé. Cohn-Bendit le disait un jour à la télévision* lorsque, parlant des barricades, il notait très justement qu'elles n'avaient pas de valeur militaire, et pour cause, mais un sens symbolique par rapport à une société qui était devenue incapable de supporter sa propre violence et son propre conflit. Le fait que des gens créent cette rupture symbolique était au moins aussi important que les rapports de forces qui s'affirmaient dans la rue. Comment penser ça et comment lui donner une traduction politique, je crois que ce n'était pas possible en Mai 68.

— Tu es le rédacteur en chef de la revue *Faire* qui vend à sept mille exemplaires, qui est une revue qui a le vent en poupe et un des hauts lieux de l'élaboration du PS. Compte-tenu des échéances, il y a une rubrique régulière qui s'intitule « Dossiers pour 78 », qui se préoccupe principalement de penser les chances et les modalités du changement social en France. Comment percevez-vous, concevez-vous ce changement social, précisément comment percevez-vous les scénarios d'une transition positive au socialisme dans un pays comme la France ?

● P.V. — D'abord une remarque préalable sur *Faire* : nous avons toujours pensé *Faire* comme étant dans une situation indépendante organisationnellement du PS, même si la plupart d'entre nous sont membres de ce parti, parce qu'ils pensent que c'est le lieu stratégique déterminant de la période. Mais lieu déterminant ne veut pas dire lieu unique. Il nous semble capital qu'il puisse y avoir une confrontation interne-externe avec d'autres secteurs, qu'ils soient politiques, syndicaux, culturels. C'est dans ce but qu'il y a des gens de *Faire* qui ne sont pas au PS ou qui l'ont quitté, comme Daniel Mothé.

*Emission avec M. Grimaud sur Mai 68.

Cette confrontation concerne des camarades qui appartiennent à des syndicats différents — CGT, CFDT, FEN —, elle s'opère aussi au niveau du mouvement intellectuel et du mouvement culturel, par exemple avec *Esprit* ou l'équipe Castoriadis-Lefort-Gouchet qui édite la revue *Libre*.

Par rapport au problème de la transformation sociale, le point de démarrage de notre réflexion, c'est un peu la question des causes de cette éternelle « déviation » vers la social-démocratie du mouvement socialiste. Nous croyons, nous, que tant que l'on pensera cette situation en termes de déviation ou de dérive, on passera à côté du problème, c'est-à-dire qu'on fera ce qui s'est toujours passé à d'autres époques dans la SFIO : des tendances de gauche, voire des tendances révolutionnaires, dans une social-démocratie, qui compteront à une certaine époque, qui se feront exclure le jour où elles compteront davantage, etc. *Or la véritable question est la suivante : lorsqu'il y a un décalage entre le discours et la pratique, il faut chercher aussi bien du côté de la non-pertinence du discours que du côté de l'inadaptation de la pratique.* Il y a, dans la présentation traditionnelle du changement social dans la social-démocratie française, un alliage de rigidité théorique et d'opportunisme pratique qui se fonde finalement sur une présentation très simplifiée et très mécaniste du changement social. C'est là le résultat d'une certaine forme d'incapacité à poser le problème du pouvoir dans toutes ses contradictions, qu'elles se situent au niveau de l'État, de l'environnement international, de la situation économique ou des formes de la démocratie. Tant qu'on est en situation d'opposition, c'est un langage qui peut continuer à mobiliser des militants. Mais en situation de pouvoir, une double dissociation se produit, entre le gouvernement et les partis d'une part, au sein même des partis politiques d'autre part ; entre eux qui sont en situation d'experts, de spécialistes, de direction et les militants de base qui se trouvent sous-informés, notamment sur la nature des contradictions à résoudre. Ainsi se met en place, institutionnellement en quelque sorte, un double discours « réaliste » d'un côté, à tendance technocratique très forte, qui n'est plus contrôlé ni par des militants ni par une base sociale, et un discours idéaliste des militants qui sont fondés à estimer que la direction de leur organisation est en train de « déraper », mais qui, n'ayant pas les éléments d'analyse et d'information réels sur les enjeux du pouvoir, se trouvent dans l'abstraction idéologique la plus totale. Cette double dissociation, on ne la résoudra pas en criant à la « trahison » des experts ou à la « déviation » social-démocrate des dirigeants. Nous pensons plutôt qu'il faut être nettement plus réaliste sur l'analyse des contraintes, notamment économiques, que rencon-

trerait un gouvernement de gauche, et beaucoup plus audacieux s'agissant des capacités de transformations sociales et culturelles que pourrait provoquer un fort mouvement populaire. Bref, il faut en finir avec une stratégie qui cumule comme au Parti communiste les dangers de l'irréalisme économique et du conservatisme administratif.

— Je te demanderai deux précisions. D'une part, en ce qui concerne le PS lui-même. Nous sommes évidemment d'accord sur ce que tu dis sur le hiatus entre le discours à l'usage des militants et d'autre part la pratique. L'analyse que nous faisons et qui s'inspire d'un auteur, qu'apparemment nous citons les uns et les autres, Roberto Michels, c'est que la politique du PS ne renvoie pas fondamentalement à une volonté de transformation socialiste de la société. En raison du fait que ce PS est une institution, que ceux qui y détiennent le pouvoir constituent ce que nous appelons une bureaucratie ouvrière, c'est-à-dire une couche sociale spécifique, relativement privilégiée dans la totalité sociale, relativement intégrée à la société bourgeoise et à son État.

Pour ces raisons, d'ordre sociologique, qui ont un enracinement, une base matérielle, ce sont des sections du prolétariat qui n'ont pas réellement intérêt à une transformation sociale. Comme dit Michels : « Leur révolution à eux, ils l'ont déjà faite ». Et quand on regarde ceux qui détiennent le pouvoir au sein du PS actuellement, on peut très bien concevoir qu'ils aient une certaine tendresse pour la civilisation occidentale, l'ordre existant, et que leur objectif réel est un objectif de rationalisation et d'aménagement. Donc, nous ne croyons pas que le hiatus entre le discours et la pratique du PS relève de la catégorie de l'erreur, du caractère non élaboré du discours. Il renvoie au fait que ces couches-là n'ont pas comme projet une transformation sociale profonde, mais la gestion de la société et de l'État en vue de son amendement...

● P.V. — Tu as cité Michels qui est effectivement un auteur intéressant. Il est réaliste sur l'analyse du fonctionnement des partis politiques, mais celle sur la social-démocratie allemande n'est qu'un cas particulier de son analyse générale concernant l'ensemble des partis politiques. Pour lui, toute institution, fut-elle idéologiquement révolutionnaire, est régie par des tendances oligarchiques, par des tendances à leur propre renforcement, à la conservation, qui finissent par être contradictoires avec l'objectif même de la transformation sociale. Ce phénomène se vérifie au PC comme du PS, mais ça n'est pas une exclusivité : on aurait pu faire une analyse assez semblable

pour un parti que j'ai bien connu, le PSU, et même pour l'extrême gauche : les débats sur le problème du militantisme et la conception des organisations politiques, que vous avez y compris à la Ligue, le montrent bien. Je considère que cette crise du militantisme est d'autant plus profonde qu'elle s'étend pratiquement à toutes les organisations politiques. On en reste à une problématique de l'action politique qui relève des stratégies militaires traditionnelles. Il y a quelques temps, lors d'un débat dans une section du PS où je parlais d'un nouveau type de militantisme, d'une nouvelle représentation du changement social, on me disait : « *C'est très intéressant, c'est très stimulant, mais c'est idéaliste, parce que la réalité est que, face à un pouvoir centralisé, il faut prendre les moyens de la centralisation, de la puissance, etc.* » Je leur répondais : « *Prenez les éléments de référence intéressants dans les batailles sociales et militaires de ces dix dernières années qui ont compté : prenez le Vietnam, Lip, le Joint français, le mouvement écologique à l'heure actuelle, les mouvements noirs aux USA. Ce qui est à chaque fois caractéristique de ce nouveau type de stratégie, c'est la nécessité de déplacer le terrain de la bataille et des règles du jeu* ». Et ce pour une raison très simple : sur le plan du rapport de forces proprement militaire, les institutions modernes ont acquis un avantage décisif. A l'époque où Engels écrivait qu'on ne pourrait pas dépasser sur le plan de la technique militaire le niveau de perfectionnement atteint par les armes utilisées lors de la guerre de 1870, il y avait toujours une possibilité, sinon d'égalité, du moins de proximité sur le plan proprement technique en termes de rapport de forces militaire par rapport à l'adversaire.

Aujourd'hui, on constate un double phénomène : d'un côté, d'abord, un déséquilibre militaire énorme : on ne se bat pas contre les chars avec des barricades ; mais dans le même temps, les institutions politiques (j'emploie volontairement le terme d'institution et pas simplement celui de structure) se sont fragilisées, car elles ont besoin d'un recours croissant à l'idéologie pour légitimer leur pouvoir. De ce point de vue, le XX^e siècle est vraiment le siècle du recours à l'idéologie. Au point même que ce qui fut l'affirmation la plus claire de la force brutale, le nazisme, a été en même temps marqué par un recours déterminant à l'idéologie et par une tentative constante d'auto-justification. Ces nouvelles données stratégiques, ce sont celles qu'ont compris aussi bien les Vietnamiens, lorsqu'ils ont déplacé complètement l'enjeu de la bataille, au point d'enliser au sens propre comme au sens figuré les Américains, ou des gens comme Alinsky aux États-Unis en élaborant ce qu'il nomme la technique de l'agitation sociale : « *La règle de base de l'agitation sociale*, disait-il,

c'est de sortir du champ de l'expérience de votre adversaire. » Ce point me paraît la clef pour des nouvelles stratégies politiques, sociales et militaires pour les luttes actuelles. Or les organisations politiques, c'est clair pour la gauche, mais ça l'est aussi pour l'essentiel de l'extrême gauche, ne sont pas adaptées à cette nouvelle situation. La plupart du temps, elles sont hors d'état de sortir du champ d'expérience de l'adversaire, ce qui ne veut pas dire qu'elles ne comprennent pas les choses, qu'elles ne sont pas aptes à les récupérer idéologiquement. Mais il s'agit toujours d'un processus de récupération et non d'une véritable capacité d'impulsion dans ce « déplacement » du terrain. En fait, la plupart des organisations politiques vivent sur l'idée qu'il faut coller à la forme de l'État à conquérir, même si elles se déclarent par ailleurs disposées ensuite à le transformer voire à le « détruire ». Elles se trouvent pas conséquent quasiment impuissantes à libérer ce qu'on appelle l'ensemble des forces de la société civile, à faire en sorte qu'il y ait une capacité de déplacement du terrain de création, d'imagination, d'innovation, etc., qui permettent justement de déséquilibrer les institutions auxquelles on s'attaque.

— Je comprends ce que tu veux dire, mais ça peut avoir un aspect relativement dangereux, qui est de considérer qu'il faut effectivement être là où l'adversaire ne nous attend pas, parce que le rapport des forces est bon, alors que là où il nous attend, il est par définition mauvais, au moins au début. On ne peut être que d'accord avec la stratégie des Vietnamiens, à ceci près que ça ne signifie pas qu'on peut vaincre l'adversaire sur les terrains où il ne nous attend pas. Le danger est de considérer qu'en réalité le pouvoir est partout, c'est une vogue aujourd'hui, que le pouvoir ne s'enracine en réalité nulle part, qu'il n'y a pas de structures portantes, qu'on peut conquérir le pouvoir ailleurs et en particulier là où l'adversaire est faible et que nous renforçant sur ce terrain-là, on va finir par grignoter ses positions. Ça me paraît un aspect dangereux. On peut faire toutes sortes de détours absolument nécessaires, mais il n'empêche que le pouvoir s'enracine dans la production et dans l'État. C'est en ces lieux-là qu'il faudra trancher la question, quitte à ce qu'on se renforce par toute une série de détours. Nous avons considéré, dans les années soixante, qu'il fallait d'abord faire un travail d'implantation en profondeur dans le secteur de la jeunesse. C'était une forme de détour, tout en ayant été toujours convaincus que la classe fondamentale qui peut régler la question, c'est la classe

ouvrière, les salariés, etc. On a bel et bien conçu l'implantation prioritaire, la concentration des forces à l'université, dans les lycées, comme des terrains où l'adversaire était faible — adversaire de tout ordre d'ailleurs : le pouvoir comme les forces réformistes — qu'une accumulation primitive pouvait être réalisée sur ce plan, qu'on pouvait secouer le cocotier en tirant cette branche-là. C'est donc une modalité de pensée qui ne nous est pas tout à fait étrangère, mais on n'a pas imaginé, contrairement à d'autres courants d'extrême gauche, que finalement c'est, y compris sur ce terrain, que la question pouvait se régler et que l'université est l'appareil idéologique d'État par excellence...

● P.V. — Je ne prétends pas que le pouvoir soit à la fois partout et nulle part et qu'on puisse finalement en revenir à une forme *new look* de la stratégie de noyautage des institutions. Mais la thèse inverse, dominante au sein de la gauche, qui fait résider le pouvoir en un lieu unique, l'État, et qui croit qu'il suffit d'opérer un basculement à ce niveau, me paraît également fautive. Il existe, pour reprendre ton expression, des structures porteuses, d'inégale importance, mais qui sont articulées entre elles. Le problème n'est pas de choisir entre une stratégie centrée sur l'occupation du pouvoir d'État, version réformiste, son dépérissement et sa destruction, version révolutionnaire, et une politique fondée sur le gradualisme et le grignotage des différentes institutions. Le capitalisme actuel n'est plus seulement, en effet, un mode de production. Il est aussi un mode d'organisation des rapports sociaux, ce qui lui permet, justement, de jouer sur différents terrains. Si le mouvement ouvrier adopte une stratégie linéaire consistant à attaquer le système d'abord sur le plan économique puis sur le plan politique, enfin seulement sur le terrain idéologique et culturel, le capitalisme sera en mesure de récupérer sur un terrain ce qu'il a dû céder sur un autre.

— Revenons-en au deuxième volet de la question : tu as parlé des contraintes qui sont celles d'un gouvernement à l'issue d'une victoire électorale. Est-ce que tu pourrais énumérer et détailler ces contraintes, en tout cas les principales d'entre elles. Tu as cité des exemples qui ont donné l'impression d'être pris un peu au hasard. Quelles seront les contraintes principales, déterminantes, celles qui conditionnent toutes les autres, auxquelles se heurterait un gouvernement d'Union de la gauche ?

● P.V. — Brièvement, chaque point nécessitant un débat considérable. Les contraintes économiques sont relativement connues : il y

a d'une part des contraintes qui résultent d'une victoire de la gauche si elle intervient en 1978 dans un contexte de crise économique, ce qui n'aurait pas été le cas en 1973. On se trouve avec un taux d'inflation qui sera au moins de 10 %, ensuite avec sans doute 1 500 000 chômeurs au bas mot. Ce sont des contraintes objectives et les réponses traditionnelles qui sont en général apportées sur ces questions à l'intérieur de la gauche ont souvent un caractère relativement idéaliste et un peu mythique. D'une part, on a toute la thématique sur la poignée de milliardaires, des groupes de grands monopoles, qui supposerait qu'il y a une espèce de trop-plein à un pôle de la société et qu'il suffirait de davantage le répartir. C'est parfaitement juste du point de vue d'une moralisation des rapports sociaux, mais cela ne définit pas une alternative économique. On ne peut prétendre, par exemple, résoudre le problème de l'inflation par l'imposition des grandes fortunes. Autre exemple, l'emploi : si l'on veut résoudre ce problème essentiellement par la création d'emplois publics, c'est-à-dire très concrètement par une accentuation du phénomène de fonctionnarisation en France, on renforce là encore le poids respectif de l'État par rapport à la société civile. La capacité à introduire de la souplesse, de l'initiative, du risque même dans cette société, va être alors encore plus difficile. Troisième grand problème : celui de l'environnement international. On voit très bien, par exemple, les conséquences qu'aurait une certaine fermeture des frontières...

— **Qu'est-ce que tu entends précisément par fermeture des frontières ? L'instauration du monopole du commerce extérieur ?**

● P.V. — Actuellement, aucun des courants du PS ne fait cette proposition. Mais notre analyse est que la logique d'une attitude telle que celle des camarades du CERES devrait normalement déboucher sur une conception comme celle-là. Il y aura, en effet, une mécanique induite par l'environnement capitaliste qui amènera à prendre des mesures de ce type. Or, nous sommes en désaccord sur de tels points, car il nous semble qu'à ce moment-là, l'énergie qui va devoir être dépensée par la collectivité, les travailleurs, dans cette résistance forcenée par rapport à ce que sera cette espèce de sainte alliance extérieure de l'impérialisme, immobilisera considérablement, par ailleurs, la possibilité de création, d'expérimentation dans l'ensemble de la société civile. Il y a là des contraintes, des contradictions par rapport auxquelles il faudra choisir en sachant parfaitement qu'aucun des choix n'est à proprement parler satisfaisant. Il est très clair, par exemple, que prétendre imposer véritablement une nouvelle logique

de développement en ayant une politique relativement ouverte par rapport aux autres pays européens qui seront eux, complètement dans une logique capitaliste, est très fortement hypothétique. *Mais inversement, la canalisation des énergies dans une bataille contre l'environnement extérieur nous semble se traduire inévitablement par un renforcement de l'État, une polarisation des énergies de la classe ouvrière, de l'ensemble des facteurs sociaux, du changement, etc., dans une défense de l'État contre ces attaques externes ou internes...* Dans le même temps, et c'est déjà présent dans la gauche actuelle, il y a davantage de tendances à la centralisation, au renforcement de l'État, à penser le changement social sous forme d'une assistance généralisée. A ce moment-là, les contraintes vont encore accentuer cette tendance, au détriment de ce qui nous apparaît être une voie intéressante, qui est justement celle des capacités de création et d'expérimentation qu'il faut développer dans l'ensemble des secteurs de la société civile. La seconde contrainte, c'est le problème de l'État lui-même. Nous sommes au départ d'accord pour dire avec une bonne partie des analyses marxistes sur ce point que l'État n'est pas neutre, qu'il ne suffit pas de l'occuper pour que le rapport de forces bascule et qu'on rentre dans un autre type de société. Il y a effectivement des éléments fondamentaux de l'appareil d'État qu'il faudra restructurer, voire démanteler, s'agissant par exemple de l'organisation et de la fonction des appareils de répression. *Je considère, par contre, comme idéalistes toutes les problématiques qui de près ou de loin se réfèrent à la théorie du double pouvoir. C'est-à-dire aussi bien les vôtres, que vous exprimez clairement, que celles du CERES* qui, sous une forme plus amortie, parle du mouvement d'en haut et du mouvement d'en bas avec un parti qui fait l'articulation entre le gouvernement et le mouvement des masses, ce qui peut d'ailleurs tout aussi bien aboutir à une forme de manipulation de masse que dans le cas des stratégies réformistes traditionnelles. Si l'État est pour partie, en effet, de la domination de classe, il ne s'y réduit pas. Si toutes les tentatives de type soviétique ont échoué, ce n'est pas d'abord du fait d'une « déviation », mais surtout parce qu'il y avait au départ irréalisme du projet lui-même. Comme on n'a pas prévu, par ailleurs, de mécanismes institutionnels permettant la mise en place de contre-pouvoirs, les organismes de base finissent par céder la place à des organes très centralisés et bureaucratiques, mieux adaptés à la résistance aux contraintes internes-externes auxquelles l'expérience révolutionnaire doit s'affronter. C'est pourquoi la contrainte de la transformation de l'État me paraît beaucoup plus redoutable que ne l'imagine l'extrême gauche.

Je termine sur un dernier point, ce que j'appelle l'ambivalence des acteurs sociaux : si la gauche gagne, ce sera grâce aux agents sociaux qui ont le plus d'intérêts à sa victoire, en gros la classe ouvrière, une partie de la jeunesse, une bonne partie des salariés. *Mais chacune de ces catégories sociales, du fait même des conditions dans lesquelles elles ont vécu leur situation de classe et plus largement leur situation sociale antérieure, se trouve porteuse de ce que j'appelle une ambivalence : elle peut exprimer des éléments de mobilisations et de progression sociale comme elle peut aussi être porteuse d'éléments de régression.* Il peut, par exemple, y avoir des formes d'appel à l'intérieur de la classe ouvrière à un renforcement de la bureaucratiation. Ce qui s'explique tout à fait normalement : d'une certaine façon, les conditions d'exploitation et de domination qui existent actuellement dans la production font que la forme normale et spontanée dans laquelle on envisage un autre système social, est, prioritairement, celle du recours à l'État. Ce n'est pas par hasard, y compris dans une lutte aussi avancée que celle de Lip, qu'on a débouché sur le mot d'ordre de nationalisation, fut-il sous contrôle ouvrier, mais parce que dans le type de société qui existe en France, le recours à l'État paraît le moyen central du changement social. Si on prend chacune des catégories sociales qui peut être concernée par le changement, on va trouver ces éléments d'ambivalence. De même que la question de l'État n'est pas simplement celle du double pouvoir, la question des acteurs sociaux n'est pas simplement celle de la mobilisation permettant d'aller plus loin qu'un gouvernement supposé plus réaliste, réformiste, etc. C'est aussi une question d'enjeu permanent entre chacun des groupes sociaux associés à ce changement, entre ce qui est facteur d'initiative, de création, de subversion de la société ou ce qui sera au contraire facteur de statu quo, de rigidité, de conservatisme et d'appel à une certaine forme d'assistance et de bureaucratie. Je crois que le problème d'une expérience de gauche est qu'il va falloir, en quelque sorte, gérer simultanément ces trois types de problèmes, au niveau de l'économie, de l'État et des acteurs sociaux. Cela veut dire qu'une stratégie qui ne se situerait qu'à un seul de ces niveaux, aussi juste soit-elle, par exemple pour résoudre le problème de l'inflation, ou qui serait à peu près claire sur le problème de l'État, si elle n'est pas articulée avec la prise en considération de ces autres éléments, aboutirait à l'échec. Ainsi le Chili populaire a-t-il échoué non seulement sur un problème de volonté politique mais aussi par son incapacité à résoudre le problème de l'inflation : à partir du moment où il se trouvait incapable de régler ce problème, il se trouvait dans une situation de

création de base objective de réaction pour la petite bourgeoisie, pour les classes moyennes, donc d'alliance contre la classe ouvrière. De la même façon, si l'expérience de gauche n'est pas capable de tenir au moins ces trois grandes contradictions, elle se trouvera dans une situation proche de l'échec ou en tout cas de très grandes difficultés assez rapidement.

— En ce qui concerne les contraintes dont tu viens de parler : d'abord par rapport à la première, les contraintes de caractère économique, ce qui me frappe dans ton propos, c'est que j'ai l'impression que sur ce point au moins, tu fais largement abstraction de ce qui me paraît l'essentiel dans le cas d'espèce, c'est le cours que va prendre la lutte des classes. Tu ne parles pratiquement pas de l'attitude de la classe dominante qui risque de peser lourd, ça peut être une attitude de consentement relatif en espérant que finalement les choses n'iront pas très loin ; mais ça peut être aussi une attitude de panique complète, de fuite des capitaux, de grève de l'investissement, de spéculation contre le franc... Donc, cette attitude peut changer très rapidement et de façon catastrophique le contexte économique, d'autant que l'on sait que la bourgeoisie française a une certaine tradition sur ce terrain. D'autre part, tu fais peu entrer dans ton schéma l'attitude des masses populaires, de la classe ouvrière en particulier, y compris face à ce type de comportement de la classe dominante.

Notre hypothèse de départ sur cette question est qu'il y a impossibilité que sur une période relativement prolongée s'instaure une gestion de l'économie et de la société qu'on pourrait qualifier de mixte, c'est-à-dire une gestion qui ne soit plus rigoureusement capitaliste, déterminée par les lois d'accumulation du capital, et qui ne soit pas authentiquement socialiste, c'est-à-dire déterminée par la recherche de la satisfaction des besoins sociaux, au moyen du plan. Il me semble impossible que s'instaure une gestion de ce type car les entreprises, pas plus que l'économie, pas plus que la société dans son ensemble, ne peuvent fonctionner selon deux principes contradictoires. Au moment de l'accession au gouvernement, ou bien on va assez rapidement prononcer la pause puis la retraite et on va faire une politique pas sensiblement différente de celle que peut faire un parti social-démocrate en Europe du Nord : on va gouverner au centre-gauche ; ou bien réellement, sous la poussée du mouvement de masse, on va s'efforcer de donner corps à un certain nombre de promesses, de discours qui ont été tenus depuis cinq ans et à ce

moment-là, on va s'engager dans une intensification et une accélération des luttes de classes en France avec une polarisation de classe et une dynamique d'affrontement qui bouleversent très largement toutes les préoccupations et prévisions économiques actuelles.

Je suis frappé par le caractère un peu gestionnaire de ton discours et l'abstraction qui est faite des luttes de classes. En ce qui concerne l'Etat, j'ai l'impression que cette fameuse dissociation entre les fonctions de domination de classe de l'Etat bourgeois et les fonctions de gestion du pouvoir, de régulation, ça ne tient pas réellement debout, dans la mesure où ces fonctions sont indissociablement entremêlées. Tu auras beaucoup de mal, sauf à reprendre les thèses de Boccara sur le super-Etat des monopoles et sur l'Etat finalement neutre qui correspond à la complexité de la société et à sa division du travail, à démêler quel est l'appareil ou la partie d'appareil qui correspond à la fonction de gestion du pouvoir et la partie qui correspond à la domination de classe. Si tu étudies concrètement l'Etat français, comment il fonctionne, tout cela est indissolublement lié, entremêlé, et ça implique bel et bien qu'on continue de poser les problèmes de la transformation de l'Etat en termes de destruction d'un instrument de classe, d'oppression d'un ensemble de classes par une autre. Ça ne signifie pas pour autant que nous sommes pour la théorie anarchiste de la destruction pure et simple de l'Etat et pour son dépérissement immédiat, cela va sans dire. Ça ne signifie même pas que nous sommes, par exemple, pour la disparition immédiate même des structures représentatives actuelles, mais nous considérons que l'Etat actuel, son appareil, l'ensemble de ses institutions ont un caractère de classe marqué. Pour ne pas avoir dans cet Etat, le centre organisateur de la contre-offensive du capital, il faut que cet Etat change de mains et de structure. Et ça ne peut pas se faire par grignotage, graduellement, mais au cours d'une épreuve de force. La distinction des deux fonctions, tout ce qu'elle peut justifier, c'est la nécessité de maintenir pendant toute une période historique un appareil d'Etat, mais non pas la nécessité de le maintenir tel qu'il existe, à quelques ravalements de façade près.

● P.V. — Il est important de cerner où est le désaccord dans ce qu'on dit respectivement. Je ne crois pas qu'il porte sur ta première remarque. Je n'ai pas cité dans les trois éléments de contradiction le problème du développement de la lutte de classes, de la réaction de la classe dominante, etc., non pas que je ne le crois pas important. Au contraire, je pense que non seulement il va être déterminant mais qu'il

est même capital de bien analyser de ce point de vue la nature des stratégies qui se mettent en place du côté de la bourgeoisie et le fait que, même si ce sont des stratégies de la bourgeoisie, donc ayant une homogénéité structurelle au niveau de leurs objectifs de classe, elles sont fondamentalement divisées sur la nature de la réponse à apporter au problème que poserait une expérience de gauche.

Je considère ainsi que la base économique sur laquelle se fonde, appelons-la, la stratégie Giscard-Barre, est, contrairement à l'hypothèse d'une autre fraction de la bourgeoisie comme Chirac, qu'au-delà d'un certain seuil d'inflation, les sociétés occidentales se trouvent en situation de crise structurelle. Pour reprendre l'expression de la trilatérale, il y a une crise même du gouvernement dans ces pays et ils me semblent avoir une espèce d'analyse stratégique assez fondée de leur point de vue. On a eu tort de considérer Giscard comme un joyeux farfêlu égaré dans la politique. Il a une stratégie à long terme. Son analyse sur le plan économique l'amène à considérer que tout ce qui avait été la stratégie des gouvernements de la V^e République jusqu'à maintenant, c'est-à-dire jouer sur une neutralisation de la classe ouvrière par l'intermédiaire de l'inflation, de façon à perpétuer l'alliance traditionnelle entre bourgeoisie et petite bourgeoisie, se trouve en crise et qu'une forme de compromis entre la grande bourgeoisie et la classe ouvrière est devenue nécessaire. De ce point de vue, il y a quelque chose de parfaitement cohérent dans la problématique de Giscard qui est de s'apprêter aussi à gérer une victoire de la gauche. La nature de la stratégie de Chirac me semble beaucoup plus une stratégie dans la lignée de Pompidou et même de De Gaulle sur le plan économique et social. La nature des risques qu'elle fera courir à l'expérience de gauche sera différente, c'est-à-dire que cette dernière va se trouver prise en quelque sorte en sandwich entre ces deux formes de stratégie dont la résultante de la première peut être une digestion de l'expérience de gauche, tandis que l'autre peut être une forme de recours, y compris de caractère putschiste, contre elle.

La réalité de notre désaccord résulte plutôt à mon avis d'une représentation différente de l'alternative possible. Ce qui structure ce que tu dis au niveau d'un certain nombre de phrases du type : « *La dynamique des affrontements bouleversera toutes les prévisions au niveau de la gestion économique* », au niveau de l'Etat : « *de la nécessité de sa destruction, de son remplacement d'instrument d'une classe par une autre, etc.* », c'est, fondamentalement, des éléments structurants de l'analyse marxiste et léniniste qui considèrent que le problème du pouvoir trouve sa source et à la limite sa fin dans celui de la division sociale du travail et de l'exploitation. Il serait très

intéressant de relire *L'Etat et la Révolution*, non pas dans sa partie stratégique mais dans sa dernière partie, quand Lénine parle de la transition au communisme. Il dit finalement : « *Lorsqu'auront disparu les formes d'exploitation, liées à l'ignominie de l'esclavage capitaliste, etc.* », à ce moment-là, il n'y aura plus de conflits de pouvoir au sens stricto sensu, il n'y aura, pour reprendre son terme, que des « excès ». C'est ce qui fonde la théorie suivant laquelle le pouvoir de la classe ouvrière sera le prélude à la disparition de tout Etat. C'est aussi la fameuse problématique « *du passage du gouvernement des hommes à l'administration des choses* » et par conséquent l'idée qu'on retrouvera à travers ces « *règles millénaires de la vie en société* » (l'expression est de Lénine) une forme de réadaptation à quelque chose qui est, structurellement, l'organisation normale des hommes entre eux dès lors qu'il n'y a pas de division sociale et de phénomène d'exploitation.

Je crois qu'il y a, à la racine de ce discours, un problème qu'il faut bien appeler philosophique. Il y a un retour de la philosophie nécessaire dans l'analyse politique actuellement parce qu'à force de ne pas penser les problèmes en termes philosophiques, on aboutit à cette situation que la philosophie fait eau de toutes parts à l'intérieur des analyses politiques et de la pire façon qui soit, de façon non maîtrisée, non critique. En particulier, sous la forme de ce que j'appelle une forme de résurgence de l'idéalisme, notamment de la philosophie allemande avec laquelle Marx n'a que partiellement rompu. Il a effectivement renversé le mouvement de l'hégélianisme, l'a « remis sur ses pieds » comme on dit, mais il n'a pas pour autant brisé avec son postulat idéaliste principal, celui du « sens de l'histoire »...

— **Je crois que ce n'est pas exactement le débat que j'ai posé. Le débat que tu poses, c'est : « Est-ce que la thèse marxiste, léniniste, du dépérissement de l'Etat est une thèse utopique, idéaliste ou non ? » C'est une question que je réserve. Ce qui me préoccupe aujourd'hui, ce n'est pas la question du dépérissement de l'Etat mais la conviction que le pouvoir n'est pas partout, qu'il s'ancre très précisément dans la production et dans l'appareil d'Etat et que la transition au socialisme implique d'une part la socialisation des principales forces productives, la planification démocratique de l'économie, c'est-à-dire la maîtrise des producteurs associés sur la production et d'autre part la conquête de l'Etat et la substitution à un Etat bourgeois qui, quelle que soit la multiplicité de ses fonctions, donne un contenu de classe à chacune de celles-ci. J'admets donc qu'il faut un Etat au moins pendant toute la période de transition qui est le terme dans**

lequel je raisonne parce que je ne raisonne pas à deux siècles. Je suis persuadé que cette période de transition est une période très longue. Mais cet Etat de la transition socialiste, cet Etat ouvrier est radicalement différent dans ses fonctions, ses structures, son rapport aux masses, de l'Etat démocratique bourgeois.

● P.V. — Je te fais remarquer qu'à partir du moment où tu parles de destruction de l'Etat comme Etat bourgeois, il y a déjà un point de convergence plus grand. Tu admetts effectivement que pour partie, il y a un certain nombre de fonctions, et pas simplement au niveau de la complexité, mis qui sont au niveau de l'organisation même du pouvoir et d'une collectivité sociale, qui échappent en partie au processus d'exploitation. Ce phénomène est quand même capital parce que dans toute problématique qui se fonde sur la thèse du double pouvoir, il y a, derrière, une autre thèse qui dit que la classe ouvrière, fondamentalement, ou le prolétariat ou l'ensemble des forces qui ont intérêt à une transformation révolutionnaire, ne sont pas porteurs en tant que telles de l'instauration d'un nouveau pouvoir dominateur. Elles ne le sont que temporairement pour vaincre la résistance de la bourgeoisie (c'est l'éternel postulat de base du prolétariat vivant l'inhumanité la plus grande et en même temps porteur de l'humanité la plus grande) et c'est aussi ce qui fonde la thèse de la dictature « démocratique et provisoire » du prolétariat.

— **La dualité de pouvoirs, c'est justement cette conquête du pouvoir politique et de la destruction de l'Etat bourgeois, pas de l'Etat en tant que tel. C'est dans le fondement de toute stratégie révolutionnaire. La dualité de pouvoirs peut prendre des formes très diverses. Elle a pris des formes très particulières dans la Russie tsariste qui ne se répéteront pas, ainsi qu'au cours de la Révolution chinoise...**

● P.V. — Elle a pris des formes très diverses mais avec une résultante globale qui est convergente.

— **C'est vrai, mais c'est un autre problème.**

● P.V. — Là où il y a un point de désaccord théorique entre nous, c'est que tu estimes en quelque sorte que c'est un autre problème. J'estime qu'il y a une espèce de retour du refoulé sur le projet communiste lui-même. Tout le débat au cours des dernières années, soit à l'extrême gauche soit même à gauche, est de savoir si,

au fond, on est d'accord sur le projet final, la société sans classes, les uns l'appelant le communisme, les autres l'autogestion. Pendant très longtemps, on a fait comme si c'était de l'ordre de l'objectif final, à la fois mythe mobilisateur mais en même temps sans grande importance sur le plan stratégique. Il y a eu là une erreur profonde qu'on est en train de payer. C'est pour cette raison que je crois très intéressant de lire la fin des bouquins des révolutionnaires, ces pages qu'en général on ne lit pas car on se dit : c'est leur petit délire, leur sursaut utopique parce qu'ils en ont un peu marre de parler de stratégie et de rapports de forces. Or il est très important de voir la nature de ce « rêve », car c'est lui qui, ensuite, va justifier un certain nombre d'implications stratégiques. Je suis persuadé que Marx n'aurait pas été aussi rapide sur le concept de dictature du prolétariat s'il n'était pas persuadé au fond de lui-même que celle-ci ne pouvait être que très provisoire.

Je termine en répondant à la question que tu posais tout à l'heure quand tu disais que la dynamique des affrontements bouleversera toutes les prévisions de gestion économique. Tu t'appuyais là-dessus pour critiquer le caractère finalement très gestionnaire de ce que je disais sur les contraintes économiques. Il est clair, bien sûr, que selon qu'il y aura une mobilisation intense après une victoire de la gauche, il y aura un degré d'affrontement avec la bourgeoisie de telle nature que ce sera selon les cas Giscard ou Chirac qui aura la direction politique de cet affrontement.

Mais je ne crois pas pour autant que la nature des contraintes économiques dont on parlait tout à l'heure (l'inflation, l'emploi, l'environnement international...) ne changeront pas du tout au tout. Ce qu'on peut dire à titre de prévision, dès maintenant, c'est que la mobilisation de masse n'est pas de nature à régler le problème de l'inflation. Elle est de nature, si la direction de l'expérience de gauche peut imposer un certain nombre de solutions draconiennes à la bourgeoisie, par exemple en termes de resserrement de l'éventail des salaires, de redistribution, à imposer par son rapport de forces quelque chose qui ne pourra pas l'être dans une situation institutionnelle ou parlementaire. Mais en tant que telle, elle ne règle pas la question de la nature des contraintes économiques.

Evolution du procès de travail et luttes de classe

Critique communiste — Robert Linhart, tu dirigeais au sein de l'Union des étudiants communistes (UEC) la tendance althusérienne qui allait fonder l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCml). En mai 68, tu dirigeais l'UJCml et nous nous sommes souvent heurtés. Après la crise de ton organisation, et plus généralement du courant maoïste, tu n'as pas suivi l'itinéraire de bon nombre d'anciens dirigeants maos, aujourd'hui reclassés dans la « Nouvelle philosophie » ou l'establishment intellectuel académique. Au plus fort de la vogue antiléniniste, tu publiais un livre à contre-courant : Lénine, Taylor, les paysans. Tu viens d'éditionner, chez Minuit, un témoignage, l'Etabli, que nous avons tous lu et apprécié à Critique communiste. Quelle appréciation portes-tu, avec le recul, sur ton passé militant ? Comment conçois-tu à présent ton militantisme ?

● R.L. — Le moment fort de l'éclatement des organisations dites « maoïstes », on peut le situer vers 1972. De toute façon, pendant la dizaine d'années de leurs existences, nos organisations successives ont toujours vécu en crise, dès leur naissance au sein de l'UEC.

Indépendamment de toutes les secousses externes et de toutes les pressions contradictoires venues de la société, elles comportaient un élément interne de crise : notre tentative de rompre avec un mode d'action politique uniquement conçu comme accumulation primitive d'un capital de militants. Nous nous sommes emparés de ce qui nous

parvenait de la révolution culturelle chinoise pour y puiser des formes d'organisation plus contradictoires et plus instables que celles que nous avait léguées jusque-là la tradition du mouvement communiste. En tant que marxistes-léninistes, nous pensions innover radicalement du point de vue de la théorie et de la pratique de l'organisation. Nous pensions édifier un type d'organisation beaucoup plus dialectique, capable de se remettre en question, de se détruire, de se déplacer d'une base sociale à une autre, de se recomposer. Nous avons lancé contre les directions de nos propres organisations « marxistes-léninistes », puis « maoïstes », des « mouvements » qui, par leur répétition et leur ampleur, ont à la fois été des facteurs d'essor et de percées surprenantes, et provoqué des crises perpétuelles. La crise finale est intervenue entre 1971 et 1973.

Certes, d'autres organisations sont nées depuis, qui se réclament également du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-Toung. Mais il me semble que la situation d'ensemble dans laquelle elles mènent leur action et le rapport qu'elles peuvent, aujourd'hui entretenir avec la révolution chinoise, sont très différents de ce qui existait lors des vagues précédentes. Je ne parlerai donc que de la génération de militants marxistes-léninistes à laquelle j'ai moi-même participé.

Au moment de cette crise finale, le problème qui s'est posé à nous, pour autant que nous étions des professionnels de la politique révolutionnaire, passant d'une grève à l'organisation d'un « détachement » d'usine, d'un mouvement de soldats à une insurrection dans une prison, de l'organisation d'une manifestation à la rédaction d'articles de journaux, peut se formuler d'une façon simple : un problème de réinsertion dans la société. Tu connais sans doute comme moi les redoutables conséquences du fonctionnement d'individus enfermés dans un monde politiquement clos, où l'on ne connaît que des gens qui ont le même point de vue que soi, et où l'ensemble des informations passe au crible d'une grille parfaitement serrée. L'interprétation collective est presque toujours immédiate et la vision du monde, privée de ses mystères et de ses chatoiements complexes, finit par se réduire à un pauvre ramassis de stéréotypes. On voit se former un comportement schizophrénique, la construction d'une France et d'un monde rêvés qui n'ont plus que des rapports lointains avec la France et le monde réels. Le mécanisme de ce dérapage est facile à démonter : pour quelques centaines de personnes, entre 1965 et 1972. La France n'a été perçue qu'au travers de grèves, de manifestations, d'incidents qui éclataient en différents points de la société ou de l'appareil d'Etat, sans que jamais ces personnes n'aient

d'activité normale, de celles qu'on entretient tous les jours (y compris les jours sans Histoire !) dans une entreprise, un bureau, une collectivité ordinaire. L'échantillonnage de société que l'on connaît directement n'a pas de valeur quant à la représentation de l'ensemble, puisque l'on choisit toujours les endroits où cela bouge. Et comme l'on n'est jamais d'une manière suivie là où cela ne bouge pas d'une façon spectaculaire, tout un pan essentiel de la réalité échappe à la perception, et l'on a de la réalité une vision complètement déformée.

Ce problème s'est toujours posé et il a pris, sur le tard, un caractère particulièrement aigu. Au moment où j'ai travaillé dans la presse de la GP (Gauche prolétarienne). (*J'accuse*, puis *la Cause du Peuple-J'accuse*), deux lignes s'y opposaient avec vivacité. L'une s'efforçait d'établir avec la réalité un rapport qui ne fût pas complètement tronqué — ou truqué : s'il y avait une manifestation qui n'avait rassemblé que 500 personnes, dire qu'il y avait eu 500 personnes ; si une grève se passait mal, expliquer pourquoi elle se passait mal. L'autre ligne, que l'on pourrait qualifier de volontariste ou d'idéaliste, mais où s'engouffraient également les formes les plus douteuses de la volonté de pouvoir et de l'arrivisme de la petite-bourgeoisie intellectuelle, consistait à dire : nous représentons le prolétariat ; si nos camarades de la base demandent de dire qu'il y avait 10 000 personnes, il faut le dire, etc. Ce type de conflit se produisait régulièrement et nous poussait dans un cercle vicieux : les pressions volontaristes nous coupaient de ceux que nous appelions les « démocrates » ou des gens avec qui nous pouvions être en rapport, ce qui réduisait d'autant nos capacités d'appréciation de la réalité.

Je voudrais insister sur un point. Je décris ici ce que j'ai connu directement. Mais, à mon avis, c'est un phénomène très général. Si certaines organisations dites « maoïstes » ont porté à un degré très élevé cette capacité schizophrénique, elle me paraît être le propre de toutes les organisations d'extrême gauche. D'autres camarades ne l'exercent sans doute pas actuellement d'une façon aussi pathologique, mais il est évident à la lecture de leur presse, ou en entendant l'interprétation qu'ils donnent des événements, que l'ensemble de la réalité sociale s'y trouve réduite à une grille très faible, où il n'y a que peu de variations et où l'on peut presque toujours prédire à l'avance ce qui sera dit de telle ou telle chose. C'est ce qui rend d'ailleurs la lecture de la presse d'extrême gauche d'une tristesse absolue. De plus, il arrive souvent que les militants d'extrême gauche s'imaginent coller à la réalité en l'acceptant sous la forme institutionnelle dans laquelle notre société produit l'« actualité » (points mis en avant et construits par la

grande presse et les mécanismes journalistiques, « vie politique », voire même, comme on peut le constater ces jours-ci, « anniversaires » et autres débilites...) : en s'inclinant devant cette super structure artificielle, ils renoncent le plus souvent à explorer des champs de réalité qui n'affleurent pratiquement jamais dans l'actualité (en tant que l'actualité est un système rigoureusement limité de la représentation que la société livre d'elle-même). Il y a là, à la limite, une curieuse conjonction de la « schizophrénie » et du conformisme dont, je crois, on peut très bien faire l'analyse. Ce mécanisme, que nous avons connu de manière pathologique, continue à exister sur un mode que l'on pourrait qualifier de plus routinier, plus normal...

Ces problèmes de perception du monde et de réinsertion dans la société nous étaient en fait posés depuis longtemps, y compris du temps de notre activité de révolutionnaires professionnels. On peut toujours esquiver. Puis vient le moment où l'organisation éclate et où chacun se retrouve à l'eau : qu'il le veuille ou non, il lui faudra bien rentrer en rapport « ordinaire » avec la société. Pas toujours, à vrai dire. C'est une question de mentalité, pas seulement de profession et d'activité sociale. Et certains individus bien placés se sont trouvés une échappatoire au prix (faible pour eux apparemment) d'un spectaculaire retournement de veste. Au fond, les maîtres parleurs et autres bavards de la nouvelle philosophie continuent d'exploiter les bonnes vieilles recettes d'alors : débiter n'importe quelle élucubration à partir de bribes de réalité qu'on réduit à une grille élémentaire et qu'on incorpore à un délire artificiel (artificiel parce qu'ils sont loin d'être fous...) à thèmes uniques. Mais ces gens qui font beaucoup de bruit et remuent beaucoup de vent ne sont qu'une poignée. La grande masse des militants s'est éparpillée dans de nombreuses voies.

A partir de 1972, les stratégies des gens qui avaient participé à notre mouvement sont brusquement redevenues des stratégies individuelles. Chacun a essayé de trouver une issue, et il y a eu beaucoup de démarches différentes. Certains ont manifesté une peur panique de la vie ordinaire, du fait de retrouver un travail stable, d'avoir des obligations professionnelles ; ils se sont trouvés mille et une raisons pour continuer sous une autre forme le style de vie du militant libéré des contraintes sociales communes, mais lié à quelque chose de central, d'ordre culturel ou intellectuel — tout pour échapper à la plongée dans le sort de la majorité des 53 millions de Français.

D'autres ont investi dans divers secteurs les capacités qu'ils avaient pu acquérir lors de leur période militante : animation, publicité, recherche, journalisme, psychanalyse, etc.

HALTE AU
TERRORISME
INTELLECTUEL



CARDON

D'autres ont essayé, de leur côté, de trouver une continuité d'action, malgré le changement brutal de condition. A la fois trouver une profession, un rapport normal avec la société, rétablir un dialogue avec des gens qui pensent et vivent autrement que soi, mais continuer, dans cet univers changé, à se battre pour la même chose ; la naissance de forces politiques liées à la classe ouvrière, la résistance à l'oppression capitaliste et impérialiste, la lutte contre l'exploitation. Certains sont devenus avocats et ont continué à défendre des ouvriers en se spécialisant dans les problèmes du droit du travail. D'autres se sont liés à des syndicats ouvriers. D'autres sont même restés « établis » et se sont pour ainsi dire « naturalisés » ouvriers.

Nous avons traversé une période très dure et je pense qu'elle a été très utile pour que s'opère une profonde décantation. Les arrivistes qui avaient misé, il y a dix ou quinze ans, sur des succès révolutionnaires rapides pour se faire une place au soleil n'ont pas résisté au retour de bâton des années 70. Ils ont multiplié les palinodies, se sont jetés dans les bras de la bourgeoisie. Bon débarras. Les autres, la grande majorité, je suis sûr qu'ils se retrouveront un jour dans la lutte, avec une conviction plus forte et une expérience plus vaste.

Pour ma part, j'ai pris le parti d'être enseignant et économiste, et de consacrer l'ensemble de mon travail d'enquête, de rédaction, de recherche, d'enseignement aux problèmes actuels du travail productif — c'est-à-dire essentiellement tout ce qui concerne le fonctionnement effectif des productions industrielles et agricoles. Comment produit-on aujourd'hui de l'acier, du naphta, des automobiles, des postes de radio, des tricots, du maïs, du chêne-liège, du veau aux hormones, des assiettes, etc., etc.

A la base de ces choix, il y a une idée simple. Il me semble que nous avons une connaissance très superficielle et très lointaine de la classe ouvrière et de la production. Plus de cent ans après *le Capital*, cela reste un monde en grande partie inexploré, à découvrir.

Et souvent, nous en restons aux idées, aux définitions, aux descriptions produites à ce moment-là, au moment de la naissance du marxisme et de sa rencontre avec le mouvement ouvrier. Or le monde a changé depuis l'époque de Marx. Et s'il est vrai comme le dit Marx, que les rapports de production sont le cœur de la société, du système d'exploitation, il me semble qu'il est difficile de se faire aujourd'hui une opinion sur quoique ce soit (l'idéologie, l'Etat, les superstructures, les rapports internationaux, les tendances générales des sociétés...), si l'on ne recherche pas une connaissance relativement concrète (et à

jour) des rapports de production. De la façon réelle dont les hommes produisent des objets.

Principalement, je fais cela avec une méthode que j'ai expérimentée depuis assez longtemps (depuis 1964), celle de l'enquête, sous des formes diverses. Je pense qu'il est indispensable de maintenir et d'approfondir un rapport direct avec le monde réel de la production, et qu'aucune lecture, ou effort de documentation ne peuvent suffire pour en donner une connaissance tant soit peu adéquate. Mes travaux les plus récents sont une enquête sur les transferts de technologie en Algérie en 1974, une participation à la réforme agraire dans le sud du Portugal en 1975 (où j'ai travaillé un certain temps avec les équipes des Centres régionaux de réforme agraire qui aidaient à l'expropriation des « latifundiaires » et à la formation d'unités collectives de production gérées par les travailleurs agricoles), et la mise sur pied, en liaison avec des organisations syndicales françaises, d'enquêtes et de cours sur l'organisation du travail, destinés aux ouvriers (en particulier dans l'automobile, la pétrochimie et l'industrie du ciment). Par ailleurs, j'enseigne à l'Université de Vincennes et, de façon intermittente, pour le personnel de l'INSEE. J'espère que ces quelques indications politiques et professionnelles sur mon fonctionnement actuel répondent à peu près à ta question.

— **En ce qui concerne ces questions du processus productif, des changements très importants sont intervenus ces dix dernières années — changements souvent méconnus, sous-évalués, mal compris. Peux-tu en indiquer ici les grandes lignes ?**

● R.L. — Je voudrais d'abord m'arrêter sur un point que tu soulèves et qui me paraît en effet important : la difficulté de connaître ces changements et, plus généralement, la difficulté de connaître le processus productif. Cela peut sembler tout à fait étrange, mais si l'on suppose quelqu'un qui voudrait donner à un public que cela intéresse (des étudiants par exemple) une documentation sur la façon dont on produit en France, disons les textiles (la taille des productions et des unités de production, le procès de production lui-même, comment le travail est décomposé, l'organisation du travail entre les différentes entreprises et à l'intérieur de chacune, la description des machines et des gestes...) il n'y parviendra pas. J'ai eu moi-même ce problème et je n'ai pu le résoudre que très imparfaitement. Il est pratiquement impossible de trouver des ouvrages simples, descriptifs et (j'insiste sur ce point) globaux sur les grandes branches de la production, sur le

processus complet par lequel on passe d'une matière première à un objet fini.

Evidemment, il existe une énorme littérature de « sociologie du travail », mais justement il y manque toujours cette analyse globale du procès de production (sans doute parce qu'on suppose que cela relève d'autres disciplines : économie, technologie... Mais les économistes ne prennent pas en compte la réalité concrète des procès de production, et les études technologiques sont à la fois trop spécialisées et trop cloisonnées pour donner une vue d'ensemble).

Ce qui se passe, c'est que les chercheurs montent en épingle un certain nombre de postes de travail, ou de situations de travail, très typés, sur lesquels on accumulera descriptions, analyses, raisonnements, au détriment d'une perception et d'une analyse globale de la force de travail qui concourt à une production déterminée. Prenons un exemple dans la sidérurgie. On soulignera les changements intervenus dans le travail. On parlera ainsi du travail du « lamineur ». Jadis, on prenait les barres de métal en fusion à la main, à l'aide de pinces. Puis, cela a été automatisé.

Aujourd'hui, c'est informatisé. Il y a eu trois générations de laminoirs, etc. Bon. Aujourd'hui, un lamineur, c'est un ouvrier qui tient un poste de contrôle, en général en 3 x 8, qui maîtrise une énorme installation, et qui a un travail en grande partie intellectuel — ou du moins qui n'est pas basé sur l'effort physique. En revanche, on insistera à juste titre sur la dépense nerveuse, sur l'usure et le dérèglement qu'entraîne le travail posté, etc. Mais dès qu'on laisse entendre que c'est là l'évolution globale du travail ouvrier, et que les « anciennes » formes de production basées sur la surexploitation de l'effort physique et le contrôle direct des mouvements tendent à s'effacer dans les industries les plus modernes, on décroche par rapport à la réalité du procès de travail, qui reste beaucoup plus complexe et inégal qu'on ne l'imagine souvent. Or on trouvera de nombreuses études par exemple sur le travail posté du lamineur ou sur le travail posté de l'opérateur en pétrochimie, ou sur un certain nombre de travaux ouvriers particulièrement typés. Mais l'encombrement des études sur ces genres de cas a un côté dérisoire quand on ne prend pas la précaution préalable de vérifier de quelle façon la recomposition du procès de production a produit d'autres types d'ouvriers, souvent relégués dans des tâches de manœuvres, d'autres types d'entreprises, satellites des grandes industries, d'autres types de concentration de forces de travail (sites, zones industrielles, zones industrialo-portuaires, chantiers géants, etc.).

On ne peut éluder ce point de vue d'ensemble si l'on veut percevoir les changements réellement intervenus dans le travail ouvrier. Souvent, ce qu'on a enlevé de tâches physiques à l'un, on l'a refilé subrepticement à l'autre, mais dans la semi-obscurité des accords de sous-traitance ou des contrats de régie. Les énormes rouleaux de laminoir ne se démontent pas eux-mêmes, les cuves géantes et les colonnes de distillation ne se nettoient pas par une opération du Saint-Esprit. L'usine presse-bouton sur laquelle on entend discuter à tort et à travers n'est qu'un trompe l'œil, le bout émergé de tout un iceberg. Pour connaître vraiment le processus productif, il faut entrer dans l'ensemble de toutes les entreprises de toutes les personnes, de toutes les collectivités ouvrières qui participent à la production d'un produit ou d'un ensemble de produits. On découvre alors un système de production de plus en plus complexe, avec ses ramifications, la sous-traitance nationale, la sous-traitance internationale, les travaux en régie, le travail temporaire, l'interpénétration des firmes, des capitaux, des unités de production. On découvre qu'il est de plus en plus difficile de suivre à la trace un produit et de délimiter les frontières d'une production déterminée. C'est le premier obstacle, et il est de taille. Avant même de dire : « *Voilà, on va étudier les transformations qui sont intervenues dans la pétrochimie, dans la sidérurgie ou dans la production de l'aluminium* », il faut tenter de délimiter ce que cela représente comme champ d'examen concret, faute de quoi on s'imaginera qu'il suffit de prendre la liste des postes de Sacilor pour savoir comment on produit de l'acier. Ce qui est complètement faux. Il y a des tas d'autres boîtes qui participent à la production de l'acier : AVS (« A votre service »), la SOMAFER, SKF, la SPIE Batignolle, des boîtes grandes, petites, des boîtes spécialisées, des boîtes de manœuvres, des boîtes classées non dans la sidérurgie mais dans la mécanique, le bâtiment, la chaudronnerie, l'électricité, les transports, la location de main d'œuvre, l'ingénierie, etc. Des dizaines et des dizaines d'entreprises.

La première difficulté est donc là. Elle tient au caractère de plus en plus complexe du procès de production. Pour être rigoureux, d'ailleurs, il faudrait tenir compte de l'ensemble des opérations de production, de services, d'ingénierie qui se font à l'étranger. Si l'on veut par exemple examiner un empire pétrolier, il faut évidemment y incorporer un vaste système de transports.

L'actualité vient de montrer un fragment de cette réalité, le transport du pétrole par les flottes de complaisance. Les armateurs de complaisance qui affrètent les cargaisons de grandes compagnies multinationales, emploient des bateaux usés jusqu'à la limite qu'on

peut parfois qualifier de « bidonvilles flottants » et où travaillent, dans des conditions épouvantables, des sous-prolétaires recrutés dans le Tiers-Monde sur des contrats draconiens. Vous avez là des véritables négriers qui sous-traitent le transport de la Shell, comme cela vient d'être mis en évidence par la catastrophe de l'Amoco-Cadiz. C'est aussi vrai pour Exxon, BP, ou pour les flottes de minéraliers, et pour toutes sortes d'autres transports. Comme il y a eu une catastrophe, les journaux en ont un peu parlé dans le cas de la Shell. Quand il n'y a pas de catastrophe, personne n'en parle. Ce qui fait qu'en général, les gens gardent une vue mythologique : la Shell, c'est une grande entreprise, avec une aristocratie ouvrière, etc. Mais les malheureux matelots de Hong-Kong, de Formose ou de Singapour, qui sont trimballés sur d'immenses tombeaux flottants avec des cargaisons de 200 000 ou 500 000 tonnes de pétrole concourent autant à la formation du profit de la Shell, comme les manœuvres immigrés qui entretiennent dans des conditions très dures les installations de raffinage, et bien d'autres encore que l'on n'évoque jamais quand on fait visiter une raffinerie au public ou qu'on décrit les travaux du pétrole dans une brochure. Or tout ce système est extrêmement développé, aussi bien pour le transport, que pour le nettoyage, l'entretien, des fabrications dérivées, etc.

Il y a une deuxième difficulté. C'est que le monde de la production, à supposer même qu'on ait réussi à délimiter à peu près convenablement l'objet de l'étude, ne se pénètre pas très facilement. Ceux qui en ont la connaissance la plus directe sont les gens qui en sont partie prenante. D'une part les capitalistes, d'autre part les ouvriers. Et puis tous ceux qui concourent à la production : ingénieurs de fabrication, cadres, etc. Tous ces gens ont un rapport direct avec la production. Le management de Sacilor sait à peu près comment on produit de l'acier, peut définir sa stratégie, connaît les postes qu'on va réorganiser, les fonctions qu'on va « sortir » de l'entreprise et mettre en sous-traitance, l'évolution de la politique en matière de personnel ou d'approvisionnement, ou du rythme de production ; il sait d'où l'on vient, où l'on va, il confronte avec Usinor, etc. Mais, comme tu le sais, c'est un monde extrêmement clos. Le CNPF, le patronat, les aciéristes, les maîtres des forges ont une solide réputation de discrétion. Par exemple, il y a un contrôle global du patronat de l'acier sur les syndicalistes, par un système de fiches de police, de pool de renseignements, et par une analyse très serrée de l'évolution de la mentalité de la main-d'œuvre. Bien sûr, tout cela se fait à huis-clos.

A l'intérieur du patronat et des hautes sphères du management, l'information circule. Les patrons voyagent, visitent, étudient ce qui se fait aux Etats-Unis, au Japon ou dans les pays scandinaves. Ils se tiennent au courant. Ils entrent dans le détail des difficultés ou des blocages de chez Volvo ou des réussites de chez Toyota. Mais tout cela reste, en tant que système cohérent, à l'intérieur du monde patronal. Parfois, on en voit sortir une application en un point quelconque et on apprendra par hasard que l'innovation est le fruit de ces échanges d'expériences. Par exemple, à la Radiotechnique de Rambouillet (groupe Philips), un patron est revenu du Japon enthousiasmé par une pratique locale : donner des badges aux ouvriers dits « de qualité », ceux qui font un pourcentage d'erreurs inférieur à une limite donnée et qui atteignent certaines cadences. Dans cette entreprise, on fabrique des auto-radios, avec un personnel principalement féminin, aux tâches strictement taylorisées. Les ouvrières ont à planter des fiches dans des circuits imprimés venus de Taïwan ou d'ailleurs et, en principe, le seuil minimum d'erreur est de trois erreurs pour dix mille opérations, ce qui exige un effort visuel extraordinaire. Maintenant, les ouvrières qui ne dépassent pas les trois erreurs ont donc un badge et une petite prime. C'est un moyen de les opposer les unes aux autres. Naturellement, on ne trouvera pas dans le public une étude expliquant que cette entreprise a décidé d'appliquer les méthodes japonaises. Il y a donc un ensemble d'analyses et d'informations qui circulent à l'intérieur du patronat, dont les ouvriers perçoivent les effets au niveau de l'application et dont les gens de l'extérieur ne peuvent prendre connaissance que s'ils entrent en contact avec des gens qui travaillent dans l'entreprise.

Les capitalistes étudient donc les procès de production et échangent des connaissances entre eux, mais cela ne sort guère du milieu, sinon sous la forme d'applications pratiques.

Et puis il y a une autre grande catégorie de gens qui connaissent les procès de production, ce sont les ouvriers. Leur connaissance est naturellement beaucoup plus profonde (si l'on mettait 500 ingénieurs de Philips à la production à la Radiotechnique, cela ne donnerait rien, en tout cas pas des postes de radio !) mais en même temps elle est plus parcellaire. Les ouvrières sont cantonnées à un poste sans savoir ce qui se passe ailleurs. Presque partout, le patronat peut dire à tel ou tel groupe d'ouvriers ou d'ouvrières que leur cas est « à part ». Il leur est très difficile, à eux ouvriers, de recomposer l'ensemble du procès de production et d'ailleurs on n'a guère le temps de s'occuper de cela quand on travaille huit ou dix heures par jour. Il y a là un gigan-

tesque potentiel de connaissance pratiquement inexploré, en friche. Bien sûr, il y a les organisations syndicales. Mais quand les syndicalistes se réunissent, ils ont tant de problèmes à résoudre qu'ils ne trouvent en général pas le temps de s'atteler d'une façon systématique à celui-là. Il faut insister, à ce sujet, sur le fait que le patronat happe de plus en plus, depuis 1968, les syndicalistes dans des mécanismes de négociation, de commissions, de concertation, de formation, etc. qui dévorent la plus grande part de leur temps, de leurs heures de délégation ou de leurs journées de permanents. Cette dissolution du temps des syndicalistes fait qu'ils ont souvent du mal à décrire d'une façon concrète ce qui se passe dans les entreprises, non par mauvaise volonté mais en raison de cette politique délibérée d'absorption vers le haut menée par le patronat, et qui est une forme subtile de politique d'usure. Du côté syndical, il n'y a donc pas non plus de mise en valeur systématique des filières de connaissance du procès de production. L'inégalité de l'implantation syndicale constitue un obstacle supplémentaire à une vue d'ensemble.

Si on admet que les gens qui sont dans le procès de production s'abstiennent, pour une raison ou pour une autre, de communiquer systématiquement à l'extérieur les informations sur la production, ou n'en communiquent que des bribes, d'où peuvent venir ces informations ? Je sais bien que tout cela n'empêche pas les universitaires et ceux qu'on appelle les chercheurs de produire une montagne de textes sur le travail, la production, les industries. Mais on peut facilement constater qu'il y a là un processus cumulatif, qui s'auto-nourrit en fonction de nécessités professionnelles. Chacun écrit d'abord sur ce qu'ont écrit les autres et les livres dévorent et transfèrent essentiellement des livres, non des expériences et des connaissances directes. De sorte qu'il y a une disproportion gigantesque entre le volume d'ouvrages qui s'impriment et la quantité modeste d'informations concrètes qui circulent.

Bref, si l'on veut y comprendre quelque chose, je pense qu'il n'y a pas d'autre issue que d'y aller voir soi-même et de recouper patiemment les connaissances les plus directes possibles. Aller voir les lieux de production, parler aux ouvriers, aux hommes d'affaires, aux ingénieurs, travailler quand on le peut en liaison avec des ouvriers, voire participer directement à la production. Ce travail patient pour cerner le plus concrètement possible la réalité, c'est ce que j'appelle « faire des enquêtes ».

Je voudrais faire une dernière remarque sur l'urgence de cette méthode. Il me semble que nous entrons dans une période où la

dissimulation des réalités de la production par le système de propagande et d'« information » de la bourgeoisie a des caractéristiques plus subtiles que par le passé et, de ce fait, plus efficaces, plus dangereuses. Le patronat est en train de passer, depuis quelques années déjà, à une politique d'« ouverture » et d'« image de marque ».

Il y a une quinzaine d'années, les usines étaient un monde fermé, et il fallait être à l'affût des témoignages. Aujourd'hui, elles feignent de s'ouvrir dans une certaine mesure. Le patronat est progressivement venu à l'idée qu'il est plus intéressant de faire venir des délégations ou des groupes, et de montrer des choses choisies, plutôt que d'imposer un mur de silence.

On voit donc se développer une politique systématique de visites d'usines, de films publicitaires plus ou moins avoués (parfois diffusés sous couvert de journalisme, par exemple à la télévision), d'expositions et de moyens divers d'imagerie qui, par exemple, nourrissent aujourd'hui une campagne comme celle de la « revalorisation du travail manuel » à la Stoleru. C'est une stratégie délibérée qui, loin de mettre un terme à l'absolutisme, ou totalitarisme interne à l'entreprise, ne fait que le perfectionner. L'archipel Citroën, en France, est un univers totalitaire, policier, où la présentation des choses, quand elle est dirigée vers l'extérieur est systématiquement encadrée et orientée par une propagande grossièrement mensongère. Le CNPF a d'ailleurs édité, à l'usage des seuls patrons, une brochure sur les visites d'usine. On y indique comment organiser les visites, comment les composer, comment accueillir les visiteurs et comment produire l'effet voulu, la « bonne image ». C'est très précis, jusqu'au rythme de la promenade et au meilleur type de circuit. Détail amusant : il importe que l'itinéraire pour arriver à l'usine soit parfaitement jalonné. Autrement, apprend-on, les visiteurs risqueraient d'« errer » dans les rues « Maurice-Thorez » ou « Henri-Barbusse » de banlieues inhospitalières, ce qui ne manquerait pas de les indisposer...

On va donc peut-être vers des méthodes plus astucieuses d'obscurcissement du procès de travail, qui permettront aux patrons de « montrer » l'intérieur des usines. Pas toutes. Aujourd'hui, par exemple, on ne peut visiter Renault-Billancourt mais on peut visiter Renault-Flins. Il est vrai qu'on visite au pas de course et qu'il est impossible de se rendre compte de la cadence d'une chaîne quand on traverse un atelier en deux minutes. En outre, on ne fait pas visiter les ateliers de grandes presses, les fonderies, les salles de peinture... Mais surtout, pour nombre de productions, montrer la grande entreprise

centrale, c'est donner un aperçu tronqué de l'enchevêtrement des travaux qui mènent au produit final. On fera visiter une salle de contrôle de raffinerie mais jamais on n'emmènera les visiteurs faire la tournée des petites boîtes de sous-traitance, de régie, de négriers qui, parfois, fournissent des milliers de personnes à l'entreprise. Tout récemment un accident grave est intervenu à l'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix : les quatre victimes étaient des immigrés, travailleurs intérimaires. On a là un des moyens par lesquels le taux d'accident des grandes industries est artificiellement minoré dans les statistiques : les gens qui travaillent manuellement dans la structure sont de moins en moins employés directement par l'entreprise, mais par des sous-traitants ; les accidents qui les touchent apparaîtront éparpillés dans diverses entreprises de transports, de bâtiment, de chaudronnerie, de métallurgie.

Il est très important d'avoir tout cela en tête pour comprendre que personne ne peut assurer tout de go aujourd'hui ; « *voilà je vais vous expliquer le procès de travail et de production dans la sidérurgie, l'automobile, le textile...* » C'est très difficile. On est obligé de tâtonner. Souvent de faire des détours par l'étranger.

Je ne dis pas cela pour éluder ta question, mais pour essayer de montrer les limites et les lacunes que comporte toute réponse. Ces réserves faites, il me semble qu'on assiste dans l'ensemble, avec beaucoup d'inégalités et de formes complexes, à une tendance qui a pris naissance d'abord dans les industries de processus...

— C'est-à-dire ?

● R.L. — Au XVIII^e ou au XIX^e siècle, quand on produisait un objet à l'échelle industrielle, il fallait que l'homme s'empare de la matière première, la travaille directement et produise un objet qui passait d'une façon discontinue par les différentes étapes de la division du travail. Avec le développement de la chimie, de la carbo-chimie, de la pétrochimie ou de la sidérurgie, on se trouve face à des unités de production qui ne correspondent plus à ce schéma, issu de l'artisanat et de la concentration d'anciens métiers. Ces unités de production d'un type nouveau sont l'agrandissement à l'échelle réelle de filières qu'on a réalisées en laboratoire. Qu'est-ce qu'une unité chimique ? C'est la reproduction, à échelle industrielle, de cornues, d'éprouvettes, de mélanges : la réaction est la même, mais on passe de quelques grammes à des milliers de tonnes. Lorsque les expérimentations chimiques en laboratoire se sont avérées concluantes, on passe à la construction et à l'édification des installations industrielles.

Qu'est-ce que cela va donner comme travail ouvrier ? Deux types de travail. D'abord un travail de contrôle et de surveillance, par lequel on provoquera et on suivra, à l'échelle industrielle, les mêmes processus que ceux que l'on a expérimentés en laboratoire. Ensuite un travail d'entretien de l'ensemble industriel lui-même, fait de tours, de cuves, de pipe-lines, de vannes, de réseaux électriques, d'infrastructures de métal, etc. On l'oublie parfois, mais il est évident que la main humaine n'est jamais absente d'une installation automatisée. Les deux types de travail sont aussi indispensables l'un que l'autre.

La politique ouvrière du patronat est très différenciée pour ces deux types de travail. Il y a une tendance de plus en plus grande à « sortir » de l'entreprise tout ce qui n'est pas activité de contrôle : toujours le nettoyage, presque toujours les transports, souvent l'entretien et les expéditions. On a même assisté à certaines tentatives patronales pour tout « sortir », c'est-à-dire pour mettre des intérimaires en fabrication. Mais là, il y a eu une résistance syndicale extrêmement dure, et les tentatives ont tourné court.

Les patrons prétendent que la division de ces deux types d'emplois (emploi direct par l'entreprise pour la « fabrication », c'est-à-dire le contrôle ; sous-traitance ou régie pour le reste) ont leur origine dans les contraintes technologiques. C'est faux. On peut planifier les travaux d'entretien et amortir les irrégularités avec un emploi stable.

Du point de vue de la stratégie de lutte de classe, cela offrirait évidemment beaucoup moins d'avantages au patronat. Mais rien n'empêche de concevoir des « pools » d'entretien, de nettoyage, de transport et de manutention fonctionnant de façon souple mais composés d'un personnel permanent de l'entreprise, sur le même plan que le reste du personnel. D'ailleurs, dans d'autres systèmes sociaux de production, l'ensemble de ces tâches incombe au personnel normal de la raffinerie. C'est l'un des problèmes du transfert de technologie entre l'Italie et la Pologne, par exemple : quand l'Italie vend une raffinerie clefs en main à la Pologne, il sera difficile de faire une transposition d'effectifs et de productivité puisque le personnel polonais de la raffinerie effectue directement toutes les tâches sous-traitées par le patronat italien.

Dans nos pays, la politique capitaliste vis-à-vis de ces deux types d'effectifs ouvriers est bien différente, et le patronat s'efforce de consolider cette différenciation en jouant sur les divisions au sein de la classe ouvrière. Vis-à-vis de la classe ouvrière centrale (le personnel permanent de l'aciérie Sacilor ou de la raffinerie Shell) la stratégie capitaliste vise principalement une certaine forme d'intégration. Cela

ne veut pas dire que le patronat ne se heurte pas à la classe ouvrière et aux syndicats. Les ouvriers de fabrication mènent des luttes parfois dures. Mais il y a quand même une politique patronale qui vise à associer dans une certaine mesure le collectif ouvrier stable aux responsabilités de l'entreprise. De ce point de vue il y a un énorme effort idéologique qui n'est pas sans résultats. Dans les raffineries, on entend souvent parler du « métier de raffineur », dans un sens étroit. « *Nous, nous sommes des raffineurs* », entend-on (sous-entendu : du PDG à l'ouvrier en salle de contrôle), « *nous ne sommes ni des transporteurs, ni des balayeurs ; il est normal qu'on sous-traite tout cela* ». De même, on dira dans une cimenterie : « *nous, nous sommes des cimentiers* », dans la sidérurgie : « *nous, nous sommes des aciéristes...* », etc. Il n'est pas rare que ces expressions utilisées par les directions patronales pour justifier tous les démantèlements, soient reprises et intériorisées par des ouvriers.

Le problème, c'est qu'on ne sait plus très bien, dans ces industries de processus, ce que « produire » veut dire. Prenons un exemple. On a une unité d'une capacité de 100 000 tonnes d'éthylène. Pour une raison ou pour une autre (manque de marché) cette unité ne produit que 50 000 tonnes d'éthylène. Un beau jour, on dit : « *il faut passer à 100 000 tonnes* ». Les gars tournent un certain nombre de manettes et, d'une heure à l'autre, la production passe à 100 000 tonnes. Evidemment dans l'automobile, ce ne serait pas possible. Le fait ici, qu'il puisse ne plus y avoir de rapport direct entre les gestes et le volume de la production crée un rapport particulier à la production, différent de celui qui existe dans les industries classiques. Bien sûr, il y a les tâches d'entretien, qui sont plus proportionnées aux dimensions. Mais justement, le fait de « sortir » ces activités de l'entreprise creuse encore plus la distance entre le volume de production et les occupations de la force de travail. Nombre de travaux compliqués et fatigants physiquement sont sous-traités. Si l'on veut saisir le rapport, qui reste toujours étroit, entre la force de travail et le volume de la production, il faut donc prendre en compte l'ensemble.

J'ai parlé, en ce qui concerne la classe ouvrière « centrale » de ces industries, d'intégration. Il ne faut pas s'imaginer qu'elle se fasse facilement. Les gens continuent à défendre leurs intérêts, qui ne sont pas ceux du patron. L'un des problèmes majeurs dans le travail de contrôle, par exemple, c'est qu'il se fait en postes, ce qu'on appelle les 3 x 8. Les ouvriers travaillent selon trois horaires différents, constamment modifiés, et on sait que cela a de terribles conséquences nerveuses et physiologiques, l'organisme étant incapable de s'adapter

aux changements incessants d'horaires de sommeil et de repas (l'ulcère d'estomac est la maladie des « postés »). Il y a là un ferment de mécontentement et, tout récemment, il y a eu d'importants mouvements de grève dans les industries de processus contre le travail posté. C'est l'une des raisons pour lesquelles on mène ici ou là des études pour voir comment on pourrait mettre un terme au travail posté d'ici une vingtaine ou une trentaine d'années.

Pour le moment, le patronat prétend que le travail en continu 24 h sur 24 est, dans ces industries, une nécessité technologique. Il y a donc des conflits, de nombreux points d'affrontements (sur les salaires, les coefficients, les carrières, les éléments de qualification, la sécurité, etc.), et l'on ne peut définir cette classe ouvrière « centrale » comme une aristocratie ouvrière complètement intégrée, malgré certaines caractéristiques de son idéologie (« le métier de raffineur », « le métier de sidérurgiste »...). Mais il y a un point sur lequel elle présente certains aspects d'« aristocratie ouvrière » : elle prend très peu en charge les intérêts des autres couches de la classe ouvrière incorporées au même processus de production, toute la poussière des petites boîtes de sous-traitance, de régie et d'intérim. Or c'est là que l'on trouve les fractions les plus défavorisées et les plus exploitées de la classe ouvrière — immigrés, femmes, étudiants contraints de travailler. C'est là que l'on trouve les travaux les plus dangereux et la répression la plus forte. Souvent, il n'y a aucune possibilité de se syndiquer et les conditions de travail paraissent sortir tout droit du XIX^e siècle. La seule force qui pourrait prendre en charge actuellement d'une façon efficace la défense des intérêts de ces couches, c'est la classe ouvrière centrale qui, elle, a les moyens d'arrêter la production et d'imposer de nouvelles règles. Or, dans l'ensemble, on constate que la classe ouvrière centrale ne prend que faiblement en compte ces catégories « périphériques ». Le plus souvent, les ouvriers « centraux » ne savent même pas ce qui se passe dans le monde de la sous-traitance, sur leur site. Pour eux, il s'agit d'un autre type de travail, fait par un autre type d'ouvriers (souvent des immigrés) ; il est difficile d'en tenir le compte exact, de savoir qui les emploie. On fait un grand nettoyage ou une importante opération d'entretien ? 400 types déboulent, dont 350 intérimaires. Ils restent là un mois puis disparaissent. Que deviennent-ils ensuite ? nul ne le sait...

Ce qui est très inquiétant, c'est que cette politique, systématique dans les industries de processus, tend à s'étendre dans toutes les branches de la production industrielle. Cette gestion différenciée de la

classe ouvrière présente de tels avantages pour le patronat qu'on la voit maintenant se développer dans des industries où on ne peut même plus la justifier par des arguments technologiques. Dans le textile, dans l'automobile, etc., on fait la même chose. L'exemple japonais montre la voie : en évidence, la classe ouvrière centrale incorporée à un système paternaliste intense ; autour, une toile d'araignée de sous-traitants, d'immigrés coréens ou autres, qui participent à la production mais n'existent pas socialement. C'est d'ailleurs l'exceptionnel développement de ce système au Japon qui explique en grande partie les chiffres records de productivité qui fascinent tant les patrons occidentaux : Toyota paraît employer deux fois moins de gens que Renault pour le même nombre de bagnoles. Mais en fait, si on compte tout le monde et qu'on englobe le système de sous-traitance, les chiffres de productivité sont beaucoup plus comparables. Il faut se méfier de certaines visions mirifiques du Japon qui reposent sur ce genre de trompe l'œil.

L'expérience des industries de processus, les exemples étrangers comme le Japon, le durcissement de la politique gouvernementale à l'égard des immigrés et des vacataires, sont autant d'éléments qui encouragent le patronat à s'engager dans une politique de division structurelle entre une classe ouvrière relativement stable, avec laquelle on essaye de s'arranger (création des « carrières », négociations avec les syndicats) et toute une population pour laquelle l'argument essentiel reste le licenciement, la matraque, l'expulsion quand il s'agit d'immigrés. Les exemples de cette politique abondent. Dans le textile, la sous-traitance connaît un énorme développement, avec ses cas les plus extrêmes : de tout petits ateliers clandestins (vingt Yougoslaves ou Turcs sans papiers, travaillant douze heures par jour dans une cave...) qui prennent en sous-traitance les travaux de boîtes importantes. Mais même dans le grand secteur public (Houillères, EDF, PTT) il y a une politique en ce sens. Tout récemment, un grave accident est survenu en plein Paris, avenue de Latour-Maubourg. Un groupe d'ouvriers travaillait à installer des fils téléphoniques enterrés et on n'avait pas fait de soutènement. Un bloc de béton est tombé : deux morts (des ouvriers portugais). Ces ouvriers installaient le téléphone : ils travaillaient donc pour les PTT. Mais immédiatement les PTT ont dit : « *Ce n'est pas nous, il s'agit d'une entreprise sous-traitante* ». Imaginons même que l'on mette en prison le PDG de l'entreprise en question (ce qui ne s'est pas fait) : les PTT s'en foutent. Il est évident pourtant que le travail des PTT implique l'installation des fils. De même, dans les Houillères, on sous-traite l'abattement. Il

n'y a pas longtemps, un ouvrier turc est mort sur le front de taille, écrasé par un bloc de charbon : il était employé par une entreprise sous-traitante, il n'était pas considéré comme un mineur. Pourtant, qu'est-ce qui peut être plus considéré comme un travail de mineur que l'abatage du charbon sur le front de taille ?

C'est comme cela que le patronat arrive à casser des avantages que des pans entiers de la classe ouvrière avaient conquis. Renault, même chose. On commence à sous-traiter la sellerie. Que font les femmes employées dans les ateliers de sellerie ? Elles font des travaux de couture. Pourquoi ne pas les faire faire par des petites boîtes de couture de la région ? C'est ce qui se passe à Sandouville. Résultat immédiat : les filles qui vont faire les housses de voitures perdent les avantages de chez Renault et pourront être payées au SMIC. Cela peut aller très loin. On peut sous-traiter beaucoup de choses, démanteler complètement des usines et des ateliers. En Italie, cela paraît être systématique.

On voit donc la politique de gestion différenciée de deux fractions principales de la classe ouvrière se développer bien au-delà du type de production qui paraissait s'y prêter le plus pour des raisons technologiques. Si l'on veut être complet, il faut tenir compte du fait que, dans la logique patronale, cela ne se passe pas seulement à l'intérieur des frontières. De même que l'on peut installer des machines à coudre à domicile, de même on peut faire des tee-shirts à Hong-Kong. Quand une direction patronale a tous les éléments en main, elle choisit le système le plus avantageux à une échelle qui peut être mondiale. C'est là un système en cascade fait d'interprétation, d'échanges, d'accords de sous-traitance, et par lequel une partie de la production se fait à l'étranger.

Bref, à la production d'un produit français concourent souvent les ouvriers de la grande entreprise centrale, l'ensemble des ouvriers périphériques en France même, beaucoup plus mal connus, et tout un ensemble d'industries disséminées dans le Tiers Monde, fonctionnant avec des conditions de travail bien plus épouvantables encore. Cela existe au Maroc, en Tunisie, à Singapour, etc. Cela a toutes les chances de se développer dans d'autres pays du Tiers Monde dont les gouvernements veulent attirer les industries de montage ou de confection consommatrices de main-d'œuvre à bon marché. Ainsi l'Egypte a le projet de faire de la zone du canal de Suez une zone franche à cette fin.

Quand on veut avoir une idée de l'ensemble de la force de travail qui concourt réellement à la production de la plus-value pour une

production déterminée, il faut tenir compte de tout cela. C'est tout ce tissu de rapports qui définit les formes actuelles de l'organisation de la production capitaliste.

Deux remarques

La première sur les termes « classe ouvrière centrale » et « classe ouvrière périphérique ». Je les emploie par commodité, même si dans bien des cas, la classe ouvrière « périphérique » est la majorité. En réalité, il y a une assez grande diversité de situations concrètes. Le noyau stable est loin d'avoir partout le même statut. Quant à la sous-traitance, elle est fondée sur la concurrence capitaliste entre toutes les petites boîtes qui se présenteront pour travailler pour une grande firme. Plus la situation est difficile pour les PME (petites et moyennes entreprises), plus la grande entreprise va faire pression sur les marchés. Qu'est-ce qui va se passer dans la PME ? Cela peut être une entreprise de « négriers », spécialisée dans les immigrés sans papiers et les trafics de main-d'œuvre. Situation tragique de répression pure et simple, parfois organisée en rapport avec le système d'embauche de la grande entreprise. En 1971, quand un noir se présentait à l'embauche chez Berliet, on lui disait : « Pour toi, l'embauche ce n'est pas ici, mais il y a de la place chez Machin, 52 impasse Truc ». Il aboutissait chez un négrier et, de fait, se retrouvait travaillant chez Berliet le lendemain. Mais à un salaire inférieur, sans aucun droit, etc.

Il y a une deuxième possibilité : une variante du paternalisme adaptée aux PME de travail qualifié. Le patron convoque ses trente OP et leur dit : « Voilà les gars, Renault accepte de nous sous-traiter tel travail, comme il n'y a pas d'autre marché, nous devons le prendre même s'il faut travailler dix heures par jour payées huit. Si on ne le fait pas, on coule ». Il n'est pas rare de voir des ouvriers accepter une telle situation en période de crise et même, faire de la représentation dans les grosses boîtes pour trouver des marchés. Cette deuxième possibilité aboutit au même résultat : obtenir la force de travail à bas prix.

Donc un système complexe d'exploitation, mais qui recoupe pour l'essentiel le rapport entre les PME et les grandes entreprises. Là-dessus, le gouvernement a déjà annoncé qu'il avait l'intention de faire un gros effort, et qu'il le met en bonne place dans sa politique industrielle. Ce système des rapports grandes entreprises PME est sans doute appelé à un grand développement parce qu'il permet de gérer de façon fine le fractionnement de la classe ouvrière par des mécanismes soi-disant économiques. Personne ne croira que Renault est menacé de faillite par une augmentation de salaires. En revanche, les gars de

la petite boîte sont mis en demeure de s'incliner ou d'être mis en faillite. Comment une PME de 150 personnes qui sous-traite pour Dassault pourrait-elle faire plier Dassault ? C'est impossible. Sauf si, à Dassault même, les ouvriers prennent en charge les problèmes des sous-traitants. Pour le moment il n'en est absolument pas question.

C'est toute la structure des syndicats et des organisations ouvrières qu'il faudrait revoir pour recomposer des unités là où le patronat gère la division. Il faudrait des syndicats de site, des organisations inter-boîtes, etc. Pour le moment, je le répète il n'en est pas question.

La deuxième remarque, c'est que l'on reste trop souvent prisonnier de l'image de l'usine comme unité de production de base. Or, actuellement à mon avis, l'usine est en train de disparaître comme unité significative dans tout un ensemble de productions. Elle a déjà disparu en grande partie dans les industries de processus, où l'on parle de site. Pour la pétrochimie, pour les productions en continu, l'unité c'est le site. Cela se présente comme une interconnexion de nombreux procès de production, de nombreuses entreprises. L'une des perspectives pour le secteur automobile c'est la sous-traitance d'une partie de la production à l'étranger, en particulier, dans les pays de l'Est. Par exemple la Yougoslavie se spécialise dans la production de moteurs Peugeot. Un combinat sera créé qui produira disons 50 000 moteurs dont elle a besoin pour ses voitures, et elle vendra les 150 000 autres, par un accord à long terme, à la maison-mère qui pourra progressivement réduire sa production de moteurs.

Cela crée des rapports de dépendance pour le pays qui accepte cet accord (puisqu'il lui faudra absolument écouler la partie disproportionnée de sa production) et cela présente l'avantage d'une source d'approvisionnement sûre pour la firme mère. De façon générale, plus on sous-traite, plus on détruit l'usine comme unité de concentration nette d'ouvriers aux mains d'un capitaliste précis, dans un lieu de production déterminé.

Ce qui est surprenant, c'est que cette évolution, pourtant visible, fasse l'objet de si peu d'enquêtes et d'analyses. Sans doute entre-t-il dans l'ignorance générale là-dessus une part de blocage idéologique. On reconnaît difficilement en France qu'il existe des sous-catégories de la population fonctionnant comme prolétariat subalterne, on a du mal à voir le rapport entre les discriminations d'âge, de sexe, de nationalité, et la structure même du procès de travail. Pourtant, c'est la réalité. Il y a un double marché du travail, où certains ont des capacités de négociation et d'autres pas, où certains ont des droits et

d'autres pas. En dernière analyse, c'est l'Etat qui garantit l'organisation de tout cela, et même les rapports internationaux par le biais de l'immigration. Le système global produit en permanence des travailleurs subordonnés pour occuper des places subordonnées dans le procès de production.

Le seul pays capitaliste, à ma connaissance, où l'on étudie cela d'une façon un peu systématique, c'est l'Angleterre. Des sociologues et des économistes, principalement de Bristol, ont fait des enquêtes (en liaison avec les syndicats ou indépendamment d'eux) sur la pétrochimie, l'automobile, le ciment, ont fait des études sur les divisions et les modes de ségrégation de la classe ouvrière en Angleterre, et sur la façon dont ces divisions s'inscrivent dans les procès de travail. On peut citer Andrew Friedman, Theo Nichols, Huw Beynon, Peter Armstrong. Ce sont des marxistes, mais qui disent qu'à s'en tenir au texte du *Capital* et aux interprétations schématiques qui en ont été données par la suite, on ne trouve pas le moyen de rendre compte de tout cela. Si on n'essaye pas de créer des outils marxistes nouveaux pour en rendre compte, on en reste à une appréciation beaucoup trop globale de la réalité, et on est incapable de rendre compte de ce qu'ils appellent les micro-réalités de la classe ouvrière. Ils critiquent par exemple Braverman, qui voit le taylorisme comme seul mode de contrôle et d'organisation du travail ouvrier ; ils essayent de définir un jeu plus complexe entre deux stratégies qu'ils nomment « autonomie responsable » et « contrôle direct ».

— Quelles sont les incidences politiques probables de cette évolution du procès de travail

● R.L. — C'est le grand problème. Mais on ne peut le traiter en considérant seulement ces deux termes. Il n'y a pas un rapport immédiat entre les transformations du procès de travail et le système politique. Si l'on veut passer au système politique, il faut tenir compte de tout un ensemble de contradictions, à l'intérieur de la société et à l'échelle internationale (en particulier le fonctionnement du système impérialiste dans ses rapports avec le Tiers Monde).

Pour la France, il faut tenir compte de toute l'évolution de la société : les mécanismes étatiques, l'administration, les contradictions régionales, les formes de domination culturelle. C'est une erreur courante de vouloir inférer directement d'une évolution du procès de production à tel ou tel type de représentation politique. Cela appauvrit considérablement l'analyse.

Ce qui est vrai, c'est que les tendances du procès de travail que je viens d'indiquer s'inscrivent bien dans l'évolution de la gestion étatique que l'on constate depuis une dizaine d'années, disons le tournant 1967-1969, la crise sociale du régime gaulliste et le départ du général. On a assisté à cette époque et dans les années suivantes à l'échec relatif d'un mode très centralisé et autoritaire de directions de l'État, qui avait fait ses preuves pour résoudre certains problèmes mais qui ne permettait plus de maîtriser certains aspects complexes de l'évolution de la société.

Au système strictement gaulliste a succédé la mise en place d'un quadrillage plus fin, utilisant des relais administratifs, idéologiques, culturels et d'un gouvernement par divisions, par lobbies, beaucoup plus souple, fondé sur la gestion des crises sectorielles au profit d'un équilibre global de l'ensemble favorable aux intérêts de la bourgeoisie. 1968 a été le moment fort de ce tournant.

1968 ? Il y a eu deux phénomènes bien distincts. Un profond mouvement de mécontentement et de révolte contre la montée du chômage, la stagnation des salaires, l'oppression dans les usines, qui a débouché sur l'immense grève ouvrière. Et un happening petit-bourgeois qui tient la vedette depuis cette époque pour les idéologues et les grands médias, et qui va être l'occasion d'anniversaires grotesques cette année. Mais l'explosion étudiante et intellectuelle a été quelque chose de secondaire qui a efficacement fonctionné comme une espèce de clignotant de la part de larges fractions de la petite bourgeoisie, disant « nous ne voulons plus vivre comme cela », et jetant dans une apparence d'extrême désordre, les jalons de changements qui sont effectivement intervenus par la suite et ont modifié (et approfondi) plusieurs aspects de la domination de la bourgeoisie.

Dans l'ensemble, la classe ouvrière a obtenu très peu de choses de son mouvement. Par contre, pour la petite bourgeoisie, cela s'est beaucoup mieux passé. Beaucoup de choses ont changé dans les mœurs, l'éducation, la politique familiale, la vie sexuelle la possibilité pour diverses sortes de sociologues et de psychologues d'aller exercer leurs talents dans différentes sphères ministérielles. On a assisté à un vaste développement du quadrillage social par la médicalisation, le « travail social », l'urbanisme, la formation permanente, la recherche, etc. qui a à la fois renforcé le contrôle d'ensemble du système sur la classe ouvrière et la population productive, multiplié les signaux d'alerte et les zones d'intervention d'une « prophylaxie sociale », et

offert des débouchés professionnels et sociaux à toute une masse d'intellectuels des « sciences humaines » dont le mécontentement avait fait tant de bruit en Mai 68.

On a assisté à une extension massive du capitalisme, du mode de production capitaliste, dans les structures de l'université et de la recherche, ainsi que de la production culturelle, qui avaient jusque-là conservé certaines caractéristiques archaïques.

Si l'on veut condenser l'appréciation, on peut qualifier Mai 68 comme une secousse de la société qui a démontré que le système étatique exagérément rigide du gaullisme ne correspondait plus aux nécessités. Ce système a été simultanément mis en question par la classe ouvrière et par la petite bourgeoisie, et même par la grande bourgeoisie qui a commencé à ne plus tellement y croire. La première conséquence politique en a été tirée dès l'année suivante. De Gaulle sentait qu'il fallait mettre en place des médiations entre un régime trop rigide et la diversité de la population. Il a pensé y parvenir par sa politique régionale. Mais d'autres appétits se mettaient en place dans le sens d'une technocratie moderne plus complexe, le référendum a été un échec et De Gaulle est parti. 1958-1969 : une période de onze ans, bien délimitée, s'achevait en fait. En un sens, on commençait à revenir à certains aspects de ce qui existait avant 1958, en incorporant certains acquis de la période gaulliste et certains enseignements de la crise.

Qu'est-ce qui avait, du point de vue des institutions politiques, fait faillite en 1958 ? Un régime gouvernemental très souple, constamment déplacé et rééquilibré par le mécanisme de la proportionnelle, des crises gouvernementales fréquentes qui permettaient à n'importe quel groupe de pression de se faire représenter et de modifier le rapport des forces politiques. Les bouilleurs de cru pouvaient faire tomber un gouvernement. A l'intérieur de la bourgeoisie, cela constituait un régime assez démocratique. Les différentes fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie avaient leur chance d'imposer telle ou telle mesure. Mais aussi de bloquer telle ou telle réforme urgente.

Ce système de la IV^e République présentait des avantages sauf en cas de crise grave. Or la France traversait au moins trois grandes crises : la crise coloniale, la crise de la concurrence européenne (le traité du Marché commun avait été signé en 1957 et on s'effrayait de la concurrence allemande) et une crise de vieillissement économique, un peu comme dans l'Angleterre actuelle. La France perdait certaines des caractéristiques des pays industriels : il y avait une trop grande part de matières premières et de produits agricoles dans ses

exportations, elle manquait de grands complexes industriels, etc. Au moment le plus chaud de cette crise, la bourgeoisie dans ses différentes fractions a pris peur et a cherché l'homme providentiel. De fait, le régime gaulliste, à partir de 1958, a réglé pour l'essentiel ces trois grands problèmes. Il a tiré la France du guépier colonial et jeté les bases d'une nouvelle forme d'impérialisme français ; il a préparé certaines des conditions de la concurrence européenne ; il a mis en place (sous l'égide de Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances) un projet d'industrialisation. En 1967 paraît « L'impératif industriel » de Stoléru et c'est l'année de pointe des concentrations, des fusions, mais aussi des faillites et du chômage. Donc une dizaine d'années de politique dure pour régler les grands problèmes, y compris en marchant sur les pieds de tas de gens. Cette politique dure a atteint ses objectifs en accumulant les mécontentements. Evidemment, elle ne permettait pas le pilotage à vue en fonction des intérêts des différentes couches. Elle a fini par sauter.

On tend maintenant à revenir à un système plus souple (gouvernement prétendu « au centre » avec des possibilités de renversements d'alliance parlementaires) mais appuyé sur un immense système de quadrillage social principalement mis en place dans les dix dernières années. Un certain nombre de caractéristiques de la IV^e République, avec un exécutif beaucoup plus fort, hérité de la V^e et le quadrillage social développé depuis 1968, qui s'est mis en place avec le concours d'une bonne partie de la génération intellectuelle « contestatrice » (qu'on aille voir dans les ministères, l'appareil culturel, les bureaux d'études, les différents systèmes d'encadrement social). Le projet Chaban-Delmas annonçait la couleur peu après 68, et on en entendra parler à nouveau. Et je pense qu'en effet tout cela se combine assez bien avec les tendances du procès de travail et de production que j'ai indiquées : une politique de division, une gestion très différenciée des forces de travail ouvrières.

— **A ton avis les rejetons de 1968, les militants d'extrême gauche aujourd'hui, qu'est-ce qu'ils ont de mieux à faire ?**

● R.L. — Je ne me perçois pas comme un rejeton de 1968. J'ai fait mon choix quelques années plus tôt, dans les fermes autogérées algériennes, puis dans la classe ouvrière française et immigrée, et mon adhésion au marxisme, j'en trouve la confirmation dans tout ce que j'ai vu et vécu depuis quinze ans, et non dans un moment supposé d'embrassement.

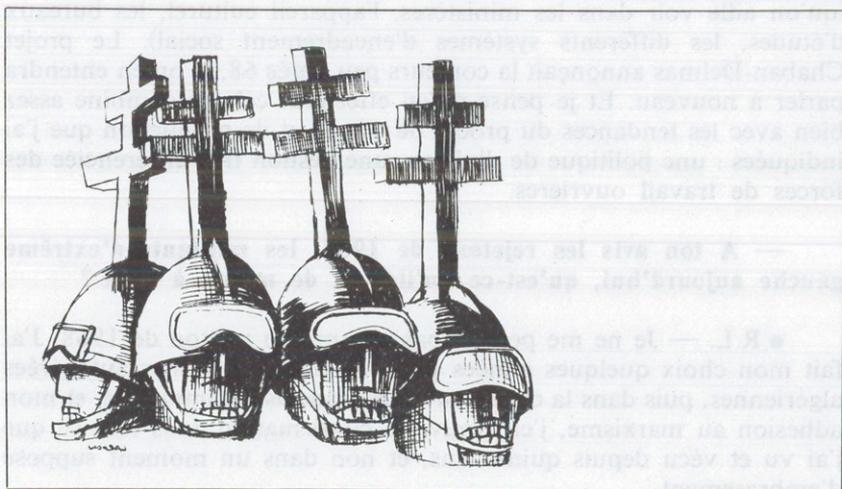
Cela dit, je ne prétends détenir aucune vérité d'ensemble et ne me sens pas en position de donner des conseils. Ce que je constate simplement, c'est qu'il manque cruellement aux forces qui se veulent révolutionnaires ou d'extrême gauche une connaissance concrète de notre société, appuyée sur des enquêtes et des liaisons avec ce qui est son cœur — le système productif. Il me semble vraiment que de ce côté il y a un manque tragique.

Dès qu'un problème politique surgit (rupture de l'Union de la gauche le 22 septembre 1977, échec électoral, etc.) on brûle gaiement l'étape des analyses de fond et des investigations pour atterrir sur quelques positions tranchées, connues, dans lesquelles on verra revenir cent fois les mêmes détails, les mêmes schémas, les mêmes événements montée en épingle. Pourtant le PC et le PS, le système syndical, ce ne sont pas des choses faciles à connaître en profondeur, dans leurs évolutions et leurs fonctions dans notre société d'aujourd'hui. Et combien de forces sociales et de zones du système sont purement et simplement ignorées !

Il est extraordinaire de voir la capacité des gens à tout expliquer à chaque instant, alors que souvent ils vivent sur des mythes et ne connaissent, pour l'essentiel, de la réalité politique et sociale, que l'image que leur en livre l'actualité institutionnelle.

Après, on s'étonne d'avoir des surprises...

Si je pouvais formuler un souhait, j'aimerais bien que les marxistes français partent à la découverte de la société française...



La bande à Baader, suicidés de la révolution...

Il faut avoir l'obstination de ressasser, parfois, de ne pas passer tout de suite à l'ordre du jour, même quand on est journaliste. Je veux dire que, aussi bien en tant que révolutionnaires vivant dans une certaine histoire et partageant une certaine subjectivité que du point de vue de la politique « scientifique », nous n'en avons pas fini avec les récents événements allemands, ceux qui ont culminé avec le massacre de Stammheim.

Il ne s'agit pas de donner libre cours à l'auto-interpellation-flagellation ou à la mode du doute plus sceptique que cartésien qui sont tant de saison parmi l'intelligentsia gauchiste. Nous, journalistes de *Rouge*, ne sommes guère suspects d'être demeurés sur notre quant-à-soi dans cette affaire ; tout au long de ces événements, nous avons pris nos responsabilités, comme on dit, et à bon escient, me semble-t-il. Nous n'avons pas ménagé nos critiques à l'orientation politique de la RAF, et nous nous sommes efforcés de ne pas céder d'un pouce à la pression du philistinisme ambiant. Ce n'était pas facile.

Depuis, l'actualité a « suivi son cours ». Baader et ses camarades enterrés, on ne parle guère d'eux dans la presse, sinon pour réaffirmer qu'ils se sont bien suicidés. Lorsque dans *Rouge* nous publions un rapport très étayé mettant en doute la thèse officielle du suicide d'Ulrike Meinhof, nous clamons dans le désert. Quelques jours après celui de ses camarades à Stammheim, le « suicide » d'Ingrid Schubert à Munich est passé, c'est horrible à écrire, comme une lettre à la poste. Nous continuons à écrire dans *Rouge* sur bien d'autres sujets, y compris à propos de la RFA...

Et pourtant, nous savons bien que nous n'en sommes pas quittes avec

ces événements. Qu'il y a là un abîme, un « mystère » profondément angoissant que nous n'avons pas fini de sonder, un impensé qu'il faut bien s'efforcer de réduire. D'où le malaise que nous ne manquons pas de ressentir chaque fois que nous ruminons à nouveau sur ces événements.

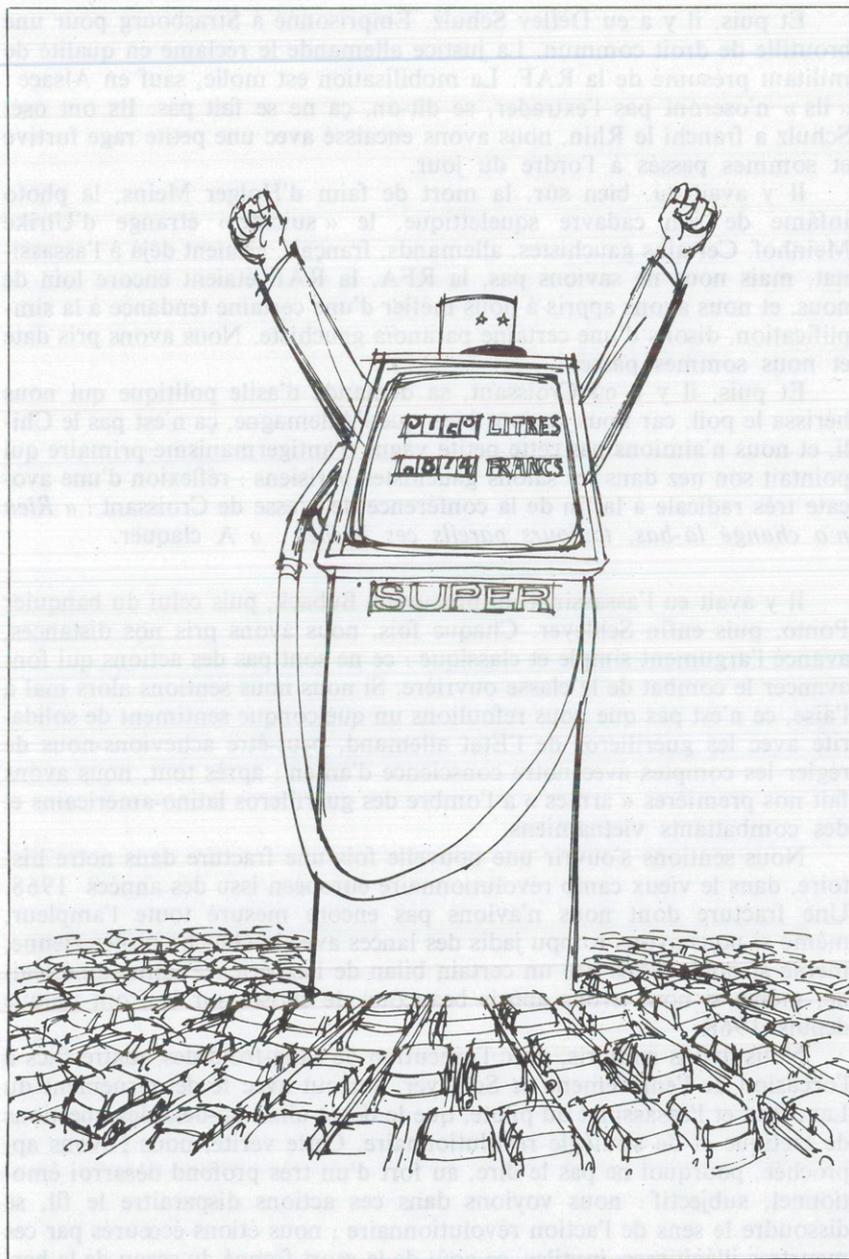
Il ne s'agit pas de roman policier, mais bien de politique. Sans doute, ne saurons-nous jamais la vérité entière sur les morts de Stammheim et de Stadelheim, de trop puissants intérêts d'Etat s'y opposent. Rappelons-nous simplement la mort de Kennedy.

Mais là n'est sans doute pas l'essentiel. D'abord, que nous le voulions ou non, notre histoire a croisé et rencontré plus d'une fois celle qui s'est achevée en octobre dernier à Stammheim. Nous savions bien — nous l'avons vécu — d'où est venue cette violence dont la RAF est devenue le décalque délirant : assassinat de l'étudiant berlinois Benno Ohnesorg, le 2 juin 1967, par un flic ; tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, le 11 avril 1968, après une campagne de presse haineuse de Springer. Ceci est notre histoire : nous étions avec Dutschke en février 1968 à Berlin, c'était la première manifestation internationale pour le Vietnam, pas pour la paix des braves, pour la victoire. Et c'est à ce moment que tout a commencé, la RAF, le Mouvement du 2 juin, les premiers attentats.

Et puis, nous avons perdu l'Allemagne de vue. Nous avons eu Mai 1968 et l'extrême gauche allemande, elle, a commencé son interminable traversée du désert. Nous ne marchions pas sur les mêmes chemins. Nous nous sommes intégrés à un mouvement historique, tandis que la majorité de l'extrême gauche allemande, mao-staliniens alors dominants, guérilleros du Mouvement du 2 juin et de la RAF, s'enfonçaient dans des rêves et des impasses. Nous suivions avec passion les événements en Italie et en Argentine, mais la RAF nous était à des années-lumière.

A l'estomac

Elle nous est revenue à l'estomac avec quelques coups de semonce auxquels nous n'avons pas suffisamment prêté attention. C'était il y a deux ans, pendant les vacances d'été, en Grèce. Dans le local de nos camarades, à Athènes, la photo de Rolf Pohle, militant du Mouvement du 2 juin, prisonnier de l'Etat grec. Le gouvernement de RFA réclamait son extradition. L'extrême gauche grecque n'a ménagé aucun effort pour l'empêcher. Les coups de matraque pleuvaient sur les diffuseurs de tracts place Omonia. Premier succès, la cour chargée de statuer refuse l'extradition. On se congratule, mais il y a appel. Pohle est livré à la justice allemande. Caramanlis n'a rien à refuser au bailleur de fonds, à l'employeur des « Gastarbeiter » venus de Crète et d'Epire. Scénario devenu, depuis, familier.



Et puis, il y a eu Detlev Schulz. Emprisonné à Strasbourg pour une brouille de droit commun. La justice allemande le réclame en qualité de militant présumé de la RAF. La mobilisation est molle, sauf en Alsace : « ils » n'oseront pas l'extrader, se dit-on, ça ne se fait pas. Ils ont osé, Schulz a franchi le Rhin, nous avons encaissé avec une petite rage furtive et sommes passés à l'ordre du jour.

Il y avait eu, bien sûr, la mort de faim d'Holger Meins, la photo infâme de son cadavre squelettique, le « suicide » étrange d'Ulrike Meinhof. Certains gauchistes, allemands, français, criaient déjà à l'assassinat, mais nous ne savions pas, la RFA, la RAF étaient encore loin de nous, et nous avons appris à nous méfier d'une certaine tendance à la simplification, disons d'une certaine paranoïa gauchiste. Nous avons pris date et nous sommes passés.

Et puis, il y a eu Croissant, sa demande d'asile politique qui nous hérissa le poil, car nous savions bien que l'Allemagne, ça n'est pas le Chili, et nous n'aimions pas cette petite vague d'antigermanisme primaire qui pointait son nez dans les salons gauchistes parisiens : réflexion d'une avocate très radicale à la fin de la conférence de presse de Croissant : « *Rien n'a changé là-bas, toujours pareils ces boches...* » A claquer.

Il y avait eu l'assassinat du procureur Buback, puis celui du banquier Ponto, puis enfin Schleyer. Chaque fois, nous avons pris nos distances, avancé l'argument simple et classique : ce ne sont pas des actions qui font avancer le combat de la classe ouvrière. Si nous nous sentions alors mal à l'aise, ce n'est pas que nous refoulions un quelconque sentiment de solidarité avec les guérilleros de l'Etat allemand, peut-être achevions-nous de régler les comptes avec notre conscience d'antan : après tout, nous avons fait nos premières « armes » à l'ombre des guérilleros latino-américains et des combattants vietnamiens.

Nous sentions s'ouvrir une nouvelle fois une fracture dans notre histoire, dans le vieux camp révolutionnaire européen issu des années 1968. Une fracture dont nous n'avions pas encore mesuré toute l'ampleur, même si nous avons rompu jadis des lances avec la Gauche prolétarienne, même si nous avons tiré un certain bilan de l'expérience latino-américaine, même si nous avons appris beaucoup de choses sur le front unique depuis 1968.

Nous avons compris, avec l'exécution de sang-froid des quatre flics à l'occasion de l'enlèvement de Schleyer, surtout avec le détournement du Landshut et l'assassinat du pilote, que le débat allait au-delà des questions de tactique et de stratégie révolutionnaire. Cette vérité, nous l'avons approchée, pourquoi ne pas le dire, au fort d'un très profond désarroi émotionnel, subjectif : nous voyions dans ces actions disparaître le fil, se dissoudre le sens de l'action révolutionnaire ; nous étions écoeurés par ces meurtres illégitimes, inutiles, ce goût de la mort frappé du sceau de la bar-

barie ; nous avons été indignés d'apprendre que le chef du commando « Martyr Alimeh » se comportait vis-à-vis des otages en parfaite brute et en antisémite ; mais nous avons vu aussi à la télévision l'image de la survivante du commando avec son tee-shirt à l'effigie du Che ; et quand des révolutionnaires mettent, comme l'ont fait ceux-là, leur vie — et non leur logorrhée — dans la balance, nous ne passons pas si facilement à l'ordre du jour en disant : « C'était des paumés. » Bref, ces images contradictoires se sont profondément entremêlées dans notre conscience révolutionnaire.

Le grand escalier

Il se trouvera toujours, bien sûr, un quarteron de petits durs bolcho-bolcho pour nous envoyer dire que ce vertige témoigne d'une sentimentalité mièvre et petite-bourgeoise : pour eux, le programme de transition est un ciel chaque jour plus serein et l'assemblée générale du lendemain la marche la plus sûre dans le grand escalier de la révolution. Mais, c'est qu'ils ne voient pas que nous vivons à une époque où, paradoxalement, c'est-à-dire en dépit de la remontée de la révolution, sont profondément questionnés les fondements mêmes de l'action révolutionnaire. L'évolution de l'intelligentsia radicale européenne depuis le début des années soixante-dix en témoigne avec éloquence. Effet en retour du stalinisme qui ne doit pas nous étonner.

Et c'est pour cette raison que nous devons régler tous nos comptes avec ces événements et ces actions présentées par leurs promoteurs comme révolutionnaires.

Peut-être est-ce un paradoxe un peu provoquant : mais nous dirons que ce sont pas pas d'abord des désaccords politiques, ou stratégiques, au sens de la politique « scientifique », qui nous séparent de la RAF, mais, d'une façon plus profonde, un rapport à la société et aux « valeurs », aux principes même de la lutte révolutionnaire. Nous ne pouvons pas échapper à l'évidence saisissante que, chez les guérilleros de la RAF, la conviction révolutionnaire a été submergée et pervertie par un instinct de mort, un goût de la mort qui sont, semble-t-il, tout autre chose que l'héroïsme et l'abnégation révolutionnaires, le signe d'un rapport à la barbarie ambiante. Nous y voyons la concrétisation d'un rapport aliéné avec la barbarie ambiante.

Nous avons abordé dans *Rouge* cette question sous l'angle de la légitimité politique et morale de l'emploi du type de violence que pratique la RAF. Nous n'y revenons pas.

Pour aller un peu plus loin, disons que la question de la résistance à la barbarie ambiante nous paraît être un problème d'une actualité perma-

nente pour les révolutionnaires et brûlante pour ceux d'aujourd'hui. Parce que nous vivons à une époque où l'alternative socialisme ou barbarie prend une tournure beaucoup plus dramatique encore qu'au début du siècle ou au milieu du siècle, du fait du développement colossal des capacités destructives du système capitaliste, et pas de lui seul, d'ailleurs. Parce que, du point de vue des flux de civilisation, nous vivons à une époque de décadence, de pourrissement d'un système et, au delà, d'une culture. Faut-il vraiment énumérer les symptômes ? Ne suffit-il pas de descendre dans la rue, d'ouvrir un livre, la télévision, d'aller au cinéma, de voyager ? Notre époque ne s'est-elle pas reconnue dans *Barry Lyndon* et le *Casanova* de Fellini ?

Et puis, aussi, parce que nous vivons également à une époque de crise généralisée des contre-valeurs du mouvement ouvrier, de l'utopie communiste. Sans doute, cela n'est pas tout à fait nouveau. Dans ses écrits des années vingt déjà, Ernst Bloch signale qu'il ne suffit pas à ceux qui postulent au rôle de bâtisseurs du monde nouveau de décrocher du ciel les anges du vieux monde, encore faut-il les remplacer. Il ne suffit pas de mobiliser les hommes pour des bottes et du pain, de les galvaniser dans l'ardeur du combat, il faut produire une utopie nouvelle forte et profonde. Pas plus que le champ de la politique, les cieux ou les espaces de la morale, de l'idéologie, de la métaphysique et de la religion, même, ne peuvent demeurer durablement vides, déserts. La passion et la folie de Nietzsche ne tournent-elles pas autour de cette question ? Le pessimisme radical de Freud n'y trouve-t-il pas son plus solide ancrage ? Et tous les petits ersatz de foi que nous voyons sous nos yeux s'étendre et prospérer, insulter et bafouer impunément l'utopie communiste, ne sont-ils pas le signe de ce vide ?

La « vérité » du socialisme

Nous savons bien que les mouvements ouvriers forgés dans les creusets des II^e et III^e Internationales adossaient leurs combats à l'évidence d'une identité politique, sociale, idéologique et spirituelle forte, forte de son antagonisme avec l'ordre existant, forte du dynamisme de ces combats, forte de la foi « naïve » en un avenir socialiste ou communiste proche. Nous connaissons bien le prophétisme du mouvement communiste des années vingt.

Nous savons bien aussi ce que cette évidence avait de fragile. Notre mouvement a été le premier à le comprendre, plus de quarante ans avant que les nouveaux philosophes découvrent que le Goulag est la « vérité » du socialisme. Notre mouvement l'a compris lorsqu'il a dénoncé la substitution dans le mouvement ouvrier de l'alternative fascisme ou démocratie

à l'alternative vraie : dictature bourgeoise ou dictature prolétarienne ; lorsqu'il a défendu ce qui restait à défendre de l'utopie communiste quand les staliniens fondaient la légitimité de leur combat antifasciste sur la référence au rationalisme des Lumières.

Mais aujourd'hui, nous vivons à l'époque d'un paradoxe qui n'a pas de précédent ; car, malgré l'essor de la révolution prolétarienne, le vide de l'utopie communiste s'étend chaque jour davantage sous nos pas. C'est, bien entendu, la très grande force des « nouveaux philosophes » : de ce point de vue, adopter une position purement défensive face à leurs coups de boutoir, se contenter de dénoncer leur anticommunisme, les traiter de nouveaux Rebatet ne sert à rien. Car, que défendons-nous face à eux, et en compagnie de qui ? Nous n'avons pour nous qu'une utopie flageolante et malade, un capital d'expériences révolutionnaires nouvelles qui ne sont encore que des germes, des bourgeons. Tandis qu'eux peuvent mobiliser à chaque instant au service de leur nihilisme de petits seigneurs du désespoir les millions de morts du Goulag et de la barbarie de ce siècle.

Que l'on nous entende bien : il ne s'agit pas de céder d'un pouce aux petits seigneurs de guerre du nihilisme, de l'anarchisme de droite, de l'irrationalisme renaissant. Il s'agit de prendre le problème à la racine. De comprendre que la force de ces gens-là n'est pas un piétinement, un accident inopiné de l'histoire, mais bien le vent de la barbarie qui a soufflé des décennies durant sur le contre-monde spirituel du mouvement ouvrier, disséminé ses principes d'espérance, désarticulé son système de valeurs. Un monde à reconstruire pour les communistes de notre temps, pas une révolution de palais au Kremlin. Une de nos expressions favorites, pour exprimer la filiation de notre combat et de notre utopie est « renouer le fil » avec les années vingt. Expression juste, bien sûr, mais qu'il faut entendre comme un processus de re-fondation du communisme par-delà le stalinisme et contre le réformisme à têtes multiples dont l'essor est un des traits dominants de cette période.

Espérances brisées

Il est assurément juste de dire que les masses, aujourd'hui comme toujours, rencontrent et refondent l'utopie communiste dans leurs luttes. Et d'ajouter que l'ampleur de ces luttes, en Europe occidentale et dans certains pays du bloc « socialiste », le permet profondément et le démontre chaque jour. Mais il faut aussitôt ajouter ceci : l'expérience du siècle a inscrit dans le rapport des masses à l'histoire un sentiment de malaise ou un certain scepticisme par rapport à cette utopie. Ce qui, plus banalement, peut se dire ainsi : il n'y a plus de drapeau, d'emblème, pour le front ouvrier, pour le front rouge, comme il y en avait au début du siècle. Et il

y a par contre beaucoup d'espérances et de rêves brisés dont la mémoire est vivace, de déceptions et de doutes qui ne cessent de dégorger, qui imprègnent la conscience révolutionnaire elle-même, l'esprit de combat de la classe.

Dans le même moment où l'esprit du combat souffle sur la classe, les fins du combat se retirent dans une pénombre angoissante : il n'y a plus d'arrière-pays idéologique ou géographique, historique, du combat révolutionnaire. Le spectacle de l'éclatement et des batailles des prétendants à la représentation légitime du combat pour un autre monde afflige et désoriente la classe plus encore qu'il ne pouvait le faire dans les années vingt. Ne serait-ce que parce que la division politique et idéologique du mouvement ouvrier s'est encore renforcée, multipliée. Politiquement, idéologiquement, le drapeau de la lutte des classes est en lambeaux, comme il ne l'a jamais été. Et c'est cette réalité que le processus de refondation du communisme doit surmonter.

Et puis, il y a ce facteur que nous avons abordé dans un article précédent, « Notre génération ». L'évolution sociale, fondée à la fois sur le développement des forces productives et la crise des rapports sociaux, a exercé une critique pratique impitoyable sur tant d'évidences d'antan de la conscience prolétarienne, a mis à jour tant de scories bourgeoises dans la conscience de classe elle-même qu'une nouvelle fois, le processus de refondation du communisme ne peut être produit essentiellement et simplement comme un retour aux sources. Contentons-nous de renvoyer à toute la production actuelle de notre mouvement sur l'oppression des femmes, l'insertion des femmes dans le combat de classe.

Voilà pourquoi, donc, le rapport des révolutionnaires à la barbarie ambiante est aujourd'hui particulièrement aléatoire et périlleux. Voilà pourquoi, notre conscience révolutionnaire, confrontée à l'action de la RAF, confrontée au discours des nouveaux philosophes, trébuche, parfois.

La barbarie ambiante

Accrochons-nous à une évidence : les militants de la RAF, certains nouveaux philosophes, sont l'exemple typique de communistes qui ont été submergés, se sont noyés dans la barbarie ambiante. Dans les termes politiques classiques de notre terminologie, les militants de la RAF sont des ultragauchistes impénitents, dans les termes de l'analyse que nous essayons d'ébaucher ici, ce sont aussi des suicidés de la révolution au sens où Antonin Artaud était un suicidé de la société. Qu'ils finissent au bout de la mitrailleuse d'un flic allemand ou dans un cachot de Stammheim, ils se jettent dans l'impasse de la « belle mort » car ils ont à ce point perdu pied avec la réalité de la lutte des classes qu'ils n'agissent plus que symbo-

liquement, ne s'attaquent qu'à des symboles, font de chacun de leurs actes un symbole.

Ils sont le décalque de la barbarie ambiante, ils en sont saturés, ne peuvent que la dégorger, leur haine du système ne peut s'exprimer que sous la forme de cette barbarie dégorgée, leur contre-monde idéologique et spirituel s'est dissout dans ce mouvement, aspiré par le puissant souffle de mort de cette époque. Ils sont une boule de haine, une mine flottant entre deux eaux de la lutte de classes, ils ne sont plus d'aucun camp, ils témoignent avec le cri de leur mort.

Ils ont perdu les raisons d'espérer, ces raisons que l'on ne peut, révolutionnaire, conserver qu'en liant son sort à celui des masses, à leur expérience collective, même si, dans un moment précis, les raisons tangibles de désespérer peuvent être plus fortes que celles d'espérer, même s'il faut se faire tauper ou termite pour continuer d'espérer, comme aujourd'hui en RFA.

C'est ce que fit Lénine de 1908 à 1912, guettant, scrutant inlassablement la raison d'espérer qui vint sous la forme d'une grève sur les bords de la Léna. Les militants de la RAF ont rompu ce fil. La haine remplace chez eux le point de vue de classe. Mais la haine ne suffit pas à la conscience révolutionnaire. En l'occurrence, elle fut la voie royale de l'instinct de mort.

Ceci est bel et bon. Mais avons-nous, ainsi, achevé de régler nos comptes avec la RAF ? N'avons-nous pas, chemin faisant, rameuté trop de fantômes pour nous sentir quittes ?

Souvenirs obscurs

Ainsi, nous pouvons aisément imaginer ceci : parmi ceux qui eurent tôt fait de refermer la trappe du jugement politique sur la RAF, au moment de l'affaire Schleyer, il s'en trouvait de nombreux qui vibrèrent très fort à la lecture des *Souvenirs obscurs* et du roman de Pierre Goldmann, de *La neige brûle* de Régis Debray. Pourtant, ce « certain » instinct de mort que l'on voit traverser ces ouvrages n'est-il pas cousin germain de celui de la RAF ? Dans la conscience révolutionnaire de notre temps, cet instinct n'est-il pas un petit peu plus qu'une petite musique d'accompagnement ? Cette phrase qui a trotté dans nos têtes pendant des années :

« N'importe où nous surprendra la mort, qu'elle soit la bienvenue (je souligne), du moment que notre cri de guerre parvienne à une oreille réceptive, et qu'une autre main se tende pour empoigner nos armes, et que d'autres hommes se lèvent pour entonner les chants funèbres (idem) avec le crépitement des mitraillettes et de nouveaux cris de guerre et de victoire. »

Cette phrase qui conclut le message du Che à la Tricontinentale, qui nous a habités comme un psaume, un chant religieux, n'est-il pas temps de l'analyser ?

Elle n'est pas la seule :

« *La haine comme facteur de lutte ; la haine intransigeante de l'ennemi, qui pousse au-delà des limites naturelles de l'être humain et le change en une efficace, violente, sélective et froide machine à tuer. (...) Beaucoup mourront victimes de leurs erreurs, d'autres tomberont dans le dur combat qui s'approche. (...) Comme nous pourrions regarder ce qu'il y a de proche et de lumineux, si deux, trois, plusieurs Vietnam fleurissaient sur la surface du globe, avec leur part de mort et d'immenses tragédies (...).* »

Ainsi, il y a, dans ce texte, l'acuité d'une certaine vision stratégique, sa profondeur, et aussi un hymne à la mort qu'il faut s'efforcer d'appréhender dans sa plus large dimension : comme un trait de la conscience révolutionnaire. C'est vrai : l'expédition bolivienne, après l'échec du Congo, était pour le Che un jeu rapproché avec la mort sinon un suicide, ce texte en porte témoignage, à chaque instant cette pulsion se piège dans les mots. C'est à grincer les dents que voir dans *Le fond de l'air est rouge*, ce social-traitre mielleux de secrétaire général du Parti communiste bolivien assener cette vérité toute simple.

Il est bien normal que ces questions surgissent en cette époque de bilans et d'interrogations. Ce que nous pouvons dire, non sans malaise, sans hésitation, de l'instinct de mort du Che nous renvoie nécessairement à la part latino-américaine de notre conscience révolutionnaire d'antan, qu'à l'heure des défaites nous avons été si prompts à refouler. Faut-il que ce soit au fil des arabesques trop savantes du roman de Régis Debray que nous refassions le chemin ? Faut-il qu'encore une fois, nous laissions à d'autres le soin d'exhumer pour l'examen lucide une part de notre passé subjectif ? Le gouffre n'est-il pas trop grand et trop obscur entre le moment où nous pensions que la Bolivie était un épicycle de la révolution mondiale, où nous jouions les boutefeux (par personnes interposées) de la révolution latino-américaine, et celui (aujourd'hui) où nous nous transformions peu ou prou en auxiliaires de la branche latino-américaine d'Amnesty International ? (Voir *Rouge*.)

N'est-il pas vrai que nous avons refoulé tout examen théorique de l'horreur de la tragédie révolutionnaire de l'Amérique latine dans les années 1960-1970, et aussi tout examen de notre conscience révolutionnaire face à des événements ? Pourquoi ce goût funèbre de la mort qui hante la conscience révolutionnaire latino-américaine nous a-t-il à ce point fascinés, n'y a-t-il pas, pour nous, plus qu'un malaise à ressentir face à cette fascination qui ne nous a rien coûté, quand tant d'autres y sont restés là-

bas, « victimes de leurs erreurs » et des nôtres ? N'y a-t-il pas dans cela une exigence morale et politique de vérité, d'examen, bref, une sorte d'inconscient politique avec lequel bien des comptes restent à régler ? L'extraordinaire retour du refoulé auquel ont donné lieu les événements ne souligne-t-il pas d'un double trait la force de cette exigence ?

Ces interrogations se prolongent à l'infini. Qu'est-ce que ce goût de la mort et de l'échec qui hante les arrière-boutiques de l'intelligence révolutionnaire ? De quel tréfonds surgit, chez les intellectuels révolutionnaires, ce goût, cette jubilation dans la défaite qui fait que, dans leurs plaisanteries seulement, ils s'imaginent bâtisseurs et maçons de l'Etat prolétarien, et dans leurs rêves, fantasmes, vaincus, réprimés, honorés et martyrs ?

Qu'est-ce qui fait qu'au moment décisif, si l'on en croit Deutscher, Trotsky ne mène pas la bataille, boude, lit des romans français au comité central et s'ouvre ainsi les portes du « bel exil » ? Où s'enracine cette étrange dualité de la conscience révolutionnaire qui fait du Che l'auteur des plus belles pages de l'humanisme révolutionnaire (*le Socialisme et l'homme à Cuba*) et celui des pages funèbres de *l'Appel à la Tricontinentale* ?

Nous avons vécu dans le mythe d'une histoire prométhéenne et toute une part de ces mythes s'est effondrée dans le fracas des défaites dont celle de la RAF est un écho ultime. Mais les Prométhée vainqueurs de notre histoire, ce sont les Vietnamiens et leur obstination de bâtisseurs qui doit tant à Lénine, au réalisme révolutionnaire de Lénine. Notre conscience révolutionnaire ne gagnera-t-elle pas à être un peu plus « vietnamienne ».

Nos cases

Revenons, pour un dernier problème, à « l'affaire allemande ».

Dans cette affaire, l'Etat bourgeois semble avoir agi selon des règles de conduite qui nous demeurent encore largement insaisissables. En dehors de nos cases.

Nous savons ce qu'est un Etat fasciste, nous savons comment une dictature gorillè traite ses opposants. Cette violence-là nous est familière, du moins dans son principe, sinon dans notre chair. Nous n'avons pas oublié non plus qu'en 1959, les sociaux-démocrates majoritaires ont pris plus que leur part dans l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Mais il est impossible de ne pas mettre ce crime en rapport avec le niveau de violence diffusée dans le corps social au moment où ces événements ont eu lieu.

Même si, depuis 1919, les sociaux-démocrates ont montré, pas seulement en Allemagne, ce qu'ils savaient faire dans le rôle de commis (bouchers) de l'Etat bourgeois, nous voyons, autour des événements de

Stammheim, se dessiner une nouvelle « percée » de l'Etat bourgeois géré par des sociaux-démocrates. Cette percée tient à ceci : cet Etat démocratique a assassiné ou laissé assassiner des prisonniers politiques comme le fait habituellement une dictature gorille ou un Etat fasciste. Les amateurs de paralogismes en déduisent aussitôt qu'il s'agit là de la preuve que cette « démocratie » est en réalité un Etat fasciste. Non : frottez-vous bien les yeux, cette démocratie bourgeoise parlementaire parée de tous ses attributs, sa presse libre, ses élections, son mouvement ouvrier légal, ses syndicats forts de quelques millions de membres, etc., n'est pas une illusion, un rideau de fumée masquant à peine un goulag nazi.

C'est aussi bête que ça : les régimes fascistes, les dictatures gorilles ne s'avancent pas masqués pour un petit carnaval historique. Le fascisme, ce n'est pas la couleuvre qu'on avale dans un moment d'inattention. Il ne rampe pas, il marche au pas de l'oie. On le voit, on l'entend, on le sent passer. Il ne s'avance pas pour jouer au plus fin, paré des atours de la démocratie, mais pour exécuter quelques tâches de l'heure, sérieuses : supprimer les élections, mettre les opposants en prison ou les exterminer, jeter le mouvement ouvrier dans l'illégalité, briser ses organisations, etc.

C'est cela précisément que ne comprennent pas ceux qui, une nouvelle fois, à propos de Stammheim, ont enfourché le bidet fourbu de la « fascisation », voire celui de l'éternelle Allemagne totalitaire. Autant de vieux dadas qui, chaque fois (comme au moment où Marcellin était au p-nacle), ne font finalement que refléter la propension à la panique et au dogmatisme métaphysique d'une catégorie d'intellectuels « radicaux ».

Solution finale

Non, il faut mobiliser un peu d'imagination théorique : c'est une démocratie bourgeoise qui a fait cela. Pas en Afrique équatoriale, pas en Asie du Sud-Est, au cœur de la vieille Europe philosophe et parlementaire. C'est cette énigme qu'il faut sonder. D'autant plus que cette exaction incroyable de l'Etat bourgeois se double d'un « mystère » supplémentaire : les gens qu'on a ainsi exterminés (d'une façon ou d'une autre : qu'importe que Schmidt soit acteur direct de cette exaction ou seulement complice, même *a posteriori*, puisqu'il a couvert de l'autorité de l'Etat cette solution finale) n'étaient en rien des opposants sérieux. Pas Rosa Luxemburg, pas Karl Liebknecht, pas même Allende, pourrait-on dire.

Jamais révolutionnaires n'ont été plus isolés, plus haïs par la classe ouvrière de leur pays que ceux qu'on a supprimés à Stammheim.

Il faut donc bien reconnaître à cette exaction une signification et une portée symboliques de première importance, au sens où toute dimension

de la politique se déplace aujourd'hui dans le symbolique. Il faut bien mettre ce crime en rapport avec la pratique nouvelle de l'Etat bourgeois qui consiste à monter des spectacles de l'horreur, de grandes pièces à mystères, dont le succès et l'attraction se scellent dans le sang et l'effroi ; il faut bien reconnaître cette pratique nouvelle comme un nouveau moyen de domination. Ce sont les jeux du cirque modernes que l'on offre au peuple, c'est le nouveau sacré que l'on institue en même temps que l'on repousse la perception du politique par l'homme ordinaire dans la dimension du religieux primitif.

Un champion

Comme Néron, Schmidt incline le pouce vers le bas et Baader, au lendemain de Mogadiscio, réussit l'admirable exploit de se tirer une balle dans la nuque sous les applaudissements des quelques millions de lecteurs de *Bild*. N'avons-nous pas entrevu cela, eu le pressentiment de cela, lors de l'affaire Patrick Henry à Troyes ? Pour l'essentiel, Schmidt est allé plus loin, plus haut et plus vite, en champion olympique de l'ordre démocratique et libéral qu'il est, mais il est temps que nous reconnaissons cette nouvelle technique de la domination.

L'illusion qui joue sur l'opposition entre la forme (démocratique) de cet Etat et la réalité de ce meurtre froid est presque parfaite. Il n'est pas possible, pense-t-on, au regard de catégories politiques ordinaires, qu'un Schmidt fasse ce que font seuls les Hitler et les Pinochet. Donc... Les morts de Stammheim ne peuvent être que des suicidés, un « incident » qui n'entache en rien l'honneur de la démocratie allemande. Combien de fois, lors de ces événements, avons-nous vu de bons démocrates succomber à l'illusion de ce nouveau paralogisme, symétrique au précédent. L'effet d'optique est parfait, il suffit de balayer l'évidence des faits, l'accumulation des invraisemblances et des mensonges dans la version officielle de la mort de Baader et de ses camarades. L'insolence du pouvoir, en la matière, est impressionnante : on ne se donne pas même la peine « d'habiller » la thèse officielle de ces événements d'une vêtue convenable. Cette thèse devient la pâte d'une réalité imaginaire mais ô combien compacte que pas un organe de presse, pas un individu lié de près ou de loin à l'appareil d'Etat ne se permettrait de remettre en question. La « vérité » de l'événement s'établit ainsi, selon le rapport de forces social et politique. Il nous faut donc penser ceci : Schmidt n'est pas Pinochet et il a fait cela. Il a accepté ou fait en sorte que l'on barre l'existence des reclus de Stammheim, non parce qu'il les craignait, parce qu'ils étaient dangereux, mais parce que leur mort servait, parce qu'elle parachevait le triomphe de Mogadiscio, triomphe au sens romain du terme, les vaincus attachés au

char du vainqueur, immolés sur l'autel de sa gloire, oui, cette barbarie-là habite la politique bourgeoise ordinaire aujourd'hui, il nous faut y prendre garde. Un spectre que l'on n'exorcisera sûrement pas en remettant en marche les moulins à prière : « Le ventre est fécond, etc. », en hurlant au fascisme. La barbarie elle-même est plus inventive que les moulins à prière. Le fascisme, c'est, pour la classe dominante, à la lumière de l'expérience historique, bien cher payer pour l'ordre, une addition un peu trop lourde, des risques et des incertitudes effrayants. C'est bien pour éviter ce recours périlleux que la classe dominante invente ce que nous voyons se dessiner en Allemagne fédérale, l'Etat fort blanc et noir, l'Etat fort de 1984 : pour la classe dominante, Hitler est une figure de musée, Pinochet un histrion sanglant à peine convenable pour un sous-continent du tiers monde. Dans la vieille Europe, l'alternative socialisme ou barbarie se réinvente à nos yeux.

Alain Brossat

(Ecrit en février 1978. Depuis, les Brigades rouges se sont chargées de proposer la suite.)

La politique n'est plus ce qu'elle était

Quelle curieuse campagne électorale et quelles curieuses élections ! Rien n'a correspondu à ce qu'on en attendait ou à ce qu'on espérait. La majorité sortante, à quelques modifications près, a été reconduite dans un climat de grande morosité. Ses interventions ont été d'une remarquable indigence, limitées qu'elles étaient pour l'essentiel aux dangers supposés qu'aurait pu faire courir une gestion gouvernementale de l'Union de la gauche, un peu comme s'il s'agissait de détourner l'attention des mauvais résultats de Giscard-Barre. Personne ne s'est soucié du programme de Blois tant il était clair à l'avance qu'en cas de victoire de la droite l'austérité serait maintenue et qu'au nom d'une pseudo « désétatisation » serait poursuivie une politique de redéploiement capitaliste entraînant fermeture d'entreprises et chômage. La majorité semblait convenir de sa propre laideur, de sa propre incapacité à offrir autre chose que la répression et un libéralisme fatigué, mais en même temps elle montrait du doigt les frères ennemis du Programme commun en essayant de convaincre de ce qu'ils étaient non seulement incompetents mais aussi très légers, plus légers que les fondés de pouvoir du capital.

Les réformistes à l'œuvre

Le plus incroyable est que le PS et le PC se sont acharnés à légitimer ce discours mystificateur, en jouant alternativement les

comédies du sectarisme et de l'opportunisme. Le Programme commun prétendait ouvrir la voie au socialisme en épargnant autant que possible les intérêts capitalistes, il prétendait aussi mettre fin aux conflits anciens entre socialistes et communistes sans toucher aux intérêts des appareils. C'était évidemment se nourrir d'illusions et ignorer volontairement les contradictions inscrites dans la réalité en repoussant les solutions à plus tard.

Pour sa part, le Parti socialiste était surtout préoccupé d'apparaître comme un parti « responsable » et soucieux de devenir la première formation politique française afin de constituer lui-même l'épine dorsale du nouveau pouvoir censé sortir des urnes. Dans cet esprit, il lui fallait surtout éviter le débordement à la base et garantir la continuité des institutions bourgeoises dans le cadre de changements économiques et sociaux limités. Il devait à la fois convaincre les travailleurs et courtiser les milieux patronaux, utiliser la lutte de classe et la contenir dans des limites très strictes. C'est pourquoi il redoutait tant que le débat public ne dévie en affrontements idéologiques et politiques irréductibles et tenait tant à mettre son homme providentiel, François Mitterrand, sur un piédestal inaccessible. Pendant toute la période électorale, le parti socialiste a ainsi été dirigé par un homme qui veillait surtout à ce qu'on ne se pose pas trop de questions sur l'avenir immédiat. La polémique suscitée par le PCF et la rupture de septembre 1977 elles-mêmes n'ont d'ailleurs pas suffi à le faire se départir d'un calme olympien qui au fur et à mesure qu'on approchait de l'échéance, ressemblait fort à de l'immobilisme et à de la passivité. Il était en effet impossible à Mitterrand et au PS de combattre le sectarisme du PC auprès des travailleurs et d'en appeler à eux sans se soumettre par la même occasion à des critiques fondées de leur pratique de collaboration de classe. Il ne restait plus qu'à faire le dos rond en attendant que le PC fasse un nouveau tournant.

La politique du PCF a été, elle, de bout en bout une caricature de politique révolutionnaire : après avoir rivalisé avec son partenaire socialiste pour attirer à lui les couches les plus conformistes de l'électorat populaire, après avoir bradé la dictature du prolétariat et avalé la force de frappe, il s'est lancé dans une bataille d'appareils pour rééquilibrer de nouveau, à son profit, la gauche et le mouvement ouvrier. Apparemment il a mené cette bataille pour les intérêts des travailleurs et contre toute politique d'austérité, en préconisant — entre autres — un seuil minimum de nationalisations et une relance massive de la consommation. Mais pour les dirigeants du parti, ce

n'est pas cela qui importait vraiment, comme l'a montré la désinvolture avec laquelle ils ont accepté le 13 mars 1978 ce qu'ils avaient refusé en septembre 1977, soi-disant au nom des principes.

La dénonciation de l'orientation droitière du PS, loin de servir à redonner la parole à ceux qui n'avaient été consultés, ni sur le Programme commun, ni sur les orientations électorales (que ce soit en 1973, 1974, 1976, 1977 et 1978), n'avait pour but que de conforter le PCF dans son rôle de parti consacré de la classe ouvrière. Comme l'a montré le chantage au désistement pour le deuxième tour, le PCF ne défendait pas l'unité de combat de la classe ouvrière, mais bien plutôt sa propre identité de parti mise en question par la crise du stalinisme et sa propre unité ébranlée par les courants centrifuges qui se dessinaient à sa droite comme à sa gauche. L'attitude adoptée par les dirigeants communistes était d'autant plus sectaire qu'ils ne pouvaient se permettre de jouer franchement et d'avouer leur objectif principal, la préservation de l'appareil du parti et son monopole sur certaines formes de la représentation ouvrière. C'est pourquoi, malgré leur ralliement à l'eurocommunisme, ils apparurent aux yeux d'une grande partie de l'opinion populaire comme des staliniens impénitents, prêts à toutes les manœuvres pour imposer leur hégémonie dans l'alliance de la gauche, et largement indifférents au contenu de classe des orientations suivies par le mouvement ouvrier.

Les attitudes critiques des travailleurs

Tout cela explique les réactions très mitigées de la classe ouvrière au cours de ces derniers mois. Elle a épousé partiellement la querelle entre les appareils du PC et du PS, soit parce qu'elle se méfiait de l'esprit de capitulation et de collaboration de classe qui régnait dans les hautes sphères du PS, soit parce qu'elle redoutait la permanence de réflexes staliniens dans le PCF. Mais jusqu'à présent, tout au moins, elle ne s'est pas laissée entraîner dans de grands affrontements fratricides.

La réaction que l'on a rencontré le plus couramment était au contraire une réaction de méfiance mêlée d'une certaine dose de scepticisme. La classe ouvrière a pris ses distances par rapport aux organisations qui parlent en son nom et elle a observé avec un esprit critique plus ou moins aiguïlé les manœuvres tactiques savantes auxquelles se sont livrés les partenaires-adversaires de la désunion de la gauche. Il n'est plus question pour elle de déléguer aux partis de gauche la tâche d'amorcer la marche vers le socialisme (objectif

affirmé du Programme commun en 1972), surtout maintenant que le deuxième tour des élections a tourné au désastre. Pour le moyen terme, il semble bien, en fait, que de nombreux secteurs de la classe ouvrière aient décidé d'adopter une attitude tout à fait pragmatique et de juger sur pièces les comportements de leurs organisations. Nombreux sont aussi les militants actifs dans les luttes qui n'accordent plus aux partis qui dominent la scène politique qu'un appui intermittent et très conditionnel. Cela induit peu à peu un nouveau rapport à la politique en général.

Les élections de mars 1977 et mars 1978 n'ont-elles pas montré qu'il existait, malgré tous les appels au « réalisme » une couche non négligeable d'électeurs protestataires, susceptibles de porter leurs voix sur les écologistes ou l'extrême-gauche. On ne peut comprendre autrement les fuites en avant du PC, ses efforts constants d'adaptation, par exemple, l'adoption successive des thèmes du pluralisme et de l'autogestion et enfin les propositions récentes de Georges Marchais pour un « assouplissement » du centralisme « démocratique » de son parti.

La crise des formes politiques

Mais au-delà de ce qu'il faut bien voir, c'est que cette crise des rapports entre masses et organisations ainsi que l'accroissement de la distance qui les sépare — phénomènes masqués en partie par l'afflux et la rotation rapide des adhérents dans les deux grands partis — n'ont pas que des raisons conjoncturelles. Ce sont toutes les formes de la politique qui commencent à être mises en question par les difficultés de l'État-Providence. Depuis la récession économique de 1974, tout le monde ou à peu près tout le monde sait que les concessions susceptibles d'être consenties aux masses par le système capitaliste (et l'ensemble de ses mécanismes) se rétrécissent comme une peau de chagrin. L'État crée de moins en moins d'emplois, il démantèle lui-même une politique contractuelle bâtie avec l'aide des syndicats, accentue sa pression fiscale sur les salariés, surveille les chômeurs, contrôle plus étroitement le crédit et laisse plus ou moins à l'abandon le secteur du logement social, etc. L'État ne se présente plus comme le gestionnaire assuré de la croissance et de la prospérité, mais comme le fondé de pouvoir renfrogné du redéploiement capitaliste et de la restructuration internationale des forces productives. De fait il n'y a guère de bon à attendre de lui dans les circonstances actuelles et

lorsqu'on entend rester dans les limites du système, la politique n'est plus dès lors qu'une des modalités de gestion de la crise, c'est-à-dire une façon d'adapter le facteur humain — essentiellement la classe ouvrière — à la rigidité des données économiques.

Il y a bien sûr d'assez grandes différences entre la version social-démocrate de la gestion de la crise et les différentes variantes du conservatisme autoritaire, mais toutes ont des effets analogues : augmentation de la pression de l'État sur les citoyens producteurs-consommateurs, recours aux idéologies et aux politiques de la « sécurité » pour mieux encadrer des rébellions latentes. Il y a en conséquence une transformation en profondeur des rapports à l'État et à la politique : on n'attend plus de l'État qu'il garantisse une amélioration graduelle des conditions d'existence, ce qui jette bien entendu, une ombre sur la participation et la représentation politiques prises au sens traditionnel du terme. Pourquoi participer au jeu politique, apporter son soutien à des organisations, si l'on n'obtient pas en échange des prestations plus ou moins satisfaisantes de l'État et si l'on doit se plier inconditionnellement aux contraintes de l'accumulation du capital ?

C'est bien pourquoi on voit se dessiner une nouvelle relation aux élections. Dorénavant pour un nombre croissant d'électeurs, il s'agit moins d'adhérer avec plus ou moins d'enthousiasme à une politique donnée que de traduire son opposition aux organisations dominantes. La crise de la représentation peut donc se traduire par un taux absolument inhabituel de participation, c'est-à-dire par des manifestations massives de rejet et de condamnation des équipes en place, comme on l'observe aujourd'hui. Dans leur immense majorité les opposants ne succombent évidemment pas à l'illusion que le bulletin de vote peut bouleverser complètement la vie politique, ils essaient simplement de contrer la politique de gestion de la crise que l'on veut faire sur leur dos en freinant les mécanismes de l'oppression ou en entravant leur fonctionnement. Ainsi, c'est un rapport de suspicion et de surveillance réciproques qui s'établit entre gouvernants et gouvernés, se substituant peu à peu aux relations d'appui et de soutien caractéristiques de la représentation traditionnelle. Le pouvoir et les dominés échangent des prestations négatives comme les ennemis qui essaient de s'affaiblir mutuellement en se portant des coups.

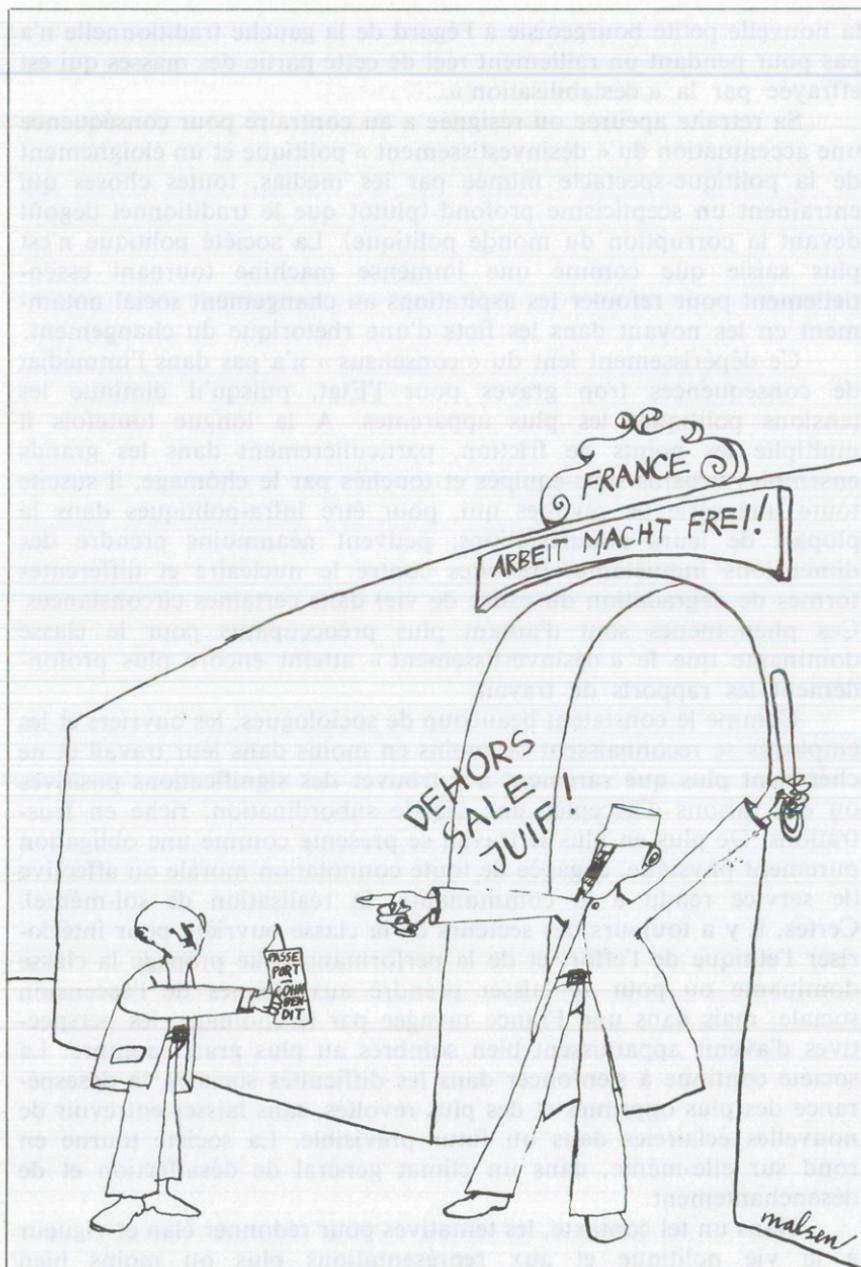
Dans cet affrontement, ce sont évidemment l'État et la classe dominante qui ont le plus d'atouts dans l'immédiat. Les travailleurs dans leur vie quotidienne dépendent en effet de l'intervention étatique sur toute une série de plans, Sécurité sociale, services publics, organisation des transports publics et de l'espace urbain, organisation

des conditions générales de la production etc. Comme l'a dit et répété Marx, leurs propres connexions ne leur appartiennent pas, mais se présentent comme la socialité extérieure du capital et du pouvoir étatique. C'est pourquoi les hostilités entre l'État et les masses peuvent faire place à des périodes d'armistice où une partie des travailleurs semble s'accommoder de l'oppression et de l'exploitation et cède au chantage étatique à l'aggravation des conditions d'existence, ou à la détérioration générale des questions de sécurité. Ils acceptent avec plus ou moins de bonne grâce de reconnaître la position dominante des équipes gouvernementales en place, pour obtenir temporairement un minimum de tranquillité.

Toutefois, cela ne doit pas faire oublier que cette résignation se produit dans des conditions bien particulières, celles d'un désinvestissement général des formes politiques, qu'on ne s'étonne donc pas trop que le jeu politique se bloque, lorsqu'un pouvoir en place discrédité joue à fond sur les craintes de secteurs périphériques des classes populaires et exploite les contradictions d'oppositions légalistes qui s'en tiennent à la représentation politique au sens parlementaire du terme.

Les difficultés de l'Etat bourgeois

La V^e République est un exemple typique de ce type de chantage institutionnalisé, utilisé dans les grandes occasions, c'est-à-dire essentiellement lors des élections présidentielles, législatives, pour intimider les électeurs. Les éléments hésitants, fortement tentés de rejoindre les positions des organisations dominantes du mouvement ouvrier, en l'occurrence le Parti socialiste pour les élections de mars 1978, sont placés devant la menace d'une crise de régime et d'une instabilité incontrôlable pendant toute une période. Il est clair qu'à ce niveau la bourgeoisie joue avec le plus grand cynisme sur les tares du mouvement ouvrier, notamment sur le dogmatisme conservateur du PCF dans le domaine de la démocratie ouvrière et son radicalisme pseudo-révolutionnaire, et, bien entendu, sur l'esprit de compromission du Parti socialiste qui le pousse à rechercher des politiques en trompe l'œil, ménageant les intérêts du capital, tout en promettant beaucoup aux travailleurs. Comme on le dit volontiers dans les milieux dirigeants, la politique de la « gauche » n'est pas crédible, puisqu'elle ne fait qu'accentuer les difficultés du système actuel, sans préparer véritablement l'avenir. L'alternance doit être proscrite. Mais il faut bien voir que cette méfiance d'une partie des travailleurs et de



la nouvelle petite bourgeoisie à l'égard de la gauche traditionnelle n'a pas pour pendant un ralliement réel de cette partie des masses qui est effrayée par la « déstabilisation ».

Sa retraite apeurée ou résignée a au contraire pour conséquence une accentuation du « désinvestissement » politique et un éloignement de la politique-spectacle mimée par les médias, toutes choses qui entraînent un scepticisme profond (plutôt que le traditionnel dégoût devant la corruption du monde politique). La société politique n'est plus saisie que comme une immense machine tournant essentiellement pour refouler les aspirations au changement social notamment en les noyant dans les flots d'une rhétorique du changement.

Ce dépérissement lent du « consensus » n'a pas dans l'immédiat de conséquences trop graves pour l'Etat, puisqu'il diminue les tensions politiques les plus apparentes. A la longue toutefois il multiplie les points de friction, particulièrement dans les grands ensembles urbains sous-équipés et touchés par le chômage, il suscite toute une série de révoltes qui, pour être infra-politiques dans la plupart de leurs manifestations, peuvent néanmoins prendre des dimensions inquiétantes (révoltes contre le nucléaire et différentes formes de dégradation du cadre de vie) dans certaines circonstances. Ces phénomènes sont d'autant plus préoccupants pour la classe dominante que le « désinvestissement » atteint encore plus profondément les rapports de travail.

Comme le constatent beaucoup de sociologues, les ouvriers et les employés se reconnaissent de moins en moins dans leur travail et ne cherchent plus que rarement à y trouver des significations positives ou des raisons d'accepter une vie de subordination, riche en frustrations. De plus en plus le travail se présente comme une obligation purement physique, dégagee de toute connotation morale ou affective (le service rendu à la communauté, la réalisation de soi-même). Certes, il y a toujours des secteurs de la classe ouvrière pour intérioriser l'éthique de l'effort et de la performance que propage la classe dominante ou pour se laisser prendre aux thèmes de l'ascension sociale, mais dans une France ravagée par le chômage, les perspectives d'avenir apparaissent bien sombres au plus grand nombre. La société continue à s'enfoncer dans les difficultés sociales, la désespérance des plus opprimés et des plus révoltés, sans laisser entrevoir de nouvelles éclaircies dans un futur prévisible. La société tourne en rond sur elle-même, dans un climat général de désaffection et de désenchantement.

Dans un tel contexte, les tentatives pour redonner élan et vigueur à la vie politique et aux représentations plus ou moins bien

interprétées dont elle se nourrit, ne peuvent qu'être dérisoires, même si elles produisent certains effets à court terme. Les visites au président de la République, les déclarations solennelles des ministres ou des organisations ne suscitent plus qu'un intérêt limité et passager, sauf si elles ont des conséquences tangibles et immédiates pour des couches importantes de la population. L'Etat semble ne plus produire qu'un discours efficient, le discours tautologique qui affirme que « *le pouvoir n'est pas autre chose que le pouvoir et qu'il ne peut en être autrement* ». Tout cela a évidemment de profondes répercussions sur les réformistes de différentes obédiences qui avaient tous fondé leurs stratégies sur une réactivation des formes politiques traditionnelles et qui prétendaient grâce à cela absorber les poussées apparues depuis Mai-juin 1968.

Les différenciations politiques

Aujourd'hui ils n'ont pas seulement à digérer les conséquences d'une défaite conjoncturelle et doivent aussi faire face à l'effondrement d'une stratégie d'union de la gauche qui leur avait permis un temps de canaliser les forces populaires vers des voies légalistes et parlementaristes. Ils se retrouvent en fait singulièrement démunis pour redéfinir leurs orientations. Prêcher une lente accumulation des forces jusqu'en 1981 ou 1983 est certes possible, mais cela ne peut susciter aucun enthousiasme particulier, surtout si l'on considère que les polémiques entre PS/PC sur les responsabilités de l'échec de mars 1978 ne vont pas cesser de si tôt. La division et la démoralisation sont là, en même temps que les tentations de faire cavalier seul.

Dans le parti socialiste, Michel Rocard se prononce avec beaucoup de force pour l'autonomie du courant socialiste, et dans le PCF il y a nombre de partisans d'un repli ouvrier et sectaire. Du côté réformiste la situation sera pour toute une période, il ne faut pas en douter, une situation d'affrontements internes et de tâtonnements hésitants à la recherche d'une restructuration du paysage politique. Pendant un laps de temps qu'il est difficile d'estimer pour le moment les courants les plus divers vont en effet se faire jour à propos des problèmes de stratégie et de tactique et cela sans respecter les hiérarchies des valeurs établies et les interdits édictés par des directions diverses. Chaque parti va rechercher fiévreusement les thèmes d'action susceptibles d'avoir de l'écho dans les masses populaires et de le distinguer positivement par rapport aux autres, en

faisant oublier ses propres responsabilités dans les échecs subis. Il ne faut naturellement pas s'attendre à une remise en question radicale du passé de la part des appareils qui auront pour préoccupation principale de persévérer dans leur être, mais il ne faut pas non plus sous-estimer les ébranlements qui se produiront inévitablement par suite de cette situation d'incertitude et d'inquiétude, la crise de la représentation politique et des institutions chargées d'assurer l'intégration des travailleurs dans le système effectivement à l'ordre du jour la recomposition du mouvement ouvrier, et du côté des réformistes, la mise au point de nouveaux équilibres entre la classe ouvrière et son encadrement politique.

La recomposition du mouvement ouvrier

Cela donne de nouvelles chances aux révolutionnaires, dans une conjoncture qui, apparemment, ne leur est pourtant pas favorable. Les différenciations qui commencent à apparaître dans le PS comme dans le PC ne peuvent manquer en effet d'élargir le champ des discussions. Dans le PCF, en particulier, tout, ou à peu près tout, est peu à peu mis sur la place publique, le passé stalinien du parti comme la pratique bureaucratique du « centralisme démocratique », les oscillations entre les conceptions sectaires et opportunistes de l'unité des travailleurs comme les équivoques de la démocratie avancée. L'apparition d'une opposition de gauche plus ou moins structurée devient ainsi du domaine du possible, avec tout ce que cela peut signifier bien au-delà du parti communiste. Il n'est donc pas aventuré de penser que peut se développer dans le mouvement ouvrier officiel un courant révolutionnaire clairement opposé aux différentes variantes du réformisme.

Il y a toutefois une condition absolument nécessaire à une telle évolution, à savoir la participation active et consciente de l'essentiel des forces de l'extrême gauche à ce processus de constitution d'un pôle révolutionnaire. Or, de ce point de vue, les choses ne sont pas garanties à l'avance. Les organisations situées à gauche du PCF participent elles aussi à la crise de la représentation politique, peut-être même plus fortement que les organisations dominantes, étant donné qu'elles ont des assises moins solides. L'extrême gauche se veut l'expression authentique des aspirations révolutionnaires du prolétariat mais elle parle la plupart du temps un langage très éloigné des préoccupations réelles des travailleurs. Elle s'adresse aux masses en

opposant un discours normatif, moralisateur à une réalité décevante et cela avec d'autant plus d'entêtement que l'écho est plus faible.

A la limite tel ou tel groupe se prend pour l'incarnation de la ligne juste en refusant de tenir compte de ses échecs et des démentis apportés par les travailleurs eux-mêmes. Un tel sectarisme n'exclut évidemment pas, mais au contraire appelle, un opportunisme assez plat pour maintenir un minimum de zone d'influence. *Lutte ouvrière* prend ainsi dans les débats de l'extrême gauche des positions très sectaires, mais n'hésite pas à recourir à l'ouvriérisme et à l'opportunisme le plus débridé. D'une façon générale, on peut constater que les organisations révolutionnaires oscillent entre une politique intemporelle du témoignage et une adaptation plus ou moins fébrile aux événements. C'est cela qu'il est nécessaire de changer au plus vite en donnant au maximum d'organisations l'envie et les moyens de peser sur l'évolution politique de la gauche du mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas de se fixer des objectifs démesurés, mais d'intervenir avec un minimum d'efficacité dans la situation en fonction de quelques préoccupations fondamentales :

- Susciter et alimenter un débat démocratique portant tant sur les problèmes de l'unité ouvrière rendue difficile par les manœuvres des réformistes que sur la signification positive de la démocratie ouvrière, pour augmenter les capacités offensives des travailleurs.
- Soutenir, populariser et unifier les luttes ouvrières contre la mauvaise volonté ou le sabotage des appareils.
- Animer les luttes urbaines et toutes les luttes contre le mode de vie capitaliste.
- Faire pénétrer la dynamique du mouvement de libération des femmes dans le mouvement ouvrier.
- Rassembler au maximum les forces des révolutionnaires et les orienter vers une politique de front unique rejetant toutes les formes de collaboration de classe. (Le front unique ne se réalise pas seulement à la base dans les entreprises et les localités, mais en s'adressant à des partis ou à des courants entiers, en jouant sur leurs contradictions).

Dans les prochains mois, il est clair que l'on se posera de plus en plus le problème de la structuration présente du mouvement ouvrier, du pouvoir et du bien-fondé de ses oppositions et de ses divisions en partis comme en syndicats, de ses liens avec l'appareil d'État et les institutions de la société bourgeoise. De plus en plus nombreux seront ceux qui voudront une redistribution des cartes, une nouvelle

circulation des idées, de nouvelles formes d'organisation permettant une expression plus directe des aspirations à un changement de la société. Il faudra exploiter au plus vite cette conjoncture en n'oubliant pas que des forces sont à l'œuvre du côté du réformisme pour en tirer aussi parti, pour proposer des solutions comme l'« autonomie socialiste » de Rocard qui mêlent une conception très limitée de l'autogestion (l'introduction timide du principe électif dans la vie de production) à un respect tout technocratique pour les « contraintes » économiques et bureaucratiques. Cela veut dire qu'il faut se préparer à mener une bataille centrale dans le mouvement ouvrier contre tous ceux qui prétendent développer la « vie associative » et défendre la « société civile » sans s'attaquer aux fondements de l'intervention étatique. En ce sens, la bataille pour le front unique sera aussi une bataille pour tisser de nouvelles relations entre les masses et pour établir un réseau d'organismes populaires (l'« auto-organisation) susceptibles de résister avec succès à une pression étatique omniprésente. L'unité peut et doit se faire contre l'État et tous ses réseaux d'influence, contre son chantage permanent à la dissolution du tissu social, en lui opposant les germes d'une nouvelle vie sociale. La politique unitaire ne peut être que la reconstruction du mouvement ouvrier sur de nouvelles bases.

Jean-Marie Vincent

Inélectabilité et difficultés de la social-démocratisation du PCF*

La défaite électorale de la gauche, et par conséquent du PCF, semble confirmer une opinion qui grandissait depuis septembre dernier et que Michel Rocard exprima publiquement à la télévision le 19 mars : « *Le PCF recherche la défaite.* » Avant l'événement, c'est cette même opinion que Daniel Seldjouk s'efforçait de fonder théoriquement dans notre dernier numéro. Mais, au-delà des apparences, c'est précisément la tentative d'expliquer théoriquement une telle conception qui en fait ressortir le simplisme susceptible de déboucher sur les pires erreurs de perspective.

Une analyse james-bondienne de la politique des PC

Débarrassée de ses fioritures, l'analyse du camarade Seldjouk est la suivante : Bien que soumis à des « contradictions croissantes », l'« appareil bureaucratique international » stalinien (p. 54) garde une « unité profonde » (p. 58), ce qui fait que sans qu'il soit besoin

*Nous n'avons pas jugé utile de définir dans cet article le concept de social-démocratisation des PC. Nous utilisons cette notion dans le sens qu'a précisé Ernest Mandel dans son ouvrage *Critique de l'eurocommunisme* (éd. Maspero) au premier chapitre : « Les fruits amers du socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire comme « un processus de dégénérescence analogue à celui qu'a connu la social-démocratie entre 1900 et 1914 » (p. 25) inévitable dès lors que des PC conditionnés par une longue pratique réformiste échappent à la tutelle politique du Kremlin et se trouvent soumis à leur conditionnement national. Mandel précise que « l'eurocommunisme (...)

« d'invoquer une mystérieuse 'main de Moscou' » (p. 54) — c'est-à-dire sans que les bureaucrates de nos PC occidentaux soient des agents stipendiés — les directions des PC continuent à être staliniens, c'est-à-dire à se conduire comme des agents conséquents de la bureaucratie soviétique et de mettre ses intérêts avant les leurs propres, ou, plus exactement, les leurs propres ne se différencient en rien de ceux des bureaucrates du Kremlin. Cette politique c'est, depuis 44 ans, celle des « fronts populaires », définie comme collaboration de classes avec n'importe quelle fraction de la bourgeoisie pourvu que celle-ci assure la statu quo mondial, c'est-à-dire le maintien au pouvoir, ici, de la bourgeoisie¹. Ceci implique que les dirigeants des PC sont des contre-révolutionnaires conscients dont le seul souci est de conduire la classe ouvrière à des défaites sans, toutefois, que celle-ci s'aperçoive que cela arrive par la volonté délibérée de sa direction. De ce fait, les directions des PC deviennent objectivement les meilleurs serviteurs de la bourgeoisie mondiale puisque la pression des masses est sans effet sur eux, si ce n'est pour les obliger à changer de tactique pour mieux duper ces masses, tandis que les sociaux-démocrates, dont le but est de gérer l'Etat bourgeois et de s'en octroyer les prébendes, ont besoin pour cela de donner quelques satisfactions à leur base sociale qui reste prolétarienne (même s'il s'agit surtout de couches les plus favorisées du prolétariat mêlées à des couches petites-bourgeoises) par des réformes qui, on le sait, ne freinent pas le mouvement des masses mais au contraire tend à les projeter en avant.

Cette analyse qui privilégie insidieusement le PS comme parti ouvrier par rapport au PC est un peu trop simple.

De longues années de crise entre le PC de l'URSS et les PC des pays capitalistes, ouest-européens en particulier, débouchant sur le désaccord pour des conférences internationales, puis sur une conférence internationale sans accord programmatique, sur des critiques croissantes de la politique internationale de l'URSS puis de la politique intérieure, enfin une démarcation de plus en plus nette du léninisme comme responsable de la dictature étatique amenant au rejet de la « dictature du prolétariat » assimilée à celle-là, pour finir

n'a pas encore transformé les PC en partis sociaux-démocrates mais seulement accéléré leur évolution en ce sens » (p. 40), et encore : « il faut comprendre que la dégénérescence réformiste des organisations de masse de la classe ouvrière constitue un *processus* et non un *événement*. » (p. 43).

Ailleurs, dans le même ouvrage, Mandel montre bien les identités et les proximités des théories « eurocommunistes » avec les théories kautskiennes postérieures à la Seconde Guerre mondiale, qui sont à la fois l'inévitable sanction d'une retombée dans les mêmes conditions de déterminations et la preuve politique que cette évolution reproduit, en ses éléments essentiels, les mêmes rapports à la classe bourgeoise.

par la proposition de l'abandon de la référence au léninisme par Carrillo et d'abandon du nom de « communiste » par Elleinstein, tout cela s'expliquerait comment, dans le schéma de Seldjouk ? Comme des phénomènes superficiels, puisque l'important « *au-delà des divergences [c'est] l'unité profonde de la politique de l'appareil stalinien international* » (p. 58).

Il est vrai que le camarade Seldjouk n'est pas absolument conséquent avec sa propre thèse, puisque quatre pages avant il donne une autre explication, incompatible avec celle de l'homogénéité du « système stalinien international », à savoir que « *cette tendance à la dislocation bureaucratique de l'appareil stalinien ne contredit cependant pas, bien au contraire, le caractère convergent [nous soulignons] de la politique contre-révolutionnaire mise en œuvre par chacune de ses composantes nationales* » et qu'il s'agit de « *la puissante et objective convergence [id.] d'intérêts qui lie la prolongation du statu quo en France aux exigences de la détente en Europe telles que tente de les codifier le dispositif contre-révolutionnaire scellé entre bureaucratie et impérialisme à Helsinski et à Belgrade.* »

Cette « convergence » des fins évoquée est équivoque. Elle glisse de l'idée d'une convergence d'intérêts différents, donc d'une coïncidence qui peut n'être que conjoncturelle, à la convergence de la partie et du tout d'un même intérêt, ce qui est tautologique.

Ce glissement rhétorique élude le problème posé, car, ou bien la convergence est du premier type et, si elle freine évidemment la « dislocation » de l'appareil bureaucratique international (et elle le freine, voir amélioration des relations récentes entre PCI et PCUS) elle n'en est pas moins la *contradiction*, et c'est la « dislocation » qui est le fait majeur ; ou bien l'intérêt qui anime la convergence est identique des deux côtés et la contradiction est renvoyée au superfétatoire, voire à la mise en scène rusée d'une dispute de compères pour le mieux du but commun contre-révolutionnaire.

C'est l'un ou l'autre, mais pas les deux en même temps.

Il est aisé de comprendre pourquoi le camarade Seldjouk reste dans l'équivoque. En effet, si la « dislocation » est le fait majeur, et la convergence celle de politiques dont les déterminations sont différentes — comme cela est en effet — on ne peut plus se contenter d'expliquer les épiphénomènes à l'aide de l'invocation de formules magiques du type « partis staliniens », « appareil stalinien international » et il faut trouver une autre explication, à la politique du PCF par exemple, que la simple volonté de mener la classe ouvrière à la défaite pour maintenir les Giscard-Barre au pouvoir.

Mais, à l'inverse, si l'on veut sauver la « théorie » contre les faits,

il faut expliquer comment plus le système stalinien international se disloque, plus il est efficace et adapté aux conditions nationales, ce qui est un rude paradoxe.

Plus efficace et mieux adapté en effet puisque Staline, au temps de son « Stalintern », devait tenter de justifier sa politique de « défense du bastion encerclé » comme celle de l'intérêt le plus général du prolétariat, auquel devait se subordonner les intérêts de chaque prolétariat national et, en fin de compte, de tout le prolétariat mondial, et il y parvenait hélas trop bien. Cependant, il lui fallait sans cesse faire intervenir tout le mécanisme terriblement intégré du Komintern et des services secrets pour obliger les bureaucrates nationaux à suivre les méandres tortueux de sa diplomatie. Il lui fallait sans cesse faire exclure ou briser les récalcitrants, car il y en avait toujours de nouveaux qui renâclaient par rapport à leur conviction passée et qui saisissaient la nouvelle trahison comme telle, regimbaient à appliquer les lignes suicidaires successives, c'est-à-dire subissaient les pressions de la base, participaient en quelque chose des déterminations de la classe.

Et maintenant que, selon le camarade Seldjouk lui-même, qui rejette la théorie de la « main de Moscou », les PC ne sont plus dirigés directement par les agents stipendiés du Kremlin qui faisaient et défaisaient en coulisse les secrétaires généraux, les BP, et manipulaient les congrès, ces mesures violentes d'appareil, ponctuées de sanctions, d'exclusions, voire de meurtres, ne seraient plus nécessaires, et la « dislocation bureaucratique de l'appareil stalinien » ne contredirait pas, « *bien au contraire* » la « *puissante et objective convergence* » ?

Ceci ne peut alors s'expliquer que d'une seule manière que le camarade Seldjouk n'ose toutefois pas aventurer : c'est qu'il n'y a pas besoin de lien matériel au centre bureaucratique de l'URSS pour que les directions des PC des pays impérialistes soient staliniens ; parce qu'il y a une base sociale stalinienne n'importe où dans le monde², parce que les partis staliniens représentent une nouvelle classe dont les intérêts historiques sont identiques et qui convergent donc quels que soient les intérêts seconds, nationaux, qui peuvent les opposer conjoncturellement (entraînant la dislocation de l'appareil unifié, cocon de leur métamorphose). Cette théorie assure d'ailleurs la cohérence de la conséquence ultime que tire Seldjouk : cette classe, en tant que nouvelle classe exploiteuse, craint davantage le prolétariat, classe dont la fin est la suppression de toute classe et de toute exploitation, que la vieille classe dominante en déclin, de même que la jeune bourgeoisie en lutte contre le féodalisme se soumettait vite à celle-ci

dès que le prolétariat menaçait de la déborder (1848, surtout en Allemagne, et toutes les révolutions bourgeoises ultérieures). Nous avons là un discours cohérent, tandis que celui du camarade Seldjouk relève, dans son incohérence, d'une conception policiéro-romanesque où des traîtres par nature agissent hors de toute détermination sociale.

Si le camarade Seldjouk n'ose pas aller au bout de son raisonnement, c'est qu'il sait où mène cette théorie : à l'abandon du marxisme comme utopie dangereuse, couvrant la pire barbarie, au renoncement à la perspective de la révolution prolétarienne, productrice de barbarie bureaucratique, à n'importe quelle dérive (voir « nouveaux philosophes »). Il reste donc entre deux chaises : ses PC restent staliniens parce qu'ils l'ont été, et ils trahissent la classe ouvrière, non par détermination sociale exprimable en termes marxistes mais par réflexe pavlovien.

Au-delà de cette paille mortelle dans son raisonnement, une chose frappe dans l'article du camarade Seldjouk : la théorie ne se préoccupe pas de rendre compte des faits, ou, plus exactement, elle n'en sélectionne que quelques-uns, mobilisés à son secours par l'affirmation péremptoire qui tient lieu de démonstration. Un seul exemple : En pleine campagne d'attaques anti-PS du PCF, des dirigeants soviétiques insistent pour que ce soit Barre qui dirige la délégation française en URSS en fin 78, un autre dénonce l'irréalisme des promesses du Programme commun, et en retour Giscard insiste pour réaffirmer les droits de l'URSS à être partie prenante dans les affaires du Moyen-Orient. Ceci est censé démontrer que PCF et PCUS ont le même but : la victoire électorale de la droite. Pourtant cela ne faisait que répéter la situation de la campagne des élections présidentielles, période d'euphorie d'Union de la gauche où l'ambassadeur d'URSS intervenait auprès de Giscard au grand scandale du PCF qui protestait. Pure tartufferie de sa part ? Nous voilà revenu à l'analyse politique james-bondienne.

A l'encontre de ces sortes de « preuves », le camarade Seldjouk ne semble pas voir ce qui crève les yeux des moins politisés des militants, les faits qui manifestent les violentes contradictions qui déchirent les liens des PC occidentaux avec l'URSS et celles qui les minent intérieurement. Il y a toutefois une logique à cette myopie, puisque ces contradictions sont celles des déterminants des hommes, des groupes et des partis nationaux.

Au lieu de partir d'une essence métaphysique du stalinisme, il faut le comprendre dans son évolution historique : naissance, hégémonie, déclin et maintenant agonie.

Communistes dévoyés, agents et bureaucrates

Quand les PC étaient communistes, au début des années vingt, il n'y avait nulle contradiction entre la défense du premier Etat ouvrier et celles des intérêts les plus profonds du prolétariat de leur pays. La contradiction surgit quand la bureaucratie, après avoir assis son pouvoir en URSS, substitua progressivement sur le plan international, à l'organisation de la lutte du prolétariat vers le pouvoir, la défense du *statu quo* international sous le drapeau de la « construction du socialisme dans un seul pays », bastion des offensives futures. N'étant pas une classe, cette bureaucratie devait ainsi dissimuler ses intérêts de couche privilégiée nationale sous un travestissement idéologique « prolétarien ». C'est le recul du prolétariat sur l'arène mondiale, recul dont la bureaucratie était elle-même l'un des agents et bientôt l'agent principal (dès la défaite de la révolution chinoise de 1925 à 1927) qui lui permit de convaincre la majeure partie des communistes — et pas seulement les dirigeants — que la défensive exigeait, pour l'intérêt général prolétarien, la subordination de toutes les luttes de classes dans le monde au renforcement du bastion encerclé.

Toutefois, la théorie du « socialisme dans un seul pays » n'aurait pas triomphé si facilement ni si longtemps si le mouvement communiste avait pu la vérifier au long des années dans des débats démocratiques. La bureaucratisation des PC était la condition même de sa survie, et cette bureaucratisation toujours plus rigoureuse ne pouvait s'effectuer sans corruption des groupes dirigeants chargés du strict contrôle de l'appareil.

Comme on ne trompe pas tout le monde tout le temps, les PC stalinisés n'ont pas cessé d'être des passoires et des machines à démoraliser et à briser des générations successives de militants et de dirigeants ouvriers. Cependant, c'est précisément parce que l'IC stalinisée était la grande organisatrice des défaites que l'URSS restait le seul pôle d'espoir pour les masses prolétariennes dont la conscience reculait d'ailleurs au rythme même des défaites, les couches les plus radicales broyées cédant la place à des générations nouvelles formées (déformées) sur une base politique en retrait (les syndicalistes de 1936, bloqués au niveau « économiste » avec l'antifascisme de front populaire pour tout potage politique, remplaçant la génération gauchiste de la 3^e période et de la lutte « classe contre classe ; puis, après l'effondrement du parti consécutif au pacte Hitler-Staline, les résistants social-patriotes assurant une relève qui allait encadrer le parti plébéien d'un million de membres incultes de l'après-libération). Les défaites désastreuses de l'avant-guerre étaient oubliées dans la victoire mili-

taire de l'URSS censée donner son verdict à la politique antérieure. Les appareils bureaucratiques des PC atteignaient alors leur maximum d'homogénéité bureaucratique et de dépendance à l'égard du Kremlin.

Mais sous cette apparente victoire absolue de l'« appareil stalinien international », la désagrégation était déjà à l'œuvre.

Nous avons déjà dit voici deux ans³ combien il est faux de considérer la dissolution du Komintern de 1943 comme une simple mesure formelle, même si le « rusé Géorgien » l'entendait ainsi. Les conditions même de la guerre allaient dans le sens de sa destruction très réelle. Le cas le plus net est sans doute celui de la direction du PC Yougoslave qui, autonomisée par sa terrible guerre de guérilla — et son leader pourtant formé en URSS instruit à la fois par sa participation à la guerre d'Espagne et par le vieux communiste Pijade, échappé aux purges, comme Gramsci, par son internement dans son pays — rompait avec la politique stalinienne de collaboration de classes et poussait la guerre révolutionnaire jusqu'à son achèvement en révolution prolétarienne. Même après la guerre et l'intégration de la Yougoslavie au bloc des « démocraties populaires », le Kremlin ne pouvait plus reprendre le contrôle de sa direction. Au contraire, le Kominform créé par Staline dans une intention de contrôle des directions est-européennes, et en particulier pour subordonner celle de Yougoslavie, la plus radicale, par son « encerclement » par les autres, plus dépendantes (qui, en général, avaient débarqué des wagons de l'armée Rouge pour s'installer dans les fauteuils ministériels), se retournait en machine infernale contre le « génial stratège ». Le Kominform devenait le point de rassemblement des « dirigeants résistants ex-maquisards » qui jugeaient la période de « défense du bastion » bien finie et tendaient à trouver — certes de façon encore bureaucratique — une prolongation à la guerre antifasciste en offensive révolutionnaire nouvelle.

Staline dut, dès 1948 — soit trois ans seulement après la fin de la guerre — provoquer la rupture avec la Yougoslavie, avec son cortège de terreur et d'épurations sanglantes dans toutes les « démocraties populaires », ce qui marque le commencement du déclin ininterrompu du « système stalinien international ».

Que des dirigeants bureaucratisés, longtemps aussi dociles, voire serviles, que Dimitrov, Rajk, Kostov, Slansky (agent du KGB) aient pu devenir les pires dangers pour Staline et pour l'ensemble du système stalinien en dit long sur les restrictions mentales et les espoirs conservés jusque dans les actes criminels de nombre d'« agents de Moscou » qui n'étaient des contre-révolutionnaires qu'objectivement.

En France même, Marty et Tillon, le second dirigeant de la résis-

tance intérieure, et tous deux victimes de la même purge des « kominformistes », n'ont-ils pas fait figure de pires parmi les pires bureaucrates contre-révolutionnaires (le premier en Espagne, le second comme ministre de l'aviation du premier gouvernement De Gaulle et qui « couvrit » les massacres de Sétif et Guelma) avant d'apparaître dans leur réalité de militants activistes, de médiocre compréhension théorique, qui ont cru à tous les « détours », avalé comme des couleuvres mille saloperies qui n'étaient pour eux que bavures et gâchis plus ou moins inhérents à toute politique, jusqu'au jour où, eux-mêmes mis en accusation pour cela même où ils étaient le plus sûr de leur bon droit communiste, et en somme pour le meilleur de leur personnalité souillée, ils comprenaient d'un seul coup la duperie historique où ils avaient engagé l'essentiel de leur vie.

Certes, parmi les dirigeants-bureaucrates des PC, un nombre beaucoup plus important a été corrompu jusqu'aux moelles, jusqu'au cynisme absolu (les types Thorez, Cachin, Duclos...). Mais le bureaucrate le plus cynique n'est pas un « traître pur », pour la simple raison que celui-ci n'existe que dans le mélodrame et la littérature de bas étage. La trahison elle-même doit s'expliquer par ses déterminations et par ses fins.

Trotsky avait vu dès 1938, dans un texte que nous analysons voici deux ans³ que « la théorie du socialisme dans un seul pays devait inévitablement conduire au développement de tendances nationalistes dans les sections du Komintern ». La politique des fronts populaires, puis celle de l'union nationale ne pouvaient que renforcer le glissement de la défense des intérêts de la bureaucratie russe à la défense des propres *intérêts des bureaucraties nationales des PC qui ne reposent pas sur une économie collectivisée mais sur le mouvement ouvrier de leur propre pays bourgeois*.

Trotsky, rappelons-le encore, écrivait : « *Chacune de ses sections [du Komintern, qu'il appelait déjà l'ex-Komintern] va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte [souligné par nous]. Staline a réconcilié les partis communistes des « démocraties » impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. L'entremetteur bonapartiste a accompli son rôle. A partir de maintenant les com-chauvins doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la 'défense de l'URSS' ».*

Le sens de cette page est d'une clarté fulgurante et ne permet nulle échappatoire. Trotsky ne croyait pas une seconde que la base sociale de la bureaucratie soviétique — à savoir la propriété collec-

tivée des moyens de production — pouvait déterminer les bureaucrates staliniens des pays impérialistes. Il ne croyait pas une seconde que le prolétariat mondial se sacrifierait indéfiniment pour les intérêts les plus évidemment contraires à sa cause. Il ne croyait pas une seconde que les bureaucrates des PC des pays capitalistes sacrifieraient leurs privilèges propres de bureaucratie ouvrière sans contrepartie que le Kremlin ne leur accorde dans certaines conditions que précisément parce qu'ils restent susceptibles de canaliser l'action des masses ouvrières dans le sens de ses intérêts. Et Trotsky croyait moins encore que le stalinisme était une « essence » susceptible d'exister autrement que comme excroissance monstrueuse sur le corps de l'État ouvrier bâti dans un pays arriéré, épuisé économiquement, socialement et politiquement, et coupé du flux de la révolution mondiale. Trotsky ne croyait pas une seconde que l'orientation « vers Moscou » et l'orientation « nationale » pouvaient coïncider de façon durable, mais il prévoyait au contraire leur *divergence*.

Se serait-il trompé sur tous ces points ?

Nous avons étudié dans notre article cité plus haut les raisons qui ont retardé la réalisation du pronostic de Trotsky. Mais aujourd'hui tous les éléments de la contradiction entre bureaucraties des PC des pays impérialistes et bureaucratie stalinienne sont arrivés à maturité.

La mise à vif de cette contradiction tient à ce que, désormais, la réalité monstrueuse du régime stalinien s'étale à tous les yeux. Voici seulement deux ans, nous considérions que, pour les militants des PC, l'URSS apparaissait encore de façon ambiguë et contradictoire, à la fois comme la base et un des facteurs du socialisme à venir et comme repoussoir de par sa pratique sociale antidémocratique. Aujourd'hui, les choses ont complètement changé, et quand Elleinstein peut écrire tranquillement dans *Le Monde*, sans le moindre risque de sanction, que le régime de l'URSS est un anti-modèle, il se trouve deux dirigeants locaux pour lui répondre tout aussi tranquillement et sans craindre davantage, quoique cette fois dans *Libération*, journal gauchiste parmi les gauchistes, qu'il est trop prudent et que *l'URSS est l'antithèse du socialisme*. Et cela tandis que Carrillo entraîne son état-major de vieux staliniens (et des pires, telle Dolores Ibarruri, cette Pasionaria souillée des pires crimes staliniens de la guerre civile espagnole), à effacer les dernières références politiques à la fois au léninisme et à sa caricature repoussoir d'URSS⁴.

Ruses que tout cela ? Ce serait des ruses de gribouille. Quelle manière de défendre le « socialisme en un seul pays » !

Adaptations secondaires pour mieux répondre à l'essentiel :

servir la bourgeoisie pour le maintien du statu quo ? Peut-on croire à ce point inoffensives les idées ainsi remuées ?

Mais alors, comment expliquer la politique de septembre 77 du PCF dont les militants innombrables ne se cachent même plus qu'elle est responsable de la défaite électorale et donc de la prolongation pour des années du pouvoir de la droite giscardienne ?

La veille du grand tournant

Parmi tous les PC ouest-européens, le PC français est celui qui disposait du plus vieil et du plus solide appareil, qui n'avait eu à subir nulle épuration globale des années trente à maintenant ; celui qui résista le plus longtemps à la « déstalinisation » limitée de Khrouchtchev.

68 lui a enlevé ses derniers alibis « défensifs ». Désormais, il devait offrir une perspective politique offensive aux travailleurs, sinon c'était l'agonie. Sa sœur jumelle, la SFIO, en était dans le même temps au point de perdre son dernier souffle de vie. Sa rénovation, dans la défaite de sa vieille direction anti-stalinienne/anti-communiste, offrait mutuellement aux deux partis la possibilité d'ouvrir une perspective réformiste.

Depuis la « bolchevisation »-stalinisation, parti stalinien et parti social-démocrate s'étaient conditionnés mutuellement, les trahisons et les vices de l'un servaient de faire-valoir à l'autre. Leur culpabilité réciproque leur servait mutuellement d'alibi et d'excuse. Frères ennemis, ils étaient des compères objectifs. Mais ayant servi ensemble, et chacun à sa façon, à mettre la V^e République en selle, c'est ensemble que sous elle ils s'étaient mis à décliner, s'étant souillés des plus graves responsabilités dans l'engagement de la guerre d'Algérie, dont le PC ne tira finalement son épingle du jeu que grâce au martyr de militants dont il s'était d'abord démarqué, voire qu'il avait reniés, combiné à l'aide militaire tardive et médiocre de l'URSS.

Après avoir encore sauvé ensemble la bourgeoisie en 1968 et senti souffler le vent de la condamnation historique, il leur fallait s'épauler. Ce n'est qu'ensemble qu'ils pouvaient offrir aux travailleurs une perspective politique légaliste, parlementaire et réformiste. Les désillusions de l'après-Mai ont favorisé cette orientation qui a culminé avec le Congrès d'Epinay du PS et le XXII^e Congrès du PCF. L'Union de la gauche était la jouvence de ces vieux partis et le Programme commun sa fontaine.

Dans les deux partis cependant cet accord a eu des adversaires. A

l'aide droite du PS, des mollétistes qui, dans leur stupidité, craignent d'ailleurs plus le diable stalinien, dont ils ne savent pas que c'est un dieu mort, que le débordement des forces prolétariennes dont le PC risque toujours d'être l'apprenti sorcier. Au PC, des représentants des vieilles couches stalinienne et de plus jeunes qui croient encore que le réformisme du parti est une tactique transitoire, représentants dont il est secondaire de savoir s'il s'agit d'agents du Kremlin ou de simples rivaux d'appareil de l'équipe en place, mais auxquels la situation d'oppositional de fait permet de sentir en quoi la social-démocratisation présente le risque réel de se retrouver minorisés, un véritable parti social démocrate étant infiniment plus crédible dans son réformisme qu'un parti traînant son passé, ses déformations et ses séquelles stalinienne comme une marque d'infamie frappée au fer rouge.

Des doutes sont souvent émis quant à la justesse de la caractérisation de ce courant comme stalinien et quant à son homogénéité. Ainsi, dans *Le Monde* du 21 avril, Thierry Pfister écrivait qu'« on ne peut parler d'une lutte de tendances entre groupes cohérents, même si certains dirigeants comme M. Plissonnier ou Paul Laurent sont relativement typés. Pour les autres, il convient de se montrer beaucoup plus prudent. Ainsi, par exemple, M. Fiterman avait approuvé la brochure *Vivre* [mise au pilon sur intervention de Plissonnier pour la photographie représentant Juquin serrant la main de Plioutch] mais s'est prononcé contre l'ouverture d'une tribune de discussions dans la presse du parti. A l'inverse, M. Colpin était hostile aux premières versions de la brochure mais favorable aux tribunes de discussions ». Nous allons voir que l'exemple est fort mal choisi, même s'il est vrai que certains éléments sont flottants et se rallieront, selon la tradition, au courant qui l'emportera. Il n'en reste pas moins qu'un même noyau dont une des têtes est Roland Leroy, directeur politique de *l'Humanité*, met depuis des années des bâtons dans les roues de la direction Marchais et toujours dans le même sens. Qu'il s'agisse plus d'une clique que d'une tendance est d'ailleurs cohérent avec sa nature politique stalinienne, comme avec la logique des luttes dans une organisation sans droit de tendance ni vie réellement démocratique. Mais une clique n'en est pas moins une force organisée qui, si elle n'a pas de base politique au départ, finit toujours pas devoir s'identifier avec celle dont elle se sert et qu'elle sert.

Les oppositions des deux partis représentaient de façon semblable le passé à liquider pour les tendances « new look » et, dans un premier temps, l'enthousiasme pour l'Union les marginalisa. Mais ce n'est pas une excuse pour les ignorer, comme le fait superbement le

camarade Seldjouk. Pour notre part, nous n'avons jamais manqué d'en tenir compte⁵.

Celle du PCF est d'autant plus importante que c'est à l'identité du parti qu'elle s'accroche, non par fétichisme, mais parce que la référence à l'URSS est la seule médiation au léninisme (formel) qui permet dans les pires positions de collaboration de classes de se prétendre toujours révolutionnaire quant aux fins. (Et de plus en plus, les dirigeants réformistes du PC ont besoin de se proclamer révolutionnaires, adjectif qui avait quasi disparu du langage stalinien pendant trente ans.) L'aveu que le système étatique de l'URSS n'est pas l'héritier légitime de la révolution d'Octobre mais son antithèse n'implique pas seulement une condamnation de la bureaucratie du Kremlin d'hier et d'aujourd'hui, elle implique aussi, tôt ou tard (et cela commence) la propre critique du parti national comme pétri de stalinisme à décrocher en profondeur, ce qui ouvre ce parti à la critique d'extrême-gauche.

A moins... à moins de rejeter en même temps stalinisme et léninisme et de déclarer que le congrès de Tours a été sinon une erreur, du moins est une « vieille lune ». Et c'est la voie que, nécessairement, doivent prendre des bureaucrates formés à la pratique politique de la collaboration de classes depuis des décennies, car, inévitablement, le vieux « label communiste » perd sa valeur de garant à l'heure de la révélation de masse du Goulag et se change en son contraire sur la voie du réformisme conséquent, seule ouverte sur la courbe d'évolution qui va du Front populaire à l'Union du peuple de France.

Pourtant, il est vrai qu'il est difficile de faire le saut. Et d'autant plus que la dynamique de l'Union de la gauche, où les travailleurs ont vu essentiellement l'unité avec le PS, a d'abord servi ce dernier (sur le plan électoral, et la CFDT sur le plan syndical), et que le souci d'une victoire commune n'effaçait en rien les rivalités de boutiques.

Un point que le camarade Seldjouk — et bien d'autres avec lui — ne voit pas, c'est que la rivalité s'est aiguisée précisément parce que les deux appareils visent à occuper le même terrain, à exercer la même fonction.

Cependant, et aussi importante qu'elle soit, la question du rapport de forces entre les deux grands partis ouvriers n'est pas la seule qui soit entrée en ligne de compte dans le tournant de septembre 77.

L'approche des élections législatives ouvrait au PCF une perspective de conséquences redoutables : parvenir au pouvoir en situation d'infériorité électorale dans l'Union de la gauche avec un programme

de gestion loyale de l'économie capitaliste en période de crise, cela signifiait devoir prendre la responsabilité d'une « austérité » de gauche imposée à la classe ouvrière, et, pour le parti le plus implanté dans les couches les plus mal payées du prolétariat, c'était prendre le risque d'un nouveau recul d'influence, et catastrophique, alors qu'il n'aurait probablement occupé que des postes ministériels secondaires, et des plus exposés (ce sont toujours les ministres « communistes » qui ont le Travail et à qui on refuse les Finances), promis d'ailleurs à l'éphémère de l'« alternance » fatale.

Donc, considérer comme un pur argument de couverture et de mauvaise foi la dispute du PC sur les postes ministériels, c'est partir d'un a priori et non des problèmes réels. Aussi peu sérieux, voire même davantage, consiste à ne pas tenir compte du contenu du débat sur les nationalisations, recouvrant un vrai problème, celui de qui contrôlera les entreprises nationalisées, de la plus grande importance dans la perspective néo-réformiste de la conquête de l'État par grignotage des positions de « pouvoir », en particulier économique.

Un tel point permet d'ailleurs d'approcher de plus près ce qu'est le réformisme moderne. Il fut excellemment baptisé « social-technocratie » par Jean Poperen, avant que celui-ci n'en devienne un des promoteurs de premier plan.

Ce réformisme « social-technocratique » ne consiste plus comme le réformisme ancien en la simple modification progressive de l'État bourgeois par des réformes successives assurant toujours plus de démocratie et consolidant ainsi les gouvernements de gauche, mais de l'utilisation de la présence au pouvoir pour en pénétrer les organismes — y compris l'armée et la police — désormais plus complexes et couvrant toute la vie sociale pour aboutir, par une sorte de mutation interne invisible, à un État socialiste couronnant une société encore capitaliste, mais où la bourgeoisie aurait perdu tout pouvoir réel. Il s'agit toujours, pour reprendre l'image de Boukharine, de faire cuire le mouton tout vif sans qu'il s'en aperçoive, mais en améliorant le procédé en le transperçant au préalable d'une broche, si progressivement qu'il s'en aperçoive encore moins.

La lecture des articles de discussion parus dans la presse extérieure au PCF après le 20 mars, quand ils émanent des plus conséquents « liquidateurs du léninisme », ne manquent pas de mettre en avant des perspectives nettement « social-technocratiques », aussi enrobées soient-elles de phrases gauches et de références marxistes.

C'est donc bien, non pas en raison de sa différence avec le PS, mais au contraire en raison de sa tendance invincible à faire sa politique, à lui disputer les couches sociales qu'il organise et à occuper

le terrain qu'il occupe et dans la même perspective que le PCF a donné à leur rivalité électorale une tournure particulièrement violente.

Il n'y a qu'une solution alternative à la dénonciation de la social-démocratie, c'est la marche vers la fusion avec elle, impliquée par l'affirmation du dépassement du Congrès de Tours.

La direction du PCF en était loin quand elle constata avec angoisse au travers des résultats des élections cantonales de 76 et municipales de 77 le glissement de sa clientèle électorale vers le PS.

Le courant stalinien ne pouvait sur cette base que trouver appui politique et autorité pour dénoncer la direction Marchais comme conduisant le parti à son sacrifice sur l'autel de l'Union de la gauche.

Que ce courant ait recherché alors la défaite électorale aux législatives, il y a peu de doute. Mais non pas par nature métaphysique ou par ordre des patrons moscovites, mais par logique politique : seule la défaite électorale pouvait permettre de bloquer l'avance du PS et, par sa dénonciation comme social-démocratie traditionnelle au service de la bourgeoisie, redonner par contrecoup au PC une allure « gauche » censée capable, sinon de récupérer des forces polarisées par l'extrême gauche, du moins de galvaniser la base traditionnelle du parti et sa clientèle électorale largement tentée par la rénovation du PS.

Ne pas comprendre — comme c'est le cas du camarade Seldjouk — que la direction du PCF n'a pas été homogène quant à cet objectif, c'est s'obliger à ne pas voir pour n'avoir pas à en rendre compte — ce qui est impossible selon le schéma du « parti stalinien » — les zigzags de la « ligne de septembre ».

De toute évidence, celle-ci a été un compromis entre les deux ailes du bureau politique où les tenants du XXII^e Congrès ont été joués par les staliniens. Dupés aussi par les sondages qui les encouragèrent à maintenir haute leur politique de tension. Dupés enfin par les vieux réflexes antisocialistes de base qui apparaissent jusque dans la plupart des interventions post-électorales de militants critiques, lesquels ne mettent en général pas en doute le « tournant à droite » du PS, qui n'a été que la clarté faite sur l'application du Programme commun, même quand ils pensent que ce n'était pas une raison de rupture *puisque* la nature sociale du PS est autre que celle du PC (seul sacré vrai parti ouvrier) et *puisque* par conséquent la collaboration de classes est dans sa nature, deux idées indispensables à la justification de la particularité du PC, mais qui rendent peu crédibles aux yeux des militants les étonnements et les indignations de la direction, et donc leur explique mal la ligne de rupture de septembre.

Ce qui prouve encore le compromis, c'est l'accord du 13 mars.

Le 12, la défaite était quasi assurée. Au nom du BP unanime,

Marchais annonçait l'appel à une rencontre avec le PS et les radicaux de gauche pour étudier le désistement mutuel *sur la base d'un accord programmatique*. C'était là la logique d'une politique « défaitiste », cohérente avec les mois de dénonciations du PS. Mais, le 13, le PS ne cédait pas au chantage et, piteusement, le PC concluait l'accord de désistement *sans accord programmatique*.

Certes, le désistement permettait de sauver et même de gagner des sièges, mais cette préoccupation cynique était contradictoire avec la ligne de défaite, et créait un hiatus criant dans la conduite de la direction, que la défaite inévitable, et connue comme telle, allait obliger à contredire encore : car comment se justifier de la défaite autrement qu'en rejetant la seule responsabilité sur le P.S., donc en reprenant l'argumentation antérieure, donc en condamnant l'accord du 13 mars et un désistement dénoncé comme sans principes, puisque sa « loi » avait été rejetée comme dépassée. Des réactions à un tel cynisme, dans les conditions de composition actuelle du parti et de son type de politisation pouvaient-elles ne pas être escomptées par la direction, ou pouvait-elle en mépriser les effets comme, par exemple, à l'époque du pacte Hitler-Staline ? Le manque de maîtrise apparent des positions successives de cette semaine décisive incline à une autre supposition. L'idée que le compromis contenait en soi un piège qui s'est refermé sur la direction Marchais vient à l'esprit. Par ces sursauts désordonnés de l'une à l'autre ligne, Marchais se discréditait. En fait de *convergence*, c'est la *divergence* entre ligne stalinienne et ligne eurocommuniste qui apparaît ici.

L'habitude de la discipline « monolithique », même écornée par des marginaux, ne permettait toutefois guère à la direction, dans son ensemble, de prévoir que les protestations allaient être ce geysir crevant les cloisons du parti d'une façon dépourvue de tous précédents. Mais le plus significatif est alors la manière dont les différents courants de la direction y ont réagi dans un premier mouvement où l'on peut lire quelque panique. Les « eurocommunistes » décidés⁶ jouent le tout pour le tout : puisqu'il semble évident que la politique de septembre doit être payée, que ce soit ses vrais responsables qui la paient, et éventuellement Marchais qui l'a portée. Paul Laurent donne le signal et semble bien le chef d'orchestre des plus élaborés des premiers mouvements du concert. Sur ce, Marchais se prononce au BP pour les tribunes de discussion réclamées par les militants critiques et se trouve mis en minorité sur ce point (à noter que la voix de son ex-secrétaire Fiterman qui lui manque est celle de l'homme à qui il a laissé recevoir les coups et dont le rapport sur les élections a déclenché le rire homérique — jaune — d'une base qui ne s'en laisse

plus si facilement conter). Son but, dit Althusser, est de canaliser le débat et de le renfoncer à l'intérieur du parti. Bien entendu, mais aussi, par la même occasion, de se dégager de la ligne mise en procès et de pouvoir se retourner contre les compères qui l'ont jeté dans l'impasse : à Machiavel, Machiavel et demi.

Désormais, plus un jour ne passe sans qu'un article de militant du PC — et très souvent de responsable local ou d'un rédacteur d'organe du parti — ne paraisse dans la presse extérieure, émettant des idées dont la moindre, naguère, se payait de l'exclusion et, peu auparavant, d'une campagne de calomnie et de persécutions qui traquaient l'hérétique jusque dans son travail et sa vie privée.

La déception et la colère dont l'échec électoral provoque le raz-de-marée n'est pas subi par la direction comme lorsqu'elle appliquait les directives de Moscou pour un tournant brutal heurtant de plein fouet les intérêts ouvriers, tel celui de 1939. Marchais au contraire s'est empressé de proclamer qu'il n'y aurait pas de sanctions, pas d'exclusions. L'hémorragie ne serait pas « purificatrice » comme jadis, mais échec par rapports aux fins nouvelles. Ce faisant, il a ouvert des vannes qu'il est plus que douteux qu'il puisse refermer sans changer le mode de discussion intérieur du parti. Et comme le refus du droit de tendance (qui reste un tabou pour les opposants actuels de toutes nuances) a cette conséquence que n'importe quel militant s'arroge le droit de dire n'importe quoi n'importe où (humour de la dialectique), la parole libérée démontre par elle-même à quel point la langue de bois bureaucratique (celle de l'*Humanité* qui ne sait que taxer d'anticommunisme, comme un disque rayé, toute intervention extérieure contraire au discours officiel) est non seulement impuissante mais ridicule. Il n'y a pas de bureaucratie possible sans silence imposé à la base. Et il faudrait un profond recul du mouvement ouvrier, des défaites sévères entraînant recul des organisations pour faire taire les voix enivrées de s'entendre soudain parler.

Depuis, la direction s'est quelque peu ressaisie et le comité central *unanime* fait le hérisson devant le bruit de tout le parti, attendant que cela se tasse, autre aspect de son désarroi et de son peu d'aptitude aux solutions hardies. Même à l'aune de la bureaucratie, ce sont là de bien petits bureaucrates. Il n'en reste pas moins que le compromis entre lignes contradictoires est désormais impossible et — quelles que soient les péripéties du prochain immédiat — nécessairement, c'est la ligne « eurocommuniste » du XXII^e Congrès qui sera, comme le réclament, voire l'exigent les principales « tribunes » extérieures de ces semaines d'avril, approfondie et finalement victorieuse sans partage.

Elleinstein en a donné le schéma de programme, qui offre la perspective d'un certain dégagement d'espace à la gauche du PS : s'efforcer de capter en termes d'alliance⁷ les mouvements de masse dont la politisation n'est que partiellement développée (mouvement des femmes, des écologistes, etc.) articulés sur une ligne plus souple d'unité avec le PS dans la perspective social-technocratique. Une telle ligne a des chances non seulement de s'imposer au XXIII^e Congrès, parce qu'il n'y a pas d'alternative, mais même de redonner un certain regain au PC dont le régime interne peut se trouver démocratisé de telle façon que les militants aient le sentiment de pouvoir s'y exprimer quoique les divergences y soient noyées dans l'informel (en somme comme cela se passe au PS).

Un tel stade marquera une étape historique de la social-démocratisation du PC. Ceux qui, comme le camarade Seldjouk, ne voient pas la « déstalinisation » des PC sous prétexte qu'il n'y a pas de rupture brutale du « cordon ombilical » oublient simplement que la chute de celui-ci n'est pas nécessairement une coupure et que, de toute façon, privé de sa fonction, il finit par tomber. La séparation des PC d'avec la bureaucratie de l'URSS se produit ainsi. Ce n'est sûrement pas le Kremlin qui a intérêt à une rupture violente des ponts. Pour l'instant l'« eurocommunisme » se présente pour Moscou comme des couleuvres quotidiennes à avaler, et il doit se défendre par la plus stricte des censures possibles de ses effets, à l'intérieur de ses frontières, dont la violence antibureaucratique semble être parfaitement méconnue de camarades comme Seldjouk.

Facile ou non à faire passer, l'inévitable cours de rectification ne pourra atteindre qu'un équilibre instable, limité tout au plus au sursis de quelques années que la bourgeoisie vient d'obtenir par les soins du PCF lui-même. Les voies d'un véritable redressement dont rêve Althusser (dont les violentes dénonciations qui paraissent alors que nous écrivons cet article évitent cependant la conclusion logique que le degré de dégénérescence qu'il décrit est sans remède) sont toutes fermées aux vieux partis du Stalintern en pays capitalistes, et la social-démocratisation, dont — répétons-le — nous n'avons jamais pensé à la LCR qu'elle devait nécessairement aller à son terme, n'est de toute façon que la marche à un autre type d'agonie.

Michel Lequenne

1. Le camarade Seldjouk fait partie de ceux qui, dans la LCR, nous pressaient naguère de définir l'Union de la gauche comme un front populaire, ce dont nous ne voyions ni l'exigence théorique — le Front populaire ayant eu une spécificité historique quant à la nature de

l'alliance de classes qu'il exigeait et quant aux conditions qui le fondaient : l'anti-fascisme — ni l'utilité propagandiste — les illusions créées par le Front populaire dans la classe ouvrière, consolidées par les conditions de sa fin sous les coups des couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie, sont loin d'être toutes dissipées. Mais quand l'Union de la gauche se défait, transporter la formule « front populaire » à la politique du seul PC sensée travailler à sa propre défaite pour le succès de Giscard-Barre, c'est tomber dans le confusionnisme le plus noir, en faisant un simple synonyme de « collaboration de classes » voire de « contre-révolution ».

2. Dans le n° 5 de cette revue (février-mars 1976), le camarade Leucate frôlait de plus près encore cette théorie en écrivant (p. 88) « ce dont il s'agit, c'est de l'aggravation de divergences tactiques, [et c'est lui qui soulignait] expression d'intérêts bureaucratiques parfois contradictoires, mais celles-ci s'inscrivent dans ce qui fait toujours la convergence stratégique fondamentale des intérêts sociaux [id.] qui gouvernent la politique de toutes les composantes du mouvement stalinien et le rôle globalement contre-révolutionnaire de celui-ci. » Et plus loin (p. 91) : « Les 'réformismes' stalinien et social-démocrate sont irréductibles l'un à l'autre quant à la base sociale » [toujours souligné par l'auteur]. Dans cet article, Leucate attribuait froidement à la bureaucratie des PC des pays capitalistes l'analyse de Trotsky des contradictions de la bureaucratie de l'URSS, ce qui sous-entend que leur nature est différente, socialement, de celle de la bureaucratie d'un PS par exemple, ou des syndicats (mais la CGT ? ses bureaucrates « stalinien » n'ont pas la même nature que leurs collègues du PS ?). Bien entendu, Leucate ne tirait pas non plus les conclusions de son analyse implicite, mais on ne saurait ruser longtemps avec la théorie, et l'analyse qui fait de toutes les révolutions qui ont vaincu jusqu'ici après la Seconde Guerre mondiale (Yougoslavie, Chine, Vietnam, voire Cuba ?) une expansion du stalinisme ne saurait résister à conclure, tôt ou tard, qu'il s'agit d'un nouveau système de classe. Pour les réfutations des théories définissant l'URSS comme nouveau type de société de classe (capitalisme d'Etat ou impérialisme bureaucratique) voir surtout : Trotsky, *Défense du marxisme* (EDI), E. Mandel, *De la Commune à Mai 68* (La Brèche), P. Frank, *le stalinisme* (Maspero) et surtout E. Mandel, *Critique de l'eurocommunisme*, chap. « L'eurocommunisme, idéologie de la nouvelle classe ? » (pp. 174 et suiv.).
3. Dans le même n° 5 déjà cité, art. « Sur un pronostic de Trotsky ».
4. Nos lecteurs savent à quel point le léninisme n'est pas pour nous un dogme — un ensemble de dogmes — intangible. Nous aurons eu, par rapport aux « eurocommunistes », la priorité d'un examen critique, mais, en ce qui nous concerne, pour mettre à jour un « léninisme d'aujourd'hui » et non pour rejeter ce qui sera toujours valable dans le léninisme, c'est-à-dire une théorie de l'organisation et de la pratique révolutionnaire adaptée à l'ère de la révolution prolétarienne.
5. Voir en particulier, le post-scriptum de notre article cité.
6. Nous ne jugeons pas utile d'analyser ici la notion d'« eurocommunisme » dont le livre d'Ernest Mandel, *Critique de l'eurocommunisme* (éd. Maspero) approfondit tous les aspects. Précisons toutefois que le terme, de création journalistique, n'a été adopté si volontiers par ceux qu'il désignait que parce qu'il est une couverture idéologique idéale, conservant l'alibi révolutionnaire du communisme et, par la notion jointe, se coupant d'un repoussoir stalinien. Il est clair que son emploi par nous n'est qu'une commodité de langage.
7. L'accent a été peu mis avant le 20 mars, sur le « misérabilisme » de la politique de septembre, elle a pourtant une profonde logique. Justifier la rupture avec le PS par sa nature de classe bourgeoise, fondée sur une sociologie sectaire et rudimentaire qui ignore les mutations du prolétariat et son élargissement à des couches non directement productives, impliquait non seulement de remplacer la problématique de l'unité ouvrière par celle de l'alliance de classes, mais aussi, au registre de la politique interne, de réintroduire vis-à-vis des intellectuels le vieux terrorisme culpabilisant : « Vous êtes des étrangers à la classe ouvrière, par conséquent vous avez à recevoir la vérité révélée de la part de la direction et à vous incliner sans broncher. En plus vous êtes des privilégiés et, en cette période de crise, mettez une croix sur vos revendications au nom de la priorité de celle des plus pauvres. » Seconde face d'une politique qui allait à l'encontre de l'unité ouvrière réelle, et qui, bien loin de créer une dynamique « classe contre classe » comme le prétend Elleinstein, divisait profondément la classe dans sa lutte contre la classe ennemie. Enfin, opposer politique d'alliance à politique de classe suppose donner à la

première un sens opportuniste et à la seconde un sens ultra-gauche. Non seulement la lutte de classe la plus déterminée n'est pas contradictoire avec le regroupement autour du prolétariat de toutes les couches sociales non-bourgeoises, mais c'en est la condition. Nous aurons mainte occasion de revenir là-dessus. Le changement dans la composition du PC entre prolétaires des « vieux secteurs » et des « nouveaux secteurs » ne permettait plus par ce petit cours de gauchisme bureaucratique d'opérer un « dégraissage » sélectif, mais seulement d'aboutir, soit à un profond recul, soit à une révolte. Et ce fut la « révolte », bien que nombreux soient les intellectuels qui ne remettent pas en cause la sociologie en question, qui n'est pas, d'ailleurs, celle du seul PC. (Voir Poulantzas).

Energie nucléaire et transition au socialisme

Les technologies énergétiques pratiquées par les collectivités humaines sont le produit historique de plusieurs facteurs parmi lesquels on peut distinguer en particulier :

— *Des contraintes physiques et écologiques* qui situent les sociétés humaines dans un environnement où sont plus ou moins disponibles divers stocks (gisements fossiles, uranifères) ou flux (solaire, biomasses forestières...) d'énergie.

— *Une tendance générale à l'accumulation du savoir-faire, des connaissances scientifiques et techniques* qui participent à l'accroissement des forces productives anciennes, où à l'émergence de nouvelles.

— *Un cadre social général* (économique, politique,... et notamment des rapports de production) qui *commande* le cheminement et l'évolution des technologies énergétiques.

A chaque période historique « correspond » une *configuration particulière de ces technologies énergétiques*, voire une technologie dominante, parmi plusieurs possibles. Cette technologie s'impose à l'échelle de la société parce qu'elle est socialement nécessaire : en clair, parce *qu'elle est avantageuse pour la classe qui domine et contrôle le système social*, sans être forcément celle qui assure le meilleur service collectif. Ainsi, tout changement énergétique notable est lié à une conjoncture historique et sociale particulière, et il commande pour une part la stabilité ou l'évolution rapide de cette conjoncture.

L'histoire nous offre de nombreux exemples de ces changements. Ainsi, lors des premières poussées industrielles en France (et en Europe), le système féodal, grâce à l'entrelacs des privilèges, banalités, etc., entrave les assauts de la nature et des principales ressources énergétiques par la bourgeoisie montante. L'exploitation de l'énergie des cours d'eau avait été progressivement monopolisée par une multitude de féodaux ou de concessionnaires privilégiés... Ces monopoles s'étaient constitués, par l'intermédiaire notamment des « moulins banaux », à travers des luttes séculaires contre les communautés paysannes, cherchant elles-mêmes à disposer de leurs propres sources d'énergie (le vent, par exemple) ; ils assuraient de confortables *rentes* à leurs détenteurs (cf. infra, le problème de la rente). D'une façon analogue, on pourrait analyser la conjoncture qui assura, en Angleterre, le remplacement du bois par le charbon... Mais cela n'est pas au centre de notre propos, et ce qu'il convient de rappeler ici, c'est surtout quelques éléments de la situation qui a frayé la voie aux politiques énergétiques actuelles, notamment celle de l'Etat français, avant d'aborder la question fondamentale : vers quel futur nous entraîne un développement massif de l'industrie électronucléaire ?

I. Le nucléaire n'est pas une fatalité

1. Pourquoi le nucléaire ?

Parmi les raisons qui rendent le nucléaire rentable aujourd'hui, deux méritent d'être soulignées :

— La première renvoie à la nature même du système capitaliste. Tout se passe en effet comme si les mécanismes de l'économie du marché tendaient à développer une ressource dominante et à repousser, du même coup, et compte tenu des critères de rentabilité, le pluralisme énergétique : on a ainsi un véritable schéma obligé de croissance énergétique, fondé sur un schéma de croissance économique, lui-même présenté comme le seul possible : on passe ainsi du « tout-charbon » au « tout-pétrole » puis au « tout-nucléaire » et, ce, dans le cadre d'une croissance fondée sur une industrialisation par grandes unités, grosses consommatrices et gaspilleuses d'énergies.

Il n'y a évidemment en cela ni fatalité absolue, ni machiavélisme de la classe dominante, mais plus prosaïquement le souci de maximiser le profit monétaire à l'échelle de chaque trust de l'énergie ; les critères de choix et l'horizon temporel sont trop limités pour que

l'éventail des possibles ne se ramène pas à une ou deux technologies rentables à court terme. Le système d'appropriation privé permet évidemment une distorsion, voire une dissociation complète, entre coûts et avantages privés d'une part, coûts et avantages sociaux de l'autre. Les entreprises privées recherchent et imposent ainsi une technologie dominante facilement monopolisable au demeurant, et dont les effets externes¹ sont pris en compte par la collectivité ou plus précisément par telle ou telle catégorie sociale. Non seulement l'Etat bourgeois s'insère parfaitement dans ces mécanismes, mais encore les favorise par le biais des sociétés nationalisées (CEA, EDF, en France) et, dans de nombreux cas, permet la réalisation d'« économies externes » grâce à la mise au point de certains aspects des technologies énergétiques. Le choix actuel du nucléaire s'inscrit parfaitement dans ce mécanisme. Voici pourquoi : dans tout procès de « fabrication » de l'énergie interviennent deux étapes essentielles : extraction et transport d'une part, transformation d'autre part. Très schématiquement, *le coût de la première phase (I) correspond à celui des matières premières énergétiques* (charbon, pétrole brut, uranium avant enrichissement), et dans ce coût interviennent deux parts :

— *La valeur du travail socialement nécessaire* pour l'extraction et le transport.

— La rente² foncière, fondamentalement *liée aux conditions naturelles* (ampleur et accessibilité des gisements, richesse des minerais, etc.).

La phase (II) de transformation ou d'actualisation de l'énergie (raffineries, centrales thermiques ou nucléaires) est au contraire exclusivement dépendante des conditions générales de la production, et, en particulier, de la *productivité* du secteur de transformation (technologie plus ou moins évoluée, plus ou moins bonne qualité de l'outillage, etc.). La hausse des prix mondiaux du pétrole, qui jouent un rôle directeur dans la fixation des prix de l'énergie, traduit dans une certaine mesure une évolution des rapports de force au bénéfice des Etats producteurs, rend compétitives de nouvelles sources, notamment sur le territoire nord américain, mais *surtout*, elle instaure comme moteur essentiel de la concurrence dans le secteur de l'énergie les *progrès de la productivité plus que la rente de situation*. La hausse des prix pétroliers rend le nucléaire compétitif, mais surtout elle joue en faveur des secteurs capitalistes les plus avancés technologiquement. Même s'ils ne reflètent que très imparfaitement la réalité des coûts, les chiffres annoncés dans le tableau I et concernant la production d'électricité en France, illustrent ce point :

Phases de production	Filières de production	Nucléaire	Thermique fuel
Phase I	Extraction du combustible	10 %	68 %
Phase II	Cycle des combustibles	20 %	
	Investissement	50 %	90 %
	Exploitation	20 %	32 %

Tableau I : Coûts relatifs des différents postes du kwh électrique
(aux conditions du 1^{er} janvier 1976 et pour des centrales mises en service en 1982 — Source EDF).

On voit que dans le cas de l'électricité d'origine fossile, le coût de la matière première, le pétrole (phase I), intervient pour plus des deux tiers, dans le cas de l'électricité d'origine nucléaire pour un dixième seulement : c'est la phase II qui constitue dans ce dernier cas, l'essentiel des coûts et par conséquent de la valeur ajoutée. C'est donc bien la recherche de la productivité qui est plus valorisée par le développement du nucléaire que par celui des sources fossiles d'énergie. Les experts estiment qu'il y a là un avantage pour l'énergie nucléaire. Ainsi, le délégué général à l'Énergie pour le gouvernement français, déclare : « *Il faut insister sur le contenu en valeur ajoutée française des centrales nucléaires qui est de 90 %, contre 60 % pour les centrales au charbon et moins de 50 % pour celles au fuel.* » (*le Monde* 15/16 février 1978.) On retrouve d'ailleurs le problème rente/productivité avec les énergies libres, solaire notamment. Une des raisons pour lesquelles le solaire par captage au sol intéresse peu, pour l'instant, les trusts de l'énergie est lié à ce problème de la rente. Par ailleurs, les économies d'échelle ne jouent que peu pour le solaire, puisque pour multiplier l'énergie captée par un quelconque facteur, il faut multiplier les installations de captage par le même facteur, et l'énergie captée au sol se prête mal à un monopole du contrôle. Il en va autrement du captage par satellite qui se réinsère beaucoup mieux dans la logique du système capitaliste (technologie avancée, économies d'échelle, contrôle...).

2. Pourquoi les filières actuelles ?

Pas plus que le choix de l'énergie nucléaire elle-même, le choix des filières ne résulte d'abord de contraintes techniques. L'acte de

naissance de l'âge nucléaire est scellé sous le signe de la guerre et de la mort. L'horreur d'Hiroshima n'est pas seulement un symbole incombrant. Dans l'aventure nucléaire, le civil n'est que le prolongement du militaire ; l'atome civil rentabilise l'atome militaire. Dans l'intervention qu'il fit devant le conseil général de l'Isère, le 23 septembre 1976, Lew Kowarski a bien résumé cet aspect du problème :

« J'ai l'impression que la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui n'est pas une situation rationnelle, n'est pas une situation raisonnable. Nous y avons été conduits, comme souvent dans les affaires humaines, par le jeu un peu aveugle des forces historiques qui nous ont placés dans une situation qui, disons le mot, est un peu un pétrin dont nous ne pouvons nous dépêtrer. »

Les premières applications de l'énergie nucléaire, les applications très éclatantes, datent de trente et un ans. Quelles étaient ces applications ? Elles étaient militaires. C'est à cela que l'on pensait à l'époque, quoi que l'on dise au public. On cherchait à développer les technologies nucléaires dans le sens le plus avantageux pour les applications militaires. C'est là l'origine de la filière dite française qui a été d'abord développée en Angleterre. Aux Etats-Unis cela s'est passé un peu autrement : la préoccupation des centrales nucléaires a coïncidé non pas avec la fabrication du plutonium militaire, mais avec la propulsion des sous-marins. Le résultat c'est qu'en Angleterre et en France on s'est lancé sur la filière la plus propre à fabriquer du plutonium militaire et qu'aux Etats-Unis, on s'est lancé dans la filière la plus propre à assurer la propulsion des sous-marins. C'est un fait historique dans lequel nous nous débattons encore aujourd'hui.

Une fois que les militaires, qui ont l'habitude d'exiger de la bonne qualité et qui peuvent payer, ont suscité les activités industrielles dans leurs pays respectifs, les industriels forment eux-mêmes le personnel, et le personnel, bien entendu, veut faire valoir ses compétences, il veut agir dans la direction dans laquelle il est compétent. Voilà pourquoi, quand il s'agit de centrales nucléaires, d'abord en Angleterre ensuite en France, on a tout de suite continué à appliquer la filière graphite-gaz, uranium naturel, et aux Etats-Unis à appliquer tout de suite la filière à eau légère et uranium enrichi. Les forces industrielles d'abord, financières ensuite, se sont formées... »

Ainsi, tout le développement nucléaire d'un pays comme la France est aujourd'hui fondé sur deux filières : la filière PWR, devant être relayée aussi rapidement que possible par la filière surgénératrice. Or, plusieurs dizaines de filières étaient théoriquement possibles : les

combinaisons qui déterminent une filière reposent sur trois éléments : le combustible, le fluide caloporteur (qui transporte la chaleur du cœur du réacteur à la turbine) et éventuellement le modérateur (ou ralentisseur) qui permet de contrôler et de piloter la réaction nucléaire. Pour s'en tenir aux solutions les plus couramment envisagées, elles reposent sur les soixante combinaisons faisant intervenir : — Trois possibilités de combustibles (uranium 235, plutonium 239, thorium 232). — Quatre possibilités de ralentisseur (eau naturelle, eau lourde, graphite ou rien avec les surgénérateurs). — Cinq possibilités de caloporteur : eau liquide, eau vapeur, gaz (CO₂), sodium, hélium.

Les choix successifs français s'expliquent par ces deux facteurs : le *marché* et les *choix militaires*. Pour s'en tenir à l'essentiel, la filière UNGG s'impose au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale ; l'impossibilité d'enrichir alors l'uranium et la nécessité de produire des matières fissiles par la voie la plus courte pour construire la bombe A imposent le combustible (uranium naturel), le coût prohibitif de la production d'eau lourde et les relations privilégiées avec l'Angleterre restreignent pratiquement le choix à la filière UNGG. Les Américains ont de leur côté une autre ambition : leur situation dominante au sein de l'impérialisme les conduit à faire porter leur effort sur la propulsion nucléaire des sous-marins : en s'affranchissant des contraintes d'un ravitaillement fréquent, les sous-marins nucléaires deviennent l'arme imparable du « gendarme impérialiste » le plus puissant. La filière à uranium enrichi, qui permet d'actionner des moteurs relativement peu encombrants, se développera ensuite à partir de ces objectifs initiaux.

C'est vers la fin des années soixante que se modifient les facteurs qui justifient le choix initial français pour la filière UNGG : l'usine de Pierrelatte suffit aux besoins, la bombe H prend le relais de la bombe A. L'objectif d'assurer l'ouverture des marchés extérieurs aux groupes français passe au premier plan et impose pratiquement la filière PWR.

Ainsi, le VI^e plan résume bien les ambitions et les contraintes de l'énergie nucléaire :

« L'énergie nucléaire constitue un puissant moteur industriel pour plusieurs raisons. Pour un même coût de production de l'électricité, la part de valeur ajoutée par les industries de transformation est la plus importante (...). La taille même des problèmes posés par la réalisation des centrales nucléo-électriques constitue un puissant catalyseur pour initier des regroupements industriels. »

Par contre, un programme nucléaire trop faible, au-dessous d'un certain seuil, conduit nécessairement à un sous-emploi des moyens mis en œuvre.

Enfin, les réalisations nucléaires resteront le privilège de quelques grands pays industrialisés et ceux-ci bénéficieront de marchés extérieurs notables (...). Le marché intérieur français pour l'ensemble de la production d'électricité représentera au cours du VI^e plan environ 3 000 MWe³ par an. Or, dans le seul domaine des grosses machines tournantes, une capacité de production de l'ordre de 6 000 MWe par an a été citée comme le seuil actuel de rentabilité.

Il est certain que l'exportation doit permettre d'accroître sensiblement le marché des industriels français, encore faut-il disposer de références nationales en nombre suffisant. »

La brusque hausse des prix du pétrole, les exigences de restructurations des secteurs de la construction électro-mécanique vont de fait accélérer la réalisation d'une politique énergétique décidée depuis 1969 (date qui coïncide d'ailleurs avec le retrait de De Gaulle) ; la concurrence des capitaux incite à la mise en place accélérée des nouveaux réseaux de production énergétique. Le choix qui prévaut est celui de travailler sous licence américaine. Il marque la victoire de la fraction de la bourgeoisie qui subordonne les choix technologiques à la volonté d'accroître la pénétration des monopoles d'origine française sur le marché mondial, à l'ombre de l'impérialisme US.

Résumons : *ni le nucléaire, ni la filière choisie ne résultent d'impératifs techniques à proprement parler.* Il s'agit de choix politiques et économiques dictés par les intérêts de la classe dirigeante, ou de certaines de ses fractions, et non par la volonté de satisfaire les besoins (lesquels ?) de la population, comme le martèle la propagande officielle. L'avènement du nucléaire est le résultat des affrontements géopolitiques à l'échelle mondiale, et un nouveau moteur pour l'accumulation du capital.

II. Nucléaire et croissance énergétique : problèmes écologiques

Le débat actuel sur les implications écologiques du nucléaire tourne autour de deux axes indissociables : l'énergie nucléaire est-elle dangereuse ? L'énergie nucléaire est-elle nécessaire à la croissance économique ? En fait, toute tentative de réponse à ces deux questions débouche sur une troisième plus fondamentale : la croissance socio-économique que permet d'envisager le nucléaire est-elle souhaitable ?

Une façon commode d'aborder cette discussion est d'examiner l'ensemble du procès de « fabrication » de l'énergie nucléaire depuis le prélèvement sur les ressources naturelles qu'il implique jusqu'au rejet dans l'environnement de chaleur et de déchets, en passant par l'analyse du rendement de la chaîne qui, du minerai d'uranium conduit à l'utilisation finale.

1. Une ressource naturelle limitée

Les réacteurs de fission actuellement en construction ou en projet dans le monde utilisent une ressource naturelle limitée (uranium ou thorium).

Au niveau mondial, d'abord, les réserves estimées de ces deux éléments, en équivalent énergétique, sont comprises entre 350 et 4 000 milliards de Tec. L'estimation supérieure tient compte de l'uranium de l'eau de mer, dont personne ne peut affirmer si l'extraction sera un jour économique, même couplée à des usines de dessalement (ainsi, les prix de revient estimés varient entre 50 dollars et 1 000 dollars 1975 la livre !).

Par ailleurs, pour fournir les 200 000 tonnes/an nécessaires mondialement aux environs de 1995, il faudrait pouvoir traiter alors 65 000 milliards de tonnes d'eau de mer, chaque année. Cette contrainte restreint le nombre de sites possibles pour une telle opération, sans parler du gigantisme des installations, de la quantité d'énergie à produire sur place... L'hypothèse basse semble donc être la plus raisonnable ; elle correspond, du point de vue de l'ordre de grandeur, et compte tenu des technologies actuelles, aux réserves mondiales d'hydrocarbures, en équivalent énergétique. Ces données sont connues et résumées dans le tableau II :

Pays	à moins de 15 dollars/lb	à moins de 30 dollars/lb
Etats-Unis	820	1 266
Canada	465	585
France	62	95
Niger	60	80
Gabon	25	30
Total	1 432	2 056

Tableau II : Ressources estimées en uranium du monde occidental, en milliers de tonnes (d'après L. Thiriet).

Pour la France, les réserves situées sur le territoire national — estimées à 62 000 tonnes d'uranium naturel — ne permettent le fonctionnement de 50 réacteurs PWR de 1 000 MWe que pendant une dizaine d'années : or 50 réacteurs représentent l'objectif pour les années 1985, d'après le VII^e plan. Il existe bien sûr une certaine incertitude dans l'estimation des réserves terrestres utilisables, c'est-à-dire n'exigeant pas un investissement énergétique et/ou économique déraisonnable. Néanmoins, même le triplement des réserves accessibles ne résoudrait pas le problème : l'échéance serait au mieux retardée d'une dizaine d'années, compte tenu du taux de croissance prévu pour le parc de réacteurs PWR.

De plus, la filière PWR est dépendante de fournisseurs extérieurs jusqu'au début des années 1980, date prévue pour la mise en service de l'usine d'enrichissement d'Eurodif. Cette situation explique la volonté des gouvernements de la V^e République de maintenir des relations de domination impérialiste sur un certain nombre de pays d'Afrique Noire, assez riches en gisements uranifères, et jugés plus « sûrs » politiquement que les pays de l'OPEP.

2. Les surgénérateurs

Avec les technologies actuellement développées à l'échelle industrielle, le nucléaire de fission n'a donc pas un avenir plus brillant que les hydrocarbures. C'est ce constat qui explique :

- que l'énergie nucléaire de fission soit considérée comme transitoire ;
- qu'au niveau de la France, et probablement mondial, le développement massif des filières de type PWR n'a de sens que s'il est relayé avant un demi-siècle par une filière surgénératrice.

L'une des caractéristiques des surgénérateurs est de produire — du moins sur le plan théorique — plus de combustible (plutonium 239) qu'elle n'en consomme ; malheureusement cette filière semble loin de présenter toutes les garanties souhaitables sur le plan de la sécurité et du respect de l'environnement. Et pourtant, c'est bien la seule filière possible à moyen terme, si c'est la voie nucléaire qui est choisie : *« Bien que de nouvelles découvertes d'uranium surviendront sans aucun doute à l'avenir, toutes les données géologiques actuelles montrent que, si l'on ne réalise pas rapidement la transition vers les surgénérateurs, une sévère pénurie de minerais bon marché de matières fissiles surviendra à la fin du siècle. »* Cette technologie

permettrait de se tourner vers des gisements à basse teneur, et multiplierait les ressources énergétiques disponibles d'un ordre de grandeur compris entre 10 et 100, dans le long terme. Il n'en est pas de même pour le moyen terme ; de nombreuses études montrent que les surgénérateurs n'apporteraient, vers l'an 2000 qu'un léger relâchement des contraintes, sans que la tendance à la hausse du combustible puisse être modifiée.

Si on ajoute les difficultés importantes rencontrées pour le retraitement du plutonium à l'échelle industrielle, on a beaucoup de raisons de douter de la capacité de cette filière à remplir le rôle qui lui est dévolu.

Au niveau de la France, la situation est plus inconfortable encore qu'un niveau mondial, malgré une avance technique probable ; en effet, même dans le cas d'un recours massif à la technologie surgénératrice, les consommations d'uranium ne commenceraient à décroître en France qu'à partir des années 2010. Par conséquent, pour notre pays, le goulet qui menace l'industrie de fission pour les années 1990, risque de ne pouvoir être franchi, même avec les surgénérateurs : tout dépend en particulier du temps de doublement de la charge initiale des premiers surgénérateurs. Les estimations pour Superphénix, le premier surgénérateur européen de taille industrielle varient de 20 à 25 ans. Tout laisse donc penser que cette filière arrivera trop tard.

D'une façon générale, on voit que l'argument de la quasi-inépuisabilité de la ressource naturelle avec la surgénération ne vaut rien pour le moyen terme, à cause des contraintes temporelles, même dans le cas des Etats-Unis, où la situation est la plus favorable.

Le plan Carter, à première vue, semble renoncer à la filière surgénératrice. Néanmoins, dans l'analyse qu'il en a faite dans le *Washington Post* du 29 mai dernier, Barry Commoner montre que le plan Carter, bien qu'il s'oppose virtuellement au développement des surgénérateurs, implique l'utilisation à terme de la surgénération. Selon Commoner, le plan Carter « prévoit l'introduction massive de réacteurs à eau ordinaire à un rythme beaucoup plus élevé que celui des dernières années... Vers l'an 2000, les centrales nucléaires fourniraient la majeure partie de l'énergie nationale, et comme nous continuerions à dépenser massivement de l'électricité, nous n'aurions d'autre choix que de poursuivre le développement du système de fission nucléaire ». La logique du plan Carter implique donc une diversification des filières, mais, ce, compte tenu des limites des réserves d'uranium « il deviendrait nécessaire d'accroître l'appro-

visionnement en combustible fissible, en intégrant les surgénérateurs au système ».

3. Un gouffre énergétique

Le développement rapide de l'industrie nucléaire va consommer de grandes quantités d'énergie fossile. Pour la construction des centrales bien sûr, mais aussi tout au long du cycle du combustible, du nouveau réseau de distribution à mettre en place ; ainsi, par exemple, la seule usine d'enrichissement d'Eurodif, sera flanquée de quatre gros réacteurs de 1 000 MWe chacun, nécessaires à son fonctionnement. Divers calculs, émanant notamment du syndicat CFDT du CEA estiment à une quinzaine d'années, pour la France, la période pendant laquelle le programme nucléaire utilisera plus d'énergie qu'il ne sera capable d'en fournir lui-même. Quinze ans à compter de 1975, cela mène au début des années 1990, c'est-à-dire à une période où, nous l'avons déjà souligné, de sérieux problèmes d'approvisionnement en combustible commenceront à se poser. Et encore les calculs de la CFDT n'ont-ils pas pris en compte le coût énergétique de certaines opérations, comme le démantèlement des installations obsolètes... Cette évaluation du bilan énergétique est importante car elle montre que la politique nucléaire actuelle bute sur une importante contradiction : le programme doit être mis en place rapidement pour jouer le rôle qui lui est assigné : la production d'une énergie de transition entre les combustibles fossiles du XX^e siècle et les « énergies nouvelles » de la fin du XXI^e siècle. Mais il produira d'autant moins vite de l'énergie disponible pour d'autres usages que l'extension du parc lui-même qu'il croîtra rapidement : *insoluble contradiction.*

Nous voici donc face à un premier pari qui risque d'aboutir, à moyen terme, à des conséquences inverses des finalités que ses promoteurs prétendent poursuivre.

4. Pollution, déchets, sécurité

Ce premier pari est d'autant plus risqué qu'il se double d'un second sur le long terme. Nous assistons en effet à la mise en place d'un système *énergétique éphémère* (deux, trois générations humaines ?), qui ne produira une *énergie nette*⁴, que dans sa phase de sénescence, mais qui léguera un héritage dangereux à *des dizaines et des dizaines de générations humaines*. C'est de ce second pari qu'il faut maintenant dire quelques mots.

Dans une évaluation globale coût/avantage permettant de juger de l'intérêt pour la société de l'usage de l'énergie nucléaire, il faudrait évidemment faire intervenir *tous* les éléments susceptibles de figurer dans cette évaluation. Il serait immodeste de prétendre traiter ici un problème aussi vaste ; deux remarques permettent néanmoins, croyons-nous, de contourner, au moins partiellement, cette difficulté : les conséquences de la pollution radioactive ne sont pas évitables, et surtout le stockage des déchets n'a pas encore trouvé de solution satisfaisante ; sans parler des risques d'accident ! d'autres technologies, plus « propres » pourraient être mises en place dans des délais raisonnables.

Le premier problème, celui des pollutions en fonctionnement normal, est connu. Mentionnons en particulier le récent travail de Sternglass, qui a fait une étude statistique sur une longue période et en utilisant des échantillons fiables de population d'enfants. Son étude semble démontrer essentiellement deux phénomènes : primo, pour toutes les populations situées en aval des réacteurs refroidis à eau, on observe des taux de mortalité supérieurs à ceux des populations situées en amont ; secundo, il y a corrélation indiscutable entre le dégagement dans l'atmosphère d'effluents radioactifs — réputés inoffensifs officiellement — et la mortalité de la population sous le vent.

En ce qui concerne les risques d'accidents, personne ne les nie. D'habiles mathématiciens prétendent démontrer que leur probabilité est si faible que, selon eux, refuser le nucléaire tient plus de la débilité que de la prudence. Ce type de calcul prétend chiffrer l'inconnu, l'aléatoire dans un système et permet ainsi de comparer la sûreté de différents systèmes. Mais le point qui nous semble décisif pour juger ce type d'évaluation est qu'il ne permet absolument pas de prévoir l'avenir. Quand l'événement rare peut impliquer la mort de dizaines de milliers d'êtres humains, le risque de tares génétiques pour des générations et des générations, la stérilisation, pour des décennies de régions entières, les calculs probabilistes servent surtout d'écran de fumée : Ils ne peuvent en aucun cas offrir un critère de décision politique !

Nous insisterons plus longuement sur le problème des déchets, car il a des implications graves à très long terme. Tout réacteur nucléaire produit de l'énergie thermique partiellement transformée en électricité et des combustibles irradiés extrêmement radioactifs. Les déchets, outre le tritium provenant de la fission ternaire, peuvent se classer en deux grandes catégories :

— *Les produits de fission (PF) de poids atomique moyen*, provenant de la cassure des noyaux d'uranium 235. Le césium 137, le strontium 90 appartiennent à cette catégorie. Ce sont des émetteurs nocifs qui peuvent parfois se reconcentrer le long des chaînes trophiques. Leur période ne dépasse pas quelques dizaines d'années ; en pratique, en un millier d'années, leur radioactivité est éteinte.

— *Les transuraniens* qui proviennent des transformations successives de l'uranium 238 par capture de neutrons. Ce sont des émetteurs très destructifs en cas de contamination interne. Ils ont une période longue (24 600 ans pour le plus connu d'entre eux, le plutonium 239) et une toxicité analogue à celle du plutonium. Stockés, ils conservent une radioactivité notable pendant plusieurs centaines de milliers d'années. Les opérations de retraitement ont pour but la séparation des différents composants : certains sont réutilisés (uranium, plutonium 239) comme combustibles ou à des fins militaires. D'autres, inutilisables, mais dangereux, doivent être stockés.

On peut retenir les points suivants : avant d'être transportés pour le retraitement, les barreaux de combustibles usés sont stockés pendant une demi-année sur le site de la centrale. Après leur transfert dans l'usine de retraitement, il faut se défaire des gaines de protection fortement activées par les flux de neutrons et par les éléments de combustibles qui y ont diffusé, dissoudre les combustibles en solution acide, extraire plutonium et uranium des solutions, concentrer les solutions des produits de fission, etc. Les déchets sont souvent classés en trois catégories en fonction de leur radioactivité :

— Produits à faible radioactivité, encombrants : une centaine de m³ à stocker chaque année pour un réacteur PWR de 1 000 MWe.

— Produits à moyenne radioactivité, posant un double problème : de volume et de radioactivité (de l'ordre de 10 Ci/litre)⁵.

— Produits à haute radioactivité, les plus dangereux (plusieurs centaines de Ci/litre) et dégageant une forte puissance thermique.

Les solutions sont concentrées, puis stockées dans des cuves dont le contenu doit être refroidi et agité en permanence. En volume, ces concentrés peuvent représenter 400 m³ pour toute la durée de fonctionnements d'un réacteur PWR de 1 000 MWe. Ce stockage n'est d'ailleurs qu'un stade intermédiaire avant solidification pour *stockage définitif*. Celles des solutions qui semblent retenir particulièrement l'attention des spécialistes combinent deux procédés :

— *La vitrification* : il s'agit d'incorporer les déchets à des blocs vitrifiés capables de résister au rayonnement et au dégagement de chaleur. Ce procédé n'a pas encore été mis en œuvre à l'échelle industrielle, et

la tenue mécanique des blocs vitrifiés n'est pas assurée au-delà de quelques dizaines d'années.

— *Le stockage dans des formations géologiques stables.* En Allemagne, par exemple, des déchets de moyenne activité sont stockés dans l'ancienne mine de sel d'Asse. L'incertitude demeure pour le stockage des déchets à longue période, car aucun géologue ne peut garantir la stabilité de ces couches géologiques pour des durées de dizaines de milliers d'années.

Malgré les précautions réelles prises pour empêcher la diffusion des polluants radioactifs vers la biosphère, une certitude demeure : il faudra stocker des produits extrêmement dangereux pendant des millénaires... « *Pour résoudre un problème économique à court terme (...) l'électronucléaire ne tire-t-il pas une traite de portée géologique sur l'avenir de la planète ?* » (L. Puiseux).

Résumons : les impacts de la fission nucléaire sont encore mal connus. Ils se manifesteront sur une très longue période et risquent d'engendrer des malheurs irréparables, en ce sens que les technologies connues ne permettent pas de les éliminer tous, quel que soit le prix que la société soit prête à payer.

III. Quelle énergie, pour quoi faire ?

Une première constatation s'impose lorsqu'on analyse la consommation énergétique dans le monde : *c'est l'effroyable disparité des disponibilités.*

L'énergie disponible en moyenne pour le tiers monde (pays du Moyen-Orient exclus) s'élève à 0,40 Tec par tête et par an. A l'autre extrémité de la gamme des consommations, les Etats-Unis, modèle de gaspillage énergétique arrivent en tête des pays développés, avec une consommation par tête de 12 Tec par an en 1975. Et encore ces moyennes cachent-elles les disparités au sein de chaque groupe de pays, et surtout entre classes sociales à l'intérieur de chaque pays.

1. Au sein des pays du tiers monde

Au sein des pays du tiers monde, une part essentielle de la consommation est aujourd'hui assurée par des énergies non commerciales (plus de 50 % en Inde) et l'essentiel de ces consommations concerne le chauffage et la cuisson des aliments (50 à 80 %). Dans la plupart des cas, ces énergies non commerciales proviennent de coupes

de bois, plus ou moins anarchiques qui accélèrent le procès d'érosion et de destruction des sols. Par ailleurs, bien souvent, l'importation de technologies coûteuses, qui privilégient l'électricité comme vecteur énergétique, renforcent la dépendance de ces pays par rapport aux métropoles impérialistes. Les divers programmes d'aide expérimentaux actuels, soutenus par la Banque Mondiale et le PNUE, portent sur l'électrification des villages, avec, comme corollaire, l'achat de cuisinières électriques. D'autres possibilités énergétiques, mieux adaptées aux besoins des populations rurales dispersées (biogaz, photosynthèse sous le tropique humide,...) sont peu soutenues, bien que certaines aient fait leurs preuves à l'échelle de grands pays comme la Chine. En tout état de cause, le problème de l'avenir énergétique de la planète se pose en des termes évidemment différents suivant les régions du monde étudiées ; le développement des technologies énergétiques doit être différencié suivant les besoins réels et les potentialités naturelles de chaque région : que peut, par exemple, signifier, pour la population brésilienne, l'importation de quinze centrales nucléaires dans un pays très riche en sites possibles pour des installations hydro-électriques ?

Quelles sont les implications d'une politique analogue pour les populations de pays africains bien pourvus en énergie solaire ? Toute technologie énergétique qui ne serait pas un outil majeur pour faire évoluer rapidement la situation mondiale vers une consommation énergétique égalitaire est discutable : l'électronucléaire n'est pas une technologie appropriée à ce but. Son extension mondiale permet par contre de renforcer le contrôle des grands trusts de l'énergie sur l'économie des pays ex-colonisés.

2. Pays développés

Revenons à la *structure de la demande finale* dans les *pays développés*, et en particulier au cas de la France. Dans notre pays, la plus grande partie de l'énergie finale se répartit en trois flux majeurs : — Industrie (40 %) ; — Transports (21 %) ; — Domestique et tertiaire (35 %) ; — Agriculture (4 %).

Cette situation n'est pas satisfaisante pour plusieurs raisons :

— Elle résulte d'une *politique gaspilleuse*. Pour le poste domestique, le chauffage, qui utilise les *basses calories*⁶ est prédominant. Son importance actuelle résulte surtout d'une politique fondée sur la construction d'immeubles dont l'isolation thermique est déficiente. Les bas prix du pétrole depuis le début des années cinquante ont encouragé une politique à très courte vue, alors que les logements

construits pendant cette période seront encore en service au début du siècle prochain. Dans les transports, c'est aussi une politique aveugle et s'opposant à toute rationalité qui a encouragé le développement massif des transports routiers (automobiles pour le transport urbain, camions pour le fret...). Quant au poste le plus important, le secteur industriel, il est bien connu que pour l'obtention d'un même produit final, les écarts de consommation énergétiques peuvent être considérables.

— Les formes d'énergie utilisées sont souvent *inadaptées* à leurs usages : l'exemple le plus célèbre est celui de l'électricité utilisée pour le chauffage des appartements, et dont on peut ainsi résumer l'absurdité : se servir d'un radiateur électrique pour chauffer un logement, c'est perdre dans l'environnement, au niveau de la source froide de la centrale, de quoi chauffer deux autres logements équivalents !⁷

La croissance de la production nucléaire d'électricité risque d'aggraver cette situation puisqu'elle implique l'augmentation de ces usages d'énergie inadaptée ; de plus, elle peut être la source de gaspillages à cause des difficultés de son stockage. L'appareil productif d'électricité doit être conçu en fonction de la demande maximale. Par conséquent, pendant les périodes de basse demande, il faut écouler l'électricité produite. Une étude prospective faite à la demande de l'organisme officiel du patronat français, le CNPF, envisage comme première possibilité, pour écouler la production, l'extension du travail de nuit.

Face à cette situation, deux démarches sont possibles, qui ne sont d'ailleurs pas forcément contradictoires.

3. « Astuces techniques » et/ou révolution sociale

L'ensemble des gaspillages énergétiques peuvent être réduits assez rapidement par une série de mesures un peu volontaristes, mais qui ne touchent en rien la nature profonde du système capitaliste. Les mesures sont des « Astuces techniques » pour reprendre l'expression de A.B. Lovins (*Technical Fixes*). Elles n'affecteraient en rien le niveau de vie matériel des consommateurs finaux. Selon un récent rapport de l'OCDE, elles peuvent conduire à une diminution du « coefficient d'élasticité d'Énergie/PNB » en Europe pouvant aller jusqu'à 25 % d'ici l'an 2000, suivant la rigueur avec laquelle ces trucs techniques seraient appliqués.

A.B. Lovins toujours optimiste, pense qu'à long terme, aux Etats-Unis, les trucs techniques sont capables, à eux seuls, de multiplier par trois ou quatre l'efficacité énergétique. Ces mesures peuvent

aller de l'amélioration des isolations des bâtiments ou du rendement des moteurs jusqu'à un redéploiement industriel et agricole qui favorise une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Appliquées avec rigueur, elles permettraient d'améliorer considérablement les conditions matérielles d'existence de la fraction la plus défavorisée de la population des pays développés, avec une consommation globale stabilisée à son niveau actuel.

Les politiques actuelles des gouvernements portent uniquement sur ces aspects techniques, et encore, faut-il le préciser, avec de multiples contradictions. Ainsi, en France, un dossier récent édité par le ministère de l'Industrie (*Dossier de l'énergie*, n° 16) révèle que l'EDF s'est engagée auprès des industriels à leur vendre l'énergie en 1982 au même prix, en francs constants, qu'en 1973, c'est-à-dire au même prix qu'avant la flambée des prix du pétrole !

Il est donc clair que pour résoudre des problèmes qui relèvent en réalité de choix politiques et économiques à l'échelle planétaire, des mesures bien différentes sont nécessaires : Elles touchent à la nature même de la croissance capitaliste. Elles impliquent un total renversement des démarches à courte vue actuelles : il faut désormais concevoir des systèmes viables à long terme pour définir une politique énergétique raisonnable à court et moyen terme. C'est la stratégie qui doit commander la tactique, et l'objectif d'une civilisation développée, stable énergétiquement, doit orienter les tactiques énergétiques d'aujourd'hui. Si l'on adopte cette démarche, le demi-siècle qui vient doit être mis à profit pour une reconversion énergétique pendant laquelle il faudra bien vivre d'expédients : utiliser notamment le charbon, dont les réserves mondiales sont importantes, mais surtout préparer l'avenir en redéployant les technologies énergétiques en fonction des critères suivants :

1. Utilisation maximale des *flux d'énergie renouvelable* par opposition aux stocks, par définition limités : il s'agit essentiellement du flux solaire.

2. *Diversification maximale des chaînes énergétiques* en fonction de la consommation finale recherchée.

3. Adaptation de la dimension des *unités de production* aussi bien que de la « qualité » de l'énergie aux besoins réels des utilisateurs finaux.

A l'évidence, seule une économie planifiée, d'où serait banni le critère de profit, pourrait satisfaire ces trois exigences.

Depuis l'explosion des prix du pétrole, la bourgeoisie brandit la menace d'épuisement physique des réserves d'énergie fossile, pour justifier la mise en place accélérée de l'énergie nucléaire de fission.

Elle invoque cette même menace pour expliquer la crise qui frappe l'économie capitaliste. Mais cette argumentation est totalement biaisée. Car s'il est vrai que les stocks d'énergie fossile sont limités⁸, il faut tout de même souligner que les réserves charbonnières mondiales donnent largement le temps d'une reconversion énergétique vers les énergies renouvelables, notamment le solaire. L'argument temporel ne justifie donc pas la précipitation avec laquelle on veut *imposer* le nucléaire. Cet empressement est d'autant plus suspect qu'aucun argument économique, écologique, social, ne plaide en faveur du nucléaire. Cet empressement est d'autant plus inquiétant qu'il engage la société dans une voie difficilement réversible. La complexité et le coût des techniques, la longueur de la chaîne des entreprises concernées, conduisent à la construction d'installations de plus en plus puissantes et centralisées — nous y reviendrons. Et cette course à la puissance et à la concentration est l'occasion d'un contrôle renforcé sur les activités de la population, d'une normalisation plus poussée de ses besoins. Le contrôle prendra nécessairement un visage policier : *fabrication des centrales, cycles du combustible, surveillance des déchets, comptabilité exacte du plutonium, voilà qui exige une minutie et une vigilance sans précédent dans l'histoire des sociétés humaines.* Nous ne pensons pas que la société actuelle, qui n'a su éviter ni Ekofisk, ni Seveso, soit capable de garantir une telle minutie et une telle vigilance. Au fond, par ses caractéristiques extrêmes, le recours massif à l'énergie nucléaire est un révélateur des tendances les plus profondes et les plus négatives de la société capitaliste. Il montre l'incapacité des institutions bourgeoises à traiter démocratiquement du choix nucléaire et de ses risques. Pas plus que les autres technologies, la science et la technique nucléaires, développées initialement à des fins militaires, ne résultent d'un progrès « naturel » ou « nécessaire ». Pour se rapprocher d'une société qui ne soit pas une généralisation des pénuries passées ou actuelles, une croissance énergétique est sans doute nécessaire, à l'échelle mondiale. La voie nucléaire ne répond pas à cet objectif. Car le besoin d'énergie qu'elle suscite n'est qu'un mirage manipulé par des marchands. Et les marchands d'énergie auront toujours besoin de « leurs pauvres » pour justifier la croissance de leurs profits. Malheureusement, « leurs pauvres » risquent d'être toujours aussi pauvres.

En réalité, il faut aller plus loin dans l'analyse, pour discuter au fond des questions soulevées *par la croissance énergétique qui supporte le développement des forces productives* ; car les structures de la consommation énergétique renvoient en fait à celles des rapports de production.

IV. Énergie, emploi, croissance des forces productives

La question de l'énergie nucléaire est au cœur des débats sur la transition au socialisme et la croissance des forces productives...

En France, l'attitude face au nucléaire des organisations ouvrières réformistes est connue : Pour le PCF ou la CGT, il s'agit essentiellement de faire participer la science et la technique nucléaires « à la satisfaction des besoins de tous les Français » et à la sauvegarde de « l'indépendance nationale ».

Les positions du PS, plus floues et moins cohérentes, s'inscrivent dans une perspective analogue tout en visant à se concilier certaines couches d'électeurs potentiels peu favorables au nucléaire (exigence récente d'un moratoire de 18 mois.) Seule, la CFDT fait entendre une voix quelque peu dissonnante dans le concert réformiste. En réalité ces options sont guidées par la pratique de collaboration de classe de ces organisations, qui, dans le cas précis de la politique énergétique, subordonnent les intérêts historiques des travailleurs à la politique de la classe exploiteuse.

1. La croissance des forces productives

Au centre des débats se trouve *la question de la croissance des forces productives*, souvent très mal posée.

La société « communiste » à laquelle Marx a toujours fait référence, est une société très développée, sans rapport avec le communisme grossier qu'il décrit sous des traits repoussants, à plusieurs reprises.

Pour atteindre au contraire à ce que Marx appelle une appropriation positive, qui ne prenne pas la forme d'une généralisation des aliénations passées — partager les mêmes peines et la même pénurie, en quelque sorte, et non s'en libérer —, le développement des forces productives apparaît comme l'instrument essentiel de cette libération, permettant à la fois l'abandon et une transformation des relations des hommes entre eux et avec la nature. Cette perspective reste bien la nôtre, celle d'une société qui tend vers une productivité supérieure du travail social, dans laquelle le temps de travail des machines serait fondamental, et non celui des hommes.

La critique que formulent sur ce plan — et avec de multiples nuances — les mouvements écologistes, est en fait la suivante : Quelle est votre société d'abondance ? N'est-ce pas là un simple mirage perpétuellement remis en cause par la croissance des besoins eux-mêmes ? La course perpétuelle à l'accumulation et à la destruction de

nouveaux objets pour en produire de plus perfectionnés ? La tendance à recouvrir la face de notre globe de toujours plus de béton, d'acier, de plastique ? Et finalement le perpétuel report au lendemain de cette société où les hommes n'auront plus à consacrer à la production de leurs moyens matériels d'existence la plus grande part de leur temps ?

Notre réponse, sur ce plan, est claire. Il n'y a pas équivalence entre développement des forces productives et croissance indéfinie de la production de biens matériels. Sur le seul plan énergétique qui nous intéresse ici, cela a été démontré de façon concrète et définitive par de nombreuses études⁹. Développer les forces productives jusqu'à la (une ?) société d'abondance, désigne simplement l'objectif suivant : orienter le développement pour créer une société capable de produire des conditions d'existence telles qu'il n'y aurait plus besoin de « *compter ce que la société dépense pour produire* ».

Ce qui est central dans un tel objectif, ce n'est donc pas la quantité d'objets matériels produits, mais la quantité de travail vivant nécessaire pour les produire.

Pour nous — comme pour Marx dans une société socialiste, et a fortiori communiste — la véritable mesure de la richesse, c'est le temps libre dont disposent les producteurs.

2. Le problème de la transition

Cela dit, reste le problème le plus difficile, celui des conditions matérielles de la transition entre la société actuelle et ses gaspillages, et une société socialiste développée. On voit bien qu'une politique d'économies d'énergie ne peut constituer en tant que telle un but pour la classe ouvrière. L'objectif central est bien, sur le moyen et le long terme, la hausse de la productivité du travail, *pour faire reculer la misère* et dégager massivement *du temps libre* pour les producteurs. Située hors de ce contexte, une stabilisation de la consommation énergétique globale — ou bien débouche sur une politique d'austérité (politique de la bourgeoisie) — ou bien risque de se payer par plus de travail humain (ce à quoi peuvent aboutir les positions de certains courants écologiques). Mécanisation et automation demandent en effet très souvent une augmentation de la consommation d'énergie, qui se substitue à l'énergie déployée par le travail humain.

Deux points me semblent décisifs pour aborder correctement ce problème :

— Celui de l'héritage global que nous laisse la société capitaliste : le potentiel énergétique qu'elle lègue à la société socialiste, au même titre que les machines, les usines, les moyens de transport... est bien sûr, le

produit de cette société, façonné de manière à assurer sa propre reproduction. Il n'en reste pas moins que cet ensemble (raffineries, routes, usines...) constitue la base matérielle de départ de la société socialiste. A travers cette infrastructure matérielle globale, les générations actuelles héritent, bénéficient, du travail mort accumulé par des dizaines et des dizaines de générations passées.

Quelles que soient les orientations technologiques et énergétiques prises par une société de transition, elle ne pourrait (et ce serait absurde !) annuler brutalement cette base matérielle : Il faut des dizaines d'années pour transformer en profondeur le potentiel industriel d'un pays, plus d'un demi-siècle pour renouveler son parc de logements... Cela me semble d'ailleurs être une raison supplémentaire de lutter contre les programmes nucléaires.

— Si l'objectif d'une stabilisation de la consommation d'énergie fossile semble justifiée écologiquement, nul n'a le droit de décider en lieu et place des masses, des travailleurs, des modalités (au niveau du travail, du mode de vie) d'un changement du profil énergétique de la société.

Ces deux remarques permettent de discuter plus précisément des critères de choix dans une société de transition ; à partir des capacités d'investissement global, il faudrait déterminer correctement les secteurs productifs, et en particulier les technologies énergétiques dans lesquelles l'investissement le plus faible par travailleur permettrait les plus importantes augmentations de la productivité du travail. Une telle démarche devrait éviter deux écueils :

— Si l'objectif est de créer des emplois, cela ne veut pas dire, pour autant, qu'il faut remplacer le tracteur par le bœuf, la machine par le travail humain (ce qui pourrait résulter de certains programmes écologiques).

— Ne pas poursuivre l'objectif de l'augmentation de la productivité du travail à n'importe quel prix, notamment avec n'importe quel niveau d'investissement énergétique par travailleur ; car cela déboucherait à coup sûr, comme dans la société capitaliste, sur une crise de l'emploi, et probablement sur une crise écologique. Même dans une société socialiste, un tel objectif en soi pourrait s'avérer illusoire et risquerait de se payer par des chutes spectaculaires de productivité à terme (exemple de l'agriculture).

Protéger les travailleurs contre des technologies dangereuses ne peut s'inscrire valablement que dans la perspective historique de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cela peut signifier le retour à des technologies, à des processus de production

exigeant plus de travail humain, au moins pour une période : l'abandon, aujourd'hui, de l'énergie nucléaire relève d'un tel choix ; et nous devons nous battre pour cet abandon, tout en condamnant comme absurde et réactionnaire toute politique qui ne rechercherait pas des techniques nouvelles permettant d'augmenter la productivité du travail, avec l'objectif permanent d'un travail global moins long, moins pénible, moins pesant, et également partagé entre les hommes.

Enfin, prendre en compte l'intérêt global des travailleurs, leur santé, celle des générations futures, passe par le respect des grands cycles écologiques indispensables à la vie. Mais, les travailleurs ne sauraient payer l'élimination de conditions douteuses de travail, le rejet de technologies dangereuses comme le nucléaire, ou encore l'introduction de technologies nouvelles, par le chômage ou une quelconque politique d'austérité. Nous arrivons ici à une autre question importante, et très souvent mal posée, mal discutée : celle du rapport entre la croissance énergétique et le volume de l'emploi.

3. Énergie, emploi

Les réponses à ces questions restent souvent au niveau où les situe l'idéologie dominante ; et en Europe, la bourgeoisie s'efforce, sur ce terrain, d'enfoncer un coin entre les mouvements écologiques et la classe ouvrière ; ainsi, en France, un axe essentiel de la propagande d'État en faveur du nucléaire est celui de la création d'emplois (ou inversement la menace du chômage dans l'hypothèse d'un moratoire). La réponse au chantage étatique et patronal doit se situer à plusieurs niveaux :

● *D'abord, que se passe-t-il au niveau d'une centrale ?*

Il faut distinguer deux phases : construction et exploitation.

— Phase 1 : construction :

Années	1	2	3	4	5	6
Génie civil	130	296	490	350	250	45
Electro-mécanique	0	6	110	460	780	135
Total	130	302	600	810	1 030	180

Tableau III
Emplois créés sur un chantier de deux tranches PWR de 925 MWe (exemple de Bugey et Fessenheim).

— Phase 2 : exploitation :

L'exploitation nécessite un personnel beaucoup moins nombreux : ainsi pour l'ensemble des tranches de Bugey 550 personnes sont prévues en tout ; 350 pour les quatre tranches PWR, 200 pour Bugey I (filiale UNGG), déjà en exploitation. A cela il faut ajouter que les quelques emplois créés localement (et on connaît l'importance de ce problème pour les régions rurales) sont des emplois sans qualification, que ces quelques créations d'emplois nouveaux s'accompagnent de suppressions dans d'autres secteurs. Ainsi, les agriculteurs se voient dépossédés d'une partie de leurs terres, pour la construction de la centrale elle-même, mais aussi à cause de l'emprise des couloirs de ligne. Par exemple, pour la centrale de Flamanville, et les couloirs de ligne qui emmèneront l'électricité vers Caen et Rennes, les syndicats d'agriculteurs ont calculé que 2 000 ha de bonne terre seront enlevés aux cultures. Ainsi, l'existence des 300 pêcheurs de l'estuaire de la Gironde est menacé par la pollution thermique des réacteurs prévus à Braud-Saint-Louis.

● *Comparaison d'une chaîne de production d'électricité nucléaire à une chaîne de production d'électricité thermique classique*

Une étude américaine a fait la comparaison entre une centrale à charbon et une centrale nucléaire à eau légère. Le résultat de cette comparaison, qui porte sur toute la chaîne de combustible, de l'extraction au stockage des déchets est le suivant :

- 2 614,6 hommes/heure/MWe/an pour la centrale à charbon
- 1 028,7 hommes/heure/MWe/an pour la centrale nucléaire.

Par conséquent, aux États-Unis, le remplacement d'une centrale à charbon de 5 000 MWe par une centrale nucléaire de même puissance, en prenant une année de 2 000 heures par travailleur, conduit à la suppression de 3 965 emplois. C'est à un chiffre analogue qu'arrive Lovins, lorsqu'il affirme que la mise en route de chaque centrale nucléaire nouvelle crée 4 000 chômeurs supplémentaires aux États-Unis.

● *Implications au niveau d'un pays*

En France, une étude faite en 1975, portant sur les groupes Creusot-Loire, Alsthom-CGE et CEM, qui construisent les turbo-alternateurs ainsi que les composants les plus importants des centrales nucléaires, estimait les emplois nouveaux à 150 chez Alsthom, un peu plus de 1 000 chez Framatome Creusot-Loire, 200 à la CEM, soit au total, 1 500 emplois environ. Dans le même temps, au niveau

national, le « tout nucléaire » portait un coup sévère aux entreprises travaillant dans le secteur des énergies classiques : 1 459 licenciements à Idéal-Standard, 450 et chômage partiel à la Société Générale de Fonderie, 480 à Francia-Noval, 380 à Chaffoteaux-Maury, plus de 200 à Finimétal et à Saulnier Duval. La restructuration du secteur de l'électromécanique conduisait à l'élimination de firmes comme Babcock (plusieurs milliers de licenciements) pour les chaudières, et à l'arrêt de l'activité de l'atelier de mécanique et de fabrication de petites turbines (comme à Rateau, dont les ouvriers ont occupé l'entreprise de La Courneuve, dans la banlieue parisienne, pendant plus d'un an). Comme toujours, dans la société capitaliste, un changement technologique crée des emplois nouveaux, mais en même temps d'importantes poches de chômage.

Mais on ne peut s'en tenir à cette seule appréciation : nucléaire = chômage, car ce serait s'en prendre aux seules machines et non à la société qui les fabrique. Et ce serait oublier que le nucléaire ne crée du chômage que parce que, dans la société capitaliste, la technologie n'est pas prise en compte pour satisfaire les besoins humains, mais seulement pour accroître les profits. Si au contraire les besoins humains (par exemple sous la forme d'une exigence d'une diminution du temps de travail ou d'une qualification plus grande de ce travail), ou les exigences écologiques fondamentales, interviennent dans ces mécanismes de la société capitaliste, ce ne peut être que dans le sens de leur dérèglement, pour poser objectivement la question d'un autre mode de production, d'une autre finalité de l'utilisation de l'énergie et de la technologie...

On pourrait ainsi imaginer que l'énergie nucléaire (à la place du charbon par exemple) permette, dans une société socialiste, de dégager du temps libre. Mais pour apprécier ces nouvelles possibilités, c'est seulement à partir d'un bilan social global que les producteurs pourraient trancher la question. D'ores et déjà, dans l'équation d'un tel bilan, les termes négatifs l'emportent sur les termes positifs : le temps libre éventuellement dégagé par une utilisation massive du nucléaire se paierait de trop de contraintes et de risques sur le long terme pour qu'une société socialiste, précisément soucieuse d'une gestion sur le long terme, s'engage sur cette voie. En ce qui concerne la société actuelle, ce n'est évidemment pas à un tel bilan que se livrent ses cercles dirigeants. La caricature de planification énergétique qu'ils nous offrent n'est en réalité qu'un mauvais scénario, prolongeant simplement les tendances de gaspillages passées et actuelles, et constamment démenti par les faits.

4. La rigidité du choix nucléaire

Le problème énergie/emploi est directement lié à celui de la mobilisation des capitaux nécessaires aux investissements dans différents secteurs énergétiques, et à celui de la rentabilisation de ces capitaux. Pour comprendre les implications du choix nucléaire, à ce niveau, nous donnons dans le tableau suivant les chiffres des investissements dans le cas du programme nucléaire français, sur la base de la mise en chantier annuelle de cinq réacteurs PWR. Les chiffres sont donnés en milliards de francs 1976.

Construction des centrales	Enrichissement du combustible	Retraitement	Extension du réseau de distribution	Recherche Développement
15	3	1,5	2,5 à 3	7

Tableau IV

Tableau IV

Ce tableau montre que la politique énergétique française exige un investissement annuel d'une trentaine de milliards de francs. Le coût du démantèlement des installations obsolètes n'est pas inclus dans ce total. Une estimation suédoise le considère comme devant être du même ordre de grandeur que celui de la construction ; cela est confirmé par l'exemple de la centrale de Santa Susana en Californie : son démantèlement doit durer deux ans et le coût de l'opération est évalué à 6 millions de dollars ; la construction de la centrale avait duré trois ans et coûté 13 millions de dollars.

Par ailleurs, la plupart des évaluations actuelles sur les investissements dans le secteur de l'énergie convergent vers les conclusions suivantes : pour fournir une même quantité d'énergie, le système électro-nucléaire exige cinq à dix fois plus de capital que le chauffage solaire ou la production de combustibles d'origine végétale, et deux fois plus que les centrales solaires à héliostats, dans le cas de conditions climatiques favorables comme celles du bassin méditerranéen.

Pour la France, la très remarquable étude rédigée par Michel Bosquet pour la revue *Que Choisir ?* montre qu'avec des investissements inférieurs aux investissements actuels dans le nucléaire il serait possible d'assurer, vers l'an 2000, avec le soleil, l'approvisionnement énergétique de la France avec un déficit de l'ordre de 50 MTep¹⁰, et cela avec une légère augmentation de la consommation moyenne par habitant. Or, les estimations officielles prévoient pour

cette date, un déficit de 215 MTep¹⁰ et cela sans prendre en compte le déficit correspondant aux importations d'uranium. On voit que le choix électrique nécessite des investissements considérables à cause notamment de l'utilisation d'un vecteur énergétique souvent mal adapté aux usages finaux. Le choix nucléaire-électrique double ces investissements : c'est en réalité un choix social qui rend indisponible les moyens nécessaires à des investissements énergétiques alternatifs.

Son développement ne répond pas à une demande correspondant à de nouveaux besoins énergétiques. Mais c'est le moyen de permettre l'accumulation du capital dans de nouveaux secteurs ; la production d'une demande dont le premier objectif est de faire financer par l'Etat (donc par la plus-value suée par les prolétaires) la concentration de ces nouveaux secteurs ; tout en faisant courir à la population le risque de pénuries brutales et en menaçant les travailleurs d'un chômage accru.

Il ne s'agit évidemment pas, pour nous, comme pour certains écologistes, d'essayer de convaincre les capitalistes que d'autres énergies seraient plus rentables que le nucléaire. Il s'agit de s'opposer de fait, à la rentabilisation des capitaux investis dans l'ensemble des branches liées au nucléaire. Dans cette perspective, le véritable enjeu du mouvement anti-nucléaire rejoint celui, plus global, de la lutte des classes : capitalisme ou socialisme ? socialisme ou barbarie ?

V. Mouvement anti-nucléaire et mouvement ouvrier

Le mouvement anti-nucléaire n'est pas, comme voudraient le faire croire tous ceux qui assimilent purement et simplement croissance de la production de marchandises et marche au socialisme, un simple avatar, un simple obstacle sur la voie de cette croissance. Il est un indice et un agent de l'agonie du système capitaliste.

Les organisations ouvrières réformistes se font, sur ce terrain aussi, les complices du système capitaliste. Certains mouvements écologiques, imputent cette attitude à l'héritage théorique du mouvement ouvrier ; mais il est abusif de reprocher à Marx de n'avoir pas traité ces questions qui ne se posaient pas encore il y a un siècle, du moins à l'échelle globale ; il ne faut pas confondre le prolétariat et les organisations qui parlent en son nom, comme ont tendance à le faire les porte-parole du mouvement écologique ; enfin il est tout à fait compréhensible que les travailleurs, menacés vitalement, depuis toujours, sur les lieux mêmes de leur exploitation ne commencent à se poser le problème des menaces potentielles du nucléaire que dans un cadre plus large, c'est-à-dire en termes de lutte

pour une société qui mettrait fin à leur situation d'exploités. Cela, même les courants écologiques radicaux ne l'ont pas toujours saisi. Inversement, ne pas comprendre que l'essor d'un mouvement écologique de masse crée des possibilités nouvelles de lutte pour le prolétariat, c'est faire preuve d'une myopie totale, c'est se condamner à une politique *dogmatique* (sur le thème « rien de nouveau sous le capitalisme ») et *maximaliste* (en renvoyant la solution de tous les problèmes à l'époque bénie où sera « abolie la propriété privée des moyens de production »). C'est au nom de contradictions réelles (notamment l'existence de courants bourgeois et réactionnaires au sein du mouvement écologique), éviter des problèmes tactiques qui ne peuvent être résolus que par une politique d'alliance différenciée avec les scientifiques radicaux, avec la jeunesse, avec les différentes couches sociales menacées par la politique nucléaire. Il n'y a pas d'issue historique pour le mouvement anti nucléaire en dehors du prolétariat ; car les luttes anti nucléaires, comme l'ensemble des luttes écologiques, débouchent toujours sur la question essentielle : qui contrôle la production, ses finalités, ses conséquences sur l'environnement ? Du refus de la pollution, du saccage de l'environnement et du gaspillage des ressources naturelles, à l'exigence du contrôle des travailleurs et des populations directement concernées sur les nuisances, mais aussi sur tous les choix d'implantations industrielle, agricole, touristique, il n'y a qu'un pas, qui peut être rapidement franchi dans les luttes écologiques actuelles.

Selon nous, un tel contrôle devrait être exercé par des organes démocratiques, sur une base territoriale, avec une représentation prépondérante des organisations ouvrières. Cette perspective rompt complètement avec l'organisation sociale actuelle ; cette dernière sépare ce qui se passe à l'intérieur de l'usine (qui relève de la compétence patronale) de ce qui se passe à l'extérieur (qui relève de la compétence des autorités communales ou étatiques). La logique d'un tel contrôle serait double car il tendrait à la fois : à briser les deux piliers de l'autorité bourgeoise, celui du patronat dans l'usine, celui de l'État dans la Société Civile, à remettre en cause les rapports actuels des travailleurs et de la population aux connaissances scientifiques et technologiques. Là où l'ouvrier et le technicien ignorent ou connaissent mal les procédés utilisés, les substances manipulées dans l'usine, leur propre santé, mais aussi celle de la population riveraine, est potentiellement menacée...

L'État bourgeois n'a de solution à ses problèmes que dans un contrôle étatique accru, avec ses corps spécialisés de répression, d'experts... sa politique énergétique s'inscrit totalement dans ce cadre

autoritaire centralisé, où l'ensemble des transactions énergétiques doit relever de la sphère de la marchandise...

Ce sont d'autres finalités qui commanderaient la politique énergétique d'une société socialiste : *l'utilisation massive des sources d'énergie renouvelables et décentralisées s'inscrirait au contraire dans la logique de la gratuité*, pour faire reculer la sphère de la marchandise.

Pour conclure : Je pense que l'ensemble des considérations précédentes doit nous conduire *au rejet en principe de la technologie nucléaire*. Cet « en principe » concerne l'avenir à vues humaines, et doit conduire à refuser l'utilisation des technologies nucléaires pour produire de l'énergie à l'échelle industrielle dans toute société, qu'elle soit capitaliste, bureaucratique et à fortiori, socialiste. Les changements de modes de production ont toujours duré des siècles. Il ne semble pas que la transition au socialisme doive se faire du jour au lendemain. Compte-tenu de tout ce que nous savons de la durée d'activité des déchets, de la contamination des sites, des risques d'accident, des contrôles indispensables des installations, *la seule position de principe que nous puissions prendre est contre l'énergie nucléaire* ; et cela d'autant plus que des possibilités énergétiques infiniment plus attrayantes sont à portée de la main.

Mais l'obstacle ultime à une telle prise de position ne réside-t-il pas dans tous les relents de positivisme idéaliste qui ont encore cours dans le mouvement ouvrier, et jusque dans nos propres rangs. Il faut rompre avec l'idée que la maîtrise (?) de l'énergie nucléaire serait le summum des réalisations de l'intelligence humaine, l'alpha et l'oméga de son contrôle de la matière. Nous l'avons montré : la science et la technique nucléaires, développées initialement à des fins militaires, sont beaucoup plus les produits d'un système social, d'un état historiquement daté des rapports de force internationaux, que le résultat d'un développement « naturel », « nécessaire », de la science et de la technique.

Mais comprendre cela, n'implique-t-il pas tout simplement un retour à Marx, puisque, dans *le Capital*, le développement de la science ressortit sans ambiguïtés des lois de l'accumulation du capital ?

Et cela n'implique-t-il pas, plus simplement encore, d'ouvrir les yeux sur les mouvements sociaux de notre époque, pour en saisir les implications les plus profondes ? A cet égard, le mouvement et la science écologiques marquent sans doute la fin d'une période de la problématique scientifique où chaque spécialiste voyait baliser avec

rigueur le domaine étroit où il pouvait développer la connaissance.

Et le refus du nucléaire constitue, dans la pratique sociale, un renversement sans précédent des rapports jusqu'ici subordonnés des masses aux savoirs scientifiques.

Jean-Paul Deléage

NOTES

1. « *Économies externes* » : économies qui sont réalisées par une entreprise qui transfère certains de ses coûts de production sur l'« extérieur » (l'environnement, les populations riveraines, l'ensemble des travailleurs, etc.). C'est par exemple ce qui se passe lorsqu'un capitaliste refuse d'installer un dispositif anti-pollution. Il économise ainsi sur ses coûts de production aux dépens de l'environnement qui sera pollué, c'est-à-dire finalement aux dépens de la santé des populations riveraines. On a un autre exemple « d'économies externes » lorsqu'une entreprise bénéficie gratuitement de technologies mises au point grâce à la Recherche publique...
2. Pour une discussion plus approfondie de ce point, il faut se référer à l'analyse de Marx consacrée à la rente foncière (*le Capital*, t. III, section 6). Sur les rapports rente foncière/énergie, on lira aussi l'article de Massarat : « *Crise de l'énergie ou crise du capitalisme ?* » dans les n^{os} 21 et 22 de *Critiques de l'économie politique*. La rente jouait évidemment un rôle plus décisif à l'époque où le vent et l'eau étaient deux sources importantes d'énergie mécanique. Une disponibilité différente de ces ressources a pu contribuer à une structuration différente des rapports de production. Marx évoque cette question à plusieurs reprises dans *le Capital*, notamment de façon humoristique dans les lignes suivantes : « *Le manque de cours d'eau vive et la surabondance d'eaux stagnantes forcèrent les Hollandais à user le vent comme force motrice. Ils empruntèrent le moulin à vent à l'Allemagne, où cette invention avait provoqué une belle brouille entre la noblesse, la prêtraille et l'empereur pour savoir à qui des trois le vent appartenait. L'air asservit l'homme, disait-on en Allemagne, tandis que le vent constituait la liberté de la Hollande et rendait le Hollandais propriétaire de son sol.* » *le Capital*, livre I, tome II, p. 61, Ed. Soc.).
3. *Unités d'énergie* : L'unité la plus souvent utilisée est le Tec (Tonne Equivalent Charbon), qui est l'énergie thermique fournie par la combustion complète d'une tonne de charbon. Par exemple, l'énergie fournie par la combustion d'une tonne de pétrole correspond à 1,5 Tec (soit 1 Tep). La puissance d'un moteur ou d'un réacteur se chiffre en Watts (W) ou Mégawatts (MW). Elle permet de mesurer l'énergie que ce réacteur est susceptible de fournir en 1 seconde. Il faut distinguer la puissance thermique produite dans le réacteur et la puissance électrique fournie au réseau qui est seulement 30 % de la précédente. Pour préciser cela, on chiffre la puissance électrique en Megawatts électriques (MWe) — les réacteurs que l'on construit actuellement atteignent 1 000 MWe (soit 1 milliard de We).
4. *Énergie nette* : Il s'agit de l'énergie obtenue lorsqu'on soustrait à l'électricité délivrée aux bornes de la centrale, toute l'énergie qu'il a fallu investir dans la

chaîne de production énergétique. C'est cette énergie nette que permet de calculer le bilan énergétique.

5. *Curie (Ci)* : C'est l'unité qui sert à mesurer l'activité radioactive. Un curie (Ci) correspond à peu près à l'activité d'un gramme de radium 226.
6. Les « basses calories » correspondent à de l'énergie à basse température, en gros à température inférieure à 200 °C. Les « basses calories » sont suffisantes pour certains usages (chauffage, eau chaude pour les usages domestiques). Par contre, certains procédés industriels exigent des « hautes calories » (hauts fourneaux, fabrication de l'électricité, etc.).
7. Ceci résulte des lois de la thermodynamique, auxquelles aucune astuce technique ne permet de se dérober : Dans toute transformation de la chaleur (forme dégradée de l'énergie) en une forme noble (travail mécanique, électricité, ...) seule une partie de la chaleur initiale peut être transformée en électricité. Le reste est rejeté dans l'environnement sous forme de chaleur. C'est ce qui a conduit les physiciens à définir la notion de rendement : le rendement d'une machine, c'est le rapport de l'énergie délivrée par la machine (électricité fournie aux bornes de la centrale, par ex.) à l'énergie qu'il a fallu lui fournir (le charbon brûlé dans la chaudière) pour l'actionner.
Ainsi, le rendement d'une centrale thermique et du réseau de distribution de l'électricité qu'elle produit est de l'ordre de 1/3. On perd donc dans l'environnement les 2/3 de l'énergie sous forme de chaleur. Ceci ne se justifie que dans le cas où cette électricité est destinée à des usages « nobles » (éclairage, par exemple). C'est par contre un gaspillage de l'utiliser à nouveau sous forme de chaleur ; il serait plus rationnel, dans un tel cas, de brûler le charbon ou le fuel sur le lieu d'utilisation de la chaleur. Mais il serait beaucoup plus rationnel encore d'utiliser un système de chauffage solaire !
8. *Les réserves mondiales de combustibles fossiles* sont constituées pour une faible part par les hydrocarbures (de l'ordre de 260 milliards de tonnes) et surtout par le *charbon*. Les études les plus récentes estiment que les réserves de charbon représentent plus de 10 fois les réserves pétrolières. Le handicap essentiel du charbon est lié aux coûts relativement élevés d'extraction ; par ailleurs, c'est une matière première énergétique polluante, et qui est toujours très meurtrière (on compte deux morts pour 1 million de tonnes de charbon extrait dans un pays comme la France, sans compter la silicose). Enfin, il semble que l'accroissement du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère observé depuis une vingtaine d'années, partiellement lié à l'utilisation de plus en plus massive de combustibles fossiles, pourrait avoir des effets climatiques désastreux à l'échelle du globe. Il faut néanmoins souligner que des technologies nouvelles, comme la gazéification *in situ*, ou la combustion sur lit fluidisé, pourraient éviter les premiers de ces inconvénients.
9. On pourra lire sur ce point l'excellente étude publiée par *Que Choisir ?* : « *Au soleil de l'An 2000* », ainsi que le *Projet Alter*, mis au point par le groupe de Bellevue.
10. Ce chiffre est à rapprocher de la consommation globale actuelle de la France, qui s'élève à 170 MTep, dont 75 % sont couverts par des importations.

e la commune mai 68

est Mandel
politiques 1
histoire du mouvement ouvrier international



Italie: les fruits amers du compromis historique

Anna Libera



éditions la brèche



tion
ébats
erence
mmes
à la ligue
uniste
nnaire

vement des
mmes
utte de classe

e la taupe rouge

11

**pour
débatre
avec
l'POCT**

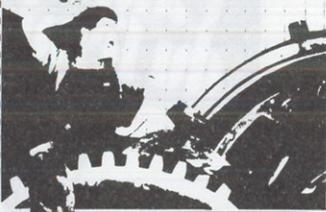
antoine artous
michel dupre

«débat»

éditions la brèche 13

cahiers de la taupe

n°21 mars 1978, 6 francs.



35h
**...vers les 30h,
c'est possible!**

L'ETAT BOURGEOIS
ET LA REVOLUTION



ROSA
LUXEMBURG

LES FEMMES
DANS LA REVOLUTION
CHINOISE



KATIE
CURTIN

PEITTE COLLECTIONS LA BRICOLISE

livres
revues
brochures
cassettes

PEITTE COLLECTIONS LA BRICOLISE

conférences sur la libération des femmes

Alexandra
Kollontai



Au sommaire de ce n° 23 :

- Henri Weber
Mai 68 : une répétition générale ?
- Jacques Kergoat
Sous la plage, la grève : 1958-1968
- Interview de Patrick Viveret (rédacteur en chef
de la revue « Faire »)
- Robert Linhart
L'évolution du procès de travail
- Alain Brossat
La bande à Baader, suicidés de la révolution...
- Jean-Marie Vincent
La politique n'est plus ce qu'elle était
- Michel Lequenne
Inéluctabilité et difficultés de la social-démocra-
tisation du PCF
- Jean-Paul Deléage
Energie nucléaire et transition au socialisme